

Université de Montréal

**Ce qui échappe à la Raison d'État : stratégies discursives des intendants de la
Nouvelle France confrontés à la contrebande des fourrures, 1715-1750**

Par Gilles Roy

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maître ès art (M.A.) en histoire

Août 2018

© Gilles Roy, 2018

RÉSUMÉ

En Nouvelle France au XVIII^e siècle, le commerce illicite Montréal-Albany est entré dans les mœurs. Les structures économiques de la colonie et le dispositif de répression visant ce commerce lui ont donné son organisation particulière. Mais un autre facteur largement ignoré par les historiens contribue aussi à sa normalisation : le discours que produisent les autorités coloniales à son sujet. À titre de premier magistrat et administrateur de la colonie, l'intendant de la Nouvelle France occupe une place singulière dans le dispositif répressif et discursif mis en place pour combattre cette contrebande. L'intendant et son subdélégué montréalais instruisent des procès en contrebande, et l'intendant effectue des suivis sur cette question au secrétaire d'État à la Marine, son supérieur en métropole.

Dans cette thèse, trois intendants apporteront un regard unique sur le commerce Montréal-Albany. À partir d'informations glanées « sur le terrain », ces intendants vont procéder à une classification des faits et des comportements liés à la contrebande, en vue de jugements et de prises de décision ministériels. Mais les moyens qu'ils mettent en œuvre pour défendre le privilège d'exportation des pelleteries de la Compagnie des Indes sont souvent déficients, et contre-productifs. En énumérant les obstacles à la répression, le discours produit par les intendants donne à cette contrebande ses colorations particulières. Dans la correspondance officielle, l'intendant décrit le réseau consolidé de marchands qui tiennent en main le commerce intercolonial, et les effets du trop grand éloignement de la métropole civilisatrice sur les sujets coloniaux. Il s'attarde encore sur le rôle joué par la Compagnie dans l'incitation du phénomène qu'elle déplore, et l'enjeu sécuritaire lié à la participation des autochtones dans ce commerce prohibé. Cette étude porte ainsi sur les stratégies discursives de trois intendants, Michel Bégon de La Picardière (1712-1726), Claude-Thomas Dupuy (1726-1728), et Gilles Hocquart (1728-1748), qui formuleront dans leur discours destiné au ministre en métropole la part du « dicible » à l'égard d'un commerce qu'il faut officiellement combattre, mais que l'on se trouve obligé à tolérer.

Mots-clés : Nouvelle France, contrebande, Montréal, Albany, marchands, Amérindiens, Domiciliés, traite des fourrures, colonie, discours, justice, Ancien Régime.

ABSTRACT

In New France in the eighteenth century, illicit trade between Montreal and Albany had become commonplace. The economic structures of the colony and the repressive measures aimed at contraband gave this trade its particular organization. Another important factor in the normalization of illicit trade was the discourse produced by colonial authorities on contraband. As top magistrate and administrator of the colony, the *intendant* of New France occupied a singular place in the repressive and discursive apparatus set up to fight unauthorized trade. The *intendant* and his Montreal *subdélégué* brought smugglers to trial, and the *intendant* often took up the matter in his correspondence with his superior in metropolitan France, the secretary of state of the Marine.

In this thesis, three *intendants* will bring their own unique brand of discourse to bear on the Montreal-Albany trade. Based on information obtained from first-hand reports, these *intendants* classify facts and behaviours related to contraband, for judicial proceedings and ministerial decision-making. But the means and methods they employ to defend the fur exporting privilege of the *Compagnie des Indes* prove to be rather deficient and counterproductive. As their discourse delineates the many obstacles to the full application of French colonial law, the *intendants* give the Montreal-Albany trade its colouring. In official correspondence, the *intendant* describes the consolidated network of merchants who hold intercolonial commerce in their grasp, and the deleterious effects of distance on colonial subjects from the civilizing ways of the metropole. The *intendant* scrutinizes how the *Compagnie's* policies stimulate the phenomenon it deplores and anticipates breaches to colonial security related to the participation of the *Domiciliés*, or "settled" Natives, in the prohibited trade. This study focuses on the discursive strategies of three *intendants*, Michel Bégon de La Picardière (1712-1726), Claude-Thomas Dupuy (1726-1728), and Gilles Hocquart (1728-1748), who formulate in their correspondence with the secretary of state of the Marine in France matters of official policy toward a contraband which they officially must fight, but also tolerate.

Keywords: New France, contraband, Montreal, Albany, merchants, First Nations, Settled Natives, fur trade, colony, discourse, justice, Ancien Régime.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	i
ABSTRACT	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES SIGLES ET DES ABBRÉVIATIONS	v
REMERCIEMENTS.....	vi
INTRODUCTION.....	1
Méthodologie et sources	5
Problématique.....	7
Discours : hypothèse de travail.....	8
Sources	9
Périodisation.....	12
CHAPITRE UN : ÉTAT DE LA QUESTION	15
1.1. Aperçu historiographique	15
1.2. État des connaissances	19
1.2.1 Les acteurs du commerce illicite	23
1.2.2 Clientèles et parentèles du « commerce étranger ».....	32
1.2.3 - Le débat sur les causes de la contrebande Montréal-Albany	39
1.3. Conclusion.....	49
CHAPITRE DEUX : LA SCÈNE D'ÉNONCIATION DU DISCOURS DE L'INTENDANT	52
2.1. Les sources d'information de l'intendant	53
2.2. Hiérarchiser les acteurs	68
2.2.1. Les Amérindiens : mœurs, libertés et ménagements.....	72
2.2.2 Les coureurs réhabilités ? La course de bois au XVIIIe siècle.....	76
2.2.3. Montréal, plaque tournante du commerce illicite	85
2.2.4. La « voye des sauvages »	93
2.3. Conclusion.....	96
CHAPITRE TROIS : LES STRATÉGIES DISCURSIVES DES INTENDANTS BÉGON, DUPUY ET	
HOCQUART	99
3.1. Bégon et la liberté du commerce	100
3.1.1. Le débat	105
3.1.2. Le commerce libre avant le « moment Law ».....	113
3.1.3. Le retour de la Compagnie	118
3.2. Hannibal Ante Portas ! L'intendant Dupuy sonne l'alerte contre les empiètements des Britanniques, et la corruption des Canadiens.....	122

3.2.1. Beauharnois et Dupuy s'attaquent à la contrebande.....	125
3.2.2. Les « veües des anglois ».....	128
3.2.3. La corruption des Montréalais	132
3.3. Hocquart et la Compagnie des Indes.....	140
3.4. Hocquart et les Domiciliés : entre « caresses et menaces »	152
3.5. Conclusion.....	162
3.5.1 Limites de l'étude et pistes à poursuivre.....	169
BIBLIOGRAPHIE	172

LISTE DES SIGLES ET DES ABBRÉVIATIONS

BAC : Bibliothèque et Archives Canada

BANQ : Bibliothèque et Archives Nationales du Québec

BHP : Bulletin d'histoire politique

BnF : Bibliothèque nationale de France

CHR: Canadian Historical Review

DBC : Dictionnaire biographique du Canada

RHAF: Revue d'Histoire de l'Amérique française

REMERCIEMENTS

En 2015, j'ai entrepris des d'études en histoire qui allaient me permettre d'interroger la traite des fourrures, qui a tant fait partie de l'héritage folklorique de ma jeunesse franco-manitobaine. Trois ans plus tard, mon travail de recherche est enfin accompli, fruit d'un effort de longue haleine, combinant un régime assidu de lectures, de consultation de sources, de participation à des séminaires et conférences, et des discussions avec mon directeur de recherches. Il est temps de remercier tous et chacun qui ont contribué à cet effort.

J'aimerais commencer par remercier mon directeur de recherches, Thomas Wien, patient guide de ce premier ouvrage de recherche en histoire, de m'avoir accompagné tout le long du périple. Avec Thomas, je peux dire sans hésitations que j'ai été choyé. Par ses qualités personnelles, sa rigueur et son professionnalisme, ma démarche s'est considérablement enrichie ; j'ai été capable de mener cette barque à bon port grâce à ses nombreuses corrections, contributions, et encouragements.

D'autres individus ont aussi contribué soit directement ou indirectement à mes recherches et à ma formation historienne. J'aimerais à cet effet remercier Christian Dessureault de m'avoir rompu à l'exercice de la synthèse historiographique ; Dominique Deslandres, qui m'a appris à tendre l'oreille à la lecture d'une source ; Marc Carrier et Gabriel Jacques-Bélair qui m'ont offert leurs excellents soutiens dans mes premières expériences d'enseignement en histoire ; Denis Gravel qui a généreusement accepté que je sois conférencier lors de l'événement du 350e anniversaire de Ville La Salle, en 2017 ; Sébastien Didier et Helen Dewar pour leur aide sur des questions précises ; enfin, Ollivier Hubert et Valérie Cauvin, pour leur assistance et soutien administratif.

Une aventure aussi solitaire que celle-ci ne peut se réaliser sans de nombreux appuis par la famille et les amis. J'aimerais ainsi profiter de cette occasion pour remercier Louis Dubé et Jolanta Manowska, Kelly Krauter et Daniel Durand, ainsi que David Lester, Julie Legault et Arianne Lester de m'avoir offert leurs soutiens, et des havres pour des retraites d'écriture. Pour terminer, j'aimerais enfin remercier ma famille, Daniel Roy, Stacey Wilkinson, et leurs enfants Odéah et Téo ; Manon Roy et Scot Millar ; et Guy et Hélène Roy, mes parents qui, grâce à leur soutien indéfectible, leurs nombreux encouragements, et leur passion pour l'histoire, m'ont permis de mener à terme ce projet, et d'offrir cette modeste contribution à l'historiographie de la Nouvelle France.

INTRODUCTION

Le commerce illicite Montréal-Albany figure dans la majorité des courants historiographiques de la Nouvelle France. Depuis P. F.-X. Charlevoix, plusieurs générations d'historiens¹ de la période coloniale ont, à divers degrés, commenté ou étudié ce phénomène, soit pour en souligner ses particularités, ou sa durabilité². L'historienne canadienne Jean Lunn sera la première à en faire un objet d'étude en 1939³. Par la suite, une succession d'historiens et d'historiennes abordera l'étude de cette contrebande en multipliant les approches et les angles de vue⁴. Des études récentes⁵ se sont penchées sur les motivations des divers acteurs de cette contrebande qui lie la capitale commerciale des fourrures canadiennes, Montréal, avec celle de « la colonie d'en face » plus au sud, Albany. Ces travaux ont pu remettre en cause certains parti pris de l'histoire économique, en se penchant sur les spécificités socio-culturelles de cette contrebande.

Cette reconnaissance de la diversité des acteurs impliqués dans le commerce prohibé a cependant fait détourner le regard des historiens d'un pan essentiel du phénomène, notamment sa *désignation* à titre de contrebande - ou pour employer le terme utilisé par les autorités de l'époque, la « fraude » et le « commerce étranger ». Certes, les ethnohistoriens ont marqué que

1. On peut féminiser, bien sûr...

2. Exemples tirés de l'historiographie canadienne-française du XIXe siècle : Ferland, J.B.A., *Cours d'histoire du Canada, deuxième édition*, N.S. Hardy, Québec, 1882, Vol. 2, p. 413-414. Garneau, F.-X., *Histoire du Canada, depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, Imprimerie N. Aubin, Québec, 1864, Tome 2, p. 533-535. ; Sulte, Benjamin, *Histoire des Canadiens-Français*, Wilson et Cie Éditeurs, Montréal, 1882, Tome 5, p. 121, 132, Tome 6, p.62. ; Le chanoine Groulx résume la chose en une formule lapidaire, le commerce Montréal-Albany représentant « le baril percé de la colonie ». ; Groulx, Lionel "Histoire du Canada français depuis la découverte", *Ligue d'action nationale*, Montréal, 1950, Vol 2, p. 136.

3. Lunn, Jean. « The Illegal Fur Trade out of New France, 1713-60. » *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association*, volume 18, numéro 1, 1939, p. 61-76.

4. Nous croiserons bon nombre de leurs études plus loin dans ce chapitre.

5. Notamment des thèses de maîtrise et de doctorat : Guévin, Marc, *Le commerce Montréal-Albany sous le Régime français : histoire d'un phénomène commercial*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1995 : 1-145. ; Gray, Linda Breuer, *Narratives and Identities in the Saint Lawrence Valley, 1667-1720*, PhD Thesis for the Department of History, McGill University, Montréal, May, 1999, 351p. ; Robert, Dhyana, *La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2016, 126p. ; Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, 209p.

le commerce prohibé par les Français (et à l'occasion, par les autorités coloniales britanniques) était tout autre pour les participants autochtones, qui n'eurent cesse de réclamer leur indépendance en matière d'échanges, d'alliances et de déplacements⁶. Mais les recherches sur la *construction discursive* dudit comportement interdit par l'État ont quelque peu été laissées en friche. On connaît en effet mieux les mesures de répression mises en place par les officiers coloniaux que leurs efforts de conceptualisation à l'égard de la contrebande.

Ce qui peut paraître comme une évidence n'en fut pas une. La Nouvelle France fut en effet, de 1663 à 1760, une colonie royale, dirigée par une élite coloniale qui instituera l'appareil d'État en présence, en actes et en paroles⁷. Hormis l'encadrement de la vie coloniale, cette élite dut aussi « accompagner » les différentes compagnies détentrices du privilège d'exportation des pelleteries canadiennes dans la protection de « leur » commerce. Un appareil de surveillance et de répression fut mis en place, mêlant personnel militaire attitré aux saisies, cours de justice coloniales, et réglementation royale. À la fois le commerce illicite et sa répression furent par ailleurs longuement commentés par les serviteurs du roi concernés. En colonie, un personnage se trouve au centre de ce dispositif répressif et discursif : *l'intendant*.

La correspondance officielle tenue conjointement par l'intendant et le Secrétaire d'État à la Marine - le ministère responsable des colonies - et ses principaux commis fournira à des générations de chercheurs des renseignements importants sur la contrebande coloniale, l'identité des divers « contrevenants », ainsi que les mesures de répression mises en place par les autorités. On a longtemps considéré ce corpus archivistique comme une source

6. Delâge, Denys, « Les Iroquois chrétiens des « réductions », 1667-1770 », *Recherches amérindiennes au Québec*, 21 (1-2), 1991, p. 59-70. ; Grabowski, Jan « Les Amérindiens Domiciliés et la « contrebande » des fourrures en Nouvelle France » *Recherches amérindiennes au Québec* 24, 3, 1994 : 45-52. ; Parmenter, Jon, « The Significance of the 'Illegal Fur Trade' to the Eighteenth Century Iroquois », dans Louise Johnston, ed., *Aboriginal People and the Fur Trade: Proceedings of the 8th North America Fur Trade Conference*, Akwesasne (Ottawa, ON, 2001), 40-47.

7. Vachon, André, *L'administration de la Nouvelle-France, 1627-1760*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 1970, 87p.

d'informations, sans trop réfléchir sur le cadre sociologique de sa production. Depuis peu, on s'y intéresse à titre d'objet d'étude. Notre intention est de nous joindre aux rangs des chercheurs contemporains, qui ont pour objet d'étudier la « fabrique du discours » de la correspondance officielle⁸.

Avant d'aborder notre problématique, précisons notre choix de sujet. En effet, pourquoi ajouter une nouvelle pierre à l'édifice des nombreuses recherches portant de près ou de loin sur la contrebande coloniale, notamment celle qui se déroule entre Montréal et Albany au XVIII^e siècle ? « L'axe Montréal-Albany » fut un carrefour d'importants enjeux culturels, militaires et économiques en Amérique septentrionale durant la période coloniale. De par sa disposition géographique, « l'autoroute fluviale »⁹ qui prendra le nom de « corridor Hudson-Champlain-Richelieu » fut¹⁰ le foyer ancestral de communication et d'échanges en Iroquoisie avant l'apparition des Européens. Dans les figures de son déploiement parallèle, la colonisation française de l'espace laurentien, et néerlandaise et anglaise de la côte est américaine, révélera l'importance géostratégique de cet espace. Tout au long de l'époque coloniale, le corridor Hudson-Champlain-Richelieu¹¹ allait demeurer un lieu névralgique d'activités transfrontalières ; la scission de cet axe nord-sud en sphères coloniales distinctes¹² contribuera à exacerber la rivalité entre acteurs impériaux, et entre peuples autochtones.

En ce qui nous concerne, l'axe Montréal-Albany entra dès le départ en contradiction avec les préceptes mercantilistes de la colonisation qui motivèrent les politiques

8. Ouellet, Marie-Ève, « *Et ferez justice* » : le métier d'intendant au Canada et dans les généralités de Bretagne et de Tours au 18^e siècle (1700-1750), Thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal et Université Rennes 2 (UEB), 2014, 382p. ; Wien, Thomas, « Rex in Fabula : travailler l'inquiétude dans la correspondance adressée aux autorités métropolitaines depuis le Canada (1700-1760) », *Outre-mers*, tome 96 (n° 362-363), 2009 : p. p. 65-86.

9. Nous utiliserons ici l'expression employée par E. Tesdahl dans sa thèse de doctorat ; Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, 209p.

10. Et le demeure encore aujourd'hui pour les Mohawks.

11. ... ou *Kanienke*, territoire ancestral Mohawk. Tesdahl, Price of Empire, p. iii-iv.

12. ...qui disparaît encore avec la frontière canado-américaine moderne.

d'accaparement territorial des puissances impériales. Si le mercantilisme vouait les colonies à une subordination économique aux métropoles lointaines, les axes de communication continentaux allaient offrir, en contrepartie, de nombreux débouchés alternatifs au commerce colonial. À nos yeux, la « contrebande » Montréal-Albany joint deux grandes tendances : d'une part, le complexe culturel iroquois qui s'adapte à sa manière aux intrusions de la colonisation et aux opportunités du marché européen ; d'autre part, les marchands coloniaux qui font résistance au monopole d'exportation des fourrures par des compagnies et cherchent à diversifier leur propre approvisionnement en marchandises (le cas français) ou qui cherchent à assurer leur position dominante dans le commerce d'exportation des fourrures (le cas des marchands d'Albany) ; ces trois « parties prenantes » formant des alliances de circonstance dans l'activité de la contrebande.

Sur le plan méthodologique, notre sujet fait entrecouper des traditions historiographiques successives principalement issues de l'histoire du colonialisme européen, de l'anthropologie comparative et des études de genre¹³. Nous aurons la chance de nous pencher sur cette question lors de notre synthèse historiographique plus loin dans ce chapitre. L'angle que nous allons privilégier sera celui du discours, en fonction des *stratégies discursives* adoptées par une succession d'intendants pour décrire (ou masquer) au ministre responsable des colonies les limites de leur capacité d'intervention - et par extension, celle du pouvoir royal - pour juguler cette contrebande. Non seulement en raison des « mœurs débauchées » des coloniaux, mais compte tenu les rapports délicats avec une certaine catégorie

13. Deux études récentes portent sur la place occupée par les femmes dans le commerce colonial, et la contrebande Montréal-Albany : Noel, Jan, « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009-2010, p. 209-241. ; Robert, Dhyana, *La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2016, 126p.

de contrevenants, les Amérindiens domiciliés, qu'il faut « ménager » en raison des exigences sécuritaires de la colonie.

Méthodologie et sources

Qu'est-ce que le *discours* ? Et comment l'analyse du discours de l'intendant peut-elle nous éclairer sur le rapport qu'entretiennent les administrateurs de la Nouvelle France avec les acteurs du monde colonial qui défient les normes et règlements que ces premiers cherchent à mettre en place ?

Depuis les travaux pionniers de Michel Foucault portant sur la modernité, l'étude critique du discours interroge l'exercice du pouvoir par le langage, tel qu'il circule dans les institutions. Selon l'hypothèse foucauldienne, la notion de *discours* englobe un ensemble de concepts et de pratiques qui déterminent le *pensable* et le *dicible*, au nom d'une instance d'autorité¹⁴. Le discours serait donc au cœur de la formation institutionnelle, dispositif à partir duquel les tenants autorisés d'un discours découpent leur domaine d'autorité. Pour les friands de la métaphore¹⁵, le discours est parole du pouvoir, et pouvoir de parole. Quelques exemples « canoniques » : le discours du droit - ce qui est légal, licite et moral, et ce qui ne l'est pas ; le discours ecclésiastique chrétien - le salut et la damnation ; le discours médical - le normal et le pathologique.

De ces discours institutionnels, c'est le discours produit par la noblesse de robe de l'Ancien Régime qui a reçu une formation en droit qui retiendra notre attention. Plus

14. Foucault, Michel, *L'ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Éditions Gallimard, Paris, 1971, 81p.

15. En rhétorique : « Procédé qui consiste à utiliser dans la seconde partie d'une phrase des mots déjà utilisés dans la première partie, mais dans un ordre différent, ce qui modifie le sens (d'apr. Dupr. 1980). » ; Dictionnaire lexicographique CNRTL, <http://www.cnrtl.fr/definition/m%C3%A9taphore>, lien consulté le 27 avril, 2018.

précisément, à l'instar du travail de Marie-Ève Ouellet¹⁶, notre étude concerne la production du discours telle que l'implique le *métier* de l'intendance. De prime abord, le discours de l'intendant est un *discours d'État*. L'intendant est producteur de discours - lettres, mémoires, ordonnances, avis - dont le dispositif lui est fourni par sa formation juridique, et son mandat. À cet effet, l'intendant ordonne, correspond, donne son avis, à titre d'expert juridique avec les attributions précises qui sont énoncées - et annoncées - dans sa commission du roi.

En ce qui concerne notre problématique, le champ d'application du discours de l'intendant est celui du *droit*, et de la jurisprudence entourant le commerce colonial. Le discours d'État entourant le commerce dicte quelles formes d'échanges sont licites, et lesquelles sont interdites. Ainsi, la « contrebande », « fraude », et le « commerce étranger » sont les termes employés dans la jurisprudence et la correspondance officielle au XVIIIe siècle, pour désigner le commerce illicite qui échappe aux monopoles commerciaux et fiscaux autorisés¹⁷.

À partir de ce contexte discursif, nous proposons d'analyser le discours de l'intendant sur deux registres jurisprudentiels : le discours *prescriptif*, qui autorise ce qui est licite et illicite, et le discours *normatif*, qui énonce ce qui est moral et immoral. Si le moral et le licite, et leurs pendants négatifs, sont imbriqués dans la tradition juridique d'Ancien Régime - souvent au profit du registre moral - nous chercherons pour notre part à qualifier comment l'intendant parvient à *personnifier* cette tendance, surtout lorsqu'il positionnera ses actes de justice pour les contraster aux « mauvais comportements » des sujets de Sa Majesté dans la correspondance officielle.

16. Ouellet, Marie-Ève, « Et ferez justice » : le métier d'intendant au Canada et dans les généralités de Bretagne et de Tours au 18e siècle (1700-1750), Thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal et Université Rennes 2 (UEB), 2014, 382p.

17. Voir la section 2.1 de notre chapitre deux pour des précisions sur le cadre juridique de la répression de la contrebande dans les colonies françaises au début du XVIIIe siècle.

Donc pourquoi l'intendant ? Tout simplement parce que ce personnage central de l'histoire coloniale est le meilleur *sujet* pour notre objet d'étude, le discours d'État confronté au commerce non autorisé en colonie au XVIII^e siècle. L'intendant est celui qui *énonce* l'interdit, en vertu de son métier et de son autorité déléguée par le roi de France. Il juge aussi des qualités morales des contrevenants. Et il tranche les contentieux en fonction des intérêts supérieurs de la colonie, que seuls lui et le gouverneur général sont en mesure de représenter.

Problématique

De manière générale et dans les chapitres qui suivront, nous cherchons à déterminer le rôle de l'intendant de la Nouvelle France dans :

- La formulation du problème du commerce non-conforme aux politiques mercantilistes, particulièrement le trafic Montréal-Albany ;
- L'évolution du discours officiel tenu par les intendants à l'égard de cette réalité coloniale, dans une période de paix relative (1715-1750) ;
- Les *stratégies discursives* de l'intendant dans sa correspondance officielle avec son supérieur hiérarchique, relatives au « commerce étranger » impliquant les Domiciliés de la région de Montréal.

Discours : hypothèse de travail

Le point de rupture épistémologique annoncé dans les sciences humaines par Michel Foucault en 1970¹⁸ a pris chez les historiens de l'Ancien Régime de nombreuses formes¹⁹, ce qui a sensiblement renouvelé les études sur l'appareil d'État et de son domaine d'extension, au passage de la modernité²⁰. Ainsi, les historiens qui ont fourni *un cadre analytique* à notre étude ont chacun contribué, à leur façon, au renouveau des études portant sur l'État colonial, et de ses modes de gouvernance - le discours étant un concept majeur dans leur arsenal méthodologique²¹.

Pour toutes fins pratiques, nous retenons une définition simple du concept de *discours*, telle que proposée par la discipline émergente des « discourse studies »²². Dans notre analyse du discours, nous nous pencherons sur trois aspects de la parole et de l'écrit, tels que théorisés dans les *discourse studies* : le contenu d'une communication verbale (prononcée ou écrite), le contexte de production et de réception de cette communication, et l'identité et la place des locuteurs dans ce contexte de production du discours. Dans le jargon de la discipline : *l'énoncé, l'énonciateur et la scène de l'énonciation*.

18. Foucault, Michel, *L'ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Éditions Gallimard, Paris, 1971, 81p.

19. L'étude récente de Cosandey et Descimon opère un retour sur 50 ans de production historiographique sur l'Ancien Régime en France : Cosandey, Fanny et Descimon, Robert, *L'absolutisme en France : Histoire et historiographie*, Paris, Seuil, 2002, 316p.

20. Desbarats, Catherine, « La question de l'État en Nouvelle-France » dans Philippe Joutard et Thomas Wien, dir. *Mémoires de Nouvelle-France ; de France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 187-198. Ouellet, Marie-Ève, « Structures et pratiques dans l'historiographie de l'État en Nouvelle-France », *Bulletin d'histoire politique*, 18, 1 (2009), p. 37-49.

21. Dubé, Alexandre. « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine (1660-1760). Quelques pistes de réflexion sur un objet administratif », dans Gilles Havard et Mickaël Augeron, dir. *Un Continent en partage. Cinq siècles de rencontres entre Amérindiens et Français* (Paris, Les Indes savantes), 2013, p.153-176. ; Houlemare, Marie « La fabrique des archives coloniales et la naissance d'une conscience impériale (France, XVIIIe siècle) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2014/2 (n°61-2), p. 7-31. ; Wien, Thomas, « Rex in Fabula : travailler l'inquiétude dans la correspondance adressée aux autorités métropolitaines depuis le Canada (1700-1760) », *Outre-mers*, tome 96 (n° 362-363), 2009 : p. p. 65-86.

22. Pour tout lecteur désirant s'initier aux délices épistémologiques de cette nouvelle discipline, nous vous recommandons la formule buffet offerte par le recueil Angermüller, J., Maingueneau, D., and Wodak, R. eds, *The Discourse Studies Reader: Main currents in theory and analysis*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2014, 417p.

L'analyse du discours dans ce mémoire portera donc sur le contenu de la correspondance officielle, les interlocuteurs impliqués, et le contexte de production de cette correspondance : les institutions et pratiques de gouvernance de l'Ancien Régime (la royauté et les conseils d'État, le ministère de la Marine, l'intendance et la subdélégation, la correspondance officielle) ; l'espace atlantique au XVIII^e siècle (le rapport métropole-colonie, les communications à distance, les rivalités impériales, les dynamiques du commerce international) ; enfin, le complexe de rapports transfrontaliers en Amérique septentrionale (relations franco-autochtones, relation anglo-autochtones, rapports franco-anglais, mobilité pelletière, etc.). Dans notre cas, le complexe transfrontalier Montréal-Albany, et les rapports entre Iroquois, Français, Néerlandais et Anglais. Ainsi, notre analyse des énoncés de l'intendant dans la correspondance officielle cherchera à élucider dans un premier temps la scène d'énonciation qui donne lieu à ce discours, notamment les sources d'information de l'intendant et son appartenance à une élite gouvernante d'origine métropolitaine (Chapitre 2), pour ensuite éclairer le positionnement des intendants sous étude relatifs à cette problématique coloniale (Chapitre 3).

Sources

L'analyse de la correspondance officielle qui porte sur la contrebande est au cœur de notre effort. Comme le souligne Marie-Ève Ouellet dans sa thèse de doctorat, la correspondance officielle est « une source incontournable pour tout chercheur voulant examiner la réflexivité des dirigeants », permettant d'étudier le contexte de leur production

discursive²³. Afin de bien conduire notre étude de la « fabrique du discours d'État » pour la période et les juridictions royales concernées, nous avons adopté la démarche de Ouellet en opérant une distinction entre *corpus épistolaire* et *corpus réglementaire*. De prime abord, cette division des sources est reflétée dans la pratique ou le « métier »²⁴ d'intendance. Le corpus épistolaire implique la correspondance de l'aller et du retour entre la métropole et la colonie ; pour notre part, ce corpus reflète la position de conseiller ministériel de l'intendant. Sa formation préalable en droit²⁵ et ses lettres de commission lui fourniront les capacités et les prérogatives, à titre de délégué du roi envoyé en province ou en colonie, d'agir comme principal correspondant de son Secrétaire d'État responsable.

Nous avons donc fondé l'essentiel de notre travail d'analyse du discours de l'intendant sur un examen systématique de la correspondance officielle de la série C¹¹A des archives de la Marine « correspondance à l'arrivée - Canada »²⁶. Cette masse de documentation contient des lettres, avis, mémoire, requêtes et placets, dont la plupart sont rédigés à l'intention du Secrétaire d'État de la Marine. Le corpus réglementaire examiné, quant à lui, implique les Arrêt, Édits et Ordonnances émanant du Conseil d'État en métropole, et les ordonnances rédigées par l'intendant (et de main par son commis), pour être publiées en colonie qui s'appuient sur le corpus règlementaire émanant de la source royale. Ce corpus règlementaire est tiré de plusieurs collections d'archives, notamment le fonds du Conseil d'État du Roi au Archives nationales de France pour les Édits, Arrêts et Ordonnances royales, et les lettres

23. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 23-24.

24. Ouellet cite Louis XIV qui désigne ses fonctions et prérogatives de roi comme un « métier ». ; Ouellet, Marie-Ève, *Le métier d'intendant*, p. 54.

25. ...au minimum, une licence de droit. Puis le passage obligé pour plusieurs dans le corps raréfié des Maîtres de Requêtes. Au début de leur carrière administrative, certains passent par la magistrature, d'autres par la Marine. Claude-Thomas Dupuy ira même jusqu'à siéger parmi les conseillers du Grand Conseil. ; Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 74-80.

26. Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence, Fonds ancien, série C¹¹A, à l'arrivée - Canada. Notre consultation de ce corpus archivistique s'est faite à partir des sites d'Archives Canada-France et de Bibliothèque et Archives Canada (BAC). À partir de 2018, les archives numérisées de BAC portant sur la Nouvelle France doivent être consultées à : <http://nouvelle-france.org/>

patentes du roi²⁷ ; la série C¹¹G des archives de la Marine « correspondance générale » pour les Arrêts du Conseil portant sur le commerce Montréal-Albany²⁸ ; enfin le Fonds des intendants de Bibliothèque et archives nationales du Québec pour les ordonnances de l'intendant du Canada²⁹. L'étude des actes de portée réglementaire figurera à titre indicatif dans notre étude.

Cette catégorisation des documents en vertu de leur fonction dans l'exercice du métier de l'intendance nous permettra aussi de porter notre attention sur « la scène d'énonciation du discours », son *contexte discursif* précis. Ainsi, l'analyse du contexte discursif de la réglementation permet de situer le discours de l'intendant dans l'exercice de la magistrature. L'analyse du contexte discursif de la correspondance officielle, d'autre part, permet de positionner l'intendant dans son rapport élitair avec ses justiciables et son rapport de subordonné avec le ministre, amplifié par la distance.

En ce qui concerne notre présentation de l'état des connaissances sur la contrebande Montréal-Albany, notre synthèse historiographique s'appuiera pour l'essentiel sur les écrits publiés par les historiennes et historiens qui ont étudié le phénomène : par le biais de sources secondaires³⁰. Notre lecture des sources primaires s'appuiera ainsi sur l'appareil critique développé à partir de cette synthèse, à quoi nous ajouterons les nouvelles interrogations de notre problématique.

27. Cotes consultées sur le site de la Bibliothèque nationale de France (gallica.bnf.fr) : F-21067 (118), F-21078 (112), F-21236 (3), F-21083 (21), F-21088 (145), F-21088 (114), F-21090 (12).

28. Voir note infra « C11A », ci-haut.

29. http://pistard.banq.qc.ca/unite_chercheurs/recherche_simple

30. Travaux cités tout le long de cette étude. Pour une liste complète, voir section « études » dans notre bibliographie.

Périodisation

Il est aisé de périodiser la contrebande en Nouvelle France *dans ses grandes lignes* : tant que les marchands se déploient dans l'espace colonial, la contrebande coexiste avec les privilèges commerciaux autorisés³¹. Notre choix d'objet d'étude, le discours de l'intendant sur la contrebande Montréal-Albany, oblige du moins de limiter notre cadre temporel à la période de la colonie royale et de l'intendance de la colonie par un commissaire départi, débutant en 1665 et se terminant en 1760. D'un point de vue pratique, nous avons choisi de resserrer le cadre pour nous limiter à la période de 1715 à 1750, recoupant trois *intendances*³² : celles de Michel Bégon de La Picardière (1712-1726)³³, Claude-Thomas Dupuy (1726-1728)³⁴, et Gilles Hocquart (1728-1731³⁵ et 1731-1748)³⁶.

Pourquoi ces dates, et ces intendances ? Simplement, nous avons choisi ce cadre en fonction de notre objet d'étude. Dans un ouvrage qui a fait date³⁷, Louise Dechêne avait ciblé la fin du XVIIe et le début du XVIIIe siècle pour son étude de la société coloniale en

31. L'implantation du commerce des fourrures greffé au commerce des pêcheries sur le littoral du nord-est de l'Amérique du Nord à l'époque des premiers comptoirs commerciaux (fin XVIe, début XVIIe siècle), s'effectua à partir d'octroi de *commissions royales* à des groupes de marchands regroupés en monopole, permettant la levée de capitaux nécessaires pour les opérations commerciales de longue distance. Puisque le principe du monopole repose sur l'exclusivité, les marchands et associations de marchands exclus de ces commissions se trouvaient sous le coup dans l'illégalité dans l'exercice de leur « profession » sur ces territoires éloignés et hautement contestés ; en contrepartie, les moyens étaient déficients pour le détenteur de permis de commerce légitime pour imposer sa loi. Les nombreux litiges entre marchands et associations de marchands dans les villes portuaires de France au début du XVIIe siècle démontrent que les privilèges étaient contestés, et le favoritisme dénoncé. Les pouvoirs et concessions territoriales accordés aux détenteurs de commissions allaient certes ouvrir la voie à la colonisation. Mais ces « îlots de souveraineté » sur lesquelles se fondaient les prétentions d'exclusivité des commissionnaires, et les comptoirs à partir desquels ils s'adonnaient à leurs opérations commerciales ne feront pas consensus dans la communauté des marchands métropolitains et coloniaux. Après Champlain, le pouvoir militaire et judiciaire du gouverneur de la Nouvelle France [par exemple, à l'époque la Compagnie des Habitants] sera circonscrit à la minuscule société coloniale, dans ces vastes territoires de « souveraineté » déléguée. Pour aller plus loin sur cette question : Dewar, H. M., *'Y établir notre auctorité': Assertions of Imperial Sovereignty through Proprietorships and Chartered Companies in New France, 1598-1663*, PhD Thesis for the Department of History, University of Toronto, Toronto, 2012, 313p. ; quelques exemples de procès dans Trudel, Marcel, *Histoire de la Nouvelle-France*. Vol. 1-3. Montréal: Fides, 1963-1983. Vol. 1, p. 221-226. ; Vol. 2, p. 65-68, 188-189, 291, 432. ; Vol. 3, p. 184-185, 124-130.

32. Les dates indiquées entre parenthèses indiquent les périodes d'exercice de l'intendance canadienne des candidats sous étude, et non les années de leur date de naissance et de décès.

33. Yves F. Zoltvany, « BÉGON DE LA PICARDIÈRE, MICHEL », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 12 août 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/begon_de_la_picardiere_michel_3F.html.

34. Jean-Claude Dubé, « DUPUY, CLAUDE-THOMAS », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 12 août 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/dupuy_claude_thomas_2F.html.

35. Suite à la débâcle de l'intendance de Dupuy, le nouvel intendant, Gilles Hocquart, sera à l'essai pour deux ans avant de recevoir ses lettres de commission.

36. Donald J. Horton, « HOCQUART, GILLES », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 4, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 12 août 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/hocquart_gilles_4F.html.

37. Dechêne, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris/Montréal, Éditions du Plon, 1974, 588 p.

formation. Le discours officiel sur la contrebande de la fin du XVII^e siècle nous a paru à la fois foisonnant et épars ; ses discontinuités s'expliquent par une série de facteurs : la prise en charge partagée des questions d'illégalités par le gouverneur et l'intendant, les nombreuses guerres, l'expansion chaotique de la traite dans l'ouest et la contraction du marché français des pelleteries au tournant du siècle³⁸.

Sur le plan formel, notre étude débute là où le cheminement de Dechêne aura abouti. Nous estimons qu'une période de paix et de stabilisation économique relative aura permis à la contrebande de prendre des allures de normalité et au discours officiel sur le « commerce étranger » de se déployer en continuité, permettant l'étude longitudinale du phénomène. Au-delà du contenu de la correspondance, nous avons aussi voulu appréhender les modalités de la production du discours d'État en colonie. La période de paix permet aux intendants coloniaux de mettre à l'essai une variété de mesures pour contrer la « fraude », d'émettre des ordonnances portant sur l'organisation de la répression, et de rédiger des *avis* et des *mémoires* fournissant des explications - parfois contradictoires - sur la « fraude » au ministre de la Marine en métropole. Ainsi la relative abondance des sources de cette période nous permet de procéder à un examen systématique de la correspondance officielle portant sur la contrebande Montréal-Albany, au moment de son adoption dans les us et coutumes de la colonie.

La date de 1715 marque le décès de Louis XIV et le début de la régence, qui amorce une période de *détente*³⁹, et une certaine ouverture relative aux échanges bilatéraux entre la France et la Grande Bretagne. La Guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) annonce la fin de cette période de paix relative. À partir de 1750, l'intendant (François Bigot, en l'occurrence)

38. Comme l'a démontré Gilles Havard, en matière de production discursive, le phénomène de la course des bois aura largement « volé la vedette » à la contrebande en ce dernier quart de siècle. ; Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois : Amérique du Nord, 1600-1840*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2016, p. 61-77, 103-125, 141-156.]

39. ...la paix d'Utrecht ayant été signée deux ans plus tôt, en 1713.

évoquera moins souvent le commerce étranger, du moins dans la partie de sa correspondance qui a été conservée⁴⁰. Le vent tourne contre les principaux protagonistes de la contrebande, et la nouvelle guerre qui s'annonce posera de nombreux obstacles au commerce licite et illicite. L'éviction du régime français du continent en 1763 mettra fin à la contrebande Montréal-Albany. Notre étude s'arrête là où le discours de l'intendant sur la contrebande s'amenuise, au début de l'intendance de Bigot...

40. ...au point où le procès des plus célèbres contrebandières de la Nouvelle France, les demoiselles Desauniers, sera pris en main par le gouverneur Jonquière.

CHAPITRE UN : ÉTAT DE LA QUESTION

1.1. Aperçu historiographique

Pour conduire notre étude du discours de l'intendant sur la contrebande, il convient pour commencer de brosser un portrait du phénomène qui fera l'objet de ses attentions pendant la période identifiée dans notre problématique¹. Le bilan historiographique qui suit présentera le sujet de la contrebande Montréal-Albany sous de multiples angles de vue. Pour effectuer notre synthèse, nous avons retenu une liste plus ou moins exhaustive d'éléments qui peuvent servir à comprendre ou à expliquer ce « complexe transfrontalier » de longue durée. Certains de ces éléments établissent le contexte historique et sociologique qui donna naissance au phénomène ; d'autres identifient les mécanismes qui donnent au phénomène son « identité », ou sa forme particulière.

Toutes périodes et obédiences confondues, les historiens qui se sont penchés sur le commerce Montréal-Albany s'accordent sur un point essentiel : ce phénomène est un produit du monde colonial, et spécifique à la période coloniale. Ce sera le seul point d'unanimité dans cette affaire. Quand il s'agit d'expliquer les origines, les causes et les significations du phénomène, certaines tendances analytiques vont émerger affichant les traits caractéristiques des divers courants historiographiques qui ont fait du monde colonial leur objet d'étude.

Trois grands courants ont pris le commerce Montréal-Albany comme objet d'étude en soi. Les premiers historiens à se pencher sur les origines, causes et mécanismes du phénomène appartiennent au courant de l'histoire économique. Ceux-ci ont analysé la structuration - et la

1. *Grosso modo*, entre 1715 et 1750.

trajectoire - du commerce colonial et de la traite des fourrures. Leurs modèles de causalité ont cherché à débusquer les mécanismes complexes d'offre et de demande de l'univers colonial ; plusieurs de ces historiens s'inscriront dans la tradition de la critique du mercantilisme de l'école libérale, et de ses multiples dérivés². Le courant de l'histoire économique aura tendance à présenter les acteurs du commerce illicite à titre d'agents, plus ou moins « rationnels », mus par des intérêts économiques et politiques souvent peu conciliables. Ces historiens vont pour la plupart aussi situer la contrebande dans un contexte de rivalités impériales³.

Se posant en rupture avec ce mode d'analyse, le courant de l'ethnohistoire qui prendra son essor dans les années 1970 provoquera une remise en question considérable quant à la façon d'appréhender les problématiques de l'univers colonial. Son principal apport : écrire l'histoire en adoptant dans la mesure du possible la perspective de l'autochtone, et non exclusivement celle du colon et du colonisateur, fournisseur presque exclusif des sources documentaires historiques. En ce qui nous concerne, l'ethnohistoire permet d'enrichir le portrait de la traite « illicite » en admettant, en premier lieu, que sa désignation comme telle s'inscrit dans une perspective parmi d'autres - en l'occurrence, celles des autorités coloniales et des compagnies commerciales qui avaient souci de contrôler le commerce colonial au profit d'impératifs commerciaux et de priorités politiques. Ensuite, ce courant permet de conceptualiser le phénomène de la « contrebande » selon le point de vue de ses divers participants, notamment celui des autochtones dont l'idée même de « commerce » ou

2. Innis, Harold A., *The Fur Trade In Canada, An Introduction to Canadian Economic History, revised edition*, University of Toronto Press, Toronto, 1970, 463p. ; Lunn, Jean. « The Illegal Fur Trade out of New France, 1713-60. » *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association*, volume 18, numéro 1, 1939, p. 61-76. ; Norton, Thomas Elliot, *The Fur Trade in Colonial New York*, Madison, U. Wisconsin Press, 1974, 243 p.

3. Eccles, W. J., « The Fur Trade and Eighteenth-Century Imperialism », *The William and Mary Quarterly*, Vol. 40, No. 3 (Jul., 1983), pp. 341-362. ; Miquelon, Dale, *New France, 1701-1744 : "A supplement to Europe"*, McClelland and Stewart, Toronto, 1987, 345p. ; dans son article « Selling Beaver Skins », T. Wien remet en cause ce cadre d'interprétation des rivalités impériales en fournissant un modèle « multipolaire » (ou pluri-régional) de la concurrence dans la traite des fourrures ; Wien, Thomas, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760: The Uses of Fur-Trade Imperialism », *Revue de la Société historique du Canada*, 1, 1990 : p. 293-317.

d'échange était soumise à une logique culturelle contraire au principe d'accumulation. Enfin, s'appuyant sur les acquis de l'histoire sociale, l'ethnohistoire permet de saisir toute une constellation d'enjeux à partir du point de vue des participants impliqués dans la contrebande⁴, misant sur les incompréhensions mutuelles, faute de terrains d'entente.

Le dernier courant historiographique qui traite de la question s'intéresse aux différentes mouvances et dynamiques de la colonisation européenne, afin de cerner et décrire leurs spécificités économiques, culturelles et géopolitiques. Ainsi, le courant de l'histoire atlantique situe l'expérience coloniale dans un espace unifié, où centre et périphérie sont en interaction constante. Pour reprendre la formule de Marie-Ève Ouellet, dans l'histoire atlantique, l'océan atlantique figure moins comme un obstacle qui sépare l'univers colonial de la métropole qu'à titre de « trait d'union », de lieu d'interaction entre ces deux mondes⁵. Sous cette optique, le domaine d'autorité royal en colonie, bien qu'il émane d'une source métropolitaine, se construit à partir d'innombrables interventions des agents du roi présents dans l'espace colonial. Dans l'histoire atlantique, la transposition du régime d'autorité royale en terre conquise est analysée autant « par le bas », que vue du sommet. La distance d'un océan et l'isolement relatif du monde colonial sur un continent en voie de conquête, remis à l'ordre du jour, fourniront autant

4. Sur le rôle des autochtones dans la contrebande Montréal-Albany, voir : Delâge, Denys, « Les Iroquois chrétiens des « réductions », 1667-1770 », *Recherches amérindiennes au Québec*, 21 (1-2), 1991, p. 59-70. ; Grabowski, Jan « Les Amérindiens Domiciliés et la « contrebande » des fourrures en Nouvelle France » *Recherches amérindiennes au Québec* 24, 3, 1994 : 45-52. ; Parmenter, Jon, « The Significance of the 'Illegal Fur Trade' to the Eighteenth Century Iroquois », dans Louise Johnston, ed., *Aboriginal People and the Fur Trade: Proceedings of the 8th North America Fur Trade Conference*, Akwesasne (Ottawa, ON, 2001), 40-47. ; Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, 209p. ; sur le rôle des femmes dans le commerce de contrebande, voir : Noël, Jan, « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle par les femmes dans le commerce illicite en Nouvelle-France », *RHAF* 63, 2-3, 2009-2010 : 209-241. ; Robert, Dhyana, *La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2016, 126p. I Linda Gray offre, pour une approche synthétique des identités de « frontière » issues de ce monde des circulations pelletières : Gray, Linda Breuer, *Narratives and Identities in the Saint Lawrence Valley, 1667-1720*, PhD Thesis for the Department of History, McGill University, Montréal, May, 1999, 351p.

5. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 1, 27.

de points de départ nous permettant d'appréhender les limites du pouvoir effectif des agents du roi postés en colonie⁶.

Le phénomène de la contrebande coloniale attire l'attention des historiens depuis déjà bien longtemps. Nous avons choisi l'approche discursive comme angle d'attaque ; il nous faut cependant, en nous appuyant sur le travail des historiens, commencer par décrire le fonctionnement de cette contrebande qui donna tant de fil à retordre aux administrateurs coloniaux. La présentation qui suit servira donc, avant tout, à restituer la complexité et l'opacité du phénomène, ce qui nous permettra par la suite d'y confronter le discours de l'intendant. Notre analyse de la correspondance officielle des chapitres deux et trois prend donc nécessairement comme point de départ une prise en compte des acquis de l'historiographie sur la contrebande, abordés du point de vue des participants du commerce illicite, avant de leur opposer celui de l'intendant.

Autre détail : la présentation qui suit sera le seul bilan historiographique fourni dans ce mémoire. En ce qui concerne l'historiographie du *discours* pendant l'Ancien Régime, chacun de nos blocs d'analyse des chapitres 2 et 3 proposera au lecteur des repères historiographiques essentiels, lui permettant de bien situer le contexte discursif sous étude.

6. Banks, Kenneth, *Chasing Empire Across the Sea : Communications and the State in the French Atlantic, 1713-1763*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, 317p. ; Haudrère, Philippe, *La Compagnie française des Indes au XVIII^e siècle, Seconde édition*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2005, Tomes 1 et 2, 1071 p. ; Desbarats, Catherine et Wien, Thomas, « Introduction : la Nouvelle-France et l'Atlantique ». *Revue d'histoire d'Amérique française*, 64, 3-4, (hiver-printemps 2011), p. 5-29. ; Havard, Gilles, *Empire et métissages, 2^e édition. Indiens et Français dans le Pays d'en Haut, 1660-1715*, Québec/Paris, Éditions du Septentrion/Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2017, 603p. ; Wien, Thomas, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760: The Uses of Fur-Trade Imperialism », *Revue de la Société historique du Canada*, 1, 1990 : p. 293-317.

1.2. État des connaissances

Débutons notre présentation de la contrebande Montréal-Albany en adoptant la posture d'un détective, ou d'un journaliste d'investigation. Comment la contrebande se manifesta-t-elle à Montréal au second siècle de la Nouvelle France ? Qui étaient ses principaux protagonistes ? Quelles marchandises furent troquées et vendues dans ce commerce prohibé ? Quelles furent les routes empruntées pour effectuer ce commerce, afin de passer inaperçu ? Comment les autorités réagirent-elles, face à l'ampleur du phénomène, en temps de guerre comme en temps de paix ?

Dans un article publié en 1939 par la *Canadian Historical Association*⁷, Jean Lunn fut la première historienne à se pencher sur la traite illicite Montréal-Albany de la période 1713-1760 pour en étudier les spécificités. D'emblée, Lunn souligne que le commerce « illicite » dont il sera question concerne la traite des fourrures qui échappe au monopole d'exportation d'une Compagnie détenant les droits exclusifs pour effectuer ce commerce⁸. En Nouvelle France, le centre névralgique de ce commerce illicite se trouvait à Montréal, et environs ; à partir de cette ville un certain pourcentage des fourrures fournies par la traite de l'ouest et destinées au commerce d'exportation « légitime » étaient acheminées vers le sud, prenant la route fluviale (et portageuse) du corridor Richelieu-Champlain-Hudson pour se rendre à « Orange » (Albany), terminus pour les fourrures envoyées du Canada⁹. Terminus, du moins, pour les marchands canadiens. Comme l'ont souligné plusieurs historiens, les marchands

7. Lunn, Jean. « The Illegal Fur Trade out of New France, 1713-60. » *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association*, volume 18, numéro 1, 1939, p. 61-76.

8. En tête de son article, Lunn fournit une définition simple du commerce prohibé, du point de vue des autorités coloniales de la Nouvelle France : « The illegal fur trade out of New France may be defined as the export of furs to any destination other than France. In addition, beaver, the most valuable of all, had not merely to be shipped to France, but could be legally exported from Canada only by the French company holding the beaver monopoly. » ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 61.

9. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 61.

d'Albany à qui étaient destinées ces fourrures, les achetaient en vue de les exporter à partir de New York¹⁰. Le castor composait l'essentiel des envois illégaux des Montréalais ; ce fut donc le monopole d'exportation de cette marchandise détenue par la Compagnie des Indes qui fut miné par cette contrebande¹¹.

Mais bien sûr, ce commerce n'était pas unidirectionnel. Il comportait aussi la vente de marchandises aux marchands canadiens et à leurs convoyeurs de marchandises autochtones - les Domiciliés du Sault Saint-Louis (*Kahnawake*) et de La Montagne (Sault-au-Récollet, Lac-des-Deux-Montagnes), ainsi que des Abénaquis (Saint-François, Bécancour)¹² - par les marchands d'Albany. Ainsi, les porteurs autochtones qui se présentaient à la table de négoce des traiteurs albanais emportaient les « commandes » des marchands montréalais pour le chemin du retour, employant la même route fluviale empruntée pour le convoiement des fourrures « canadiennes » de Montréal à Albany.

À partir des livres de comptes « secrets » des marchands d'Albany, les chercheurs ont pu identifier des catégories de marchandises destinées à trois marchés spécifiques : le marché colonial français, le marché de la traite des fourrures de l'ouest, et le marché des Domiciliés. Les marchandises destinées au marché colonial français comportaient toute une variété d'objets d'usage courant et de biens de luxe disponibles sur le marché de New York¹³. Les marchandises achetées pour le compte des marchands canadiens étaient des marchandises

10. Frégault, *Civilisation de la Nouvelle France*, p. 74-75 ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 109-110. ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 121, 131, Wien, « Selling Beaver Skins », 312-313.

11. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 63.

12. Participation moins présente dans la correspondance que les Iroquois du Sault, mais toutefois constatée : C11A Vol. 37, f. 35-40v, 1717, janvier, 13. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2644, 1734, mai, 31. ; C11A 81/fol.251-254v, 1744, juillet, 22 ; voir aussi : Charland, T., « Un village d'Abénaquis sur la rivière Missisquoi ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 15(3), 1961, 319-332.

13. D'après Lunn, une forte demande existait dans la petite société coloniale de la Nouvelle France pour des produits du marché colonial anglais, tels des cuillères à café en argent, des fourchettes en argent, des couteaux de table, des canifs, des pipes, des boutons en or, des boucles, des bottes fabriquées à Londres, de la dentelle, des gants, des moufles, des toiles de calicot, de mousseline, de chintz, des lainages fins, du chocolats, du sucre blanc et des huîtres ; popularité des textiles et produits de luxe anglais en Nouvelle France, que les colons portaient souvent en défiance du règlement ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 63, 68.

destinées aux échanges avec les autochtones, tels le *wampum*,¹⁴ les chaudrons de cuivre et les textiles anglais, dont les célèbres « écarlatines » (les *strouds* fabriqués dans le Yorkshire et le Gloucestershire)¹⁵. Ces mêmes catégories de marchandises étaient parfois achetées directement par les porteurs autochtones qui travaillaient pour le compte des Français, pour une redistribution au sein des communautés autochtones du Sault Saint-Louis¹⁶, entre autres.

Comment les marchandises furent-elles transportées de Montréal et Albany ? Comment traversèrent-elles le pays des Mohawks ? Comme le fait remarquer utilement Louise Dechêne : « [l]’île de Montréal est au carrefour de routes d’eau »¹⁷. Outre le Saint-Laurent et la rivière des Outaouais aux possibilités commerciales évidentes, l’historienne rappelle que « Montréal dispose d’une ligne d’eau vers le sud, soit la rivière Richelieu qui rejoint l’Hudson, les marchands hollandais d’Albany et le port de Manhattan à 550 kilomètres »¹⁸. « Autoroute fluviale », diront certains, puisque cette voie, bigarrée d’afflux et d’entrelacs, permet de voyager du nord au sud - et vice-versa - de manière plus ou moins directe. Comme le souligne Eugene Tesdahl dans sa thèse de doctorat, ce pays de lacs et de forêts était un écosystème hautement aménagé, espace de vie à l’intérieur duquel l’Iroquoisie se composait en villages, terrains de chasse, ainsi que d’innombrables sentiers d’arrière-pays recoupant autant de lieux sacrés¹⁹ ; entre les extrémités nord et sud du *Kanienke*, désormais colonisées par des Européens, on compte en tout presque 315 kilomètres. Une « autoroute » loin d’être simple à

14. Perles de collier fabriquées à partir de coquillages marins.

15. Willmott, Cory, « From Stroud to Strouds: The Hidden History of a British Fur Trade Textile », *Textile History*, 36:2, 2005 p. 197-198, 209.

16. Delâge, « Les Iroquois chrétiens des réductions, 1667-1770 », *RAQ*, vol. 21, no. 1-2, 1991, p. 65; Grabowski: « The beginning of the 18th century witnessed the emergence of the first Indian traders of standing. They were no longer intermediaries in trade but partners in their own right. » ; Grabowski, *The Common Ground*, p. 258. ; cités dans Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 58 ; voir aussi : Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 48. ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 25. ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 63 ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 170-171.

17. Dechêne, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris/Montréal, Éditions du Plon, 1974, p. 127.

18. Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 127.

19. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 12-13.

naviguer et à traverser, et qui compte plusieurs portages importants²⁰. Et elle n'était pas la seule voie donnant accès à Albany depuis le nord : Lunn rappelle que pour se rendre à Albany à partir de la Nouvelle France, il existait aussi une route indirecte, passant par le lac Ontario, le lac Oswego et la vallée de la Mohawk²¹.

Peut-on donner un ordre de grandeur à l'acheminement des pelleteries de la traite « française » vers le marché d'exportation new-yorkais ? Dans sa thèse de maîtrise portant sur le commerce Montréal-Albany, Marc Guévin note un écart d'estimations sur l'ampleur du phénomène chez les historiens, allant de 10 à 20% des pelleteries détournées vers le sud sur une base annuelle, jusqu'à 90% de la production annuelle pendant la Guerre de Succession d'Espagne, au moment où le marché français subit de plein fouet les effets de la saturation des pelleteries canadiennes²². T. Wien note que malgré les écarts d'estimations du chiffre global de cette contrebande, les fluctuations dans le volume des pelleteries demeurent une constante du commerce intercolonial nord-sud²³. Si la majeure partie des pelleteries du réseau de traite français finit par être livrée aux bureaux de la Compagnie des Indes, la portion qui lui échappe sera suffisante pour provoquer l'ire de ses agents.

20. Le voyage vers le nord est plus facile que vers le sud, à cause de la dénivellation. Albany est à 45 mètres surélevé du niveau de la mer, Montréal à peine 15 mètres. Entre les deux, d'encore plus grandes fluctuations. Un grand portage doit être effectué entre Lake George et le Richelieu. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 14-20.

21. La traite de Détroit destinée à Montréal aurait parfois emprunté cette voie pour aboutir à Albany, notamment quand le fort Oswego fut installé sur la rive sud du lac Ontario dans les années 1720. En ce qui concerne la contrebande d'articles de luxe en provenance de New York, ces marchandises prenaient souvent les routes maritimes du long de la côte Est pour se rendre à Québec, par le truchement de bateaux de pêche. ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 63-65.

22. D'après Guévin, Lunn, Norton et Blanchard ont estimé que le volume des pelleteries canadiennes redirigées vers le sud atteignait globalement jusqu'à 50 ou 60% du total de la production annuelle en pelleteries. David Armour a fait grimper ce chiffre à 90% pour la période de crise de surproduction du début du XVIIIe siècle. Jacques Matthieu donne, pour sa part, la moyenne élevée de 66% de la production annuelle pour la période allant entre 1713 et 1744. Denys Delâge donne un ordre de grandeur plus pondéré, où il estime que 10 à 20% des pelleteries canadiennes prennent la route du sud, sans toutefois périodiser son estimation. T. Wien offrira aussi un calcul empirique à partir du chiffre des importations londoniennes en provenance de New York, pour la période 1720-1760. La tendance démontre des variations importantes du volume d'importation des pelleteries d'année en année ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 106-107 ; Du côté des exportations françaises à partir de Québec, cette variation dans les recettes et les volumes d'exportation est aussi confirmée par P. Haudrère dans son étude sur la Compagnie des Indes, dans laquelle Haudrère tient la fraude responsable des variations de base annuelle ; Haudrère, *La Compagnie des Indes*, p. 641 ; autre fait notable : pendant la période 1720-1760, le volume d'importation de pelleteries à Londres est marqué par un graduel déclin, tandis que le chiffre d'affaires de la Compagnie des Indes dévolu à l'exportation des pelleteries accuse la tendance inverse.

23. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 311-313.

1.2.1. Les acteurs du commerce illicite

Ainsi, Montréal et Albany représentaient les « pôles » nord et sud, respectivement, du commerce illicite qui mettait en liaison les marchands des deux colonies. Le trait d'union fut cependant opéré par des porteurs autochtones qui ont travaillé, pour l'essentiel, pour le compte de marchands montréalais²⁴. Si cette participation autochtone demeure un aspect incontournable du commerce intercolonial, le rôle précis joué par les Domiciliés a toutefois fait l'objet d'appréciations variées. Harold Innis, dans son étude pionnière sur la traite des fourrures publiée en 1931, estimait déjà que les Domiciliés étaient le « principe organisateur » du commerce nord-sud²⁵. L'accent s'est déplacé dans l'historiographie quant au rôle précis joué par ces alliés amérindiens pour assurer cette liaison commerciale. Lunn et à sa suite d'autres historiens assignaient aux « convertéd Iroquois » du Sault et du Lac des Deux Montagnes le rôle de simples convoyeurs dans la traite illicite²⁶. Marc Guévin, pour sa part, conclut que malgré le rôle important qu'occupent les Amérindiens à titre de *relais*, les marchands canadiens furent les véritables instigateurs de ce commerce²⁷. L'ethnohistorien Jan Grabowski insiste cependant sur le rôle constituant, en tant que convoyeurs mais aussi de marchands, des Domiciliés dans ce réseau commercial, une fois les « réductions »²⁸ installées dans les

24. Guévin résumera ainsi cette configuration : « Le succès de ce commerce frauduleux est à la base affermi par la conjonction de trois partenaires distincts, mus par des intérêts particuliers, soit les marchands montréalais, les marchands anglais et hollandais d'Albany et ceux - notamment les Amérindiens Domiciliés - qui assurent la liaison entre les deux communautés marchandes. Essentiellement on y troque des fourrures canadiennes - principalement le castor - contre les marchandises ouvrees, souvent de luxe, mais aussi et surtout des étoffes de laine anglaises » ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 1-2.

25. Reprenant une affirmation de Cadwallader Colden, Innis estime que les tentatives échouées des Anglais pour s'attirer la traite de l'ouest par l'intermédiaire des Iroquois démontrent, par la négative, le pouvoir d'organisation du réseau constitué et assuré par les Domiciliés ; Innis, *Fur Trade in Canada*, p. 84.

26. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 61.

27. Guévin : « En tant que tels, ils sont la cheville ouvrière du commerce clandestin. [...] Pour l'essentiel, leur rôle consiste à assurer, pour le compte des marchands montréalais, le transport des marchandises manufacturées anglaises. D'autres par contre semblent être à la solde des marchands d'Albany. Le fait que certains individus soient mentionnés à plusieurs reprises dénote probablement qu'ils sont des spécialistes de ce commerce. » ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 63-64.

28. Missions jésuites et sulpiciennes.

environs de Montréal²⁹. Sans doute faudrait-il, à l'instar de Noel³⁰ ou de Tesdahl³¹, retenir le double rôle, tantôt de convoyeur, tantôt de marchand, joué par les autochtones dans ce commerce.

C'est notamment le dépouillement par Lunn puis par d'autres historiens du journal du marchand albanien Robert Sanders qui aura permis de confirmer que les Amérindiens « Domiciliés » du Sault Saint-Louis et du Lac des Deux Montagnes travaillaient pour le compte des marchands montréalais³². Le livre de comptes de Sanders fournit aussi des indices sur le mode opératoire du commerce illicite, notamment le système de signalements anonymes qui permet aux marchands des deux extrémités du réseau de communiquer discrètement, et de passer leurs commandes³³. Pour protéger ses clients canadiens et autochtones, Robert Sanders utilisait un langage codé, que seulement les correspondants montréalais étaient en mesure de déchiffrer³⁴.

Tout au long de la période sous étude, les noms des porteurs autochtones, hommes et femmes, tinrent une place d'honneur dans le registre secret de Sanders³⁵. La récurrence de noms suggère que certains Domiciliés étaient des vétérans du voyage ou de la traite le long du « corridor ». Des noms tels « Marie-Magdeleine - sauvagesse, Joseph Harris, sauvage Jacques,

29. Grabowski, Jan, « Les Amérindiens domiciliés et la « contrebande » des fourrures en Nouvelle France », *Recherches amérindiennes au Québec*, 24, 3, 1994, p. 48.

30. Noel, Jan, « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009-2010, p. 221.

31. Tesdahl, Price of Empire, p. 170-171.

32. ...bien que certains d'entre eux effectuèrent des transactions indépendantes de leurs employeurs ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 61.

33. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 62. ; Entre 1753-58, ce registre fut rédigé en français - ce qui, d'après Eugene Tesdahl, fournit un indice probant de la participation courante de la famille Sanders au commerce illégal. ; Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, p. 172.

34. On peut lire des noms de codes, initialisés et numérotés, à la place de noms de marchands montréalais ; des sigles furent employés parfois au lieu de certains noms, tels une pipe qui fume, ou un oiseau. ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 62; Le nom « Madame Mase Lydius » y paraît une fois en 1752, période où la participation de Lydius dans la traite illicite est incertaine. « Monsieur PMP ou Monier » impliquait le marchand montréalais Alexis Monière, qui avait fourni un témoignage à charge contre les sœurs Desautiers. ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 173. ; T.E. Norton note que le commerce Montréal-Albany fut illégal pour la durée complète du régime Français, mais seulement au début des années 1720 dans le cas de la Nouvelle Angleterre ; il est logique que les demandes les plus pressantes de confidentialité proviennent des marchands montréalais, Norton, Thomas Elliot, *The Fur Trade in Colonial New York*, Madison, U. Wisconsin Press, 1974, p. 124.

35. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 62.

Sauvagesse Agnesse, Caragroux, Conquasse (Ganaquaste), Gaingoton et Tiogenna »³⁶ viennent à occuper les colonnes du registre, et certifient les transactions. Les relations de confiance et d'exclusivité qui s'étaient développées grâce à la longue fréquentation entre autochtones et marchands, permettront aux échanges de perdurer après la fermeture du magasin des célèbres contrebandières canadiennes domiciliées à *Kahnawake*, les demoiselles Desauniers, en 1751³⁷. Entre 1752 et 1753, le registre contiendra aussi les noms de femmes françaises, dont certaines étaient des veuves de marchands montréalais, toujours actives dans le commerce³⁸. On peut aussi y lire les quantités des biens de contrebande, par transaction ; l'identité des biens en question était toutefois cryptée, tout comme les contenants dans lesquels ces biens transitaient³⁹.

C'est autour de la participation des autochtones que la problématique de la traite illicite va se complexifier - autant pour les autorités coloniales de l'époque et pour les historiens qui ont cherché à mieux comprendre les multiples enjeux suscités par leur participation au commerce prohibé. L'emploi des Domiciliés par les marchands montréalais représente une solution de rechange pour le transport des marchandises entre Montréal et Albany (aller-retour), quitte à ne pouvoir envoyer des voyageurs pour effectuer leurs transactions... illégales. Cet aspect repose sur l'exemption des Domiciliés à la loi française en matière de commerce, en raison de leur statut d'alliés, et non de sujets, du roi de France⁴⁰. Exception faite de quelques

36. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 2-3, 175.

37. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 175-176.

38. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 174.

39. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 177.

40. Delâge : les marchands français se saisirent de cette exemption des Domiciliés aux règlements sur le commerce étranger, pour les embaucher à titre de convoyeurs de marchandises entre Montréal et Albany, p. 65 ; les Domiciliés que les officiers et administrateurs royaux cherchaient à assujettir insistaient sur leur statut d'alliés, sans quoi ils ne s'engageraient pas auprès des français dans leurs campagnes militaires, p. 68 ; Delâge, Denys, « Les Iroquois chrétiens des « réductions », 1667-1770 », *Recherches amérindiennes au Québec*, 21 (1-2), 1991, p. 59-70. ; Grabowski : « Pendant la deuxième décennie du XVIIIe siècle [les autorités] ont reconnu non seulement *de facto* mais aussi *de jure* le droit des Amérindiens d'écouler les pelleteries chez les Anglais. » ; Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 45

saisies, les autochtones ont pu s'adonner au commerce « illicite » plus ou moins ouvertement⁴¹.

Au-delà des tentatives de remontrances et, plus rarement, de chantage, les administrateurs coloniaux étaient impuissants à faire changer le comportement des autochtones alliés⁴².

Pour les marchands canadiens, l'emploi des autochtones fournissait donc un alibi idéal, en cas de perquisitions chez les Domiciliés : on pouvait toujours plaider son ignorance à l'égard des « coutumes des sauvages »⁴³ ; de surcroît, les Domiciliés se sont aussi montrés très discrets quant à l'identité de leurs employeurs⁴⁴. Bref, avec les mesures de répression qui allaient en augmentant au cours du XVIIIe siècle, le recours à des porteurs autochtones représentait, pour les marchands canadiens, le meilleur moyen de réduire les risques de saisie et de punition, compte tenu de l'illégalité de cette activité et du régime d'exemption dont jouissaient les Domiciliés⁴⁵.

Qu'en est-il des motivations et intérêts des autochtones impliqués dans le commerce Montréal-Albany ? Guévin a insisté sur le rôle de transporteur de marchandises chez les Domiciliés. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer qu'à titre de partenaire des marchands, ces Amérindiens demeurent « des intermédiaires à gages qui détiennent la possibilité d'exercer un

41. Hormis quelques saisies et scènes de poursuite dans le face à face avec des gardes... ; BAnQ Québec, E1, S1, P1649, 1724, octobre, 7. ; BAnQ Québec, E1, S1, P1697, 1725, juillet, 2. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2212, 1730, juillet, 20. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2196, 1730, juillet, 26. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2151, 1730, juin, 28.

42. Les conseillers amérindiens demeurèrent insensibles aux remontrances françaises ; il leur était facile de pointer du doigt les marchands français qui usaient de leurs compatriotes pour faciliter ces échanges ; Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 48.

43. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 61.

44. Il était impossible pour les administrateurs coloniaux de découvrir quels marchands payaient la solde des Domiciliés, compte tenu la discrétion « à toute épreuve » de ces derniers ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 73 ; en choisissant les porteurs autochtones, les marchands coloniaux ont recherché les qualités de fiabilité et de discrétion ; dans toutes les transactions de Robert Sanders, seulement une poignée de noms reviennent ; l'individu dont le nom était encodé était le chef canotier d'un canot de rameurs Domiciliés ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 127.

45. Marc Guévin estime qu'à partir de 1715, hormis quelques voyageurs avides de risque, l'emploi des Domiciliés devient courant chez les marchands canadiens ; à partir du procès Lydius (1729-1730) le commerce Montréal-Albany reposera presque en entier sur ce système. ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 87 ; Selon Lunn et Guévin, les marchands canadiens assumaient l'essentiel des risques associés à cette traite. L'initiative des contacts commerciaux leur revenait, et ils n'avaient droit à aucun recours légal en cas d'abus de confiance à leur encontre. Les autochtones porteurs n'étaient pas non plus à l'abri de marchands et traiteurs sans scrupules. ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 62 ; Citant les « faux frais » de la traite illicite, l'intendant Hocquart aurait estimé des risques et pertes pour les marchands canadiens allant jusqu'à 10 à 12 %, liées aux gages payés aux porteurs dans un commerce non assuré. Mais le risque de la punition retombait essentiellement sur les épaules des Canadiens. ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 125.

certain contrôle sur ce trafic »⁴⁶. Mais il y a plus : si l'on payait certains d'entre eux pour convoier des marchandises, les Domiciliés retenus pour ces services effectuaient aussi des transactions à leur compte « personnel », pour le ravitaillement en marchandises de leurs communautés. Ici, le rôle des femmes iroquoises semble avoir été une constante. Eugene Tesdahl souligne que malgré leur rôle traditionnel dans la vie quotidienne des villages, les femmes autochtones agissaient non seulement comme convoyeurs de marchandises, mais s'impliquaient dans le marchandage directement. À une époque où le commerce de l'alcool faisait des ravages chez les autochtones, les femmes s'abstenaient de consommer ; dans un contexte soustrait à la surveillance, il était plus difficile pour un marchand sans scrupules de les tromper⁴⁷. Certains traditionalistes mohawks ne voyaient pas d'un bon œil cette habitude aux marchandises européennes, et ces contacts courants⁴⁸. Le besoin de renouer et de pérenniser les liens de parenté cohabitait chez ces femmes « ambulantes » avec l'achat de biens européens⁴⁹. Il est donc logique que les femmes autochtones jouent un rôle de premier plan dans la traite illicite Montréal-Albany, leur sens des affaires s'aiguissant d'une transaction l'autre⁵⁰.

Les traiteurs amérindiens se fournissaient essentiellement des mêmes marchandises que les marchands canadiens cherchant à s'équiper pour la traite, avec des marchandises de qualité. Si certains produits européens vendus aux autochtones ont retenu l'imagination du public - armes à feu, alcool, objets utilitaires et outils métalliques - les historiens de la traite

46. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 65-66

47. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 112.

48. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 114.

49. « Illicit trade frustrated officials in European metropolises, but in the North American interior it carried much greater meaning. The Iroquois men and women who transported and traded the goods did so as part of the exchanges that continually renewed kinship ties between the Mohawks of New Caughnawaga and those of the Mohawk Valley. These trips also demonstrated the new power and influence of the Caughnawaga Mohawks in French and British spheres. » ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 4.

50. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 115.

ont noté qu'à partir du XVIII^e siècle, les textiles européens furent la catégorie d'articles la plus convoitée par les partenaires autochtones dans la traite des fourrures⁵¹. Les marchandises importées au Canada pour la traite par la Compagnie des Indes étaient la poudre, les munitions et les « écarlatines », ces lainages denses et compacts aux couleurs vives, reconvertis en divers usages vestimentaires par la clientèle autochtone⁵². Au désarroi des compagnies françaises, les consommateurs autochtones vont tôt rejeter les écarlatines de fabrication française, au profit des textiles anglais⁵³. La Compagnie des Indes dut se résoudre, en bout de ligne, à acheter des écarlatines directement de l'Angleterre pour les importer en Nouvelle France sur ses navires marchands⁵⁴. Ainsi, les bas prix et la meilleure qualité des écarlatines d'Angleterre fourniraient un des principaux prétextes aux marchands canadiens et aux Iroquois d'aller se fournir directement à Albany⁵⁵.

La prédilection de la clientèle autochtone pour les textiles anglais⁵⁶ explique en partie la participation de ces derniers au commerce nord-sud. Vu l'importance de la traite des fourrures dans l'économie coloniale, cette demande autochtone en textiles exacerba la concurrence entre fournisseurs français et britanniques d'articles de la traite, qui dépendaient d'un approvisionnement de marchandises de qualité de la métropole⁵⁷. Ainsi, la présence de

51. Willmott, Cory, « From Stroud to Strouds: The Hidden History of a British Fur Trade Textile », *Textile History*, 36:2, 2005 p.196.

52. Wien, Thomas, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760: The Uses of Fur-Trade Imperialism », *Revue de la Société historique du Canada*, 1, 1990: p. 299.

53. Lunn: « The most conspicuous reason for [the illegal trade's] existence was the fact that England produced better and cheaper woollen cloth than France did. The Indians preferred English strouds to French scarlets from all standpoints, quality, colour, style and price. » ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 65 ; voir aussi : Innis, *Fur Trade in Canada*, p. 84

54. ...en implorant même au ministre, pendant la Guerre de Sept Ans, l'emploi des vaisseaux du roi, afin de réduire les frais d'assurance pour vendre ses écarlatines importées à des tarifs concurrentiels. ; C11A, Vol. 103, f. 437-440, 1758, juin : « Mémoire au sujet des écarlatines d'Angleterre ».

55. Frégault, *Civilisation de la Nouvelle-France*, p. 74-75 ; Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 65 ; Delâge, « Iroquois chrétiens », p. 65 ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 6 ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 45.

56. De provenance des manufactures du Yorkshire et du Gloucestershire, pour être plus précis. ; Willmott, Cory, « From Stroud to Strouds: The Hidden History of a British Fur Trade Textile », *Textile History*, 36:2, 2005, p. 197-198.

57. Cory Willmott analyse, dans son article sur l'histoire des textiles dans la traite, les effets de la distance - culturelle et géographique - occasionné par le commerce intercontinental. Chose curieuse, les manufacturiers Anglais d'écarlatines n'étaient pas au courant des usages autochtones de leurs produits, p. 197 ; de leur point de vue, le marché d'exportation était composé de « consommateurs coloniaux », Willmott, « From Stroud to Strouds », p. 208.

femmes autochtones aux tables de négoce d'Albany permettait de faire le pont non seulement entre les marchands de Montréal et d'Albany, mais aussi entre les communautés iroquoises locales, et les maisons marchandes de New York qui fournissaient les précisions nécessaires aux manufacturiers de la métropole quant aux préférences du « marché colonial ». Au mitan du XVIII^e siècle, sans toujours connaître les usages précis des textiles anglais par les autochtones, le personnel de la traite et les administrateurs coloniaux français et britanniques connaissaient bien les préférences et exigences autochtones à l'égard de ces textiles⁵⁸.

La place qu'occupent les Iroquois dans la région - leur position, physique et politique, dans une zone « frontalière » entre deux empires coloniaux - permet aussi d'expliquer leur participation au commerce prohibé. Dans son *Fur Trade in Colonial New York*, Norton fait même remonter aux années 1670 l'emploi des porteurs autochtones pour le commerce illicite par les marchands montréalais⁵⁹. Suite au décès de Louis XIV en 1715, une période de paix relative allait permettre aux Iroquois de la « porte Est » de la « grande maison » (*Haudenosaunee*) iroquoise, les Mohawks, d'entamer un effort de ralliement de communautés disparates, notamment entre les Mohawks de la Ligue habitant dans la vallée de leur rivière éponyme, non loin d'Albany, et des Mohawks « christianisés » des réductions dans la vallée du Saint-Laurent. Du point de vue européen, cette région était un espace coupé en deux par une frontière séparant deux domaines de revendication impériale. Du point de vue des Mohawks, le corridor Richelieu-Champlain-Hudson unifiait le *Kanienke*, leur territoire ancestral. Ainsi, les pôles nord et sud du commerce intercolonial dans la région, Montréal et Albany, se superposaient à un territoire autochtone préexistant à la fois fragmenté et unifié par la mise en

58. Willmott, « From Stroud to Strouds », p. 203, 212.

59. Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 122.

relation constante entre communautés mohawks éloignées les unes des autres⁶⁰. La période de paix qui nous concerne allait ouvrir une brèche pour la redynamisation des liens de parenté et de clans qui avaient souffert de l'éclatement et de la séparation lors des guerres qui avaient secoué la région à la fin du XVIIe siècle. La participation des autochtones au commerce illicite, si elle permettait au marchand canadien ou new-yorkais d'opérer à couvert, s'inscrivait donc aussi dans la mouvance pacifiste iroquoise de la période, et de ses caractéristiques précises : va-et-vient constant, échanges matériels et symboliques, affermissement des liens de parenté des divers clans, etc. Du point de vue iroquois, ce commerce demeure l'expression tangible d'une politique de neutralité entretenue depuis la Grande Paix de Montréal (1701) par la Ligue iroquoise, initiée dans le mouvement de sa recomposition et de sa recherche d'unité au tournant du XVIIIe siècle⁶¹. Dans une période de relations pacifiées dans la région, les porteurs iroquois domiciliés près de Montréal assurent une constance des rapports nord-sud, entre la Nouvelle France et la Nouvelle Angleterre.

Avec la participation des Domiciliés, nous entrevoyons l'importance géopolitique du commerce Montréal-Albany. Mais ce n'est peut-être pas le plus important aspect. La forte participation des Domiciliés – des Iroquois et dans une moindre mesure d'autres groupes autochtones installés dans la vallée laurentienne – s'explique après tout, en dernière analyse, par leur statut particulier d'alliés de Sa Majesté française. Même en temps de paix, l'administration française ne peut se payer le luxe de s'aliéner ces combattants dont l'aide est

60. Daniel Richter fournit une synthèse pertinente du processus de composition et de recomposition culturelle iroquoise, arrimé à ces territoires, dans Richter, Daniel K., *The Ordeal of the Longhouse : The Peoples of the Iroquois League in the Era of European Colonization*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1992, 436p. ; L'ethnohistorien Jon Parmenter, pour sa part, se concentre sur les dynamiques de mobilité propres au processus de médiation et d'unification culturelle chez les Iroquois de la période coloniale : Parmenter, Jon, *The Edge of the Woods: Iroquoia, 1534-1701*, Michigan State University Press, 2010, 520p.

61. Eccles, W. J., « The Fur Trade and Eighteenth-Century Imperialism », *The William and Mary Quarterly*, Vol. 40, No. 3 (Jul., 1983), p. 343-344. ; Havard, Havard, Gilles, *La grande paix de Montréal de 1701 : les voies de la diplomatie franco-amérindienne*, Montréal, Recherches amérindiennes du Québec, 1992, 222 p. 163-164, 173-174. ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 6. ; Parmenter, Jon, « The Significance of the 'Illegal Fur Trade' to the Eighteenth Century Iroquois », dans Louise Johnston, ed., *Aboriginal People and the Fur Trade: Proceedings of the 8th North America Fur Trade Conference*, Akwesasne (Ottawa, ON, 2001), p. 42.

jugée fondamentale à la survie même de la colonie. Ce sera à plus forte raison le cas lorsque la guerre éclatera à nouveau dans les années 1720, opposant une coalition franco-amérindienne aux Mesquakis ou Renards. D'où une politique de « ménagement » des Domiciliés qui a été étudiée par Jan Grabowski⁶², et qui aura une importante incidence commerciale.

L'ethnohistorien note en effet qu'à partir de la Guerre de Succession d'Espagne (1701-1714) les autorités françaises s'étaient résolues « à sévir avec douceur » auprès des Domiciliés impliqués dans le commerce illicite⁶³. On portera en premier lieu l'interdiction sur les marchandises, en non les transporteurs ; les autochtones coupables de fautes graves seront, pour leur part, exempts de la justice française⁶⁴. En 1719, le gouvernement colonial mettra en place un système d'exemptions commerciales pour faire accepter la loi française aux Domiciliés⁶⁵. Le recours aux Domiciliés pour de nouvelles expéditions militaires françaises fera échouer ce compromis⁶⁶. La méthode de saisies ciblées ne connut guère plus de succès : le matériel des saisies déclarées « bonnes et valables » se trouvait souvent restitué aux autochtones « fraudeurs »⁶⁷. On se rend compte assez rapidement qu'il est impossible d'assujettir les autochtones ni aux vues, ni aux lois françaises⁶⁸. C'est ainsi que le commerce illicite – mais licite aux yeux des Amérindiens – devient impensable sans la participation des Domiciliés.

⁶² Grabowski, Jan « Les Amérindiens Domiciliés et la « contrebande » des fourrures en Nouvelle France », *Recherches amérindiennes au Québec* 24, 3, 1994 : 45-52.

⁶³ Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 49.

⁶⁴ Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 49.

⁶⁵ Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 49.

⁶⁶ Par exemple, la reprise de la guerre contre les Renards suite à l'arrivée du gouverneur Beauharnois en colonie, entre 1727 et 1735. Miquelon, *New France*, p. 176-179.

⁶⁷ Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 50.

⁶⁸ Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 50.

1.2.2. Clientèles et parentèles du « commerce étranger »

Hormis les catégories de participants identifiés, connaît-on l'identité des protagonistes les plus impliqués dans la contrebande ? Après avoir progressivement allongé la liste des acteurs de la contrebande, l'historiographie s'est plus récemment attachée à les regrouper en réseaux. Pour ce qui est de l'identification des participants, la tâche n'est guère facile. En ce qui concerne les Domiciliés, les noms qui figurent dans les registres du marchand Robert Sanders, déjà cités plus haut, nous fournissent les seuls indices biographiques disponibles. La situation s'améliore quelque peu quand il s'agit d'identifier les marchands coloniaux qui ont participé au commerce. Le registre secret du marchand d'Albany Robert Sanders fournit les noms cryptés des marchands montréalais, dont certains ont été décodés par les historiens⁶⁹. Hormis cette liste de noms, deux autres types de sources permettront d'identifier les participants les plus actifs de la traite illicite : les témoignages écrits recueillis pour les procès, et la correspondance officielle des officiers coloniaux français et anglais. Dans cette diversité de traces historiques, il est possible d'identifier les participants les plus actifs dans le commerce intercolonial du corridor Richelieu-Champlain-Hudson. Chez les Iroquois de la Ligue : le clan de « Chief Hendrick », et les membres du clan de la Tortue et de l'Ours ; à Albany : les familles Sanders, Depeyster, Livingston et Delancey ; à Montréal : les familles Guy, Couc, Monière, Couagne, Dagneau et Desautiers⁷⁰. Et le Sault Saint-Louis, ce « lieu de convergence » du réseau de la traite illicite ?⁷¹ Deux sources permettront aux chercheurs d'identifier les Domiciliés impliqués, sur une base individuelle : le registre secret de Sanders et

69. La plupart sont des noms de marchands de Montréal et les veuves de marchands décédés. ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 174

70. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 73-75 ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 121-151 ; Guévin, *Commerce Montréal-Albany*, p. 91-104 ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 68-70.

71. Parmenter, Jon, « The Significance of the 'Illegal Fur Trade' to the Eighteenth Century Iroquois », dans Louise Johnston, ed., *Aboriginal People and the Fur Trade: Proceedings of the 8th North America Fur Trade Conference*, Akwesasne (Ottawa, ON, 2001), p. 41.

le journal de la dénonciatrice Catherine Dagneau. Toutefois, nous ne pouvons pas analyser les *parentèles* des Domiciliés à partir de ces seules sources⁷².

Ces quelques patronymes nous permettent de compléter le portrait que l'historiographie avait construit, depuis Lunn, autour des particuliers impliqués dans les « affaires » (procès) de contrebande, notamment les Trottier-Desauniers, Massé-Lydius, et la veuve La Chauvignerie-Dagneau. Reprenant les sources officielles, les historiens ont écrit « Desauniers », « Lydius », et « Dagneau » pour dresser leurs biographies de ces contrebandiers et contrebandières. Pour notre part, nous présenterons d'emblée ces individus par leur « double patronyme », ou nom-composé, afin de les identifier à leur « clan » respectif ; ce détail nous permet de souligner une des conditions *sine qua non* de l'activité commerciale (licite ou illicite) en colonie : son organisation sous forme de réseau, structurée en alliances de *parentèles*.

Dans sa thèse de doctorat⁷³, Eugene Tesdahl nous livre le récit des individus impliqués dans le commerce transfrontalier à partir d'une analyse serrée des réseaux de parentèles. Son travail nous permet de retracer les trajectoires parallèles des deux parentèles les plus identifiées au réseau Montréal-Albany, et dont la saga finira en procès à peu près au même moment : la famille Trottier-Desauniers, et le clan « Lydius-Massé ».

Une des plus célèbres familles montréalaises associée à la contrebande fut le clan Trottier-Desauniers. Dans les années 1720, le marchand Pierre Trottier-Desauniers détenait un contrat d'exclusivité avec le gouvernement colonial pour les fournitures essentielles à la

72. Pour notre part, nous posons comme hypothèse que les plénipotentiaires Mohawk qui ont longtemps négocié avec les Commissaires des affaires indiennes d'Albany et qui entretenaient des liens commerciaux avec eux, ont aussi « travaillé leurs relations » du clan de la Tortue du côté canadien. Cet aspect sera analysé un peu plus tard, quand nous aborderons la question de la politique de neutralité iroquoise au XVIII^e siècle. Nous voulons tout simplement souligner pour le moment que si les parentèles marchandes qui ont participé au commerce Montréal-Albany peuvent être clairement identifiées dans le petit monde colonial, il ne peut être que suggéré chez les Domiciliés, au niveau des sources, par la continuité de l'activité de certains individus Mohawk, hommes et femmes, dans la traite illicite.

73. Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, 209p.

diplomatie franco-amérindienne⁷⁴. Cet arrangement allait servir de prétexte pour l'implantation de la famille au Sault Saint-Louis, établissement de Domiciliés le plus important de la colonie⁷⁵. En 1727, Desauniers père et fils fournirent aux sœurs Desauniers - Marguerite, Marie-Anne et Marie-Madeleine - les arrangements nécessaires pour l'ouverture d'un magasin au Sault⁷⁶. Par l'entremise des Domiciliés, les sœurs purent conduire leur commerce avec les marchands d'Albany - notamment avec la famille Sanders⁷⁷ - presque sans interruption, jusqu'au procès qui les fit tomber en 1750. Non qu'elles échappassent aux suspicions, lentes à se manifester, des agents de la Compagnie⁷⁸. Mais le coup d'éclat du procès Lydius de 1729-1730 les avait épargnées⁷⁹, et les jésuites du Sault juraient de leur innocence⁸⁰. Les preuves de leur inconduite s'accumulant, Beauharnois fit fermer leur magasin en 1742, et on ordonna aux demoiselles de quitter le Sault... trois ans plus tard. Le blocus du Saint-Laurent suite à la reddition de Louisbourg en 1745 vit cependant les sœurs renouveler leurs opérations au Sault. Si cette conjoncture consolide à nouveau la place des demoiselles dans le commerce intercolonial, elle annihilera aussi le commerce légitime de leur famille fondé sur les importations de France⁸¹. Avec le départ de leur frère pour Bordeaux, les sœurs furent dès lors exposées à la vindicte de leurs concurrents. Dénoncées par des chefs domiciliés et désormais

74. Dyana Robert note aussi que son « jeune frère » s'était marié avec la fille de Pierre Raimbault, lieutenant général civil et criminel de la Juridiction Royale de Montréal « Cette relation pourrait expliquer pourquoi, bien que Pierre Trottier-Desauniers soit alors un marchand négociant qui trempe dans les commerces illégaux, Catherine Dagneau ne le mentionne à aucun moment dans son journal. Marie-Louise-Catherine est non seulement la fille de Pierre Raimbault mais aussi la belle-soeur par alliance de Catherine Dagneau; deux des frères de Catherine Dagneau ont épousé des filles de Pierre Raimbault. », Robert, *La contrebande de Montréal*, p. 64-65.

75. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 74.

76. Robert : « Bien que le magasin des Demoiselles soit légitime, il apparaît n'être qu'une couverture légale qu'utilisent les soeurs afin de s'adonner, avec d'autres marchands montréalais, à des échanges illicites, notamment avec Albany. » Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 66-67.

77. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 78.

78. On s'interrogeait notamment pourquoi les fourrures qui arrivaient au magasin des sœurs ne complétaient pas le dernier bout de leur long périple de l'arrière-pays, jusqu'au bureaux de la Compagnie des Indes à Montréal. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 73-74.

79. Sinon protégées, comme l'estiment Guévin et Tesdahl ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 121-124. ; Tesdahl, *The Price of Empire*, p. 89-90.

80. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 74 ; Depuis le procès Lydius, le père Lauzon, notamment, niait toute implication des sœurs dans le commerce de contrebande dans « sa » mission : C11A Vol. 52, f.21-26, 1730, octobre, 15. ; C11A Vol. 56, f.11-15, 1731, avril, 10. ; C11A Vol. 54, f.14-19v, 1731, octobre, 01. ; C11A Vol. 54, f. 210-220, 1731, octobre, 18. ; C11A Vo. 77, f. 365-367, 1740, septembre, 29. ; C11A Vol. 75, f.143-146, 1741. ; C11A Vol. 77, f.102-103v., 1742, septembre, 16. ; C11A Vol. 77, f.352-353v, 1742, septembre, 22.

81. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 156.

sans véritables appuis dans la petite société coloniale, Marguerite, Marie-Anne et Marie-Madeleine Desautiers durent s'exiler du Canada, pour aller se refaire une situation dans le commerce des Antilles à partir de La Rochelle⁸².

Dans la colonie de New York, un autre nom allait être associé au commerce Montréal-Albany, celui de John Hendricks Lydius. Fils d'un révérend de l'église réformée installé à Albany depuis 1700, les débuts dans le commerce du jeune Lydius sont inconnus. Toujours est-il qu'il fit irruption sur la scène montréalaise en automne 1725. En s'établissant chez les Français, il devint une source de fourrures pour ses contacts à Albany⁸³ et fournisseur d'écarlatines pour les Domiciliés et marchands-équipiers de la région de Montréal⁸⁴. Au départ, le petit marchand Lydius ne pose pas d'obstacle pour les grandes familles marchandes canadiennes impliquées dans le commerce illicite. Cependant, le 13 février, 1727, Lydius épousa Geneviève Massé⁸⁵, fille du marchand Michel Massé et de Marguerite Montour, de souche franco-algonquienne⁸⁶. À première vue, cette union ne destinait pas Lydius à une grande ascension sociale ; Massé était petit marchand, et il avait fondé une famille avec une « métive »⁸⁷. Mais comme le démontre Tesdahl dans sa thèse, Lydius avait choisi son épouse avec une certaine idée derrière la tête⁸⁸ : son mariage avec Geneviève Massé se fondait sur une

82. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 165.

83. Les marchands Delancey et Sanders.

84. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 72.

85. Lettre de Beauharnois et Hocquart au ministre concernant l'affaire de John Hendricks Lydius, originaire d'Orange, établi à Montréal : « *il ne paroît pas à craindre qu'il retourne en la Nouvelle Angleterre ou nous avons sçû qu'il avoit fait banqueroute et d'où il a esté obligé de s'absenter pour se cacher à la poursuite de ses créanciers. Cet étranger s'est marié à Montréal à une métive dont il a eu deux jeunes enfants.* » (f. 24) ; C11A Vol. 52, f. 21-26, 1730, octobre, 15.

86. « Marguerite was métis and an Algonquian-speaker, though it is unclear to which nation she belonged. [...] It seems likely that at Michilimackinac she would be descended of local Algonquian-speakers like the Potawatomi, Ottawa, Menominee, or others. » ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 75-76.

87. Dans sa correspondance avec le ministre, Hocquart emploiera le terme « métive » pour désigner l'épouse de Lydius. C11A, Vol. 52, f. 24, 1730, octobre, 15.

88. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 75-76.

stratégie de consolidation de réseaux, unissant marchands albanais, Iroquois du clan de la Tortue⁸⁹, et marchands canadiens liés aux autochtones des Pays d'en Haut⁹⁰.

La situation des Desauniers, actives au même moment, était certes enviable. Mais Lydius se trouvait désormais au centre d'un réseau de commerce illicite de portée inédite et leur apportait une concurrence directe. En effet, « son » réseau de traite illicite s'alimentait de la manne des fourrures de la région des Grands Lacs, pour les faire acheminer dans la boutique qui fournissait aussi les Desauniers de marchandises new-yorkaises : celle des frères Sanders, à Albany⁹¹. Au même moment, l'intendant Dupuy avait mandaté le juge Pierre Rimbault à une mission de renseignement sur les activités du commerce de contrebande dans la région de Montréal⁹². La liaison entre Rimbault et Catherine Dagneau⁹³, alliée des sœurs Desauniers, allait servir de prétexte pour faire monter un procès contre Lydius, qui occupait le statut d'étranger « établi »⁹⁴ en Nouvelle France.

Pris dans l'engrenage d'un procès et sans véritables appuis au sein des élites coloniales, Lydius fut expulsé de la Nouvelle France en 1730, et brièvement exilé en Europe. De retour en Amérique en 1731, Lydius fera l'acquisition d'un terrain au sud du lac George⁹⁵ grâce à l'appui des marchands Sanders et des Delancey. Il y installa un poste à un lieu de portage stratégique qu'il nomma « fort Lydius »⁹⁶. Le concurrent d'hier devient ainsi l'allié d'aujourd'hui : pendant les années 1730, Lydius sera le « contact » privilégié des sœurs Desauniers dans leur

89. Lydius avait été adopté dans ce clan grâce aux relations entretenues avec les chefs du clan par son père, le révérend Johannes Lydius. ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 1, 69.

90. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 76.

91. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 78.

92. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 39-44.

93. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 41-42.

94. De par son occupation de marchand, son mariage avec Geneviève Massé, avec qui il avait eu deux enfants, et « sa conversion au catholicisme » ; C11A Vol. 51, f. 6-8v, 1729, octobre, 25. ; C11A Vol. 52, f. 21-26, 1730, octobre, 15.

95. Un lac plus au sud du Lac Champlain.

96. Peter N. Moogk, "LYDIUS, JOHN HENDRICKS," in *Dictionary of Canadian Biography*, vol. 4, University of Toronto/Université Laval, 2003–, accessed August 11, 2018, http://www.biographi.ca/en/bio/lydius_john_hendricks_4E.html.

commerce avec les Sanders à Albany, à titre d'agent de liaison. Par ce fait, le commerce illicite du clan Desauniers se greffait à celui de Lydius-Massé, pour ne faire qu'un seul grand réseau. Consolidation ? C'est sans compter les nouveaux adversaires qui commencèrent à se dresser contre Lydius⁹⁷ qui, depuis son retour dans la colonie de New York, était aussi devenu un agent pour des spéculateurs fonciers du Connecticut et de la Pennsylvanie⁹⁸. Ainsi, à l'échéance de la troisième guerre intercoloniale (1744-1748), Lydius perdit, comme les sœurs Desauniers, ses puissants appuis⁹⁹, et dut s'exiler en Hollande puis en Angleterre où il vivra confortablement jusqu'à sa mort en 1791¹⁰⁰.

Nous avons relaté les cas les plus « célèbres » du commerce illicite Montréal-Albany, pour accorder la juste part aux individus qui opéraient au sein des réseaux familiaux les plus impliqués dans la contrebande. Si les parentèles jouent un rôle important dans l'élaboration des alliances du commerce illicite, il ne faudrait cependant pas présumer qu'elles en étaient le « principe organisateur ». Le journal de Catherine Dagneau, analysé par Marc Guévin¹⁰¹, Dhyana Robert¹⁰² et Eugene Tesdahl¹⁰³, démontre que ces réseaux sont aussi composés de « non-parents », et que nombre d'acteurs isolés participent au commerce illicite de manière régulière ou ponctuelle, à titre de convoyeurs, relais, et entreposeurs de marchandises illicites. Guévin identifie quatre catégories de participants qui ont laissé des traces dans le journal de Dagneau : les « sympathisants »¹⁰⁴ (des marchands impliqués dans la traite illicite) ; les

97. Notamment un ancien partenaire commercial, William Johnson. ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 191.

98. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 192.

99. Notamment, ceux du gouverneur du Massachusetts, William Shirley qui lui fournit une aide pour la construction d'une fortification à Wood Creek, et lui accorda une commission d'officier, lui permettant de diriger des détachements de troupes coloniale pendant le conflit avec la France.

100. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 194.

101. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 91-104. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 38-53.

102. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 38-54.

103. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 82-94.

104. Parmi les « sympathisants », nous trouvons les seigneurs de l'île de Montréal, les sulpiciens. La traite se déroulait sur des concessions montréalaises, ainsi que des seigneuries allant de Chateauguay jusqu'à Sorel. ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 94.

habitants de campagne anonymes, transporteurs de paquets, et dont l'habitation fonctionne comme entrepôt ; un groupe analogue d'habitants à la périphérie de Montréal¹⁰⁵ ; enfin, les marchands à la tête du réseau, qui « coordonnent le tout ».¹⁰⁶ Dhyana Robert, pour sa part, mettra plutôt l'accent sur la participation féminine au commerce illicite, composante essentielle du réseau de contrebande sous étude¹⁰⁷.

Guévin souligne l'étendue du réseau de contrebande qui converge sur Montréal : « Les campagnes du sud et de l'Ouest de la région sont autant de relais de Montréal »¹⁰⁸. Qu'ils fournissent des entrepôts pour les articles de contrebande, ou des informations d'appoint pour déjouer la répression, la participation des habitants demeure essentielle¹⁰⁹. La circulation des marchandises illicites atteint son pic au mois d'août, là où les transbordements sur les rives du Saint Laurent peuvent être quotidiens, selon les témoins de Dagneau. Quant aux marchands impliqués dans ce commerce de contrebande, Dagneau implique autant des marchands-équipes (« Poulin, Couagne, Corne de Chapt, Senneville, Lamarque, Hervieux, Mailhot, Nafrechoux, Baby, Maugé ») que des marchands-voyageurs (« Guillet à Témiscamingue et Nolan à Sorel ») du commerce des Grands Lacs, et des simples commerçants (« Saint-Germain et Ménard, Saint-Cerny »). Hormis les « dynasties » sus-mentionnées, des marchands coloniaux de toutes sortes seront les « maîtres d'œuvre et manœuvres » de ce commerce¹¹⁰.

105. Catherine Dagneau: « Tout le castor qui passait en fraude passait la plus grande partie par La Prairie que les habitants le transportaient dans les poches que les sauvages alloient prendre chez les habitants. » *Le marchand montréalais Laverdure, par exemple, possédait à La Prairie une exploitation agricole, où il entreposerait aussi des marchandises de la traite illicite. Les concessionnaires des seigneuries sont aussi impliqués dans l'étape de transbordement et entreposage des marchandises, et les marchands montréalais envoyaient des Domiciliés récupérer ces marchandises à leur compte. Dagneau indiquera que sur l'île de Montréal, « les habitants Delisle et Ribercourt » avisent les Domiciliés des patrouilles.* ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 95

106. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 93. ;

107. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 54-63.

108. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 96.

109. Les charretiers des environs de Montréal, par exemple, reçoivent une part des redevances de ce commerce, soit en frais de transport ou d'entreposage. ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 97.

110. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 98-100.

Et pourtant, cette liste de noms n'implique qu'une minorité de marchands impliqués dans le commerce des pelleteries, et autres types de commerce. Le journal de Dagneau révèle-t-il seulement la pointe d'un iceberg ? L'intendant Dupuy, a-t-il eu raison de pointer du doigt la quasi-totalité des marchands montréalais, en ce qui concerne le « commerce étranger » ? À l'instar de Tesdahl qui affirme que le commerce Montréal-Albany est essentiellement « une affaire de famille »¹¹¹, Guévin soutient que les liens familiaux et économiques de divers commerçants de la Nouvelle France sont pour l'essentiel « tissés serrés »¹¹². Ce commerce illégal « repose sur une certaine endogamie commerciale et parentale », où les individus impliqués sont liés par une dépendance mutuelle d'intérêts¹¹³. Le mariage du transfuge Lydius à la famille Massé est un exemple qui dépasse les frontières mêmes de la Nouvelle France. Et la liste de clients et des contacts des frères Sanders permet d'établir que ce petit monde des marchands coloniaux n'était qu'une composante locale d'un énorme réseau qui ramifiait à travers tout l'océan Atlantique¹¹⁴, liant métropoles et colonies dans un immense espace de circulation multilatérale de personnes, et de marchandises.

1.2.3. Le débat sur les causes de la contrebande Montréal-Albany

Posons maintenant notre regard sur le débat portant sur les causes du commerce illicite. C'est ici que nous pourrions distinguer les principaux courants historiographiques qui ont traité de la question. Notre présentation des acteurs de la traite, ci-haut, permet déjà de dégager

111. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 50, 62-82.

112. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 100-103.

113. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 103-104.

114. Les Sanders pour leur part fournissaient au marché colonial français les biens manufacturés de New York ou de Londres, et les denrées de Curaçao ou de Saint-Christophe dans les Antilles, grâce à leur impressionnant réseau de contacts du commerce atlantique. ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 117.

certaines interprétations des causes politiques, économiques et culturelles qui donnèrent lieu à cette contrebande. Une analyse plus poussée de ces causes nous permettra non seulement de débusquer les rouages et mécanismes sous-jacents de la contrebande, mais aussi d'identifier les problèmes d'interprétation communs qui surviennent lorsqu'on cherche à approfondir le sujet. Et comme nous le verrons dans les chapitres deux et trois, le débat sur les causes de la contrebande n'est pas la chasse gardée des historiens : il prend ses racines historiques dans la correspondance officielle entre les administrateurs coloniaux et leurs supérieurs hiérarchiques en métropole.

Au regard des historiens, comment répartir les grandes tendances de ce débat ?

Revenons aux classifications de notre introduction. Pour faire simple, disons que le courant de l'histoire économique cherche à analyser les mécanismes économiques qui donnèrent lieu à ce commerce. L'ethnohistoire, pour sa part, cherche à identifier les motivations des acteurs de ce commerce adhérant à des modèles culturels étrangers les uns aux autres, dont la contrebande se glisse pour ainsi dire dans les interstices. Enfin, les courants de l'histoire atlantique et de la « nouvelle histoire des Empires » cherchent à analyser le contexte géopolitique qui donne au commerce Montréal-Albany sa configuration particulière¹¹⁵.

Les causes économiques du commerce Montréal-Albany reviennent dans toute discussion sur les *origines* du phénomène. Comme chaque intervenant, posons donc « la question qui tue » : *pourquoi* la contrebande s'est-elle développée, et implantée de manière si durable entre la Nouvelle France et les colonies britanniques de l'Amérique septentrionale ? Comment expliquer sa longue durée ? De toute évidence, le développement d'une économie

115. Notons ici que si ces courants prennent leur essor à différents moments du XXe siècle, l'intervention d'un historien donné ne le consigne pas nécessairement à un seul courant. Par exemple, une présentation des facteurs économiques de la traite illicite, propre à l'histoire économique, est présente sous forme sommaire ou détaillée chez tous les historiens du XXe et du XXIe siècle qui ont analysé le phénomène.

parallèle au sein de la traite des fourrures est intimement lié à la proximité de deux systèmes économiques issus du colonialisme européen, celui de la Nouvelle France et celui des colonies britanniques, qui entrèrent en interaction. Au moment de l'éviction de l'Empire français du continent à l'issue de la Guerre de Sept Ans (1763), ce commerce n'avait plus raison d'être, et disparut en un clin d'œil¹¹⁶. Alors pourquoi la contrebande est-elle si omniprésente dans l'univers colonial, là même où les têtes couronnées d'Europe cherchent à découper leurs domaines d'exclusivité ?

Premier constat : le commerce intercolonial « illicite » s'inscrit en négatif du développement économique colonial piloté à partir de la métropole, et coulé dans le moule du mercantilisme. Le commerce *intercolonial*, en effet, « porte offense » aux préceptes et politiques mercantilistes qui vouent chaque colonie à sa condition (et position) de satellite, de fournisseur de matières premières et de débouché commercial pour une métropole impériale. Les historiens du monde colonial ont depuis longtemps constaté l'omniprésence de la contrebande dans l'univers colonial aux XVIIe et XVIIIe siècles, accompagnée par un phénomène de corruption des élites coloniales¹¹⁷. À titre de cadre général, situons plutôt notre

116. L'éviction de l'Empire français du continent allait avoir de conséquences majeures non seulement sur la traite des fourrures, mais sur le sort des Amérindiens du continent dans son entier. D'un seul coup, la restructuration de la traite allait éliminer les réseaux de commerce illicite qui s'étaient creusés dans le sillon des zones frontalières qui séparaient des efforts coloniaux rivaux ; Tesdahl, *Price of Empire*, p. 194.

117. Le rapport entre mercantilisme et contrebande peut prendre l'allure d'une évidence ; il demeure toutefois épineux à analyser. Si ce thème mérite d'être exploré en profondeur, il nous est hors sujet. Quelques références utiles pour ceux qui aimeraient s'initier à la question de la contrebande dans le monde atlantique des XVIIe et XVIIIe siècles ; Banks, Kenneth J., « Official Duplicity : The Illicit Slave Trade of Martinique, 1713-1763 », dans P.A. Coclanis, dir., *The Atlantic Economy during the Seventeenth and Eighteenth Centuries* (Columbia SC 2005), p. 229-251. ; Cuenca-Esteban, Javier « British "Ghost" Exports, American Middlemen, and the Trade to Spanish America, 1790-1819: A Speculative Reconstruction », *William and Mary Quarterly* 71, no 1 (janvier 2014): 63-98. ; Eacott, Jonathan P., « Making an Imperial Compromise: The Calico Acts, the Atlantic Colonies, and the Structure of the British Empire », *William and Mary Quarterly* 69, no. 4 (2012): 731-62. ; Geggus, David, « The French Slave Trade: An Overview », *William and Mary Quarterly* 58, 1 (janvier 2001): 119-138. ; Karras, Alan L., *Smuggling: Contraband and Corruption in World History*. Lanham, MD, 2010, 224 p. ; Klooster, Wim, « Inter-imperial smuggling in the Americas, 1600-1800 », dans Bernard Bailyn and Patricia L. Denault, dir., *Soundings in Atlantic History: latent structures and intellectual currents, 1500-1830*, Cambridge (MA): Harvard University Press, 2011, p. 141-180. ; Kwass, Michael, *Contraband : Louis Mandrin and the Making of a Global Underground*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2014. ; McNeill, John R., *Atlantic Empires of France and Spain: Louisbourg and Havana, 1700-1763*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1985. ; Oostindie, Gert, et Vance Roitman, Jessica, « Repositioning the Dutch in the Atlantic, 1680-1800 », *Itinerario* 36, 2 (2012): 129-160. ; Schendel, Willem van, et Abraham, Itty, « Introduction: the Making of Illicitness », dans Willem van Schendel et Itty Abraham, dir., *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*. Bloomington: Indiana University Press, 2005. ; Tyler, John W., *Smugglers & Patriots: Boston Merchants and the Advent of the American Revolution*. Boston: Northeastern University Press, 1986.

objet d'étude dans le contexte de la traite des fourrures. Ainsi, la traite illicite trouve-t-elle ses origines dans les « dysfonctionnements » de la traite des fourrures ?

La thèse des « dysfonctionnements économiques du mercantilisme » est la plus répandue chez les historiens de la traite illicite. Dans l'historiographie, elle trouve ses origines dans l'étude systématique de la correspondance officielle des administrateurs coloniaux - en l'occurrence, notre source principale - le dépouillement des registres marchands, et l'analyse des systèmes de prix des marchés coloniaux et métropolitains. Du point de vue de l'analyse de l'offre et de la demande, il y aurait eu, semble-t-il, un ensemble de dysfonctionnements issus de la structuration de la traite des fourrures dans le milieu concurrentiel du continent nord-américain et des marchés européens. En ce qui nous concerne, les deux facteurs économiques les plus souvent cités dans la correspondance officielle et l'historiographie sont le différentiel de prix d'achat des pelleteries entre Montréal et Albany, et la qualité supérieure des marchandises de traite disponibles à Albany, disponibles aussi à meilleur prix qu'en Nouvelle France. La récurrence de ces deux indices doit nous pousser, au minimum, à reconnaître que les dynamiques commerciales de la traite ne correspondaient pas toujours aux desseins officiels.

Reprenant le constat des autorités canadiennes de l'époque, Lunn note que les fourrures vendues à Albany obtenaient souvent le double du prix que celles vendues au bureau de la Compagnie en Nouvelle France¹¹⁸. Au-delà du prix d'achat plus offrant, les marchands de la Nouvelle York ne faisaient pas non plus de distinction entre les qualités de castor, comme le faisaient les receveurs du bureau de la Compagnie des Indes¹¹⁹. Norton affirme que le différentiel de prix fut tel que la traite Montréal-Albany demeurait une excellente affaire pour

118. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 63.

119. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 28

les marchands canadiens, malgré les saisies occasionnelles¹²⁰. Guévin insiste que le différentiel de prix soit demeuré un incitatif important pour ces marchands sur la longue durée¹²¹. Peut-on affirmer pour autant, à l'instar des intendants coloniaux, qu'un ajustement du prix d'achat au bureau des pelleteries pouvait faire changer le comportement des marchands canadiens au bénéfice de la Compagnie¹²² ? Une telle supposition néglige en premier lieu le processus de la fixation des prix sur le marché d'exportation. Distinction essentielle, la détermination des prix en Nouvelle France demeurait la prérogative de la Compagnie qui détenait le monopole d'exportation des pelleteries, tandis qu'à New York les prix étaient fixés par les marchands exportateurs en fonction du marché colonial *et* métropolitain.

La question du prix nous oblige à nous pencher sur le rôle joué par la Compagnie dans l'exacerbation du problème que ses directeurs cherchaient à combattre. Dans son article « Selling Beaver Skins in North America and Europe »¹²³, Thomas Wien offre un bref survol du rôle structurant de la Compagnie dans le système français au XVIII^e siècle. De 1718 jusqu'à l'éviction du régime français de l'Amérique, le privilège de la Compagnie lui donnait les droits exclusifs d'exportation des pelleteries de castor en partance du Canada. Sur une base annuelle, la Compagnie exportait en principe tout le castor. Elle importait aussi des marchandises de traite en Nouvelle France : poudre, munitions et écarlatines. Les pelleteries qu'elle recevait dans ses magasins à Québec et Montréal étaient divisées en deux catégories, le castor « gras » et « sec ». Sa politique de prix était fixée sur cette classification, et sujette à révision sur une

120. Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 125

121. Après une analyse comparative du volume d'exportations de la Compagnie des Indes et de New York pour l'année 1737, Guévin estime un rendement supplémentaire entre 10 et 15% du chiffre d'affaire total lié aux exportations de pelleteries chez les marchands montréalais, attribuable au commerce illicite ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 107-113.

122. Frégault : pas moyen de faire cesser de cette contrebande par son interdiction auprès des Domiciliés, puisque ce sont des alliés milliaires à ménager ; « Il n'y aurait qu'un moyen de mettre fin au trafic interdit, ce serait de hausser le prix du castor » ; Frégault, *XVIII^e siècle Canadien*, p. 276-278.

123. Wien, Thomas, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760: The Uses of Fur-Trade Imperialism », *Revue de la Société historique du Canada*, 1, 1990 : p. 293-317.

base périodique. On expédiait les pelleteries sur des navires marchands ; débarquées chez les commissionnaires de La Rochelle, les pelleteries étaient acheminées à l'hôtel de la Compagnie à la Place de la Bourse à Paris, où on la vendait aux chapeliers de la capitale, aux prix déterminés par la Compagnie¹²⁴.

La traite française était donc officieusement « une traite administrée ». Wien souligne que si certains ont insisté sur l'effet stabilisateur de la Compagnie sur la traite, une marge de profit élevée (26%) semble toutefois avoir été son véritable trait distinctif. Le système britannique, s'il était aussi dominé par des monopoles, permettait la revente de pelleteries à Londres à des prix fixés aux enchères. La Compagnie des Indes tirait profit de sa politique de prix sur le commerce d'importation *et* d'exportation¹²⁵. Le principal moyen de défier ses prérogatives et d'échapper aux filets de sa politique des prix, du point de vue canadien, était de faire passer une partie de la manne des pelleteries lui étant destinée dans la colonie « rivale » au Sud.

À cet effet, dans son étude portant sur la Compagnie des Indes au XVIIIe siècle, l'historien Philippe Haudrère note une variation du volume d'exportation qui comporte d'importants écarts d'année en année. D'après Haudrère, ces variations annuelles peuvent s'expliquer par « la plus ou moins grande importance de la fraude »¹²⁶. Mais si le différentiel du prix d'achat des pelleteries entre Montréal et Albany est officiellement constaté, la Compagnie refusera pour l'essentiel de le faire augmenter ; elle semble plutôt intéressée à trouver une classification des fourrures qui répondrait aux exigences des chapeliers parisiens. « L'attitude intransigeante de la Compagnie », souligne Haudrère, a certes « de quoi

124. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 299.

125. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 300-301.

126. Haudrère, Philippe, *La Compagnie française des Indes au XVIIIe siècle*, Seconde édition, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2005, t. 2, p. 641.

surprendre », puisque le commerce des pelleteries est très rentable¹²⁷. Détail curieux - qui n'est pas qu'un simple détail : sur le long terme, les exportations new-yorkaises de pelleteries en destination de Londres baissent, tandis que les exportations de la Compagnie des Indes s'en vont en augmentant, malgré les variations annuelles. T. Wien conclut pour sa part que les tendances d'exportation de castor sont en contradiction avec l'argument d'une *concurrence* entre marchés importateurs de pelleteries français et britanniques : « le portait d'ensemble ressemble plus à une division du butin qu'une guerre de tranchées »¹²⁸.

Pourquoi donc les marchands montréalais ont-ils donc tant insisté sur le meilleur prix d'achat à Albany ?¹²⁹ Comme le constate Wien, ce leitmotiv peut s'expliquer par l'incidence directe sur la répartition de la manne des fourrures qu'occasionnait un écart de prix entre colonies « rivales », du point de vue des *vendeurs* de pelleteries. Pour les marchands canadiens, le marché des fourrures new-yorkais représentait un second débouché pour leurs pelleteries, et leur fournissait de bonnes marchandises de traite, ainsi que des liquidités¹³⁰.

La fiscalité entourant la traite et les modalités de paiement de la Compagnie fourniront autant de prétextes supplémentaires aux marchands canadiens pour leur participation au commerce intercolonial¹³¹. Dans la période qui nous concerne les anciens droits d'exportation

127. Les frais de gestion sont peu élevés ; les cargaisons de la Compagnie sont exemptes de droits d'exportation ; le transport par vaisseau du Roy est libre de fret ; la marge de profit tourne autour de 25% sur une base annuelle ; Haudrère, *Compagnie des Indes*, t. 2 p. 642

128. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 312. Notre traduction.

129. Wien note que la question des prix des pelleteries revient constamment dans la correspondance entre marchands montréalais et albanais ; Wien, « Selling Beaver Skins », p. 312.

130. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 312-313.

131. L'illégalité joue un rôle non négligeable dans le développement de la fiscalité qui accompagne la traite des fourrures. Au départ, l'octroi de monopoles par l'État avait permis à la traite de s'installer selon l'idée mercantiliste d'une colonisation profitable au royaume : l'organisation du capital marchand sous forme de monopole assurait à l'État des revenus stables, et des bonnes marges de profits aux Compagnies investies dans la traite et la gouvernance de la colonie. Dans la foulée des guerres iroquoises et de la désagrégation de la Huronie des années 1650-1670, les français prennent le relais à titre d'acheteurs et de transporteurs de marchandises dans l'arrière-pays. Bon nombre d'entre eux, soutenus par les marchands-équipiers de Montréal, se laisseront tenter par le meilleur débouché colonial. Le système de permissions (les congés) qui répondait ainsi à la « culture de l'illégalité » (Dechêne, 176-177) qui accompagnait l'expansion de la traite dans l'ouest au fur et à mesure que la foire de Montréal déclinait. La lourde fiscalité du droit du quart de la Ferme de la colonie, et l'écroulement du cours du castor au tournant du XVIII^e siècle fera entrer ce système en décadence. La rigidité du roi à l'égard de la traite de l'ouest donna de nouvelles occasions aux marchands coloniaux de faire passer leurs pelleteries aux sud, pour combler les manques à gagner. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal*, p. 176-181.

du Domaine d'Occident qui avaient fourni à la traite illicite, selon Guévin, « son véritable coup d'envoi »¹³² disparaîtront, dans la deuxième décennie du XVIII^e siècle au profit d'un système d'affermage des postes, et de vente des congés de traite¹³³. Cette nouvelle donne aurait pu ressembler à un allègement du fardeau fiscal - voire même, une source d'enrichissement¹³⁴ - pour les marchands canadiens, si la Compagnie ne leur avait cependant pas tant fourni de raisons de se délester d'une partie de leurs pelleteries à Albany. Autre avantage de l'écoulement des pelleteries chez ses voisins du sud : les marchands d'Albany offraient des retours de marchandises et de *wampum* sur des transactions payées en fourrures à l'intérieur du délai des voyages entrepris pour effectuer ces transactions, contrairement à la Compagnie qui payait ses récépissés de castor en lettres de changes soldées à plus ou moins long terme¹³⁵.

À l'examen de ces facteurs, il devient de plus en plus évident que l'élimination du prétexte de l'écart de prix du castor, à lui seul, ne puisse servir d'incitatif suffisant pour miner la régularité des rapports nord-sud. Nombre d'historiens ont en effet affirmé qu'une double tendance d'extension territoriale de la traite française et de supériorité du marché colonial anglais permettra à la traite intercoloniale de s'épanouir¹³⁶. Lunn et Norton soutiennent qu'aux

132. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 30.

133. Louise Dechêne : « [Suite à l'effondrement du commerce des pelleteries au début du XVIII^e siècle] le marché se rétablit lentement. Les autorités font tout ce qu'elles peuvent pour hâter le relèvement des prix et ramener les traitants à Québec et les Indiens qui, dans leur orbite, pouvaient glisser vers les Anglais. En 1717, la Compagnie d'Occident puis celle des Indes se chargent des exportations en se réservant le droit de modifier annuellement, s'il le faut, le prix d'achat du castor à Québec, lequel le milieu du XVIII^e siècle. Les variations sont fréquentes mais peu prononcées. L'impôt de 25% a disparu dans la crise. Plutôt qu'un lourd droit de sortie sur les marges de bénéfice réduites qui ne pouvaient qu'inciter à la contrebande, l'État préfère taxer toutes les fourrures à la source, par le biais de permis de traite et l'amodiation de postes de l'Ouest. Il perçoit alors directement ces revenus et les droits canadiens qui demeurent rattachés au Domaine d'Occident sont si insignifiants que les fermiers les abandonnent au ministère de la Marine en 1732. » ; Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal*, p. 146.

134. Suite aux décès de Louis XIV, Vaudreuil réussira à convaincre le Conseil de la Marine de la réhabilitation du système de congés, ainsi que l'affermage des postes par des officiers. Nouvel arrangement fiscal qui permet aux officiers de surveiller le commerce dans l'arrière-pays et de s'enrichir avec le renouvellement périodique de leur bail. En 1742, en réaction aux abus de certains officiers (Les adjudicataires de postes les sous-fermaient à d'autres particuliers à un plus haut prix ; C11A, Vol. 78, f. 378-385, 1743, mars.), on permettra aux marchands coloniaux de se prévaloir de l'affermage des postes de traite. ; 31 mars, 1742, Maurepas de Versailles : Garnisons à établir au Forts Frontenac et Niagara, permission accordée par le roi. Frais à porter par la Compagnie, « toutes munitions de bouche et de guerre et habillement » incluant gratifications des officiers, « et payer en outre pour chaque année une ferme de 4000# [par ferme] de ferme pour chacun des dits forts. » ; C11A, Vol. 122, f. 181v, 1744.

135. Lunn, « Illegal Fur Trade », p. 67-68.

136. Norton : rapport qualité/prix, la traite française ne pouvait concurrencer le marché colonial New Yorkais ; Norton, *Fur Trade in Colonial New York*, p. 6 ; Innis : la « supériorité anglaise » dans la traite, malgré l'indubitable avantage de position des français, pouvait s'expliquer en partie par la meilleure qualité des biens anglais, disponibles à meilleur marché ; Innis, *Fur Trade In Canada*, p. 84 ; Delâge : dans la grande compétition entre Français et Anglais dans la traite des fourrures, les Anglais ont misé sur l'avantage concurrentiel du marché

occasions où la différence de prix entre Montréal et Albany s'équilibrait, une meilleure qualité des marchandises de traite aurait eu raison des marchands montréalais, prêts à engager les frais et risques du commerce illicite pour accéder aux marchandises de traite de qualité et au *wampum*¹³⁷. Selon Marc Guévin, du point de vue montréalais, Albany ressemblait à un centre d'approvisionnement de marchandises de traite - et de luxe, pour certains consommateurs - et un débouché alternatif pour les marchands désirant échapper aux rets de la fiscalité et de la Compagnie¹³⁸. Et comme le goût de la clientèle autochtone demeurait un facteur déterminant pour la recherche de marchandises de traite de qualité, il est logique que les Montréalais cherchassent à profiter de la meilleure offre, pour satisfaire cette clientèle qui était à la source de sa richesse¹³⁹.

Cette conjonction du débouché supplémentaire et de source pour les fournitures de traite de bonne qualité nous semble la meilleure hypothèse, en ce qui concerne les motivations économiques des Canadiens. Nous rejoignons Guévin lorsqu'il soutient que les maîtres d'œuvre du commerce Montréal-Albany étaient les marchands montréalais. Compte tenu des risques que ce commerce comportait pour eux - hormis la brève période d'illégalité dans la colonie de New York au début des années 1720 - il est logique que les facteurs économiques déjà énumérés aient motivé leur participation. Mais alors comment expliquer leur monomanie

colonial, avec un meilleur prix d'achat des fourrures, et des meilleures fournitures de traite disponibles à bon prix ; du surcroît, le détournement des fourrures du réseau français les délésta du fardeau d'investir dans un réseau logistique dans l'ouest ; Delâge, « Iroquois chrétiens », p. 65.

137. Norton, *Fur trade in Colonial New York*, p. 126.

138. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 107.

139. Contrairement à l'idée reçue de la supériorité des marchandises anglaises, véhiculée par la correspondance officielle française, en ce qui concerne la traite de l'ouest, Eccles soutient que les marchandises françaises étaient supérieures en qualité ; il s'appuie sur les témoignages de facteurs de la Compagnie de la Baie d'Hudson ; dans une catégorie particulière, les boissons alcooliques, les autochtones sont des « consommateurs avertis » ; ils préfèrent le « French brandy » au rhum « rot-gut » que les traiteurs anglais colportaient aux autochtones ; tout comme la Compagnie des Indes avec les écarlatines anglaises, la Compagnie de la Baie d'Hudson tenta de faire importer un facsimilé de l'eau-de-vie française, avec colorant artificiel, sans véritable succès ; l'alcool était déterminant sur la traite, puisque c'était un bien de pure consommation (la demande autochtone était « élastique », contrairement aux autres biens européens) ; mais l'élite coloniale française étaient sujette à bien de divergences sur la politique à tenir à propos de l'alcool, compte tenu les graves excès que sa consommation provoquait chez les partenaires autochtones ; en bout de ligne, on se résigna à en contrôler la distribution : soutirer l'alcool de la traite laissait la porte ouverte aux Anglais pour tous les abus, et rapprochements avec les autochtones. ; Eccles, « Fur Trade [...] Imperialism », p. 349-351.

sur la question des politiques de prix de la Compagnie ? L'argument de l'écart de prix n'est pas faux dans l'absolu, mais le marché des exportations des pelleteries en Amérique du Nord a longtemps permis la cohabitation d'un différentiel entre la Nouvelle France et la Nouvelle Angleterre. Et pourquoi agiter le spectre de la défection des autochtones chez les Britanniques en raison des prix, quand on favorisait soi-même les contacts entre Britanniques et Iroquois ?

Compte tenu des profits qu'elle engrangeait, la Compagnie des Indes semble avoir pris le parti de la résignation, en ce qui concerne la traite illicite¹⁴⁰. En finale, c'est sur les Canadiens que pesait le différentiel de prix, d'autant plus que hormis les retours intéressants obtenus par la traite illicite, cette activité demeurait onéreuse pour eux¹⁴¹. Faute d'intervention politique, la Compagnie maintenait ses bas prix d'achat (et par extension, le différentiel) lui permettant d'assurer ses marges de profit¹⁴². Avec le soutien des administrateurs coloniaux, les marchands ont ainsi fait pression sur la Compagnie afin d'obtenir de meilleurs retours dans la traite légitime¹⁴³. Or, les pétitions signées des marchands passaient obligatoirement par le ministère de la Marine. Pour obtenir gain de cause, il fallait camper son argumentaire dans le registre des intérêts de la couronne en Amérique. La menace de défection (à cause du bas prix d'achat du castor) des Amérindiens de la région des Grands Lacs et au-delà demeurait donc une tactique de persuasion utile, pour ces marchands canadiens désirant obtenir une décision en leur faveur face au colosse de la Compagnie des Indes¹⁴⁴.

140. Haudrère, *La Compagnie des Indes*, t.2 p. 642.

141. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 313.

142. « The Company could afford to hold down the Canadian price of beaver unless forced by political pressure to do otherwise. Indeed, despite that pressure, it kept price increases to a minimum and effectively maintained the intercolonial price differential. Its transatlantic markup actually increased during the period, reaching 11 per cent for the two prime grades in the 1750s. » ; Wien, « Selling Beaver Skins », p. 315.

143. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 313.

144. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 314.

1.3. Conclusion

Quelques éléments pour conclure ce premier chapitre. En couches successives, l'historiographie du XXe siècle et de ce début de XXIe siècle a su rendre compte des principaux acteurs impliqués dans le commerce Montréal-Albany durant la période coloniale, et de comprendre ce qui a motivé leur participation audit commerce. Dans un deuxième temps, les historiennes et historiens ont analysé les ramifications stratégiques de ces échanges, à la fois pour le commerce franco-amérindien, pour l'équilibre géopolitique en Amérique du Nord-Est, ainsi que pour l'économie politique de cette partie de l'empire français. À cet égard, le rôle paradoxal joué par la Compagnie des Indes, à la fois dans la répression et l'exacerbation des échanges illicites, fut maintes fois relevé. En net, l'historiographie a permis de transformer notre regard sur un phénomène désigné (et décrié) par les autorités à titre de *contrebande*, pour en restituer toute la complexité.

Au sortir de la première et deuxième guerre intercoloniale¹⁴⁵, les intendants du XVIIIe siècle, chargés de mener la répression contre le « commerce étranger », sont confrontés à des pratiques illicites déjà bien établies. Ce commerce est organisé en réseau par des marchands coloniaux et des convoyeurs autochtones, qui assurent les flux d'une économie parallèle qui se déroule en trame de fond entre la Nouvelle France et la colonie de la Nouvelle York. Pour les marchands montréalais qui organisent les expéditions vers le sud, le marché d'Albany est un débouché utile pour une partie de leur castor et une source commode de marchandises que la Compagnie des Indes peine à fournir, compte tenu ses politiques de prix et la faveur accordée par la clientèle autochtone aux écarlatines de marque anglaise. Pour les marchands d'Albany,

145. Fin XVIIe, début XVIIIe siècle.

cette source canadienne de pelleteries leur permet de pérenniser leur position à titre de fournisseurs de pelleteries pour le marché d'exportation new-yorkais, et d'entretenir, par le biais des échanges, une activité diplomatique avec les Iroquois dans une zone périphérique de la colonie de la Nouvelle York où les enjeux de sécurité sont importants. De surcroît, les transactions commerciales illicites se font par l'entremise des Amérindiens domiciliés habitant près de Montréal qui assurent le transport des marchandises entre les pôles nord et sud de ce réseau, puisque ces derniers bénéficient d'un régime d'exemption aux lois françaises sur le commerce en raison de leur statut d'alliés de Sa Majesté¹⁴⁶, et peuvent donc conduire leurs activités commerciales en relative liberté.

Les intendants ont pour mandat d'assurer l'application des lois du commerce de l'empire français en colonie, et d'assister la Compagnie des Indes à la tâche de la répression de la contrebande. Ils sont néanmoins aussi sommés de s'expliquer « devant »¹⁴⁷ leurs administrateurs métropolitains sur la partie non négligeable des pelleteries qui semble échapper à la Compagnie, année après année, et qui finit par se trouver dans les stocks des pelletiers new-yorkais en vue d'être rapatriés en Grande Bretagne, au profit du marché londonien. Le ministre s'inquiète de surcroît des enjeux sécuritaires entourant cette contrebande, puisque les échanges qui s'opèrent en son sein tendant à rapprocher les marchands coloniaux de la Nouvelle France et de la Nouvelle York, et encouragent la fréquentation mutuelle des Amérindiens domiciliés « d'allégeance française » avec les ressortissants des colonies britanniques. Dans les deux prochains chapitres, nous verrons comment les intendants s'adonneront à un discours qui explique cette situation au ministre, et

146. Le roi de France.

147. Figuratiquement parlant... plutôt par l'entremise de la correspondance officielle.

justifie les divers moyens qu'ils entrevoient et entreprennent (ou n'entreprennent pas...) pour supprimer ce commerce, pourtant devenu, à l'évidence, « inéradicable ».

CHAPITRE DEUX : LA SCÈNE D'ÉNONCIATION DU DISCOURS DE L'INTENDANT

Notre hypothèse de travail dans ce mémoire situe l'intendant, dans la production de son discours sur la contrebande, à l'entre-deux de la gouvernance métropolitaine et coloniale. Notre deuxième chapitre portera donc sur le contexte discursif qui façonne le discours de l'intendant. À cet effet, nous proposons une étude des principaux éléments de *la scène d'énonciation* de son discours, propres au contexte colonial.

Au départ, il faut nous pencher sur le processus du traitement de l'information qui sous-tend la production discursive de l'intendant. Au-delà de ses tâches administratives, l'intendant est aussi le premier magistrat de la colonie. Comment instruit-il un dossier judiciaire pour un procès et pour ses ordonnances ? Quelles informations lui parviennent, et de quelles sources ? Comment l'intendant traite-t-il cette information à fins d'avis et de jugements ? Quelle autorité affirme-t-il dans sa fonction de premier magistrat, et dans quel cadre jurisprudentiel doit-il opérer ? Nous débiterons ainsi le chapitre avec une analyse du processus d'instruction des affaires de contrebande, selon les modalités du pouvoir royal qui ont cours en colonie dans la première moitié du XVIII^e siècle.

L'intendant se trouve aussi au sommet de la pyramide sociale de la colonie¹. Par sa fonction, il porte en lui le bagage culturel de l'élite française qu'il se doit de personnifier dans l'espace public. Dans la seconde partie de notre chapitre deux, le paramètre de l'appartenance élitiste de l'intendant sera mis en relief, à partir d'une étude de son discours portant sur les contrevenants, notamment les marchands, les voyageurs et les Amérindiens impliqués dans le commerce intercolonial. Nous tenterons de cerner comment ce discours moralisateur et

1. Aux immenses ramifications territoriales...

catégorisant permet à l'intendant de se positionner vis-à-vis son interlocuteur ministériel, à titre de membre d'une élite gouvernante autorisée à parler au nom de l'intérêt supérieur de la colonie.

2.1. Les sources d'information de l'intendant

Dans l'Empire colonial français du XVIII^e siècle, la réglementation sur le commerce émane à partir d'une seule source d'autorité, le roi de France et son Conseil d'État² ; mais cette réglementation s'élabore en étroite collaboration avec les administrateurs coloniaux, et sera mise en pratique sous le mode de la justice déléguée³ avec l'appareil judiciaire en place dans les colonies. La justice déléguée de l'intendant se situe, quant à elle, à « l'intersection » de la source de la législation royale et de son application à l'échelle locale ; c'est l'intendant qui ajuste la portée du règlement issu de la législation métropolitaine, publiée sous forme d'Édits et d'Arrêts par le Conseil d'État, en assurant l'ordonnancement des juridictions particulières du royaume et de ses colonies. Deux types d'arrêts du Conseil visent la contrebande hors de la France hexagonale. L'intendant peut d'abord se référer aux arrêts portant sur le « commerce étranger » dans tout l'espace colonial français. Les grands règlements de 1670, 1698, 1720 et

2. ...ou le roi de France en son Conseil, comme le précise Marie-Ève Ouellet, lorsqu'il s'agit d'énoncer et de faire publier un Arrêt du Conseil d'État. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 282-283.

3. Sans reprendre le fil de la discussion historiographique à ce sujet, confirmons simplement les fondements juridiques de la souveraineté du roi de France au temps de la monarchie classique. Exceptant Dieu, le roi est le juge suprême de ses sujets. Marie-Ève Ouellet : « En vertu de sa mission d'assurer le bonheur de ses sujets, le roi doit veiller au respect des règles qui organisent la vie en société et trancher les litiges entre ses sujets ou entre eux et les autorités. Devant l'impossibilité pour le roi de rendre justice à tous les sujets de son royaume, le pouvoir de rendre la justice en son nom est déléguée aux tribunaux et aux magistrats. » ; Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 89. ; Théoriquement, la souveraineté de roi s'exerce en vertu de son droit divin ; Cosandey et Descimon, *L'absolutisme en France*, p. 83-93. ; Dans la pratique, la gouvernance royale s'exerce sur le mode de la justice déléguée. Intendance, tribunaux royaux, Conseil Souverain - toutes les institutions judiciaires de la colonie doivent faire appliquer la loi du roi, et émettre des décisions de justice en son nom. La royauté étant conçue à partir du précepte d'une autorité suprême à qui serait dévolue la justice du royaume, les institutions coloniales en Nouvelle France portent en elles cette conception justicière de l'autorité. Le processus de « co-gouvernement » et de prise de décision à distance autour duquel s'articule la relation entre le personnel colonial et le ministère de la Marine en métropole doit être vu, selon nous, sous le prisme de ce concept de « justice déléguée » ; chaque instance d'autorité - exceptant les ordres religieux - apportera aux sujets du roi en colonie une forme particulière de cette délégation de la justice du roi. Voir aussi : Vachon, André, *L'administration de la Nouvelle-France : 1627-1760*, Les presses de L'Université Laval, Québec, 1970, p. 73-85.

1727 fourniront le cadre général à partir duquel les instances d'autorité locales en colonie pourront rendre justice dans les cas de contrebande⁴. Ensuite, le Conseil d'État publie aussi des ordonnances visant le commerce Montréal-Albany directement⁵ ; celles-ci sont enregistrées par le Conseil Souverain à Québec, et publiées dans les villes de la colonie, parfois même dans les postes de l'arrière-pays.

En vieille comme en Nouvelle France, l'intendant publie aussi lui-même des ordonnances pour interdire certaines formes de commerce, autoriser des saisies de biens de contrebande, et à certains moments, régler des contestations. L'intendant écrit ses ordonnances en se référant au corpus de la législation royale et la jurisprudence du royaume et des colonies, à quoi s'ajoutent les clauses des « traités » des Compagnies commerciales auxquelles les autorités ont accordé un privilège, sous forme de lettres patentes⁶. Comme nous le verrons, il tranche aussi, en dernière instance, les litiges traités au préalable par son subdélégué, ou par le juge en place d'un tribunal de juridiction royale dans un des trois « gouvernements » de la colonie.

L'intendant est donc impliqué de plusieurs façons dans la surveillance et la répression du commerce Montréal-Albany. À ce titre, il reçoit des informations qui lui proviennent de

4. Les intendants Bégon et Dupuy s'appuieront principalement sur l'ordonnance du 20 août 1698, pour prononcer leurs interdictions. ; Moreau de Saint-Méry, Médéric Louis Elie, *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent, Tome premier, Comprenant les Loix et Constitutions depuis 1550 jusqu'en 1703 inclusivement* ; A Paris, l'Auteur, rue Plâtrière, N°. 12. Quillau, Imprimeur de S.A.S. Monseigneur le Prince de Conti Chez / rue du Fouare, N°. 3. Mequignon jeune, Libraire au Palais, à l'Ecu de France. Et au Cap François, chez M. Baudry des Loziers. Avec approbation et privilège du roi, janvier 1784, p. 599-603. ; Hocquart pour sa part, s'appuiera sur le règlement exhaustif contenu dans les « *lettres patentes en forme d'édit de Sa Majesté au sujet du commerce étranger aux îles et aux colonies d'Amérique* » de 1727 pour mettre en application le droit français à l'égard des procès et saisies de contrebande. ; BANQ Québec, TP1, S36, P692, 1727, octobre.

5. C11A Vol. 27, f. 64-70v, 1707, juin, 25. ; C11G Vol. 8, f. 133-134, 1709, juillet, 06. ; BAnQ Québec, TP1, S28, P16089, 1724, octobre, 14. ; C11A Vol. 69, f. 180-183, 1738, avril, 25. ; C11A Vol. 66, f. 171-202, 1741.

6. Pour les années 1715-1750, les lettres patentes de la Compagnie d'Occident de 1717 - rétrocédées en 1719 à la Compagnie « perpétuelle » des Indes de John Law - vont statuer les paramètres officiels du commerce du castor, au Canada comme en France. ; BNF, département Droit, économie, politique, F-21078 (112). ; Un arrêt du conseil d'Etat de 1718 fournira, par la suite, davantage de précisions sur l'appareil réglementaire entourant le commerce des pelleteries. ; On y précise d'emblée les qualités de castor qui seront acceptées et rejetées des bureaux de la Compagnie, ainsi que les prix du castor gras et sec ; les modalités de paiement en lettres de change sont aussi énoncées, ainsi que les pesées de ballots de castor, selon le grade. Dans l'article 8 de l'arrêt, le roi « remet & donne » à la Compagnie son droit du quart, et exempte la Compagnie des autres droits d'entrée et de sortie des pelleteries au Canada et dans le royaume ; le « passage des castors » du les vaisseaux du roi lui sont accordés gratuitement. ; BNF, département Droit, économie, politique, F-21236 (3).

son personnel de justice délégué, des représentants de la Compagnie des Indes, et de ses rencontres avec ses justiciables⁷. Pour l'essentiel, le réseau d'informateurs de l'intendant est donc composé de maillons officiels, ou informels⁸.

Dans les paliers du gouvernement colonial, nous devons distinguer en premier lieu le personnel militaire et le personnel administratif. Le personnel militaire impliqué dans la répression du commerce de contrebande croise aussi deux catégories d'hommes de service : les compagnies dirigées par les officiers de la Marine⁹, et les gardes qui travaillent pour le compte de la Compagnie des Indes et du Domaine d'Occident¹⁰ rattachés aux bureaux des compagnies situés dans les villes de la colonie. Ces « militaires actifs » - autant les troupes de la Compagnie à Montréal ou Québec que les patrouilles dirigées par des officiers de la Marine des forts en périphérie - s'occuperont de la surveillance sur le terrain. Les officiers des contingents dresseront les premiers dénombrements, ou procès-verbaux, faisant acte de saisies pour le compte de la Compagnie des Indes.

Les ordonnances portant sur les saisies fournissent de précieux renseignements sur le personnel du terrain mandaté aux saisies. Durant la décennie 1720-1730, qui recoupe nos trois intendances, les saisies de pelleteries qui se font dans les environs du Lac Champlain s'opèrent dans le cadre du mandat de surveillance qui revient aux officiers de la Marine postés au fort Chambly¹¹. Dans les cas répertoriés dans la région de Montréal et de sa périphérie, les

7. Selon le contexte, ces informations lui arrivent sous forme orale ou écrite.

8. Insistons d'emblée que dans le cas de l'Ancien Régime, il n'est pas possible d'opérer une distinction absolue entre ces deux catégories ; l'appareil d'État tend tout simplement à officialiser la partie plus visible des réseaux informels qui tissent les relations de pouvoir, autour du principe nobiliaire de sang et de rang.

9. Sous autorisation du gouverneur.

10. Arrangement analogue à l'appareil fiscal militarisé des cinq grandes fermes en métropole.

11. 12 octobre, 1720 : « Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie faite par le sieur Beaulac, officier dans les troupes, près du fort de Chambly, de six pièces d'écarlatine, et décide qu'elles demeureront confisquées au profit de la Compagnie des Indes. » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1223, 1720, octobre, 12 ; 12 octobre, 1720 : « Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie de plusieurs effets faite dans le lac Champlain par le sieur Moncourt, officier dans les troupes [...] et déclare qu'ils seront remis à la Compagnie des Indes. » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1224, 1720, octobre, 12. ; 5 septembre, 1722 : « Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie faite par le sieur Herbin, lieutenant des troupes, commandant au fort de Chambly en l'absence du sieur de Sabrevois, de dix paquets de castor pesant dans un canot d'écorce conduit par des sauvages qui se rendaient dans la Nouvelle-Angleterre. » ;

officiers de la Marine collaborent avec les commis de la Compagnie¹². On notera aussi dans ces ordonnances le lieu d'origine des Amérindiens contrevenants : le Sault Saint-Louis¹³. Les ordonnances vont aussi dénombrer les marchandises qui ont été saisies pour le compte de la Compagnie : peaux de castor et de chevreuil, toiles de calmande, mousseline et indiennes, etc.

Que se passe-t-il alors quand un contrebandier est pris en flagrant délit ? Qui initie la procédure administrative entourant les saisies ? Le préambule des ordonnances portant sur les saisies de « marchandises étrangères » formule les demandes, ou « requêtes », qui enclenche, dans le cadre de juridictions précises, la procédure légale qui suivra¹⁴. « *Sur la requête présentée à nous par...* », ainsi réussit-on à identifier les demandeurs des procédures, qui en l'occurrence, seront d'importantes sources d'information dans les affaires de contrebande, souvent les premiers instigateurs de la répression visant à éradiquer le commerce illicite. En tête de liste figurent les agents de la Compagnie des Indes, parfois épaulés par ceux du

BAnQ Québec, E1, S1, P1436, 1722, septembre, 5. ; 16 août, 1723 : « *Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie faite par le sieur de Sabrevois, commandant à Chambly, dans un canot de sauvages qui venait d'Orange, de huit grands bassins d'étain, vingt-quatre cuillers deux tasses d'étain, vingt-un creusets de grès, dix-neuf paires de cardes à laine et quarante-une livres de fils à rets.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1554, 1723, août, 16.

12. Pour l'essentiel, les intendants confirmeront à plusieurs reprises, à coup d'ordonnances, qu'il est du ressort des agents, commis diligents par la Compagnie des Indes ou du personnel militaire encadré par la compagnie d'effectuer des saisies et confiscations de « marchandises étrangères qui circulent chez les habitants de la colonie ». ; C11A, Vol. 53 f. 339, 1730, février, 01 ; BAnQ Québec, E1, S1, P2738, 1735, mai, 6 ; C11A, Vol. 73, f. 386, 1740, novembre, 03. ; Bien que les agents de la Compagnie ne dirigent pas les contingents militaires sous l'autorité d'un officier de la Marine, pour la démonstration qui vient admettre que la Compagnie affirme ses prérogatives en assumant la prise en charge des saisies. Dans la région qui nous concerne - les environs de Montréal et du Lac Champlain - les cas recensés indiquent que le personnel militaire attiré à la surveillance travaille en étroite collaboration avec les agents de la Compagnie, parfois en amont, parfois en aval des saisies. Ou du moins, aussitôt qu'un cas de contrebande fait surface. Les biens confisqués dans les saisies certifiées par les ordonnances reviennent aussi à la Compagnie ; l'agent qui pose une requête à l'intendant réclame ainsi ce qui lui revient « de droit », selon le privilège de la Compagnie.

13. 14 août, 1724 : « *Ordonnance de Bégon déclarant bonne et valable la saisie de castors et de peaux de chevreuil trouvés à La Fourche par des soldats de la compagnie de Saint-Ours. Ces pelleteries, qui avaient été apportées là par des Indiens du Sault-Saint-Louis, sont confisquées au profit de la Compagnie des Indes.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1637, 1724, août, 14. ; 7 octobre, 1724 : « *Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie faite sur trois sauvages du Sault Saint-Louis, par le sergent Deslauriers et un détachement de six soldats, de deux paquets de peaux de chevreuil, deux paquets de castor sec et six castors en un petit paquet et qui décide que les pelleteries saisies seront et demeureront confisquées au profit de la Compagnie des Indes.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1649, 1724, octobre, 07. ; 2 juillet, 1725 : « *Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie de trois pièces de calmande, trois pièces d'indienne et deux pièces de mousseline faite au bas du Sault Saint-Louis par François Pinaud, sergent des troupes, sur l'ordre du chevalier de Saint-Ours, commandant à Laprairie de la Madeleine.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1698, 1725, juillet 2. ; 2 juillet, 1725 : « *Ordonnance de l'intendant Bégon qui déclare bonne et valable la saisie de trente livres de castor sec et de onze pièces d'indienne faite par le sieur Radisson, commis de la Compagnie des Indes à Montréal, et le sieur Duplessis Faber, lieutenant des troupes, aide-major de Montréal, dans une maison occupée par des sauvages, aux environs de la ville de Montréal.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1697, 1725, juillet, 02. ; 26 juillet, 1730 : « *Ordonnance de Gilles Hocquart [...] qui déclare bonne et valable la saisie de trois paquets de castor faite par Bernard Dumouchel, brigadier des gardes de la Compagnie des Indes, assisté de Joseph Lombard et de Pierre Ménard, gardes, sur des sauvages dans les environs de Lachine, et décide qu'ils demeureront confisqués au profit de la Compagnie des Indes.* » ; BAnQ Québec, E1, S1, P2196, 1730, juillet 26.

14. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 189-191.

Domaine d'Occident, autorisés par l'intendant à intervenir dans des localités précises, à partir d'ordonnances à cet effet¹⁵. Dans le cas de saisies de pelleteries et marchandises étrangères, les ordonnances déclarent, de manière quasi systématique, que les biens de saisies tombent sous le coup de la loi et reviennent à la Compagnie des Indes¹⁶.

L'article 14 de l'arrêt du roi de 1718 autorise la Compagnie à disposer de contingents de surveillance dans les lieux (et environs) où la Compagnie fait pignon sur rue¹⁷. Dans ces localités, ce sont ses agents qui ordonnent les descentes par le biais de leurs commis et informateurs, et formulent les requêtes auprès de l'intendant après coup pour certifier les saisies et faire instruire les dossiers judiciaires. Durant l'intendance de Bégon, on voit souvent revenir le nom du Sieur Chartier de Lotbinière¹⁸, « *Conseiller au Conseil Supérieur et agent de la Compagnie des Indes en ce pays*¹⁹ » dans les ordonnances de l'intendant qui officialisent les saisies. Lotbinière lui-même n'est pas actif sur le terrain, mais autorise de son côté des commis à son service, comme par exemple, le Sieur Radisson « *son commis à Montréal*²⁰ » (receveur du bureau de la Compagnie dans cette ville) qui commande les saisies des capitaines. Son collègue du Conseil Supérieur, Lanoullier de Boisclerc - qui détient aussi le monopole du service de poste en colonie - s'opposera à lui durant « l'affaire Grouard » (1725), dans une dispute entourant les biens de saisie de l'accusé. Cependant, Lanoullier prendra la place de Lotbinière à titre de premier représentant de la Compagnie des Indes en colonie jusqu'au début des années 1730²¹.

15. Par exemple, cette ordonnance de Hocquart pour l'île d'Orléans; BAnQ Québec, E1, S1, P2738, 1735, mai, 06.

16. ...hormis les occasions où le personnel du Domaine d'Occident soit demandeur. Le roi castor, cependant, demeurera l'unique apanage de la Compagnie, tout au long du XVIII^e siècle, en exceptant la brève période de traite libre au début des années 1720.

17. BNF, département Droit, économie, politique, F-21236 (3), f. 5, 1718, juillet, 11.

18. Armand Gagné, « CHARTIER DE LOTBINIÈRE, EUSTACHE (1688-1749) », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003—, consulté le 27 mars 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/chartier_de_lotbiniere_eustache_1688_1749_3F.html.

19. BAnQ Québec, E1, S1, P1357, f. 5, 1722, janvier, 13.

20. C11A, Vol. 46, f. 187, 1724, juillet, 31.

21. ...suite à l'entrée en prêtrise de ce dernier en 1726 après le décès de son épouse.

L'intendance de Hocquart verra par la suite le marchand canadien Fleury de La Gorgendière se prévaloir de la charge d'agent général de la Compagnie des Indes, en 1731²². Il sera secondé par le marchand français François Daine, contrôleur de la Compagnie des Indes. À partir de 1733, ce duo enregistrera la majorité des requêtes formulées à l'égard du commerce étranger auprès de l'intendant, jusqu'à ce que Daine devienne le subdélégué de Hocquart à Montréal en 1739²³. Enfin, de 1744 à 1759, Daine occupera la fonction de lieutenant-général de la prévôté de Québec. Retenons aussi, dans ce faisceau de personnages intéressés qui fournissent à l'intendant ses dossiers à charge et sa matière à ordonnances, le nom de François Cugnet. En 1729, selon sa notice biographique dans le *Dictionnaire Biographique du Canada*, Cugnet s'associe avec Lanoullier, agent général de la Compagnie des Indes en exercice, « afin d'assurer la sauvegarde de leurs monopoles respectifs²⁴. Cugnet sera par la suite le directeur du Domaine d'Occident, à qui reviendra l'affermage de la traite du bas du fleuve, et environs.

Hormis quelques cas d'exception²⁵, la procédure officielle entourant une saisie est habituellement encadrée par des officiers royaux. Pour qu'une descente devienne une « affaire » en règle aux yeux de l'intendant, il faut entériner une procédure judiciaire dans la juridiction dans laquelle la saisie a eu lieu. Dans la plupart des cas, l'instruction d'une affaire débute à

22. Andrew Rodger, « FLEURY DE LA GORGENDIÈRE, JOSEPH DE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 27 mars 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/fleury_de_la_gorgendiere_joseph_de_3F.html.

23. Jacques Mathieu, « DAINE, FRANÇOIS », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 27 mars 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/daine_francois_3F.html.

24. Cameron Nish, « CUGNET, FRANÇOIS-ÉTIENNE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 27 mars 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/cugnet_francois_etienne_3F.html.

25. Si ces notables affiliés à la Compagnie et au Domaine sont à l'origine de la majorité des requêtes à l'intendant pour l'officialisation des saisies, l'intendant accordera aussi à certains marchands et notables locaux, à l'occasion, le droit de sommer ou d'accompagner des troupes lors de descentes contre des particuliers soupçonnés de « faits de contrebande ». Admettons cependant que durant la période recensée, ces cas se font plutôt rares. Le 30 mai, 1724, Bégon émet une ordonnance « par provision » qui « permet aux commerçants de Québec de faire saisir [...] les marchandises et pelleteries de quatre habitants des Grondines » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1605, 1724, mai, 30. La raison de cette ordonnance ? Un commerce autorisé pour la seule région de Tadoussac s'est produit dans une région avoisinante Trois-Rivières, avec des Domiciliés, « portant préjudice aux commerçants de Trois-Rivières ». L'intendant accorde donc une permission spéciale aux commerçants de « cette ville » d'aller saisir les marchandises des contrevenants de la ferme « à leurs risques et périls » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1605, 1724, mai, 30. Un autre exemple : en mai 1736, l'intendant Hocquart accorde la permission au « sieur Pinguet de Vaucourt, notaire en la prévôté de Québec, pour accompagner les commis et gardes de la Compagnie des Indes dans les visites qu'ils feront chez les particuliers de la côte de Beaurpré et des côtes environnantes soupçonnés de cacher chez eux des paquets de castor pour les embarquer en fraude. » ; BAnQ Québec, E1, S1, P2816, 1736, mai, 5.

partir de l'enregistrement d'une saisie officialisée en présence du subdélégué de l'intendant sur place²⁶. Pour l'essentiel, les subdélégués de l'intendant pour la juridiction de Montréal auront la prérogative d'instruire en justice les dossiers de contrebande et d'assurer le suivi auprès de l'intendant²⁷.

À notre sens, le subdélégué de l'intendant est le pivot de la chaîne d'information qui lie le personnel actif sur le terrain à l'intendant. Quelques mots, donc, sur ses attributions précises. En Nouvelle France, le subdélégué représente l'intendant dans les « gouvernements particuliers » (Montréal, Québec, Trois-Rivières), où il est juge en exercice. Tout comme l'intendant porte en lui la justice déléguée par le roi, le subdélégué est lui aussi « délégué de justice » par commission royale, à titre de commissaire ordonnateur de la Marine sous les ordres de l'intendant²⁸. À Montréal, le subdélégué est le principal juge chargé d'instruire des affaires de contrebande des fourrures. Le 20 décembre 1715, l'intendant Bégon accorde une commission de subdélégation à Montréal « *pour le sieur [Pierre] Raimbault, procureur du roi, pour prendre connaissance des instances et procès au sujet des fraudes tant sur les castors que sur les marchandises anglaises* »²⁹. En janvier 1722, à la demande de Lotbinière, « *Conseiller au Conseil Supérieur et agent de la Compagnie des Indes* », le « *Sieur Lobinois* » recevra une commission de Bégon pour exercer la même fonction pour un mandat ponctuel³⁰. Pour l'essentiel, Raimbault sera le subdélégué - et homme-clé - de l'intendant à Montréal entre

26. À certaines occasions, la cour de prévôté locale, tribunal de première instance, poursuivra les contrevenants en justice.

27. Lors de la visite annuelle de l'intendant à Montréal, son subdélégué montréalais lui fournira les dossiers pertinents en main propre. Sinon, le subdélégué aura soin de les faire acheminer à l'hôtel de l'intendant à Québec, à l'échéance d'un premier procès.

28. Si, en théorie, cette commission est accordée à la demande de l'intendant, en pratique, ces commissaires ordonnateurs sont nommés selon le bon vouloir du roi. Sébastien Didier résume de manière succincte la place du subdélégué de l'intendant dans l'appareil judiciaire en colonie, relatif au commerce des pelleteries : « [les subdélégués] doivent principalement exercer la justice et permettre à tous les Canadiens d'y avoir recours. Leurs commissions leur attribuent généralement trois compétences : juger au civil, tenir la main à l'exécution des lois et juger tous procès, même criminels, concernant les fermes du roi et le commerce des pelleteries. Le service du roi semble donc prépondérant. La lutte contre la contrebande apparaît primordiale. » ; Didier, S. (2017). « Représenter l'intendant et servir la population locale. Étude politique de la subdélégation canadienne (1680-1760) ». *Bulletin d'histoire politique*, 26(1), p. 121-123, 126.

29. BAnQ Québec, E1, S1, P1011, 1715, décembre, 20.

30. « Commettons le Sieur Lotbinois pour recevoir les affirmations des procès-verbaux des saisies faites et à faire... » ; BAnQ Québec, E1, S1, P1357, f. 5v, 1722, janvier, 13.

1716 et 1730³¹. Une nouvelle ordonnance de Bégon publiée en 1722 précisera ses attributions, lui accordant « *l'instruction nécessaire contre tous ceux qui ont été ou seront accusés d'avoir fait le voyage d'Orange au préjudice des défenses* »³², et la charge d'entériner les procès à l'encontre de ces contrevenants ; et enfin, celle « *d'accompagner les commis des directeurs du Domaine d'Occident et du castor en ce pays dans les visites qu'ils font dans les maisons et autres lieux de Montréal pour la recherche des marchandises étrangères et des castors* »³³.

Durant l'intendance de Hocquart, plusieurs notables arrivés de métropole obtiendront une commission pour la subdélégation de Montréal, dont Michel de Villebois de la Rouvillière en 1730³⁴, Jean-Victor Varin de La Marre en 1736 et 1747³⁵, et François Daine à partir de 1739³⁶.

En principe, les subdélégués sont aussi assignés aux affaires dites « sommaires »³⁷.

Compte tenu du développement particulier de la vallée laurentienne, l'assignation du subdélégué aux juridictions de campagne semble avoir été une priorité pour l'intendant³⁸. Dans la juridiction de Montréal, le subdélégué s'occupera beaucoup plus d'affaires liées au

31. Robert Lahaise, « RAIMBAULT, PIERRE », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 2 mai 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/raimbault_pierre_2F.html.

32. BAnQ Québec, E1, S1, P1479, 1723, mars, 08.

33. BAnQ Québec, E1, S1, P1405, 1722, juillet, 9. ; Suite à la brève intendance de Dupuy, Hocquart remplacera Raimbault pour une affaire de « mauvaises mœurs » par Jean-Baptiste de Silly - lui-même à deux doigts de sa retraite. ; C11A Vol. 51, fol. 291-292v, 1729, octobre, 25. ; Raimbault continuera cependant à occuper la charge de lieutenant général civil et criminel de la juridiction royale de Montréal, jusqu'à son décès en 1740.

34. Donald J. Horton, « MICHEL DE VILLEBOIS DE LA ROUVILLIÈRE, HONORÉ », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 2 mai 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/michel_de_villebois_de_la_rouvilliere_honore_3F.html.

35. André Lachance, « VARIN DE LA MARRE, JEAN-VICTOR », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 4, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 2 mai 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/varin_de_la_marre_jean_victor_4F.html.

36. « Exerçant officieusement la charge de subdélégué de l'intendant dans le gouvernement de Montréal à partir de 1739 et dans le gouvernement de Québec à partir de 1745, Daine se vit octroyer le 10 janvier 1748 une commission officielle de subdélégué, commission confirmée par Bigot* le 1er septembre suivant. Lorsqu'il fut nommé directeur du Domaine du roi en 1752, il n'abandonna que son poste de contrôleur. En 1759, il eut le rare honneur, avec Guillaume Estèbe*, d'être nommé conseiller honoraire du Conseil supérieur, avec droit d'assister aux séances, avec voix délibérative et tous les honneurs attachés à ce rang, sans toutefois prétendre à aucun appointement » ; Jacques Mathieu, « DAINE, FRANÇOIS », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 2 mai 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/daine_francois_3F.html.

37. Selon l'intendant Raudot, sont « sommaires » « toutes les affaires qui ne sont pas d'une assez grande conséquence pour aller devant les juges [de la prévôté] ». Didier, « Représenter l'intendant », p. 127-128.

38. D'après Didier, le principe même de la subdélégation répond à l'obligation du pouvoir royal de fournir à tout sujet du roi, peu importe son origine sociale, un accès à des services judiciaires. Didier, « Représenter l'intendant », p. 128. Didier : « Le plus important à retenir est répété dans les commissions et instructions données aux subdélégués : le subdélégué doit avant tout se faire le juge des cas « qui demandent d'être jugés sommairement et sans frais » pour « éviter [aux habitants] des longueurs de procédures » et des dépenses importantes. » ; Didier, Sébastien, « Entre ville et campagnes, les subdélégués de l'intendance canadienne (1675-1763) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 70(1-2), 2016, p. 123.

commerce qu'aux griefs opposant seigneurs et habitants et les conflits de succession qui sont en prépondérance dans les autres subdélégations de la colonie³⁹. La subdélégation canadienne se distingue aussi de sa consœur métropolitaine avec le mode de représentation du subdélégué. En France, les réseaux plus surveillés de l'administration royale, et la communication ponctuelle au sein de l'administration, feront en sorte que le subdélégué demeurera le principal exécutant et informateur de l'intendant. La subdélégation d'intendance au Canada détient le pouvoir d'instruire des dossiers et de juger des affaires, au nom de la justice du roi. Le subdélégué prend donc la place de l'intendant dans certaines affaires, plutôt que de le seconder. Il est, à proprement dire, son représentant officiel⁴⁰. Peu étonnant donc que le subdélégué montréalais fournisse l'essentiel des détails des affaires de « commerce étranger » à l'intendant pour sa correspondance avec le ministre, puisque c'est lui qui s'occupe d'instruire les procès de contrebandiers, suite aux saisies.

Bien que les archives n'aient pas toujours laissé de traces explicites des rencontres qui eurent lieu entre marchands et intendants, celles-ci doivent aussi figurer dans notre analyse des sources d'information de l'intendant sur la contrebande. On sait qu'au XVII^e siècle les autorités coloniales pouvaient à tout moment faire appel à des assemblées de notables pour des séances consultatives. Comme Dave Roy le souligne dans sa thèse de maîtrise sur les syndics des marchands en colonie⁴¹, la plupart des réunions de ce genre ont porté sur des questions de commerce. Au XVIII^e siècle, ces assemblées cessent pratiquement d'exister en Nouvelle

39. « La subdélégation de Montréal se démarque des deux autres [Trois-Rivières et Québec]. La plupart des actes [de justice] du subdélégué sont concentrés sur et autour de l'île de Montréal. Cette originalité ne tient pas qu'à la répartition de la population. Le subdélégué de Montréal s'occupe beaucoup plus de la surveillance du commerce des pelleteries et des affaires de contrebande avec la Nouvelle-Angleterre. [...] La ville de Montréal dispose aussi de moins de magistrats et d'avocats capables d'arbitrer efficacement les conflits qu'on veut porter devant la justice ordinaire. Il est donc probable que la justice du subdélégué y intéresse plus les urbains qu'à Québec. » ; Didier, « Représenter l'intendant », p. 130-131.

40. Didier, « Représenter l'intendant », p. 133-134.

41. Roy, Dave, *Les syndics des négociants et la réglementation commerciale en Nouvelle-France, 1717-1760*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2013, p. 22-23.

France, pour laisser place au syndic élu par les assemblées de marchands notables⁴². Cette nouvelle forme de représentation des intérêts groupés des marchands accompagne « une série d'institutions et de réglementations [en France, qui ont pour but de] favoriser les échanges commerciaux »⁴³ au début du XVIIIe siècle, notamment le Conseil du Commerce créé en 1700 et « les Chambres de Commerce dans plusieurs villes françaises »⁴⁴. Le droit d'assemblée des marchands de la colonie est ainsi accordé par le Conseil d'État en 1717⁴⁵, la même année où le tribunal de l'Amirauté est officialisé en colonie pour supplanter la Prévôté de Québec sur les affaires maritimes⁴⁶. À partir de ce moment, le syndic des marchands agira à titre de porte-parole de la communauté des marchands de la Nouvelle France, aux fins de pétitions ministérielles. Le syndic des marchands de la colonie figure ainsi comme un autre maillon officiel dans la chaîne d'information, puisqu'il est un des hommes les plus aux faits de

42. Roy : « Le XVIIe siècle est marqué par une succession des modes de représentations populaires. Suite à la disparition du syndic des habitants en 1677, les assemblées de police et de notables sont seulement consultatives et ne donnent pas l'occasion aux individus y assistant de s'exprimer librement. De plus, ces assemblées sont presque inexistantes au siècle suivant. La représentation marchande au sein des compagnies est, au final, contrôlée par un groupe d'individus, ne laissant pas la place aux gens hors de leurs réseaux et à ceux qui ont peu de moyens financiers. » Roy, *Les syndics*, p. 37.

43. Roy, *Les syndics*, p. 30.

44. Roy, *Les syndics*, p. 32.

45. « Sur la Requête présentée au Roy par les negociants des villes de Quebec et de Montréal dans la Nouvelle France contenant que le commerce estant le principal moyen par lequel la colonie peut se soutenir et s'augmenter il est comme impossible qu'il y puisse jamais fleurir tant que les negociants n'auront pas la liberté de s'assembler dans un endroit convenable pour y traiter entre'eux de leurs affaires que les assemblées de negociants ont parü si necessaires pour l'utilité du commerce que dans toutes les villes de France ou il s'en fait il a été éably des lieux pour ces assemblées qui sont appelez la place ou le change dans de certaines villes et dans d'autres laBou[...], que si Sa Majesté veut bien leur accorder la meme grace ils esperent que les mesures qu'ils pourront prendre pour leur commerce le rendra [...] florissante, supliant Sa Majesté de leur permettre de s'assembler tous les jours dans un endroit convenable dans chacun desd. villes de Quebec et de Montréal pour y traiter entr'eux de leurs affaires de commerce comme aussi de nommer dans chacune desd. villes l'un d'eux pour faire au nom de tous les representations qui seront necessaires pour le bien de leur commerce a quoy Sa Majesté ayant égard veu lad. Requête ouy le raport et tout considéré [...] » ; C11G Vol. 8, f. 128rv, 1717, mai, 11.

46. André Vachon note que l'organisation judiciaire de la colonie « fut complétée en 1719, quand siégea pour la première fois l'Amirauté de Québec, créée deux ans plus tôt pour décharger la Prévôté de Québec qui avait tenu lieu d'amirauté pendant de nombreuses années. » Vachon : « Ce tribunal avait des attributions judiciaires et administratives. Il devait reconnaître en première instance, au civil et au criminel, de toutes les causes relatives au commerce maritime et à la marine en général, et juger en temps de guerre de la validité des prises ; en outre ses officiers devaient assurer la police des portes, quais et havres, réglementer la pêche, veiller au sauvetage et à la conservation des épaves et effets naufragés, et faire observer les lois et règlements sur la contrebande par mer. Les officiers de l'Amirauté de Québec, nommés par le grand amiral de France, au nom duquel ils rendaient la justice, et agréés par le roi, étaient au nombre de trois : un lieutenant général, un procureur et un greffier. De ce tribunal dépendait le capitaine maître de port, autrefois sous l'autorité directe de l'intendant et qui avait pour fonctions principales d'assurer, avec l'aide d'un lieutenant et d'un maître de port qui avait rang d'enseigne, la police du port et d'empêcher les capitaines des navires et les particuliers de jeter dans la rade des pierres ou toute autre chose qui pût endommager les navires. Sous les ordres de ces officiers travaillaient des maîtres de quai, des interprètes, des courtiers, des jaugeurs, des lecteurs et délesteurs, et autres. Rattaché au même tribunal, le receveur délivrait aux navires leurs congés, ou permis de quitter le port. Les appels de cette juridiction ressortaient au Conseil souverain. » ; Vachon, André, *L'administration de la Nouvelle-France : 1627-1760*, Les presses de L'Université Laval, Québec, 1970, p. 81-85.

l'actualité du monde marchand en colonie, et qu'il assure la liaison entre les marchands et les autorités coloniales⁴⁷.

Dans le cadre de ses fonctions de premier magistrat et administrateur de la colonie, l'intendant doit en principe garder sa porte ouverte à tout individu désirant lui porter un dossier à son attention⁴⁸. L'intendant pouvait en tout temps rencontrer des particuliers pour une consultation privée. Si ces rencontres ont laissé peu de traces, elles eurent toutefois lieu à de nombreuses reprises, tel que l'intendant le rapporte dans ses comptes rendus envoyés au ministre qui ne citent pas toujours la source d'une information livrée oralement. À ce titre, les marchands pouvaient rencontrer l'intendant pour lui relater une affaire particulière, ou discuter de questions relatives au commerce. N'oublions pas non plus la visite annuelle de l'intendant à Montréal pendant la saison estivale⁴⁹, occasion pour des rencontres avec des marchands montréalais, parfois en présence de son subdélégué sur place.

Ce bref survol de la fonction consultative de l'intendance nous conduit à l'examen d'une deuxième catégorie de sources d'information relatives à la contrebande. En ce qui concerne les maillons *informels* de la chaîne d'information de l'intendant, nous avons relevé deux types d'informateurs : les informateurs « sur le terrain » - parfois nommés, parfois anonymes - et les agents d'influence qui occupent une position stratégique au sein de l'élite coloniale. De manière générale, nous pourrions dire que les premiers sont surtout des habitants

47. Roy note que le syndic aura parfois un lien direct avec les membres de l'appareil gouvernemental, au point de faire parti de leur réseau. Roy ne relève qu'un seul syndic aura pu se prévaloir de lien direct avec l'intendant, notamment la relation privilégiée entre le syndic Ignace Gamelin et l'intendant Hocquart en raison du statut de créancier de Hocquart dans le projet des forges Saint-Maurice auquel participe Gamelin. Roy, *Le syndic*, p. 69-73.

48. Comme Marie-Ève Ouellet le souligne, la tradition veut que tout sujet soit en mesure porter à l'attention du roi ses doléances particulières, afin que le souverain lui « apporte sa justice ». Le concept de justice déléguée épouse cette vue d'un service offert à tout justiciable qui se présente à la porte des autorités. La formation de l'intendant à titre de maîtres de requêtes le prépare bien à cette « tâche ordinaire » de la justice déléguée. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 76-78, 104-106.

49. Didier, « Entre ville et campagnes », p. 118.

- les « petits » - et les deuxièmes des marchands et notables, et parfois même des officiers royaux : les « grands ».

Dans certains cas - plutôt exceptionnels - les informations entourant les activités illicites qui parviennent aux oreilles de l'intendant trouveront leur origine dans l'initiative de dénonciateurs. Ces particuliers, des colons de toutes origines sociales, dénonceront un étranger, une connaissance - ou un rival - pour des « pratiques illicites » dont ils auraient été les témoins. Certains sont attirés par la récompense offerte, annoncée dans la réglementation royale et les ordonnances publiées en colonie ; d'autres, pour des mobiles moins avouables, comme l'envie et la jalousie, ou le désir de nuire à un concurrent. Les motivations des dénonciateurs varieront selon le cas, mais les Arrêts du roi accordent toujours une récompense, en fonction de la saisie en question et de la règle de répartition des biens saisis⁵⁰.

Si nous posons d'emblée la question des *mobiles* des dénonciateurs, c'est que cet aspect nous semble incontournable pour comprendre les mécanismes mis en place par l'intendant pour obtenir de l'information à la source. Dans un univers colonial où les relations sont « tissées serrées » et où le pouvoir s'accommode d'un certain flou juridique à l'égard du commerce licite et illicite⁵¹, la récompense monétaire tend à prendre le second plan dans les mobiles des dénonciateurs - du moins, dans les affaires que nous aurons lieu d'examiner.

50. Un exemple, tiré des *Lettres patentes en forme d'édit de Sa Majesté au sujet du commerce étranger aux îles et aux colonies d'Amérique* de 1727 : « Les negres effets denrés et marchandises qui seront trouvez sur les greves ports et havres et qui proviendront des navires appartenans a nos sujets faisans le commerce etranger seront confisquees ensemble le batiment d'ou ils auront été débarquez et son chargement la capitaine condamné a mille livres d'amende et en outre a trois ans de galeres la moitié de laquelle amende appartiendra aux dénonciateurs » ; BANQ Québec, TP1, S36, P692, f. 118, 1727, octobre.

51. Gilles Havard : « Bien que la qualité du service royal soit un véritable enjeu sociopolitique et que le roi valorise parmi ses agents l'action « des gens de bien et desinterees », la société française du XVIIe siècle est habituée au mélange de genres, les sphères de l'intime, du domestique et de l'intérêt public se chevauchant allègrement (ce qui ne signifie pas qu'elles sont perçues comme indistinctes). Elle est également habituée à ce que des individus ou des collectivités se ménagent des espaces de tolérance vis-à-vis de la loi, autrement dit à ce que se soient tacitement acceptées des formes d'« illégalisme » comme la fraude fiscale, la contrebande ou le braconnage.[...] La culture de l'illégalisme, susceptible d'instituer pour chacun, ou pour chaque groupe social, une marge de manœuvre par rapport à la loi du roi, permet ainsi de rendre compte en partie des fraudes multiples qui accompagne la circulation marchande au Canada. Il y a plus, toutefois, puisque l'illégalisme populaire de la course [des bois], s'il se heurte à la loi du roi, ne contrevient pas nécessairement à l'action et au comportement des administrateurs royaux. Ces derniers agissent à la fois - et sans contradiction majeure - en vertu de la culture aristocratique de l'honneur et du service du roi et, quand ils participent aux activités de traitent accord avec celles de l'illégalisme élitare (proche de la logique des privilèges). La situation coloniale - éloignement vis-à-vis du pouvoir central, difficultés du service, contraintes géopolitiques liées aux alliances

Les dénonciations retenues dans le corpus archivistique révèlent que certains dénonciateurs entretiennent même des liens rapprochés avec les contrevenants visés par des « affaires ». À titre d'exemple, les reconstitutions détaillées d'un réseau de traite illicite par Guévin (1995)⁵², Tesdahl (2012)⁵³ et Robert (2016)⁵⁴, sont fondées sur le témoignage d'une dénonciatrice, Catherine Dagneau, veuve de Louis Marets, Sieur de la Chauvignerie, officier des Troupes de la Marine, « ancien interprète des Amérindiens à Montréal ».⁵⁵ Le journal de cette « dénonciatrice anonyme » était ostensiblement destiné à l'intendant Dupuy en 1728 (l'année de son rappel en France)⁵⁶. Les historiens ont retenu de ce journal tout autant la précision des informations fournies par Dagneau que les noms importants qui n'y paraissent point⁵⁷. À l'arrivée de l'intendant Hocquart, le journal de Catherine Dagneau, acheminé dans les mains des officiers royaux, obligera une réponse des autorités, et déclenchera « l'affaire Lydius ». La cohérence du portrait d'ensemble⁵⁸ donné par le journal de Dagneau, selon Eugene Tesdahl, ne pouvait s'inscrire que dans une stratégie de nuisance commerciale à un clan rival⁵⁹. En effet, le potentiel d'éclaboussement d'une affaire dans le petit milieu des

amérindiennes, etc. - renforce certainement la propension des serviteurs de la monarchie à contourner ou à assouplir les règlements du roi. [...] De fait, il n'est pas toujours aisé de déterminer si la fraude est combattue, tolérée ou encouragée par les « autorités » (terme aussi commode qu'il est plastique et nébuleux). Les rivalités entre particuliers et entre clans ou groupes d'intérêt comme les protections diverses qui innervent de haut en bas la société coloniale laurentienne, rendent l'exercice de la justice très aléatoire. » P. 80-81 ; Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois : Amérique du Nord, 1600-1840*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2016, p. 79-81.

52. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 91-104.

53. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 82-94.

54. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 45-59.

55. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 91-92.

56. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 39-44.

57. Dagneau y incrimine notamment John Hendricks Lydius et son réseau, tout en demeurant silencieuse sur le clan Trottier-Desauniers, pourtant très impliqué dans le commerce de contrebande Montréal-Albany.

58. À partir de son examen du journal de Dagneau, Marc Guévin réussira à identifier quatre catégories de contrevenants qui composent le réseau actif de la traite illicite : le « sympathisants » des clans impliqués dans le commerce étranger (autre façon de dire : « ceux qui ne dénoncent pas ») ; les habitants de campagne, transporteurs de paquets, et dont l'habitation fonctionne comme entrepôt ; un groupe analogue d'habitants à la périphérie de Montréal ; enfin, les marchands à la tête du réseau, qui coordonnent le tout. ; Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 93

59. Tesdahl, *Price of Empire*, p. 79-82.

marchands coloniaux avait de quoi refroidir les ardeurs de dénonciateurs principalement motivés par la récompense monétaire accordée aux dénonciateurs⁶⁰.

Très rarement, nous verrons aussi les Domiciliés agir à titre de dénonciateurs. S'il est déjà malaisé de chercher à comprendre les mobiles de dénonciateurs dans la société coloniale, il semble encore plus difficile de trouver des réponses dans le cas des Domiciliés. Marc Guévin souligne qu'ils n'avaient pas intérêt à le faire, puisqu'une dénonciation pouvait porter atteinte aux relations de confiance qui les liaient avec les marchands qui les employaient⁶¹. L'exemple le plus frappant demeure la relance du procès des sœurs Desautiers, à l'issue de la guerre de la Succession d'Autriche (1740-1748). La restitution de la forteresse Louisbourg aux Français - dont la perte, pendant la guerre, avait permis aux sœurs de tirer grand avantage de leur réseau commercial nord-sud - mettait les Domiciliés dans l'embarras auprès du nouveau gouverneur, Jonquière. Ainsi, Eugene Tesdahl suppose que la dénonciation du clan Desautiers (et des jésuites leur étant associées) provint d'une concertation des Iroquois du Sault désirant se préserver les faveurs de Jonquière⁶², ennemi déclaré des sœurs Desautiers, au moment où le réseau du clan Desautiers s'avère désuet pour les parties dénonciatrices.

Au terme de ce survol, nous pouvons affirmer que l'intendant avait recours à une multiplicité de sources d'information en vue d'instruire des procès en contrebande, et pour fournir des renseignements d'appoint à son ministre responsable. La chaîne d'information de

60. La récompense matérielle accordée aux dénonciateurs, parfois substantielle, ne semble pas avoir fait augmenter les dénonciations. Des 24 ordonnances officialisant une saisie de « marchandises étrangères » que nous avons examinées pour la période sous étude, seulement quatre accorderont les récompenses dues aux dénonciateurs, en conformité aux Arrêts du Conseil d'État portant sur le commerce étranger. Les édits accordent un rôle important aux dénonciateurs dans la surveillance et la répression du commerce illicite, et les modalités de compensation précises à remettre aux dénonciateurs dans le cas de saisies. Il semble cependant que dans la pratique, la règle de la division de la récompense entre dénonciateurs et Compagnie n'a pas toujours été concluante. La Gorgendière et Daine marqueront dans une lettre au ministre datée de 1738 qu'une récompense trop élevée s'avère en bout de ligne profitable aux marchands coupables de faits de contrebande. ; C11A, Vol. 122, f. 181, 1744. Sans savoir si elle est avérée dans les faits, cette tendance dans le texte des ordonnances donne l'impression que la majorité des saisies découlent de l'activité de surveillance, plutôt que de trouver leur origine dans une dénonciation.

61. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 66-69.

62. Tesdahl, *Price of Empire*, 164-166.

l'appareil judiciaire, encadré localement par le subdélégué de l'intendant, fournit des informations relatives à l'effort de répression, notamment les saisies et les procès. La Compagnie des Indes y joue une part importante, puisqu'elle fournit des contingents militaires dans les villes et que ses agents initient les démarches auprès de l'intendant relatives aux saisies. Mais l'intendant prend aussi son information directement auprès des marchands - ou de leur représentant, le syndic - dans ses nombreux tête-à-tête avec les membres de cette communauté⁶³. Enfin, des dénonciateurs tels Catherine Dagneau, s'ils (ou elles) se font plus rares, fourniront néanmoins des informations précieuses quant à l'identité des contrevenants et l'organisation de leurs opérations dans les environs de Montréal.

Comment l'intendant traite-t-il ces données glanées « du terrain » en vue de suivis ? L'intendant doit bien entendu fournir des comptes rendus des « affaires » à son ministre. Mais la correspondance officielle n'est pas un contenant neutre dans lequel on dépose une information afin qu'elle se transmette à un récipiendaire ministériel de l'autre côté de l'océan. Elle participe aussi à une culture élitare, qui aura donné à l'appareil d'État de l'Ancien Régime sa forme particulière. Si cette correspondance informe ses interlocuteurs sur des événements lointains, elle véhicule aussi des valeurs et des perceptions partagées par l'élite gouvernante. Comme nous le verrons, le discours sur la contrebande contribue à la construction d'échelles de valeur qui permettent aux représentants du roi en colonie d'affirmer leur appartenance à cette élite d'origine métropolitaine. Ce paramètre du discours mérite donc d'être examiné. Portons maintenant notre attention sur *le contexte discursif de la correspondance officielle*, afin de cerner le regard que porte l'intendant sur les contrevenants à la règle de Sa Majesté, tels qu'il les présente à son ministre responsable.

63. Dupuy semble avoir marqué une exception à cette pratique, n'accordant de confiance qu'à son personnel délégué.

2.2. Hiérarchiser les acteurs

L'intendant bénéficie donc de tout un réseau d'informateurs, qui, comme nous venons de le voir, fait croiser de nombreux intérêts « particuliers » autour de sa personne, par les fonctions et occupations des intervenants et interpellés. Qu'à cela ne tienne, le *storytelling* du « commerce étranger »⁶⁴ offre des catégories morales commodées, qui permettront de classer les officiants et les contrevenants selon une échelle de valeur qui trouve son origine dans le discours élitiste des administrateurs coloniaux. La présentation que l'intendant donne à son ministre (ou aux directeurs de la Compagnie des Indes) des acteurs qui participent au commerce étranger s'inscrit dans une double tendance ; d'une part, le discours de l'officier royal « en place » qui doit fournir des renseignements sur le contexte politique et économique qui façonne la vie en colonie ; d'autre part, un discours « officiel » portant sur les mœurs coloniales et amérindiennes. Ces deux aspects du discours ont été repris par l'historiographie de la Nouvelle France, selon les problématiques des différents courants. L'historiographie canadienne-française du XIX^e siècle, par exemple, s'est intéressée au contenu de la correspondance et des récits de mémorialistes pour leurs descriptions de la vie coloniale, sans véritablement se pencher sur les points d'aveuglement des administrateurs coloniaux⁶⁵.

64. La réglementation royale sur le « commerce étranger » aux XVII^e et XVIII^e siècles, offre l'image d'un Empire colonial français qui cherche à diriger le commerce intérieur et extérieur, capter certaines sources de richesse fuyantes, et apprivoiser des sujets en mal de discipline. Cette désignation de « commerce étranger » est une invention de l'époque ; elle fournit un indice du mode de pensée qui assigne au commerce soit un statut légitime, s'il se déploie dans un espace où la métropole peut en capter la manne, où qui profitera plutôt au « camp d'en face » lorsqu'on en détourne le flot « hors du royaume » et de ses dépendances. Produit de la pensée mercantiliste, le concept de « commerce étranger » reflète une vision du commerce comme jeu à somme nulle : ce qui est « soustrait » au royaume est gagné par l'ennemi, ou le concurrent. Comme tel, le « commerce du royaume » sera accompagné par son pendant négatif, le commerce « étranger ». Ensemble, ils font figure de binôme, et la réglementation royale reflète cette double articulation. Pour aller plus loin sur le mercantilisme et le « commerce étranger » dans l'espace atlantique français : Cheney, Paul. *Revolutionary commerce: globalization and the French monarchy*. Cambridge MA, Harvard UP, 2010, 305 p. ; Crouzet, François. *La guerre économique franco-anglaise du XVIII^e siècle*, Fayard, 2008, 426 p. ; Mandelblatt, Bertie. « L'Alambic dans l'Atlantique : production, commercialisation, et concurrence d'eau-de-vie de vin et de rhum dans l'Atlantique français jusqu'à 1713 », *Histoire, Économie et Société*, no 2 (2011) : 63-78. ; Nye, John V.C., *War, Wine and Taxes : The Political Economy of Anglo-French Trade, 1689-1900*. Princeton, Princeton University Press, 2007, 192 p. ; Pourchasse, Pierrick. *Le commerce du Nord*. Rennes, PUR, 2006, 332p. ; Pritchard, James. *In Search of Empire* (New York, Cambridge UP, 2004), p. 123-264.

65. Ferland, J.B.A., *Cours d'histoire du Canada, deuxième édition*, N.S. Hardy, Québec, 1882, Vol. 1, p. x-xi. , Vol. 2 p. 11-15 ; Garneau, F.-X., *Histoire du Canada, depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, Imprimerie N. Aubin, Québec, 1864, Tome 2 « Le génie commerçant est le grand trait caractéristique des populations du Nouveau-Monde », p. 399-400, « Le Canadien plus militaire que marchand », p. 441-442. ;

L'historiographie plus récente, notamment depuis les travaux pionniers de Louise Dechêne, s'est intéressée aux partis pris des administrateurs et aux lacunes de la correspondance, pour tenter de dégager un portrait plus « collé à la réalité » des colons français (ou des sous-catégories de cette population coloniale) et des autochtones figurant dans la correspondance, mais demeurés presque muets ou « sans voix » dans le texte⁶⁶.

Comment donc évaluer le discours officiel qui porte sur les sujets coloniaux et populations autochtones, tel que le produisent gouverneurs, intendants, et ministres ? En ce qui concerne l'intendant, il serait erroné de supposer que sa parole, bien qu'elle soit marquée par le sceau de son individualité, demeure *univoque* dans sa description des acteurs et événements coloniaux. Marie-Ève Ouellet l'a bien démontré, le métier d'intendant exige que l'officier en poste travaille sous le mode de la consultation⁶⁷. La correspondance officielle n'est pas réductible à un échange épistolaire entre particuliers puisque que le discours s'y construit sur des procédures administratives et juridiques définies au préalable, essentielles facettes du métier de l'intendant. La distance d'un océan limitera aussi la fréquence de la consultation ministérielle, offrant une marge de manœuvre inédite pour les officiers du roi en colonie. Ainsi, la correspondance ressemblerait plutôt à une « fabrique », dans laquelle on assemble les éléments pour rendre lisible des réalités à administrer. La « carte conceptuelle » qui s'y construit crée autant le territoire à administrer, que le colon à surveiller⁶⁸.

Sulte, Benjamin, *Histoire des Canadiens-Français*, Wilson et Cie Éditeurs, Montréal, 1882, Tome 4, p. 111-124. Tome 5, p. 21, 32-34, 123-130, Tome 6, p. 97-104.

66. Dechêne, *Le partage des subsistances*, p. 161-185 ; Dechêne, *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le régime français*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2008, p. 81-89. Wien, Thomas, « Rex in Fabula : travailler l'inquiétude dans la correspondance adressée aux autorités métropolitaines depuis le Canada (1700-1760) », *Outre-mers*, tome 96 (n° 362-363), 2009 : p. 65-86.

67. Ouellet donne une description des modes de consultation entrepris par l'intendant dans la procédure de rédaction des *avis* à acheminer au ministre ; elle note la place importante qui jouent notamment le subdélégué et le curé de paroisse à l'échelle locale. ; Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 111-120.

68. Voir chapitre 3 « La construction d'un vagabond » dans Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois : Amérique du Nord, 1600-1840*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2016, 885p. ; Dubé, Alexandre. « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine (1660-1760). Quelques pistes de réflexion sur un objet administratif », dans Gilles Havard et Mickaël Augeron, dir. *Un Continent en partage. Cinq siècles de rencontres entre Amérindiens et Français* (Paris, Les Indes savantes), 2013, p.153-176. ; voir aussi : Christophe Horguelin, « Le XVIIIe siècle des Canadiens : discours public et identité », in Philippe Joutard et Thomas Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en*

Si l'analyse des facteurs *économiques* de la contrebande à laquelle s'adonnent les administrateurs coloniaux donne à leur discours l'allure du pondérable, celle que l'intendant donne des acteurs impliqués dans la « contrebande » semble colorée des préjugés et biais cognitifs de l'élite française, dont il est aisé à saisir les contours quatre siècles plus tard⁶⁹. Au sujet des colons et des Amérindiens, les officiers royaux - disons-le franchement - s'adonneront souvent à la caricature et au moralisme. « Étroitesse d'esprit » ? Peut-être. Mais cette tendance n'est-elle pas aussi le fruit du mode de gouvernement propre à la couronne française, qui se fonde sur une représentation publique de l'autorité dans le moule du paternalisme ? Le roi comme bon père de famille ne doit-il pas veiller sur tous ses enfants, et s'assurer qu'ils demeurent droits dans leurs bottes ? Pour notre part, la récurrence du thème des mœurs coloniales nous a fourni un indice probant sur le type de discours que *doit* fournir l'intendant colonial à son supérieur en métropole⁷⁰. Risquons-nous à formuler ce préjugé élitiste des officiers royaux à l'égard de ceux qui commercent librement, loin du regard bienveillant du roi de France : « plus on est loin du vieux pays, plus on s'ensauvage... »

C'est autour de ce barème « d'ensauvagement distal » que se construit un mode d'évaluation des mœurs coloniales sous la plume des administrateurs. Exemple bien connu :

Nouvelle-France, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 209-219; T. Wien, « Quelle est la largeur de l'Atlantique ? Le 'François Canadien' entre proximité et distance, 1660-1760 », dans Cécile Vidal, dir., *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole (XVIe-XIXe siècle)*, Paris, Éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, coll. « En temps et lieux », 2014, p. 55-75.

69. « L'étude des agents de l'État [de l'Ancien Régime] ne saurait pourtant se concevoir sans tenir compte de leur outillage mental. Le jugement porté par les intendants sur leurs administrés constitue l'un des indices les plus apparents de cette mentalité propre aux grands commis et reflète le monde qui sépare les paysans de cette élite cultivée et citadine. Issu de familles puissantes extérieures à la généralité, l'intendant, où qu'il soit, analyse le comportement des populations à travers le filtre de ses préjugés, contribuant ainsi à répandre les stéréotypes que les historiens interpréteront à tort comme des « caractéristiques ethniques » véritables, alors qu'ils relèvent davantage du discours d'une élite que de l'analyse de la psychologie collective. Une élite du pouvoir, qui valorise avant tout l'obéissance. La comparaison du discours des intendants sur le caractère des habitants montre qu'il emprunte un vocabulaire semblable de part et d'autre de l'Atlantique, ce qui remet en perspective le jugement sévère que les intendants du Canada portaient sur les colons. Lorsque l'intendant Jean-Baptiste des Gallois de la Tour décrit les Bretons comme étant « pour la plupart indociles et peu laborieux » ou encore « paresseux, pauvres, peu industriels et adonnés au vin », cela ne rappelle-t-il pas les habitants « naturellement indociles » dont se plaignent les intendants coloniaux ? Entre ancienne et nouvelle France, l'étude des pratiques de communication et d'élaboration des règlements permettra de vérifier l'existence de cette « unanimité d'esprit » d'où proviendrait, selon Daniel Roche, la force des intendants. » ; Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 85-86

70. Le mémoire envoyé par Hocquart à Maurepas en 1737 intitulé « *Détail de toute la colonie...* » fournit un bel exemple de cette pratique de lorgner le Canadien « typique » en le faisant passer « sous la loupe » du discours de l'intendant, afin de décliner ses qualités et défauts ; C11A Vol. 67, f. 80-80v, 95-107, 1737.

aux débuts de l'épopée des coureurs des bois, tout Français, Canadien ou « créole » s'adonnant au commerce des fourrures pour son propre compte est désigné coupable de mauvaises mœurs. Pour les officiers royaux du XVII^e siècle, le coureur de bois n'est nullement un « agent économique indépendant » : c'est un sujet relaps qui s'est laissé corrompre par un trop plein de liberté, et qui nuit au projet colonial tel qu'il se doit d'être piloté par les agents du roi⁷¹. Sans surprise, ceux qui recevront la palme de la « sauvagerie » (c'est à dire, l'absence de mœurs « civilisées »), seront les « naturels du pays », les Amérindiens. Bien que ce discours à teneur morale suive une tendance plus « raisonnée » au fur et à mesure que la monarchie administrative du XVIII^e siècle cherchera à rendre compte de ses sujets « circulants »⁷², le fait demeure que l'élite coloniale fonde son autorité sur le précepte d'exemplarité morale, et qui s'exprime dans le cadre de rituels publics précis⁷³. Ainsi, posons comme hypothèse que la part de la correspondance officielle qui portera sur les acteurs impliqués dans le commerce illicite permettra à l'intendant de construire une échelle de valeurs à partir d'une « étude des mœurs coloniales », afin qu'il puisse situer son action dans le mode paternaliste qui sied à un officier de la couronne éloigné de la métropole. Le discours sur les infirmités morales des contrevenants aux lois du commerce contenu dans la correspondance officielle permettra à l'intendant non seulement d'identifier les coupables et de les catégoriser, mais aussi d'affirmer son appartenance à l'élite dirigeante en se donnant en contre-exemple de droiture morale et de désintéressement⁷⁴ - valeur cardinale du service du roi, essentielle à communiquer au ministre responsable, plus la distance s'accroît.

71. Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 61-77, p. 183-191.

72. Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 231-233.

73. Banks, *Chasing Empire*, p. 101-126.

74. Pour aller plus loin sur la question de la valeur du désintéressement chez l'élite coloniale, nous suggérons : Didier, S. (2017). « Représenter l'intendant et servir la population locale. Étude politique de la subdélégation canadienne (1680-1760) ». *Bulletin d'histoire politique*, 26(1), p. 119-139. ; À l'égard de l'Ancien Régime : Karpik Lucien, « Le désintéressement », In: *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 44^e année, N. 3, 1989. pp. 733-751.

2.2.1. Les Amérindiens : mœurs, libertés et ménagements

Puisque le « créole » est un Français natif du Canada, qui, par sa proximité avec les « naturels du pays » court de meilleures chances d'être « ensauvagé » qu'un sujet du roi habitant en France, il convient d'analyser, dans le discours de l'intendant, la source même de « l'ensauvagement » : l'Amérindien. La correspondance portant sur les coureurs de bois et le commerce intercolonial dans lequel participent les autochtones est à cet égard riche en données descriptives des mauvaises mœurs « induites » par les Amérindiens, puisque ce commerce implique une relation rapprochée entre colons et Amérindiens, qui vivent « en toute liberté ».

Le stéréotype du « sauvage » développé par le discours ecclésiastique et les théoriciens de la civilisation des XVII^e et XVIII^e siècles, offre au lecteur de récits de l'épopée coloniale un Amérindien *ensauvagé*. Dans la correspondance officielle, ce stéréotype permettra « d'éclairer » l'opacité de l'Amérindien *réellement existant* - celui que « subit » le Français porteur de civilisation⁷⁵. Plus qu'un ethnotype, cette construction stéréotypée du sauvage par voie d'absence de mœurs policées *à la française*⁷⁶, permet d'établir un trope discursif partagé par les membres de l'élite transatlantique, à partir duquel un administrateur, ecclésiastique ou officier royal pourra mesurer non seulement les qualités ou « déficiences » morales des

75. Stéréotype marquant dans l'histoire canadienne et américaine, compte tenu qu'il se fonde certaines disciplines de savoir issu de la modernité ; voir Trigger, Bruce, *Natives and Newcomers: Canada's "Heroic Age" Reconsidered*, McGill-Queen's University Press, Montreal, Kingston, 1886, p. 3-48.

76. Dans son étude récente sur les coureurs de bois, Gilles Havard note qu'à l'instar de l'invention du type « coureur de bois » par les administrateurs coloniaux hantés par les « désordres » de la traite, le discours sur l'Amérindien participe lui aussi à la construction d'un stéréotype qui permet, par voie de contraste, de lui opposer l'idéal-type du Français civilisé : « Le contexte de la rencontre avec les Indiens conduit à la cristallisation de deux images qui s'opposent trait à trait. D'abord, celle du Sauvage, imaginée pour incarner un envers : il est nu, chasseur, nomade, païen, polygame, superstitieux, oisif, insubordonné, sans État, licencieux, instable maritalement, gourmand et festif. Cet autre fantasmé sera à élaborer, ou du moins à affiner, un discours sur soi : pour contraster l'altérité « sauvage », les autorités françaises tracent un portrait normatif et prescriptif du Français idéal qui n'existe guère dans la réalité. Le Français, affirme-t-on, est catholique, discipliné, cultive la terre, dispose d'une maison en pierre dotée d'une cheminée, vit au sein d'une famille restreinte, porte des vêtements de tissu, parle le français et est alphabétisé. Ce citoyen imaginaire qui, dans le royaume, ne fait pourtant pas l'objet de préoccupations singulières, sert de valeur étalon pour mesurer la qualité sociale des colons, c'est-à-dire leur acceptation de la sédentarité, de la civilité, des normes sexuelles, des lois, etc. » ; Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois : Amérique du Nord, 1600-1840*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2016, p. 153.

différentes nations amérindiennes, mais de surcroît « le degré d'ensauvagement » des coureurs de bois qui fréquentent les « nations sauvages ».

L'absence de « police » entrevue chez l'Amérindien pose des défis particuliers aux administrateurs royaux. Ces enfants de Dieu demeurent-ils obtus face à Ses Lumières, ils sont toutefois des individus dotés d'âmes, vivant au sein de peuples distincts. Comment gouverner tout ce beau monde, qui « vit librement » ? Dans son article sur la construction du savoir colonial à l'égard des peuples autochtones⁷⁷, Alexandre Dubé note que l'administration impériale française des XVII^e et XVIII^e siècles aurait pour sa part envisagé les peuples inconnus d'Amérique de manière à les transformer en « un objet administratif au service de politiques précises⁷⁸. » Le point de départ de l'étude de Dubé se situe avec l'établissement des politiques coloniales de Colbert, et ses opérations conceptuelles sous-jacentes. Dans l'esprit de Colbert, il y a une distinction à opérer entre l'art de gouverner les hommes et l'art de gouverner les peuples. Objet de connaissance distinct des individus - mus par des intérêts et des passions - les peuples ont des traditions, préjugés et génies propres. « L'art de gouverner les peuples » exige ainsi une connaissance des mœurs et façons de faire particulière à chaque peuple⁷⁹. Au-delà des peuples particuliers, il y a aussi la catégorie plus générale de « l'homme sauvage », qui est pris dans une « altérité barbare », lui autorisant des comportements que l'homme

77. Dubé, Alexandre. « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine (1660-1760). Quelques pistes de réflexion sur un objet administratif », dans Gilles Havard et Mickaël Augeron, dir. *Un Continent en partage. Cinq siècles de rencontres entre Amérindiens et Français* (Paris, Les Indes savantes), 2013, p.153-176.

78. Cherchant à dépasser la critique de la bureaucratie contemporaine, Dubé insiste sur le caractère « construit » et aléatoire d'une telle opération de vaste envergure, entreprise par le ministère de la Marine et prise en main les représentants du roi envoyés dans l'hinterland canadien pour négocier avec les diplomates autochtones : « Les bureaux simplifient. Soit. C'est une évidence que toute forme de réduction du réel en savoir doit confronter. Ce constat ne doit pas suffire à épuiser l'action du ministère de la Marine. D'abord, parce que les bureaux doivent élaborer une méthode de travail et mobiliser des outils conceptuels pour rendre intelligible ce qui ne l'est pas. Ils identifient en outre ce qui doit relever de l'action des serviteurs du roi, et ce qui ne les concerne pas. Élaborer des catégories et placer des objets, c'est aussi un appel à intervenir sur cet objet, sur sa catégorie, et y manifester son pouvoir. La Marine de Colbert est, en cela, un important laboratoire de catégorisation, recensement, et contrôle au XVII^e siècle. » ; Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.156.

79. Colbert s'intéresse avant tout à la question du « gouvernement des hommes », telle que cette science s'applique aux « civilisations des sauvages ». Le problème est d'un intérêt pressant, car les Amérindiens ont des mœurs particulières, ou curieuses, et ils sont des alliés importants pour la colonie, lié à son mode de subsistance principal, la traite des fourrures. ; Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.158-159

civilisé devait tenir à l'écart. Les « sauvages » partagent une caractéristique commune, celle de n'être pas des « peuples policés »⁸⁰.

Au XVIII^e siècle la notion *d'intérêt* s'invitera dans le processus d'élaboration de politiques visant les peuples autochtones. Selon cette vue, chaque acteur sur la scène géopolitique des nations belliqueuses possède ses caractéristiques *et* intérêts propres⁸¹. Cependant, les peuples peuvent *méconnaître* leurs propres intérêts, et le rôle paternaliste des représentants de la couronne s'en trouvera davantage justifié⁸². Cette notion « d'intérêts » rend possible une analyse de l'activité politique et économique des alliés ou ennemis amérindiens, en fonction de la particularité culturelle de chacun. Elle permettra de conduire une politique plus efficace sur la distance, car elle propose de rendre intelligibles les motivations des peuples à assujettir en fonction des politiques impériales à l'essai⁸³.

C'est dans cette optique « d'intérêts des peuples sauvages » que nous analyserons le discours de l'intendant⁸⁴, qui s'inquiète des déficiences morales des alliés autochtones impliqués dans le commerce intercolonial illicite, mais qu'il faut savoir « ménager » compte tenu l'importance de l'alliance franco-amérindienne. Le discours que l'intendant porte sur les Domiciliés impliqués dans le commerce Montréal-Albany lui permet de dégager certaines qualités morales qu'il attribuera par la suite aux autres sujets « indisciplinés » de la colonie ;

80. Le trope « homme sauvage » n'est donc pas seulement utilisé pour distinguer les européens des non-européens, mais aussi les peuplades amérindiennes entre elles, analysées selon « leurs mœurs ». ; Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.159.

81. Anticipant la pensée de Montesquieu, les commis de la Marine et les administrateurs coloniaux chercheront ainsi à distinguer les nations amérindiennes les unes des autres. Exercice qui s'avère périlleux depuis les guerres iroquoises, où les catégories « nationales » amérindiennes, déjà socio-culturellement fluides, sont en recomposition constante. Certes, « les officiers français, qu'ils soient à Versailles ou à Québec, souhaitent « fixer » les nations avec lesquelles ils entrent en contact. De surcroît, « la multitude des nations rencontrées est susceptible de multiplier l'arsenal diplomatique » des puissances colonisatrices rivales. Sur le terrain, le ministère de la Marine mettra en place des pratiques du reportage diplomatique, dans lesquelles les officiers français classifient les actes et dires des parties négociantes, selon une hiérarchie de locuteurs et d'interprètes avérés, et admis. Il faut transmettre à Versailles des paroles compréhensibles, et ajouter les explications nécessaires quant aux formes de discours et aux figures expressives des Amérindiens. Pour gouverner ces peuples non-policés, il faut avant tout « être éclairé sur le cœur des hommes et des « Sauvages ». » ; Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.161-167.

82. Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.173.

83. Les officiers coloniaux doivent avant tout faire preuve de leur capacité d'agir - et surtout de faire agir autrui, selon les enjeux et intérêts du moment. Dans le face-à-face diplomatique sur le terrain, on pourra choisir d'occulter ce « savoir des intérêts » aux interlocuteurs amérindiens, selon l'effet désiré. ; Dubé, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.174.

84. Voir la section 3.4. du chapitre trois portant sur les « ménagements ».

les « déficiences morales » de ceux-ci *expliquent* les comportements de ceux-là, les assimilant au processus « d'ensauvagement ».

Pour établir ce lien entre commerce illicite et ensauvagement, l'intendant fera usage de certains *topoi* de manière récurrente⁸⁵ dans la correspondance officielle : en premier lieu, les Amérindiens vivent en une trop grande liberté ; ensuite, cette liberté « sans bornes » les rendrait incapables de concevoir « l'intérêt général » ; malgré certaines qualités morales, les « sauvages » sont aussi en proie constante à leurs pulsions ; enfin, cette « condition d'égoïsme » est un trait congénital chez l'autochtone ; malgré les valeureux efforts des missionnaires, la « barbarie innée » des Amérindiens⁸⁶ pose obstacle au *processus* de civilisation. La chrétienté des Iroquois, des Hurons et des Abénaquis des réductions n'est que vernis, la propension des autochtones au « libre commerce » pour preuve. Suivant « le seul intérêt qui les gouverne »⁸⁷ les autochtones préfèrent donc vendre leurs fourrures au meilleur acheteur, ce qui rend la loyauté de leurs chefs à l'égard du roi de France ambiguë. Les alliances franco-amérindiennes étant un mal nécessaire dans la poursuite dudit « intérêt de la colonie », il faut de surcroît *ménager* les Domiciliés épris de « liberté déloyale ». Pire encore, sachant que les officiers et magistrats du roi ont soin de les ménager, les marchands canadiens usent des Domiciliés à profit, à titre d'engagés dans la traite illicite⁸⁸.

85. Pour une analyse en profondeur de ces *topoi*, tels qu'ils sont portés dans les discours, politiques et mentalités des élites coloniales au XVII^e et XVIII^e siècle, voir : Havard, Gilles. « « Les forcer à devenir Cytoyens ». État, Sauvages et citoyenneté en Nouvelle-France (XVII^e-XVIII^e siècle) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 64e année, no. 5, 2009, pp. 985-1018.

86. Dubé, Alexandre, « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine », p.158-159. ; Havard fait remarquer que l'échec des politiques françaises de « civilisation » et de « francisation » renforça l'image « d'altérité barbare » des autochtones chez certains administrateurs coloniaux ; Havard, « Les forcer à devenir Cytoyens », p. 999-1000, 1018.

87. Sur ce trope discursif, voir la section 3.4 de notre chapitre 3. Dans la correspondance de l'intendant Hocquart : C11A, Vol. 60, f. 152, 1733, octobre, 24. ; C11A, Vol. 68, f. 138-139, 1737, octobre, 17. ; C11A, Vol. 70, f. 7, 1738, octobre, 08. ; C11A, Vol. 76, f. 355-356, 1741.

88. Soulignons encore une fois que ce discours stéréotypé portant sur les « défauts » des autochtones servira de modèle pour décrire les déficiences morales des sujets coloniaux canadiens et français qui ont eu aussi succombé aux tentations du commerce avec l'ennemi. Devant un tel aveuglement à l'intérêt général, partagé par tant de personnes dans ce « pays ouvert », un intendant ne peut être que conforté dans ses vues du sommet !

Nous aurons l'occasion de nous pencher sur les contraintes discursives imposées par cette politique ambiguë lorsque nous analyserons le discours de l'intendant Hocquart, au chapitre trois. Renseignés de notre état des connaissances sur le commerce Montréal-Albany du premier chapitre, notons simplement pour l'instant que les autorités peinent à établir une politique cohérente à l'égard des Domiciliés⁸⁹. Peut-on espérer mieux en ce qui concerne les « sujets desobeissans » de Sa Majesté qui sont d'origine canadienne, ou française ?

2.2.2 Les coureurs réhabilités ? La course de bois au XVIIIe siècle

Si l'image de l'Amérindien « sauvage » procède par sélection de traits stéréotypés ; l'idéal-type du « français civilisé » permet aussi, par la négative, de faire une classification des colons selon leur mode de vie nomade ou sédentaire⁹⁰. Au XVIIe siècle, la figure clé de « l'ensauvagement » canadien demeure le coureur de bois⁹¹. Pour l'officier colonial du XVIIe siècle, ces « vagabonds de la forêt » sont des fauteurs de troubles et de « désordres » ; dans son rejet caractérisé des mœurs chrétiennes et son « incapacité » au mode de vie sédentarisé, le coureur de bois est un accélérateur d'entropie⁹². Et si l'expansion difficile à contrôler de la

89. Le tâtonnement réglementaire des autorités coloniales à l'égard des Domiciliés est analysé dans Grabowski, « Amérindiens domiciliés », p. 45-52 ; voir aussi Delâge, « Les Iroquois chrétiens », p. 59-70.

90. « Pour cristalliser l'altérité « sauvage », les autorités sont amenées à essentialiser l'identité française en traçant un portrait normatif et prescriptif du sujet idéal qui n'existe guère dans la réalité métropolitaine, comme si l'on s'efforçait de définir ce qui relevait habituellement de l'implicite. L'Autre, caricaturé dans sa différence – il est nu, oisif, chasseur, nomade, insubordonné, païen, débauché, polygame, etc. –, sert à élaborer un discours sur soi : le Français, affirme-t-on, est chrétien, soumis, laborieux, cultive la terre, pratique l'élevage, dispose d'une maison en pierre dotée d'une cheminée, vit au sein d'une famille restreinte, porte des vêtements (tissus), parle la langue du roi, est alphabétisé, etc. Or, une telle description est loin de s'appliquer à l'ensemble des sujets français. Il y a plus : ce modèle d'unification culturelle, s'il fait l'objet de discussions, ne devient jamais en métropole un axe prioritaire de gouvernement. [...] Au Canada, le « Sauvage » devient dans le discours des élites la figure antithétique du sujet français, normalisé et ethnicisé. Les « Canadiens », à cet égard, à cause de la « fréquentation continuelle qu'ils ont avec les Sauvages », sont parfois décrits comme une « nation » particulière se définissant par « un amour de la liberté et de l'indépendance, et une férocity insurmontable », un discours stéréotypé qui fait écho, par exemple, à la description de la « nation » catalane du Roussillon dénigrée pour sa « férocity naturelle » et son « éducation sauvage » Havard, « Les forcer à devenir Cytotoyens », p. 999-1000.

91. Gilles Havard note que la première apparition du sème dans les archives coloniales se fait sous la plume du gouverneur Frontenac ; Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 63.

92. Peu importe si peu de colons cadrent réellement avec le portrait-type du coureur de bois. ; Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 94-98.

traite de l'ouest se trouve personnifiée dans la figure du coureur de bois⁹³, dont l'activité nuit à la foire de Montréal, le phénomène de la course sera aussi lié à la traite illicite avec les Anglais⁹⁴. En bout de ligne, la course des bois au XVIIe siècle sert de repoussoir pour les administrateurs coloniaux, qui conjuguent mal l'expansion de la traite au discours d'ordre et de discipline qui sied à leur mode de gouvernance.

Suite au décès de Louis XIV en 1715, la direction de la colonie opère un changement de cap. On s'interroge sur la manière de rétablir la santé économique de la colonie. Un débat sur la liberté du commerce est lancé, et l'intendant Bégon fait écho aux demandes des marchands canadiens en recommandant l'abrogation du traité de la firme Nérêt et Gayot et la liberté du commerce⁹⁵. Accusé de laxisme à l'égard du commerce étranger⁹⁶, Bégon répondra qu'une répression visant directement le commerce des marchands montréalais risque d'encourager la traite illicite⁹⁷. S'il est toujours « potentiellement » déloyal, le coureur de bois est désormais un intermédiaire incontournable de la traite, qu'il faut aussi savoir « ménager » !

93. En 1681, Duchesneau offrira à Colbert une première typologie des « vagabonds » qui s'adonnent à la course : « *Et afin Monseigneur que vous en soyés persuadé permettez moy de vous dire qu'il y a deux sortes de coureurs de bois, les premiers vont a la source du castor dans les nations sauvages des Assinibouels, Nadousseux, Miamis, Illinois, et autres, et ceux la ne peuvent faire leurs voyages qu'en deux ou trois ans. les seconds qui ne sont pas en si grand nombre vont seulement au devant des sauvages et des françois qui descendent jusques au long sault, la petite nation et quelques fois jusques a Michilimakinac afin de profiter seuls de leurs pelleteries, pour lesquelles ils leur portent des marchandises et le plus souvent rien que de l'eau de vie contre la deffense du Roy dont ils les enyvrent et les ruissent, ceux la peuvent faire leurs voyages a peu pres dans le temps qui vous a esté marqué et mesme dans un beaucoup plus court, il n'est pas facile de prendre les uns et les autres si on n'est pas appuyé de personnes sans interest et pour peu qu'ils soient favorisés ils reçoivent des advis aisément, et les bois et les rivières leur donnent une grande facilité de se soustraire a la justice, c'est ce qui est arrivé depuis quatre ans* ». ; C11A Vol. 5, f. 296v-297, 1681, novembre, 13.

94. Un mémoire de l'intendant Duchesneau en 1681 à l'intention de Seignelay, fils de Colbert, lie explicitement course de bois et commerce avec les Anglais à « Orange ». ; « *Mémoire pour faire connoistre a Monseigneur les désordres causés par les coureurs de bois ; ce qui a entretenü la desobeissance aux ordres du Roy, ce qui l'entretient encores et qu'il est vray qu'il y a un commerce publicq avec les anglois ausquelz on porte nos pelleteries au prejudice de la ferme du Roy qu'ils acheptent bien plus cher que nous et qu'ils vendent leurs marchandises a meilleur marché* ». Tout est dit ! ; C11A Vol. 5, f. 320, 1681, novembre, 13. ; Ce discours sera repris par l'intendant La Barre et le gouverneur Denonville dans les années 1680. ; C11A Vol. 6, f. 216, 1683. ; C11A Vol. 6, f. 469-473, 1684. ; C11A Vol. 7, f. 55-60v, 1685, août, 20.

95. Voir la section 3.1 de notre troisième chapitre pour plus de détails.

96. Sans doute déçu de voir le premier magistrat de la colonie s'inscrire en faux au discours qui avait jusqu'ici prévalu sur l'importance des privilèges commerciaux, l'agent de la Compagnie, Lanoullier de Boisclerc, accusera Bégon d'être trop complaisant à l'égard du commerce étranger et « d'entretenir les habitants en rébellion » par son laxisme. Donnant une impression « Far Ouest », Lanoullier citera en exemple le cas d'un « hold-up » perpétré par « un voyageur nommé Gatineau » qui avait soutiré 26 paquets de castors saisis chez la dame Vinet de Longue-Pointe, « malgré les gardes » présents au moment de la saisie. En s'adressant au ministre, Lanoullier s'attend à ce que la mauvaise image du coureur, qui n'est plus à démontrer, joue dans l'estime du ministre et vienne ternir la réputation de l'intendant. ; C11A Vol. 35, f. 192-193v, 1715.

97. C11A Vol. 35, f. 186v-187, 1715, novembre 03.

L'indice à chercher pour comprendre ce changement d'attitude se trouve dans le nouveau mot employé pour désigner l'ancien coureur de bois « vagabond » devenu passeur utile : le « voyageur ». En effet, le thème du désordre est si fortement associé à la course de bois dans la correspondance officielle du XVIIe siècle qu'un changement lexical s'imposera pour désigner ce personnage sous un meilleur jour, au moment où la régence cherchera à repenser sa relation avec ses sujets épris de mobilité⁹⁸. L'esprit de bougeotte qu'on attribuait volontiers aux sujets « vagabonds » et *ensauvagés*, sera, avec l'emploi du sème « voyageur » reconvertie dans l'exercice d'une profession légitime, conforme aux exigences d'un commerce bien réglé. En autres mots, les sujets « libertins » du XVIIe siècle qu'on cherchait vainement à châtier ou à expurger devinrent, au XVIIIe siècle, des agents légitimes de la traite dont la composante incontournable était, pour citer Gilles Havard, la « circulation pelletière »⁹⁹.

Au XVIIIe siècle, la figure du voyageur sera ainsi associée au commerce des pelleteries à titre de *dynamique* économique. Un « mémoire sur le commerce de Canada » écrit par « Hocquart ou Varin »¹⁰⁰ en 1741, note qu'une partie des contingents des voyageurs « de métier » semble provenir des *habitants* qui quittent leur charrue pour s'adonner à une activité

98. Havard résume le processus par lequel le coureur de bois se trouve désormais apprivoisé : « Partout, les autorités s'efforcent de réglementer la circulation des hommes de la pelleterie, de l'encadrer, mais dans les représentations élitaires, cette mobilité se trouve partiellement dégagée des enjeux du vagabondage et de l'ensauvagement, ces hommes étant moins perçus comme formant des groupes déviants que par le passé. Le vagabondage, au XVIIIe siècle, qui est souvent associé à la mendicité, est loin de devenir une préoccupation secondaire pour les autorités publiques, qui y voient encore un dommage causé à la puissance de l'État, mais la mobilité pelletière se trouve plus rarement associée à une forme de déperdition. En somme, le vagabondage ne sert plus de cadre référentiel dominant pour penser les voyages de traite, comme c'était généralement le cas au temps de Louis XIV. [...] Contre l'État de police, qui cherchait à régenter de façon stricte l'activité des hommes, s'enracine au XVIIIe siècle un nouvel art de gouverner où la population n'est plus conçue comme une collection de sujets de droit soumis à la volonté du souverain, mais est envisagée dans sa « naturalité », son épaisseur, sa spontanéité. Et, de fait, dans la gestion de cette population, c'est le principe du laisser-faire, du laisser-circuler, de la liberté, qui prévaut et se substitue aux mécanismes disciplinaires du XVIIe siècle, lesquels s'attachaient au contrôle de la mauvaise nature des hommes. Plus qu'au nombre de bras disponibles, comme seule mesure de l'origine de la richesse, on s'intéresse de plus en plus au cours du XVIIIe siècle « aux modalités de la production, aux conditions de mise en mouvement des forces du royaume ». De surcroît, l'essor des échanges économiques européens et du discours sur les vertus du négoce, de la consommation et du luxe favorise la légitimation de la traite des pelleteries, dût-elle se dérouler « dans la profondeur des terres », à l'écart des marchés publics. La notion de circulation des marchandises, déjà valorisée par la pensée mercantiliste, ne l'est plus désormais comme simple transfert des denrées d'une province économique à l'autre, mais comme processus de valorisation des richesses et de croissance économique. Dans les ouvrages des économistes libéraux du XVIIIe siècles consacrés au « Commerce », le terme de « circulation », significativement, est récurrent. » ; Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 232.

99. Havard, *Histoire des coureurs de bois*, p. 7-16.

100. C11A Vol. 76, f. 318-345v, 1741.

de commerce sur une base saisonnière. S'il reconnaît les « professions du voyage », Hocquart n'accorde pas pour autant au statut de voyageur le degré de permanence qui était accordée au coureur du XVIIe siècle. Comme Bégon l'avait noté au moment du débat sur la liberté de la traite¹⁰¹, ces « habitants mobiles » sont polyvalents, et agissent à titre d'intermédiaires, pour la traite et la liaison avec les Amérindiens, permettant aux Français d'entretenir ces liaisons au delà des ambassades envoyées en pays amérindien¹⁰².

Passeurs indispensables, les voyageurs sont-ils pour autant capables de concevoir la réelle portée de leurs actions ? Le discours officiel du XVIIIe siècle a repris le voyageur pour son compte ; il conserve toutefois son altérité quand les administrateurs s'évertueront à contrer les « désordres » sous-jacents à la traite des fourrures. À partir des années 1720, la compétition franco-britannique en Iroquoisie permet à la traite de l'alcool de s'inviter de manière durable dans l'arrière-pays. L'ouverture du Fort Oswego en 1727 réactive la rhétorique des « désordres » ; les voyageurs « déloyaux » redeviennent coureurs de bois pour l'occasion¹⁰³. Certains « coureurs » vont, en effet, commercer illégalement chez les Anglais, à Chouaguen¹⁰⁴. La traite dans les environs de Michilimackinac se trouve elle aussi dérégulée ; les coureurs de bois y sont « totalement acquis » aux mœurs amérindiennes. Pire encore, certains coureurs « prennent des impressions chez les anglois » (traitent de l'eau de vie). En 1731, le ministre n'aura d'autre choix que de les amnistier s'il veut se préserver leur fidélité :

« Depuis quelques années il s'est établi des coureurs de bois principalement du côté de Michilimackinac, ils mènent la même vie que les sauvages, vont et viennent dans les postes anglois, et font non seulement le commerce étranger mais prennent des impressions chez les anglois très pernicieuses à la colonie. L'autorité ne peut quant à présent d'autre remède à ce

101. C11A, Vol. 34, f. 231-232, 1714, septembre, 20.

102. C11A Vol. 76, f. 320-321, 1741.

103. C11A Vol. 67, f. 95-107, 1731, février.

104. C11A Vol. 67, f. 105-106, 1731, février.

desordre qu'en accordant a ces coureurs de bois une amnistie ainsy qu'il s'est pratiqué cy-devant, il y a apparence qu'ils en profitent tous, mais pour limiter de tomber en pareil cas par la suite, il est de consequence de ne laisser dans les païs d'en haut que des voyageurs sur la fidelité et la bonne conduite desquels on pourra raisonnablement compter, cela demande d'estre suivi »¹⁰⁵.

S'il existe une unanimité sur la question des « désordres » de la traite chez les officiers coloniaux, c'est que la « course » est désormais un mal nécessaire. Hormis l'amnistie qui demeure une mesure d'exception, les congés sont devenus un outil indispensable pour la gestion du personnel, qui permet de chapeauter la dynamique d'expansion commerciale par une militarisation et « fiscalisation » progressive de l'arrière-pays. Dans le discours sur les mœurs des Canadiens, la course fait même désormais partie intégrante de l'ethnotype canadien ; la nouvelle profession du « voyageur » n'est que l'officialisation de la manière du pays « d'aller vivre dans les profondeurs de bois ». Il faut donc l'instrumentaliser. Dans son mémoire au comte de Toulouse sur le rétablissement du système des congés en 1716¹⁰⁶, Vaudreuil annonce d'emblée que le désordre est une chose évitable si on traite avec une « intelligence des situations » le problème des coureurs de bois. Selon Vaudreuil, ce serait plutôt l'absence d'un système adéquat de contrôle de la course des bois qui serait à l'origine de bien de « désordres ». Vaudreuil souligne ainsi « *la nécessité indispensable de rétablir les vingt cinq congez ou permissions* ». N'est pas d'interdiction royale qui puisse, hélas, venir à bout d'une transformation des cœurs canadiens, abonnés d'esprit aux grandes libertés :

105. C11A Vol. 67, f. 105-106, 1731, février. ; En principe, cette amnistie demandée commence à ressembler à la politique des « ménagements » que les autorités entretiennent avec les Domiciliés « coupables » de commerce étranger. Comment en sommes-nous arrivés là ? En 1715, la solution préconisée par Vaudreuil pour contrer le potentiel de désordres au sein de l'Empire continental français se fondait sur deux recommandations : renouveler la politique des congés, et affermer les postes à des commandants. Bégon entrevoyait la coexistence du commerce intérieur et extérieur libre, géré par ce système. Un nombre suffisant de congés, arguait-il, permettrait d'occuper les coureurs de bois « n'ayant pas d'autre profession » et « d'empescher l'augmentation du commerce des anglois et la fréquentation des sauvages avec eux ». ; C11A Vol. 34, f. 234v, 1714, septembre, 20. ; Bégon emploie aussi le mot « voyageur » pour désigner les anciens coureurs de bois qui sont « en règle ». Proposant un système de surveillance indirecte, Bégon avise que l'octroi des congés permet de réguler le personnel de la traite selon les aléas de la conjoncture. Cela permettra d'éviter une surabondance de pelleteries et l'écoulement d'une partie de la manne rapportée à Montréal, tel qu'un prix fixé par la Compagnie semble avoir incité. ; C11A Vol. 34, f. 233-235, 1714, septembre, 20.

106. C11A Vol. 36, f. 114-123, 1716.

« un autre plus grand desordre est arrivé de la suppression de ces congez, naturellement le canadien aime a courir, il est presque impossible de fixer la dessus son humeur volage : n'ayant plus les moyens permis de voyager, ils se sont emancipez a le faire de leur chef et n'ont trouvé que trop de marchands qui leur ont fourny ce qu'il leur etoit necessaire pour cela »¹⁰⁷.

Pour Vaudreuil, le rétablissement des congés demeure le seul moyen d'endiguer les effets négatifs de la course des bois. Le pays « est ouvert de toute part », et ce n'est pas quelques détachements de troupes qui viendront à bout de la licence de tant de « fugitifs »¹⁰⁸.

À l'égard de cette « réhabilitation » de coureurs, le discours élitaire n'a pas changé sur le fond, mais plutôt sur la forme. Les mauvaises mœurs sont devenues des comportements *intéressés*, et il ne convient pas de les combattre frontalement. Il faut donc mettre en place des moyens qui permettront d'encadrer tout ce personnel ambulant, et de bien régler et surveiller les incitatifs économiques¹⁰⁹. Les mesures mises en place pour réguler le comportement des voyageurs sur les prochaines décennies n'auront cependant rien d'uniforme¹¹⁰. Le discours des

107. C11A Vol. 36, f. 115v, 1716.

108. C11A Vol. 36, f. 116, 1716.

109. Quelques cautions pour un système de congés « bien réglé ». Il faut 25 congés pour 25 canots. Il y aura 75 hommes donc, qui quitteront Montréal au mois de mars, sur une base annuelle. Cela fait 150 hommes dans les bois pendant les mois d'hiver. L'octroi des congés doit demeurer l'unique prérogative du gouverneur ; l'intendant s'occupera du reste. Il faut accorder ces permissions uniquement à des habitants « dans la nécessité ». Ces familles pourront les vendre à des particuliers, à prix raisonnable. Les voyageurs ne pourront qu'apporter des marchandises permises dans le pays. Le subdélégué de l'intendant certifiera les canots et marchandises au départ, que les voyageurs portent sur eux, à remettre au commandant de Michilimackinac. Il faudra aussi envoyer des présents dans le pays, car le service du roi est toujours nécessaire. ; C11A Vol. 36, f. 119rv, 1716.

110. La « déclaration du roi au sujet des voyages du Canada vers la Nouvelle Angleterre » du 22 mai, 1724 ordonne qu'aucun rapport ne puisse ni se tenir ni subsister entre sujets des couronnes françaises et britanniques en Amérique sans la permission des gouverneurs coloniaux respectifs ; l'interdiction formelle du commerce des pelleteries entre les deux colonies est réitérée, et les amendes portées à 500#, visant les voyageurs. ; C11G Vol. 8, f. 165-166v, 1724, mai, 22. ; À la demande de la Compagnie des Indes, un Arrêt du conseil d'État enregistré par le Conseil supérieur le 12 novembre, 1731, exige la déclaration des quantités et qualités des castors par les voyageurs et l'enregistrement de ces données par les commandants de poste, à transmettre et déposer au bureau de la Compagnie des Indes. ; C11A Vol. 54, f. 332-334v, 1731, novembre, 12. ; Suite à une récolte excessive de castor sec en 1733, Philibert Orry, contrôleur général des finances écrit à Hocquart, afin que ce dernier ordonne aux voyageurs de cesser de traiter du castor sec d'été. ; C11A Vol. 62, f.253-254v, 1734, avril, 26. ; Le 27 juin 1736, Hocquart publie une ordonnance qui interdit au personnel de garnison du poste de Niagara de participer à quelconque forme de traite - ni avec les voyageurs, ni avec les Amérindiens. ; BAnQ Québec,E1,S1,P2838, 1736, juin, 27. ; En 1737, un nouvel édit du roi amnistie les coureurs de bois, est enregistré au Conseil Supérieur. Des copies envoyées dans tous les postes des Pays d'en haut, afin que les commandants puissent en prendre connaissance, et appliquer la règle des « nouvelles deffences prononcées contre leur coureurs ». Cet édit prononce aussi une amnistie à l'égard des soldats déserteurs dans l'arrière-pays, qui se seraient réfugiés en Nouvelle Angleterre. Beauharnois et Hocquart enverront la liste au ministre l'année prochaine de tous les soldats et coureurs de bois amnistiés. ; C11A, Vol. 67, f. 136v-137, 1737. ; Enfin, un mémoire envoyé par le père Lauzon du Sault-Saint-Louis au ministre en 1741 propose des mesures pour contrer la contrebande : visites chez des marchands, inspection de canots de voyageurs dans la zone Lachine et Long-Sault. ; C11A, Vol. 75, f. 143-146, 1741.

officiers coloniaux oscille donc entre le combat à mener contre les facteurs d'entropie, et le respect des exigences politiques du moment.

Seuls les jésuites persistent avec le volet disciplinaire du discours moralisateur, avec la question de l'eau-de-vie¹¹¹. À ce moment crucial du redressement économique de la colonie, cette controverse donnera du fil à retordre au gouverneur et à l'intendant. Dans les propositions de Vaudreuil, les voyageurs autorisés à apporter de l'eau de vie pour la traite, devront être surveillés par les commandants des postes¹¹². Les jésuites étant peu friands de ces recommandations, Vaudreuil et Bégon reviendront à la charge, en soulignant que si l'eau-de-vie comporte certes un péril moral, on ne saurait non plus ignorer les avancées considérables des Britanniques dans ce domaine. Craignant que leur projet des congés soit rejeté sous prétexte de promotion d'immoralité chez les voyageurs et les autochtones, Vaudreuil et Bégon vont limiter leur proposition du troc d'eau-de-vie à l'usage personnel des canoteurs¹¹³.

La question du « bon usage de l'eau-de-vie » n'est pas triviale, et Vaudreuil et Bégon font peser la menace à la défection des Amérindiens dans l'éventualité où les congés seraient à nouveaux supprimés, sous prétexte de « désordres » :

« Il paroît au S. de Vaudreuil que la suppression entiere des congés pourra attirer des inconvénients très facheux qui sont que les sauvages se voyant abandonnés des françois iront chercher leurs besoins chés les anglois ou il leur est aussy facile d'aller que de descendre a Montreal, ce qui ruineroit le commerce de ce païs et detacheroit les sauvages des françois dont les suites pourroient etre tres facheuses, il n'y a pas lieu de douter que les anglois ne mettent tout en usage pour se les attirer, ils l'ont tenté encor cette année par des colliers qu'ils ont envoyés aux nations d'en haut, cette raison est si forte qu'elle semble prevaloir aux inconvenients qui pourroient arriver dans la distribution des congés »¹¹⁴.

111. En 1715, ces derniers approuvent de la remise en cours des congés, mais redoutent la traite de l'eau-de-vie. Vaudreuil s'accorde pour trouver ce colportage odieux, mais juge que l'eau-de-vie est aussi un « lubrifiant » des rapports de l'arrière-pays souvent utile à la traite et aux ambassades franco-amérindienne, si on la déploie avec modération. ; C11A Vol. 36, f. 121v, 1716.

112. C11A Vol. 36, f. 122, 1716.

113. C11A Vol. 40, fol 41-42, 1719, octobre, 26.

114. C11A Vol. 40, f. 54-55, 1719, octobre, 26.

Le gouverneur insiste donc que le commerce de l'eau-de-vie, bien régi, demeure indispensable pour se préserver la loyauté des Amérindiens, et empêcher qu'ils portent leurs pelleteries chez ces Britanniques qui leur vendent librement des « boissons enivrantes »¹¹⁵. Dans ce tableau, les voyageurs figurent comme autant de vecteurs de tentations, qu'il faut surveiller de près pour prévenir tout « grand désordre ».

Il n'est pas aisé de l'admettre, mais la concurrence avec les Britanniques a rendu les administrateurs coloniaux plus ambivalents à l'égard des voyageurs. D'une part, les bons rapports avec les Amérindiens sont plus que jamais un enjeu stratégique majeur, dans l'ordre post-Utrecht. En allant au-devant de la traite, les voyageurs jouent un rôle important dans l'entretien de ces contacts. Pour amenuiser le commerce entre nations amérindiennes et les Britanniques, mieux vaut certes empêcher leur fréquentation mutuelle. Cependant, il est irréaliste de s'attendre aux déplacements de ces Amérindiens « éloignez » pour la traite et les ambassades à Détroit. Ce seront plutôt les voyageurs qui iront chez eux. Les voyageurs demeurent ainsi d'indispensables relais, en accompagnant les missionnaires aux extrémités du « monde connu » (par les Français). Pour les administrateurs coloniaux, « *il est incontestable que si on abandonnoit aujourd'hui un seul des postes ou sont les françois que les anglois s'y établiraient aussitôt* »¹¹⁶. Mieux vaut fortifier les positions existantes¹¹⁷.

115. C11A Vol. 40, f. 57, 1719, octobre, 26.

116. C11A Vol. 52, f. 30, 1730, octobre, 15.

117. « *Que l'expédient pour empêcher la fréquentation dans sauvages et des anglois seroit bien d'obliger les Miamis et les Ouyatouons à aller chercher leurs besoins au Detroit en ne permettant point aux voyageurs de leur en porter, mais ils pensent qu'il y auroit à craindre que les anglois n'alassent chez ces sauvages qui les recevroient dans l'opinion que les françois les auroient abandonné et il est incontestable que si on abandonnoit aujourd'hui un peu de nos postes, les anglois s'y établiraient aussitôt ; ainsy ils estiment qu'il convient mieux de fortifier ceux que nous occupons que de les affaiblir en obligeant une nation d'aller chez une autre pour y trouver les besoins.* » ; C11A Vol. 56, f. 295-296, 1731, février. Reprenant la politique louisquatorzienne visant à bloquer l'expansion des treize colonies en les confinant au littoral de la côte Est, Louis XV encouragera la construction d'une chaîne de forts reliant le Canada à la Louisiane, à des lieux de confluent stratégiques. Dans cette optique, on cherche à s'interposer là où les contacts entre Amérindiens et Britanniques sont établis, ou attestés. ; Eccles, « Fur Trade [...] Imperialism », p. 344-345, 349, 355-360. ; Frégault, *Le XVIII^e siècle canadien*, p. 25. ; Miquelon, *New France*, p. 1-2, 53-54, 260-261.

D'autre part, les voyageurs parlent le français - et certains, des langues amérindiennes - mais ils sont *Canadiens*, ergo toujours « farouchement indépendants » dans l'esprit de l'élite coloniale. En laissant trop aller la bride, leur caractère volage expose la colonie à bien des dangers, notamment les retournements de loyauté en faveur des Britanniques. Bref, le voyageur jugé indispensable à la traite ne peut pas être laissé sans surveillance. Puisque les voyageurs donnent l'image des Français dans l'interface avec les Amérindiens, le nerf de la guerre consistera, à partir de ce moment, à trouver des hommes de service relativement incorruptibles pour occuper le poste de commandant¹¹⁸.

Pour les administrateurs coloniaux, le voyageur porte toujours en lui un potentiel de déstabilisation malgré son rôle indispensable dans la traite de l'arrière-pays. En exceptant la vilenie de certains, l'administrateur colonial du XVIIIe siècle croit surtout que le voyageur est à la fois utile et instable. À partir de 1715, les administrateurs coloniaux chercheront à instrumentaliser ces atomes libres pour en faire un usage qu'ils estiment être « désintéressé ». Les hommes du voyage, « essentiellement mus par leur intérêt personnel », seraient incapables de s'élever aux vues de l'intérêt général, que seuls les membres de l'élite constituée peuvent entrevoir. En 1750, les dispositifs de gouvernance à distance institués par la Régence sont

118. Peine perdue. En 1739, Hocquart écrit aux directeurs de la Compagnie des Indes des voyageurs à Détroit échantillant pelleteries avec Amérindiens pour de meilleurs profits ; possiblement même le commandant du poste. ; C11A Vol. 72, f. 167, 1739, novembre, 01. ; Il est difficile de sévir, car le commerce semble être de facto libre dans les Pays d'en Haut. Hocquart affirme aux directeurs que l'on veille toujours à ce que tout le castor traité par les français se retrouve en bout de ligne dans les bureaux de la Compagnie. ; C11A Vol. 72, f. 167, 1739, novembre, 01. ; Hocquart avise le ministre que les missionnaires de Michillimackinac soupçonnent l'usage d'une porte dans l'enceinte du fort qui servirait à la contrebande, entre Amérindiens et voyageurs peu scrupuleux. ; C11A Vol. 72, f. 286v-287, 1739, janvier, 07. ; Un an plus tard, Hocquart informe les directeurs de la Compagnie que la fraude à Détroit est causée par des voyageurs désobéissants qui transportent « leur castor à Chouéguen par la voye des sauvages ». ; C11A Vol. 73, f. 386, 1740, novembre, 03. ; Confrontés à la pratique du sous-affermage des postes par les officiers de service - qu'ils associent à la « maladie morale » de l'intérêt personnel - Beauharnois et Hocquart vont reprendre en main le processus d'affermage des postes de l'arrière-pays, inquiets cependant du potentiel effet déstabilisateur de la révocation d'officiers auprès des peuples de l'intérieur, toujours prêts à se rallier aux Britanniques. ; C11A Vol. 78, f. 383-383, 1743, mars. ; Dans une lettre envoyée à Beauharnois et Hocquart en 1742, le roi propose d'affermier plusieurs postes dans les Pays d'en haut et de distribuer des congés aux voyageurs en opération autour de ces postes. ; C11A Vol. 125, f. 446-469v, 1742, avril, 30.

désormais installés ; que l'on se trouve à Versailles ou à Québec, le discours des administrateurs reflète ces acquis¹¹⁹.

2.2.3. Montréal, plaque tournante du commerce illicite

Point de retour pour les pelleteries en voie d'exportation et point de départ des voyages de traite dans l'arrière-pays, Montréal demeure le foyer de relations marchandes intra- et intercoloniales de la société laurentienne. Sa petite communauté de marchands occupe une place importante dans le commerce des pelleteries¹²⁰. Parmi toutes les communautés de marchands en colonie, celle de Montréal semble la plus active dans le commerce illicite. Chaque intendant reconnaît volontiers que l'organisation du commerce illicite par les familles commerçantes implique autant des grands et petits marchands, certains habitants, et surtout les Amérindiens domiciliés : « *La fraude du castor se commet a Montreal ou les habitans et négocians font toute la traite et le commerce des pays d'en haut, ils en font beaucoup a la Nouvelle Angleterre* »¹²¹. Curieusement, seul l'intendant Dupuy cherchera à constituer une liste de noms des marchands montréalais les plus actifs dans ce commerce¹²².

119. Le 29 septembre, 1750, le nouveau gouverneur Jonquière rend compte au ministre qu'il a publié une ordonnance pour « empêcher les contraventions qu'on commet contre les deffenses inserées dans les congés », pour éviter que les droits respectifs des fermiers et des voyageurs ne se chevauchent et s'empiètent les uns sur les autres, et pour « remédier au commerce que certains voyageurs font avec les anglais et [...] dégoûter les nations sauvages du dit commerce ». Certains marchands « raffinés » se sont opposés aux détails de cette ordonnance, mais ce n'est que leur propre intérêt qui parle à leur place, et non l'intérêt général. Ces marchands affirment que le système des congés permet aux individus de prendre l'initiative auprès des nations amérindiennes, mais qu'il faudrait en réduire le nombre à seulement « les plus fameux ». Ils demandent aussi que les avants-postes soient afferchés. La Compagnie des Indes, pour sa part s'engage à livrer les draps destinés à la traite seront distribués aux marchands et traiteurs, à réception. Enfin, Jonquière propose de faire accompagner des voyageurs en partance de Montréal par un détachement. Ces derniers affirment que la logistique de l'équipage rend une telle chose impossible. Pour Jonquière, ce n'est qu'une énième manifestation de l'esprit d'insubordination des voyageurs... ; C11A Vol. 95, f. 260-262, 1750, septembre, 29.

120. Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 171-229.

121. C11A Vol. 122, f. 179v, 1744. ; Ces faits sont aussi connus à Versailles. Dès 1690, Pontchartrain note que Montréal est la cheville marchande de la fraude dans la colonie. Il suppose que l'activité d'exportation illicite demeure une des causes de l'excédent de pelleteries avec lesquelles le marché français doit conjuguer ; d'après les dires de Frontenac, l'arrangement de crédit que les voyageurs prennent avec les marchands poussent certains à faire passer des pelleteries en France, par voie alternative. Ainsi, au moment où apparaissent les premiers signes de la surproduction de pelleteries, le personnel de la Ferme demandera que l'on fasse passer les pelleteries directement à Québec au bureau de la ferme, au lieu de passer par les mains des marchands-équipiers-créditeurs à Montréal. ; C11A Vol. 11, f. 104-105v, 1690, juillet, 07.

122. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 39-44. Voir notre section 3.2. du chapitre trois pour plus de détails.

Bien que le règlement visant le commerce étranger s'applique à toutes les possessions françaises, l'appareil de répression visant le commerce *intercolonial* illicite s'organise pour l'essentiel à partir de Montréal. Comme nous l'avons vu, la majorité des ordonnances que nous avons recensées qui portent sur des saisies de marchandises illicites se déroulent à Montréal et ses environs. Une part importante des procès présidés par le subdélégué de l'intendant à Montréal comporte les « affaires » de contrebande¹²³. La petite société marchande de Montréal semble pourtant peser lourd dans la balance des considérations de l'intendant, si ce n'est pour la raison que le commerce des fourrures tient une place centrale dans la vie économique de la ville, et de la colonie ; les officiers « desintéressés » du roi y tirent souvent leurs revenus d'appoint. Ce petit milieu entretient des liens tissés-serrés : une purge de ses « mauvais éléments » déstabiliserait non seulement la traite, mais potentiellement aussi les rouages du crédit sur lesquels repose le commerce de la colonie, et de surcroît sa sécurité¹²⁴.

Face à une telle « conjuration »¹²⁵, on pourrait croire que l'étendue de la fraude dusse pousser l'intendant dans ses derniers retranchements. En effet, son discours à l'égard des marchands reprendra souvent les thèmes moralisateurs qui avaient fait florès avec les « coureurs » : le commerce pousse à un comportement intéressé ; il aveugle ses praticiens quant à l'intérêt général. La rhétorique de « l'intérêt particulier » à laquelle s'adonne l'intendant se poursuivra tout autant quand les marchands invoqueront l'intérêt supérieur de la colonie dans leurs suppliques au ministre. C'est en quelque sorte une position « médiane » que se préserve l'intendant. Lorsque les critiques pleuvent sur les marchands coloniaux, l'intendant ne niera pas leur comportement intéressé ; il se garde toutefois de les porter en accusation directe, à

123. Didier, « Représenter l'intendant », p. 130-131.

124. Puisque l'alliance franco-amérindienne repose en partie sur la traite des fourrures.

125. ...organisation sociale de la traite licite et illicite.

moins de procès entamés. Voyant les marchands défier ouvertement le règlement, il cherchera à poursuivre les petits contrevenants, évitant soigneusement de viser les Domiciliés. Seul Dupuy ira jusqu'à parler de corruption généralisée, dont Montréal serait « l'épicentre »¹²⁶, et ce type de discours ne fera pas long feu. Autrement, la corruption des mœurs à Montréal s'énonce, en ce XVIIIe siècle, au mode impersonnel - le pays étant « ouvert » et les incitations aux comportements intéressés partout présentes.

Mettant les envolées accusatrices de Dupuy de côté pour l'instant, nous notons que le discours de Bégon et Hocquart qui porte sur la participation des marchands coloniaux au commerce intercolonial conduit aussi à un examen des facteurs incitatifs de ce commerce. Les marchands font-ils de la contrebande, ce comportement est certes déplorable. De surcroît, ils abusent aussi de la confiance du roi en usant des Domiciliés pour échapper à la répression. On peut cependant *expliquer* ces comportements. Les explications tiennent à deux facteurs : l'intérêt particulier qu'induit l'activité commerciale (licite ou illicite), et les mauvaises politiques de la Compagnie qui encouragent les comportements intéressés au détriment de l'intérêt général.

Ainsi, si l'on excepte Dupuy, le discours accusateur à l'égard des marchands semble surtout provenir des bureaux de *l'exclusif* colonial français. Les directeurs des compagnies déploreront souvent ces marchands coloniaux qui « défient la traite ordonnée ». En 1708, le financier français Louis-François Aubert estime que les marchands défient le privilège de sa compagnie en toute inconscience de cause¹²⁷. Cherchant à ternir l'image de Bégon au moment

126. Dupuy : « J'auray seulement l'honneur de vous dire en passant que tout Montréal est infesté de contrebande dans tous les ordres et les estats, en exceptant aucun. Il n'y aura que la résolution et la fermeté dont je me suis armé et que j'ay soutenu et que j'auray encore à soutenir contre tout le monde qui dérangera les mauvais projets que plus d'un intérêt favorise. » ; C11A Vol. 49, f. 308, 1727, octobre, 20.

127. « Il y a en Canada plusieurs habitans qui s'attachent uniquement a faire passer du Castor en fraude, ce qui est capable de faire tomber le traité qu'il a fait ». Aubert « supplie d'ordonner qu'ils soient emis a ses associés sur le pied de 30 sols la livre estant certain que ces castors ont esté portés par des François à Baston ». ; C11A, Vol. 29, f. 195-196, 1708, juin, 25.

du débat sur le commerce libre, Lanoullier de Boisclerc, agent de Nérêt et Gayot en 1716, décriera « l'insolence » des marchands coloniaux, des plus petits - les voyageurs - aux plus grands, dont certains membres du Conseil Supérieur !¹²⁸ Les agents de la Compagnie pointeront souvent du doigt les marchands « désobéissants », qui menacent le commerce de la colonie ; les directeurs de la Compagnie des Indes soupçonneront aussi que ces marchands entretiennent des alliés non seulement dans les colonies britanniques, mais dans les ports français du ponant¹²⁹.

À ces allégations, l'administrateur colonial concèdera volontiers que nombre de marchands et d'habitants de Montréal souffrent d'infirmités morales. Mais il produira aussi un discours qui cherche à faire la part des choses, notamment sur les conditions du commerce dans le pays. En un mot, l'intendant parlera de mœurs du pays, en vue d'améliorer les politiques commerciales de la Compagnie. Dans une lettre aux directeurs de la Compagnie des Indes de 1739¹³⁰, Hocquart soutient que les marchands français seraient « peu enclins à la contrebande ». Il convient que certains voyageurs à Détroit échangent des pelleteries avec des Amérindiens pour de meilleurs profits ; possiblement aussi le commandant du poste¹³¹. Mais il constate la difficulté de sévir dans un « pays ouvert »¹³² - surtout quand il a les directeurs de la Compagnie comme interlocuteurs. Hocquart se présente bien sûr comme défenseur du

128. D'après Lanoullier, Bégon et ses subdélégués suivent « le caprice de ceux qui se sont trouvés en contravention [...] et entretient les habitants dans la rebellion ». Les membres du Conseil Supérieur « sont presque tous marchands, parents ou alliés » des contrevenants. Le marchand Landron aurait abusé des gardes de la Compagnie au moment d'une saisie, et le voyageur Gatineau a enlevé des paquets de castor saisis chez la dame Vient de Longue-Pointe lors d'un hold-up armé. ; C11A Vol. 35, f. 192rv, 1715. ; Le Conseil « mande à M. Bégon d'exécuter ponctuellement les réglemens et arrêts d'attribution qu'il a pour juger les affaires concernant les castor fraudés... les renvoyer au Conseil Supérieur est suspect pour la Compagnie » ! ; C11A Vol. 125, f. 271, 1716, mai, 2.

129. 1731, mai, 23 : « Lettre des syndics et directeurs de la Compagnie des Indes à Hocquart ». Les syndics de la Compagnie louent l'action de l'intendant dans l'affaire Lydius, pour frapper les esprits des marchands en colonie. Comment changer les attitudes des Amérindiens, afin que ceux-ci portent le produit de leur chasse de meilleure qualité aux Français ? Certains particuliers préfèrent liquider leur stock à Albany, en défiance à la politique des prix de la Compagnie. Coté ponant, « une quantité considérable de castor vendu à La Rochelle passe par la suite en Hollande », dont du castor avarié et de mauvaise qualité. Saisie du vaisseau d'Étain à Québec, contenant des pelleteries de contrebande. On cherche à déterminer de la quantité adéquate d'écarlatines pour les besoins de la traite. ; C11A Vol. 56, f. 228-232, 1731, mai, 23.

130. C11A Vol. 72, f. 167-168, 1739, novembre, 01.

131. C11A Vol. 72, f. 167, 1739, novembre, 01.

132. Thème qui revient souvent dans la correspondance de Hocquart.

privilège des directeurs, et dit veiller à ce que « tout le castor du pays » se retrouve en bout de ligne dans les bureaux de la Compagnie¹³³. Mais l'intendant estime que c'est l'intérêt particulier des marchands qui dicte leur mauvaise conduite ; car malgré les faux frais qu'il induit, le commerce illicite des fourrures demeure lucratif.

Suite au départ de Hocquart, le procès des Demoiselles Desauniers en 1750 sera l'occasion de porter « un grand coup » contre cette conjuration de marchands mus par leur intérêt particulier. En 1750, le gouverneur Jonquière, désirant mettre fin à l'impunité du clan Desauniers, reprendra les éléments de rhétorique de l'intendant Dupuy au sujet de la corruption des marchands, en y ajoutant la tare de la vénalité :

« La publication que je fis faire de cette dernière ordonnance et les mesures que j'ay pris pour qu'on tint inviolablement la main à son exécution, ne laisserent pas que d'inquieter ces negociants, l'exemple des Dlls Desauniers qui alliées aux plus fameux et qui n'ont point cessé d'être dans une intelligence parfaite avec eux pour faire le dit commerce, ne permit pas à ces negotiants de dissimuler la peine qu'ils ont du party que j'ay pris ; c'est par ce commerce illicite qu'ils se sont enrichis en partië, soit en faisant passer frauduleusement leur castor, par les sauvages, chez les anglois qui le leur payent sur un plus haut pied, soit en tirant des draps et toiles peintes [...], dont il n'y quasi pas de maisons qui n'aient de meubles.

Il m'est même revenu qu'ils disoient entre eux qu'il ne falloit rien moins que les ordonnances que j'ay renduës, pour les empêcher d'augmenter leurs fortunes ; leur cupidité n'est pas pardonnable, il n'y a peut être pas de pays en Europe où l'on fasse un commerce plus lucratif. En effets ces negociants independamment des expéditions qu'ils font pour leur compte equipent les voïageurs, il leur passe en tems de paix les marchandises à 20 ou 25 pour cent de plus que le benefice ordinaire de Quebec, ils les font obliger de leur remettre en payement leurs pelleteriës au prix du tarif qu'ils font entre eux à Montreal sur lesquelles ils gagnent 25 ou 30 pour cent en les vendant à Quebec ; ne seroit ce pas suffisant pour borner ces negociants ? »¹³⁴

133. C11A Vol. 72, f. 167, 1739, novembre, 01.

134. C11A Vol. 95, f. 262-263, 1750, septembre, 29.

Au-delà des mesures de répression, Jonquière dut employer des ruses pour déjouer ces marchands « intéressez »¹³⁵. Battant le fer qu'il avait lui-même chauffé, Jonquière fera aussi pression sur les Domiciliés pour obtenir des dénonciations - il sera le premier à réussir le coup¹³⁶ !

En cela, s'il est un « comportement intéressé » qui donne du fil à retordre à nos administrateurs coloniaux, c'est bien l'emploi des Domiciliés par les marchands coloniaux pour les voyages et les transactions de contrebande. Les marchands montréalais sont-ils au cœur du dispositif du commerce Montréal-Albany, les Domiciliés demeurent la « cheville ouvrière » de ce commerce¹³⁷. Hocquart l'avait noté, le « commerce étranger » occasionne des « faux frais » allant de 10 à 12%¹³⁸, occasionnés par les risques de pertes de marchandises non assurables et les gages des convoyeurs de marchandises de contrebande. Qu'à cela ne tienne, le commerce Montréal-Albany est fort rentable¹³⁹, et face aux remontrances du gouverneur, les Domiciliés se défendent bien de conduire leur commerce comme bon leur semble. Des

135. Une saisie d'écarlatines à Détroit, fut en partie facilitée par ses tractations avec les marchands Montréalais. ; C11A Vol. 95, f. 263, 1750, septembre, 29.

136. C11A Vol. 95, f. 264, 1750, septembre, 29. Pour plus de détails, voir Tesdahl, *The Price of Empire*, p. 164-167. Sources manuscrites : « Paroles des chefs du Sault-Saint-Louis à La Jonquière », C11A, Vol. 95, f. 187-189v, 1750, juin, 2. « Paroles de Teganagouassen et Beauvais chefs de guerre du Sault-Saint-Louis à La Jonquière ». C11A, Vol. 95, f. 174-175, 1750, mai, 15.

137. La correspondance officielle note souvent que les marchands canadiens font appel à l'expertise des Amérindiens en matière de relais commerciaux sur l'étendue d'un territoire qu'ils connaissent bien. Les Amérindiens nommés dans la correspondance sont automatiquement associés à la fonction de transport, et de transmission de marchandises. Bref, les Amérindiens sont principalement sollicités par les marchands pour être leurs courriers. Guévin : « En tant que tels, ils sont la cheville ouvrière du commerce clandestin. [...] Pour l'essentiel, leur rôle consiste à assurer, pour le compte des marchands montréalais, le transport des marchandises manufacturés anglais. D'autres par contre semblent être à la solde des marchands d'Albany. Le fait que certains individus soient mentionnés à plusieurs reprises dénote probablement qu'ils sont des spécialistes de ce commerce. » ; Guévin, *Commerce Montréal-Albany*, p. 63-64.

138. « *Le commerce frauduleux est sujet à de faux frais dont un commerce légitime est exempté la part du sauvage dans la marchandise fraudée, ce qui va au moins à 10 : ou 12 : pour %, les risques que courent les fraudeurs de réclamer le castor perdu ou dissipé par l'infidélité des sauvages ; Tout cela peut être encor évalué à 10 : pour % ; faisant deduction det ous ces frais, le castor rentre aux françois qui font la contrebande sur le pied de 3# : , et j'estimerois que si la compagnie payoit toutes les especes de castor de bonne qualité sans distinction de gras et de sec sur le pied de [55 sols] la livre, et les autres especes de castor de rebut indistinctement sur le pied de 20 sols la livre le commerce estranger s'aboliroit, et il en resulterait une recette de castor beaucoup plus considerable.* » C11A Vol. 67, f. 292-293, 1737, octobre.

139. Dans sa thèse de maîtrise, Marc Guévin offre un calcul de rentabilité pour la seule année de 1737. Pour saisir les bénéfices, il nous faudrait d'emblée connaître le chiffre d'affaires et le taux moyen de profits. Guévin avance prudemment celui 10% pour le commerce d'exportation du XVIII^e siècle. Si l'on considère toutes les variétés de pelleteries qui furent exportées en 1737, le chiffre d'affaires approximatifs des marchands-équipiers montréalais tourne autour de 850 000# (dans l'ensemble), excluant le 45 000 livres de castor récupéré par Londres, qui aurait ajouté 90 000#. Sans contrebande, le total des bénéfices d'exportation pour 1737 serait de 937 091#. Avec un taux de profit de 10%, « *ce chiffre d'affaires génère donc des profits de près de 95 000# au groupe de marchands montréalais.* » Les marchands qui ont envoyé 45 000 livres de castor à Albany (chiffre londonien), ont retiré un 45 000# de plus. Cela donne un profit total de 140 000#, et augmente le taux de profit de 10 à 15%. Si cette démonstration reste hypothétique, toujours est-il qu'elle permet de donner une idée de la profitabilité du commerce avec Albany pour les marchands montréalais ; Guévin, *Commerce Montréal-Albany*, p. 113.

marchands mus par l'intérêt personnel abusent du régime d'exemption dont « jouissent » les Domiciliés, pour les employer à bon escient. Bégon ira même jusqu'à conclure que les autorités sont aussi obligées de « ménager » ces marchands, de peur que ceux-ci favorisent l'expansion du réseau anglais dans l'arrière-pays :

« Quelqu'attention qu'on ait d'empescher ce commerce que les negocians de Montreal font par l'entremise des sauvages on ne pourra y parvenir a cause des menagements qu'on est obligé d'avoir pour les sauvages. Il ne paraît pas même convenable [...] de faire chez les negocians de Montreal des recherches exactes des ecarlatines d'angleterre qu'ils puissent avoir chez eux parce que s'ils estoient sur ce sujet fort inquietez il seroit a craindre que les voyageurs et coureurs de bois ne trouvassent moyen d'etablir par l'entremise des sauvages un commerce des pays d'en haut avec les anglois et qu'ils ne portassent leur castor a orange et n'en reportassent dans les pays d'en haut des ecarlatines ce qui favoriseroit beaucoup les veues des anglois dont la principale attention est de penetrer dans ledit pays »¹⁴⁰.

Avec « l'intérêt particulier » qui domine les mœurs coloniales, l'emploi des Amérindiens pour la contrebande finit, nous l'avons vu, par se généraliser. Frappé par son impuissance, l'intendant va parfois ratisser large dans son discours. Dans le préambule de son ordonnance du 2 avril, 1716, Bégon revient sur le thème du libertinage et de l'indiscipline des habitants, et de leur emploi des Amérindiens comme « couvert » pour transactions à l'étranger non autorisées :

« Estant informé que plusieurs habitans de ce païs entretiennent commerce avec Orange Manatte Baston et autres lieux sous la Domination angloise qu'ils y feront furtivement du castor par l'entremise des sauvages qui en reporteroient a Montreal la valeur en ecarlatines callemandes et autres etoffes et laine d'indienne mousselines des crepons que même des habitans de cette colonie font par eux mêmes ce commerce en y allant sans permission ce qui entretient les habitans dans un esprit de faineantise et de libertinage et les engager de quelle [...] et le defrichement de leurs terres ce qui est tres prejudiciable a la colonie aux

140. C11A Vol. 35, f. 186v-187, 1715, novembre, 03.

manufactures du royaume aux droits des intéressés de la Compagnie des castors et etant aussy informé que les habitans de ce païs prennent des mesures pour ne pas se trouver chargés du castor qu'ils font passer dans lesd. colonies angloises ny des etoffes qu'ils en font venir a Montreal pour le produit du dit castor ce qu'il leur est facile en se servant de l'entremise des sauvages et que lesd. habitans croient par ce moyen se mettre couvert des peines portées contre les contrevenants a l'arret du Conseil d'Etat du Roy [...] portons seulement deffenses de porter du castor dans lesd. colonies... »¹⁴¹

Le missionnaire Lauzon, actif au Sault Saint-Louis, confirmera cette utilisation des Domiciliés par les marchands pour le commerce étranger - il est bien placé pour le savoir¹⁴². En 1741, Lauzon pointe du doigt les administrateurs, qui auraient par leur négligence, encouragé les mauvaises fréquentations. Il y a à ce moment un problème de disette au Sault, et Lauzon se plaint du manque de répondant de Hocquart à leur égard¹⁴³. Le prétexte auquel les autorités ont recours pour refuser les secours nécessaires aux Domiciliés : leur participation, à titre d'intermédiaires pour les marchands montréalais, au commerce étranger avec la Nouvelle Angleterre. Et d'après Lauzon, les Iroquois du Lac des Deux Montagnes seraient plus impliqués dans ce commerce que ceux du Sault¹⁴⁴. Maquillage commode ?

141. BAnQ Québec, E1, S1, P1044, f. 240.

142. En effet, suite à l'accusation portée contre lui par Lydius dans laquelle Lauzon fut blanchi par Hocquart, Lauzon fut après son décès durant les années 1740, reconnu d'avoir « entretenu » les demoiselles Desautiers. Beauharnois : « *Il est vray, Monseigneur, que les missionnaires du Sault ont essayé de se disculper d'avoir détourné les sauvages de leur mission de recevoir de la visite de ceux du Lac, il n'auroit pas été de leur prudence d'y convenir, plus j'ay fait de perquisition sur cette matiere, et plus on m'a assuré qu la chose estoit véritable, malgré tout ce qui s'est passé j'ay toujours eü pour les missionnaires de cette société les egards et les ménagements que vous me recommandés, il seroit bien a souhaiter, Monseigneur, qu'ils ne se mêlassent que de la priere, les affaires en iroient beaucoup mieux... »* f. C11A Vol. 77, f. 102v, 1742, septembre, 16.

143. C11A Vol. 75, f. 143v, 1741.

144. C11A Vol. 75, f. 144v, 1741.

2.2.4. La « voye des sauvages »

Les participants français au commerce étranger souffrent-ils d'un trop grand éloignement du roi, cette distance semble être compensée par un rapprochement avec les « naturels du pays » jusque dans leurs lieux de vie. Ainsi, le trajet que prennent les marchandises de contrebande dans la région de Montréal et des Pays d'en Haut sera connoté, lui aussi, dans la correspondance officielle, avec les couleurs du pays. Hormis les indications géographiques que donnent les intendants des « hauts lieux » du commerce étranger¹⁴⁵, une expression reviendra souvent sous la plume de l'intendant pour désigner les routes de l'arrière-pays qui échappent à la répression, et où il faudra investir davantage en matière de surveillance si l'on veut s'attaquer efficacement à la fraude : « la voye des sauvages ».

L'emploi de cette expression est commode - si bien qu'elle figure dans les ordonnances royales portées contre le commerce intercolonial¹⁴⁶. Sa formulation permet de donner une image succincte des us et coutumes de la contrebande, en les attachant à la géographie et aux mœurs du pays. Cette « voye » est aussi le lieu commun du « dévoiement » des Canadiens par la liberté des bois ; en effet, la connaissance de l'arrière-pays par certains Français, dans l'esprit de l'intendant, les rendrait plus disponibles aux tentations du « pays ouvert ». Le 10 octobre, 1730, un Hocquart en poste depuis deux ans seulement, relatera au ministre ce fait de

145. Voir par exemple : « plan du Pays du Canada : description géographique du pays, avec distance en lieues » ; Distances entre Quebec, Montreal, Trois-Rivières, le fort Chambly, et le Lac Champlain. Ensuite le Fort Frontenac et le Lac Ontario, la « rivière des Outaouacs. » « Les anglois ont fait un etablissement à Chouaguen », dans : C11A, Vol. 122, f. 179v, 1744. N.B. les pièces de cartographie qui doivent accompagner cette source manuscrite sont manquantes.

146. 1707, juin, 25 : « Arrêt du Conseil d'État pour empêcher que le castor ne soit envoyé en fraude dans les colonies anglaises ». Les « peines afflictives » : « ...Et en conséquence, Fait, Sa Majesté, très expresses inhibitions et deffenses aux habitants de Canada d'envoyer directement, ou indirectement, **même par la voye des sauvages**, aux habitations angloises, des Castors de quelque nature qui ce soit, a peine d'interdiction du commerce pour toujours, deprivation des privileges accordez par Sa Majesté aux habitants de Canada, même de peine afflictive suivant la qualité des personnes, tant contre les conducteurs des Castors, que contre les marchands qui seront convaincus de les avoir envoyez et de chacun de ceux qui y auront interest pour raison de quoy ils pourront estre recherchez et leur procès estre fait dix années après la fraude commise, de cinq cens livres d'amende contre chacun des conducteurs, marchands et interessez, a laquelle ils seront condamnez solidairement et par corps et de confiscation des castors saisis sur les rivières, lacs et passages qui consuisent aux habitations angloises, ensemble des vaisseaux, barques, chaloupes et canots servant a ce transport, lesquelles peines ne pourront estre remises ni moderées pour aucun prétexte. » C11A Vol. 27, f. f. 66v-67r, 1707, juin, 25.

notoriété publique : « *Il est trop connu que les françois se servent de la voye des sauvages pour faire ce commerce illicite, qu'ils leur insinuent qu'on ne peut leur confisquer les marchandises et effets dont ils se trouvent porteurs quoy que de contrebande*¹⁴⁷. » Exemple frappant : le parcours personnel et professionnel du « dénommé Lydius » l'associe à cette géographie de l'arrière-pays, maîtrisée par les Amérindiens : « *Sur les avis que nous eumes a Montréal que cet étranger entretenoit un commerce illicite dans la Nouvelle Angleterre par la voye des sauvages qu'il a taché de se concilier par des présents et des festins, nous primes de concert le party de la faire arrester [...]* »¹⁴⁸ Ainsi, le discours de l'intendant associera le processus d'ensauvagement à la connaissance du pays par tout Canadien (ou Européen) qui s'adonne à une fréquentation courante des « naturels du pays ».

La « voye » et la contrebande sont souvent indissociables dans le discours de l'intendant. Un an après le procès Lydius, Hocquart avertira les directeurs de la Compagnie des Indes d'une rupture de stock des écarlatines. Ce manquement risquerait d'inciter les voyageurs à prendre « la voye des sauvages » pour se procurer des écarlatines chez les Britanniques¹⁴⁹. Dans la même foulée, Hocquart concèdera au ministre que le coup d'éclat contre Lydius semble avoir paradoxalement encouragé certains marchands à se servir de Domiciliés pour la traite illicite. Pour cause, leur exemption aux lois du roi, et leur connaissance du pays :

« *J'ay continué à donner tous mes soins pour empescher le commerce étranger. Il est certain qu'a présent les françois ne s'exposent plus a le faire par eux mêmes. L'exemple de Lidius les contiendra encore pour quelque temps : mais il m'est revenu de plusieurs endroits que quelques uns se servent de la voye des sauvages pour porter a Chouaguen et a Orange leur castor qu'ils changent pour des écarlatines.* »¹⁵⁰

147. C11A, Vol. 53, f. 216, 1730, octobre, 10.

148. C11A, Vol. 52, f. 21-22, 1730, octobre, 15.

149. C11A, Vol. 55, f. 210 verso, 1731, octobre, 15.

150. C11A, Vol. 55, f. 249, 1731, octobre, 18.

Cette pratique est si bien installée qu'elle incitera les autorités à construire un point de surveillance à un emplacement stratégique sur ladite « voye ». Dans une lettre aux directeurs de la Compagnie des Indes datant du 23 octobre de la même année, Hocquart relate un ordre du roi pour la construction d'un fort à la Pointe à la Chevelure, « *le principal passage des sauvages qui viennent de la Nouvelle Angleterre, et des françois qui font de la contrebande* »¹⁵¹. Avec le fort Chambly à l'extrémité nord de l'autoroute fluviale du *Kanienke* iroquois, cette nouvelle fortification coupera désormais le tronçon nord de la « voye » en deux. Selon Hocquart, une fois ces deux postes établis il serait inutile de maintenir un détachement mobile. Quelques années après l'affaire Lydius, Hocquart constate à nouveau la normalisation de l'emploi des Domiciliés. Il en offre une description succincte aux directeurs de la Compagnie, et rend compte des efforts de dissuasion entrepris auprès des Domiciliés :

*« Les françois ne font plus ce commerce par eux memes, mais ils se servent de la voye des sauvages domiciliz qui rapportent en échange des marchandises angloises et des espèces d'or et d'argent. C'est abus est nouveau, et c'est à M de Beauharnois et à moy de chercher les moyens d'y remédier. Si cependant il est possible de la faire sans votre ayde nous avons fait dire aux sauvages par les missionnaires établis dans leurs villages combien nous trouvions leur conduite répréhensible, et que s'ils n'en changeoient ils s'exposeroient à perdre non seulement notre bienveillance, mais encore les bienfaits du Roy. »*¹⁵²

Conscient de l'attrait de la « voye », Hocquart tentera plus tard de consigner la contrebande à un phénomène qui subsiste aux marges de la colonie, loin dans l'arrière-pays¹⁵³. Ainsi, le trope de la « voye des sauvages » permet aussi à l'intendant de marginaliser le phénomène de la contrebande, en s'appuyant sur sa réputation d'invisibilité.

151. C11A, Vol. 55, f. 300, 1731, octobre, 23.

152. C11A, Vol. 67, f. 288 verso, 1737, octobre.

153. Dans une lettre aux directeurs de la Compagnie des Indes datée du 3 novembre 1740, Hocquart note qu'il y a « beaucoup de fraude à Détroit, à cause des « voyageurs désobéissants » qui transportent « leur castor a Chouëguen par la voye des sauvages ». Qu'à cela ne tienne, Détroit est un endroit peu considérable dans l'ensemble de l'économie coloniale. ; C11A, Vol. 73, f. 386, 1740, novembre, 03.

La contrebande coloniale crée des alliances de fortune (c'est le cas de le dire) entre les marchands montréalais, les voyageurs et les Domiciliés. Si le « pays ouvert » en incite plus d'un à l'activité commerciale de profession ou d'appoint, tous les chemins du commerce illicite semblent mener à Montréal. Pour les autorités, la ville de frontière préserve toute son importance et son ambiguïté, dont la traite illicite est le symbole. Pourtant, la correspondance officielle invente pour l'occasion un objet topographique, qui consacre à la fois l'identité du commerce Montréal-Albany en lui donnant les couleurs du pays : « la voye des sauvages ».

Sans avoir pu identifier son premier usage dans les sources, nous notons que cette expression aura la particularité de traverser les époques du discours de la contrebande, au point de devenir son symbole dans le discours de l'intendant. Les circulations pelletières qui prennent les routes fluviales autorisées sont portées par des voyageurs avec des permis qui sillonnent un continent en voie d'être cartographié. Celles qui prennent les contours indéfinis de la contrebande s'adonnent, pour leur part, à la mode du pays. L'expression « voye des sauvages » va *ensauvager* la contrebande Montréal-Albany, pour lui donner son identité particulière. L'image qu'elle offre tient du double discours de l'intendant identifié en début de section, le registre descriptif et le registre moral. Avec la « voye des sauvages », les mœurs épousent la topographie du pays : la contrebande devient ainsi *intelligible* pour l'élite ministérielle consommatrice de récits de voyage, et surtout : de correspondance officielle.

2.3. Conclusion

L'intendant colonial produit un discours sur la contrebande Montréal-Albany qui porte en lui tous les accoutrements du discours d'État de l'Ancien Régime. À titre d'exemple, dans la

correspondance officielle l'intendant s'autorise toujours à parler au nom de l'intérêt supérieur de la colonie. Mais certains paramètres précis viennent aussi façonner son discours en amont et en aval de sa production. Une chaîne d'informateurs composée de maillons officiels et informels va imposer certaines limites quant aux capacités de l'intendant de se renseigner sur la contrebande, pour les besoins d'instruction judiciaire et ses multiples suivis avec le Secrétaire d'État de la Marine. Et puisque le phénomène en question tombe sous la coupe de l'interdit, l'intendant doit aussi produire un discours sur les qualités morales des contrevenants, qu'il assimile aux mœurs et à la géographie du pays. En autres mots, la contrebande donne lieu, sur le plan discursif, à un certain renforcement des préjugés de l'élite gouvernante, à laquelle l'intendant doit fournir des marques d'appartenance.

Faisons mention ici d'un troisième paramètre déterminant que l'on peut aussi trouver en aval de la production discursive de l'intendant : celui du regard implicite du ministre (et du roi) qui guidera la plume de l'intendant, auquel fait référence T. Wien dans son article sur la correspondance officielle du ministère de la Marine¹⁵⁴. L'appareil discursif lié aux pratiques de la « gouvernance à distance »¹⁵⁵ dicte aussi certaines normes et pratiques pour la correspondance officielle ; le XVIII^e siècle donnera lieu à certaines évolutions de l'appareil administratif que Marie-Ève Ouellet analyse dans sa thèse de doctorat¹⁵⁶. Ce sujet est hors cadre de notre étude, et nous nous contenterons de proposer certaines pistes dans la conclusion

154. Wien, « Rex in Fabula », p. 65-86. Pour une analyse du rôle joué par les archives coloniales dans la construction du premier Empire colonial français, voir : Houlemare, Marie « La fabrique des archives coloniales et la naissance d'une conscience impériale (France, XVIII^e siècle) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2014/2 (n°61-2), p. 7-31.

155. Ce concept de « gouvernance à distance » sera un thème majeur de l'étude de l'historien de l'espace atlantique français, portant sur les communications à l'intérieur de l'espace impérial de la France au XVIII^e siècle. Kenneth Banks, parue en 2003. ; Banks, Kenneth, *Chasing Empire Across the Sea : Communications and the State in the French Atlantic, 1713-1763*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, 317p.

156. Voir notamment les sections sur la pratique des suivis ministériels de la correspondance à l'arrivée, par exemple la mise en « extrait » des mémoires, avis et requêtes envoyés par les intendants des colonies à la métropole. Dans les bureaux ministériels, les commis de la Marine compilent les avis et mémoires des intendants des colonies, en vue de produire des extraits. Le contenu des avis et mémoires des intendants vont donc arriver à la table de concertation du Conseil d'État ou du Secrétaire d'État de la Marine sous forme de document de travail, dans lequel les premiers commis pourront noter dans les colonnes des extraits de mémoires abrégés, les interventions de chacun en forme de réponses et observations. ; Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 141-144.

de notre mémoire. Pour l'instant, il nous faut plutôt avancer sur le terrain de l'activité discursive de l'intendant, en nous penchant sur le traitement individuel du problème de la contrebande par nos trois intendants sous étude.

CHAPITRE TROIS : LES STRATÉGIES DISCURSIVES DES INTENDANTS BÉGON, DUPUY ET HOCQUART

Ayant examiné le cadre de la production discursive de l'intendant, il est temps de nous pencher sur le discours produit sur la contrebande Montréal-Albany par nos trois intendants sous étude. Ce chapitre portera pour l'essentiel sur les stratégies discursives de trois intendants, qui rapportent les faits et lieux de cette contrebande au ministre, et autres interlocuteurs privilégiés. À l'intérieur du cadre proposé (1715-1750), nous allons procéder pour l'essentiel de manière chronologique, d'une intendance à l'autre. La première section portera sur Michel Bégon et le discours qu'il produit sur la contrebande à l'occasion du débat sur la réorganisation du commerce des pelleteries dans les années 1710. Nous analyserons par la suite le discours de Claude-Thomas Dupuy, et les interventions qui marquèrent sa brève intendance, fort conflictuelle au sein de l'élite, dominées par les thèmes forts de la corruption des Canadiens et de l'encerclement par les Britanniques. Enfin, nous examinerons les stratégies discursives employées par Gilles Hocquart qui, au fil de sa longue intendance, cherchera à communiquer une attitude de réalisme à l'égard de la contrebande tout en multipliant les gestes de dévouement au service du roi et de la Compagnie, dans le but de « sauver les apparences » sur les limites de l'application de la loi en colonie. Nous terminerons enfin avec un bilan global de notre étude, dans lequel nous énoncerons les principales conclusions à tirer au terme de notre examen du discours de l'intendant sur la contrebande Montréal-Albany, et suggérerons quelques pistes à poursuivre pour de futures enquêtes.

3.1. Bégon et la liberté du commerce

Le début de l'intendance de Michel Bégon (1712) coïncide avec le dénouement de la Guerre de Succession d'Espagne (1701-1714). Malgré les efforts du gouverneur Vaudreuil pour la sauvegarde de la colonie en temps de guerre, la Nouvelle France était à ce moment sur le bord de la faillite¹. Avec les caisses du trésor de la Marine dilapidées, les administrateurs coloniaux avaient eu recours, depuis le début des hostilités, à de nouvelles émissions de monnaie de cartes pour subvenir à leurs besoins. D'après Yves Zoltvany, à partir de 1707, le trésorier général de la Marine « refusa d'honorer les lettres de change émises au Canada et toute la structure économique commença à chanceler. [...] La Nouvelle-France était aux prises avec une inflation incontrôlable, désastreuse pour son commerce et pour tous ceux qui vivaient d'un revenu fixe². » Bref, provoqués par la guerre et la crise économique, les signes avant-coureurs d'un effondrement du crédit colonial commençaient à poindre, au moment où la crise de surproduction du castor commençait à se résorber en métropole.

Dans ce contexte de crise, un débat va naître au sein de l'élite coloniale et métropolitaine sur l'organisation du commerce des pelleteries. Ce thème s'inscrit certes dans la mouvance du renouveau colonial suite au traité d'Utrecht (1713), dans un espace de souveraineté de revendication française en transformation. Mais l'endettement colossal de l'État français tient le Canada loin des attentions particulières du Conseil d'État. Cette colonie qui rapporte si peu demeure un atout stratégique ; reste qu'il faut qu'elle coûte le moins possible. Le fardeau de son sauvetage économique retombe donc sur les épaules des

1. La colonie souffrait à ce moment du mal-développement économique et des effets d'une guerre prolongée, marasme amplifié par la crise de surproduction de castor qui avait frappé la Nouvelle France de plein fouet au tournant du siècle.

2. Yves F. Zoltvany, « BÉGON DE LA PICARDIÈRE, MICHEL », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 16 janv. 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/begon_de_la_picardiere_michel_3F.html

administrateurs coloniaux, la société exportatrice des fourrures aidant. Pour contrer l'inflation, l'intendant Bégon s'ingéniera, dès 1713, à trouver une solution au problème du crédit colonial³.

Le consortium Aubert, Nérêt et Gayot qui détenait les droits d'exportation des pelleteries ne réussissait pas pour sa part à liquider les stocks invendus de ses entrepôts en colonie, se trouvant contraint à acheter du castor sec à prix dérisoires et à refuser le castor gras.

L'échéance prochaine de son traité (en octobre 1717) allait donc fournir l'occasion à l'élite coloniale de faire valoir des solutions inédites quant à la manière de fournir au commerce des fourrures de meilleures assises, et de combattre plus efficacement la contrebande.

La correspondance officielle des années 1714-1721 recense un petit nombre de participants au débat sur l'organisation du commerce des pelleteries, notamment les membres du Conseil de la Marine (suite au décès de Louis XIV en 1715), les associés du consortium Aubert, Nérêt et Gayot, les directeurs de la Compagnie d'Occident, le gouverneur et l'intendant de la Nouvelle France, ainsi qu'un regroupement de marchands de Québec et de Montréal. Le débat sur l'avenir de la traite tournera ainsi autour d'une question centrale : faut-il maintenir le privilège d'une compagnie, ou ouvrir le commerce d'exportation des pelleteries à tout marchand capable d'y participer ? Bégon deviendra le porte-parole de ceux en colonie qui favoriseront la deuxième option.

3. « En sa qualité d'intendant, il dut faire face tout d'abord au problème de la monnaie de cartes. En 1713, il y avait plusieurs propositions sur la table concernant la façon de la liquider. Le ministre de la Marine, Pontchartrain, qui fut d'abord en faveur de les convertir en titres à un taux d'intérêt fixe, renonça à ce plan en réalisant qu'il ne pourrait pas satisfaire au besoin urgent de la colonie en argent liquide. À la fin de 1713, Bégon proposa de racheter les cartes en circulation pour la moitié de leur valeur nominale sur une période de cinq ans. Chaque année, on échangerait 320 000# de cartes contre 160 000# de lettres de change convertibles en espèces. Il allégua que la population n'aurait pas à en souffrir car les détenteurs des cartes les avaient acquises en réalisant des profits fabuleux. La cour accepta l'essentiel de son argumentation. L'opération débuta en 1714 et, malgré de nombreuses difficultés, fut terminée en 1720. Ce fut une entreprise gigantesque, multipliant les occasions de gains illicites. On a des preuves laissant croire que Bégon ne manqua pas d'en profiter. » ; Yves F. Zoltvany, « BÉGON DE LA PICARDIÈRE, MICHEL », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 16 janv. 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/begon_de_la_picardiere_michel_3F.html

Mais ce débat est-il neuf ? Pour tout dire, la décennie précédente avait vu poindre les premiers arguments pour le commerce libre sous la plume d'un autre intendant⁴. Ici, un aperçu de la situation de la traite pendant la guerre permettra de mieux comprendre la recherche de solutions inusitées chez les administrateurs coloniaux qui d'ordinaire ne faisaient pas entorse au colbertisme de leurs supérieurs métropolitains. L'écroulement du cours du castor dû à sa surproduction était survenu vers la fin de la première guerre intercoloniale (1686-1697). Les ordres du ministre Pontchartrain en réaction à cette conjoncture étaient clairs : la fin du système des congés et le repli des effectifs français du pays indien à l'intérieur d'une zone restreinte, pour une gestion plus serrée du commerce des pelleteries⁵. Une nouvelle association composée de marchands coloniaux, la Compagnie de la Colonie, allait voir le jour en 1700. Elle ne fit pas long feu en raison de sa mauvaise gestion, du peu de capitaux réellement investis dans son financement et de son endettement rapide⁶.

L'intendant Jacques Raudot⁷, envoyé en colonie pour mettre la Compagnie en examen, proposera de rendre le commerce d'exportation des pelleteries libre. Raudot promettait aussi de soustraire le castor gras de la traite, car l'élimination des congés avait stimulé la contrebande vers les colonies britanniques⁸. Mais ces mesures sont trop neuves pour

4. Jacques Raudot, en l'occurrence.

5. Miquelon, *New France*, p. 15-18.

6. L'intendant Champigny recommandera que le roi prenne en main la direction de la Compagnie défailante, pour en assurer la direction. ; Frégault, Guy, *Le XVIII^e siècle canadien : études*, Édition HMH, Montréal, Canada, 1968, p. 254.

7. Épaulé par son fils, Antoine-Denis Raudot. Donald J. Horton, « RAUDOT, JACQUES », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003—, consulté le 21 août 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/raudot_jacques_2F.html.

8. « *L'exclusion des castors gras diminuera les recettes de plus de la moitié, elle arêtera la licence des coureurs de bois qui les vont chercher chez les sauvages les plus reculez et qui n'ont point de communication avec la colonie. [...] Les castors n'ayant presque que du cuir et peu de poil sont tres a charge a la colonie, les anglois ne le reçoivent point des sauvages, ainsi ils n'avoient pas lieu de se plaindre des François qui les refuseroient aussi. L'exclusion des gras et de mauvaise qualité ainsi établie toutes les recette ne monteroient jamais a 30 milliers de castors tous les ans. [...]*

Suivant cette disposition les sauvages seroient contents, il ne seroit pas necessaire de faire intervenir sa Majesté dans ce commerce. Il seroit plus doux et plus avantageux aux comissionnaires de paier pour 60 [glt] de lettres de change annuelles que de faire un nouveau fonds pour traiter les castors que les sauvages auroient pû porter aux anglois. Il ne seroit plus necessaire de distinguer du bon castor celui qu'on appelle Moscovie, tout le bon sec etant a 40% moscovie qui est en petite quantité, doit passer dans le gros au meme prix. Lorsque par cette conduite la colonie se seroit acquittée on donneroit la liberté de commerce des castors si necessaire pour retablir les choses ». ; C11A Vol. 23, f. 31-32, 1705, mars, 10.

Pontchartrain, et le ministre se tourna vers le milieu financier parisien pour reprendre la gestion de la traite. En 1706, les marchands français Aubert, Nérêt et Gayot se verront octroyer le privilège de la traite, à condition d'absorber la dette colossale de la Compagnie de la Colonie. Guy Frégault marque que cette prise en main fut accompagnée par un arrêt du Conseil d'État visant le commerce du castor « d'une extrême sévérité contre la contrebande »⁹.

Peine perdue : l'hémorragie des pelleteries canadiennes vers le sud continue de plus belle¹⁰. Dans les profondeurs des Pays d'en haut, la fermeture des postes et le repli exigé par le roi ne furent pas non plus respecté très longtemps¹¹. D'une part, le maintien des alliances franco-amérindiennes reposait sur une présence française dans le pays indien. D'autre part, à l'issue de la Grande Paix de 1701, des impératifs politiques allaient se superposer de manière déterminante à l'infrastructure de la traite dans l'arrière-pays¹². L'ouest fut divisé en régions, et les postes afferchés à des officiers à qui on accordera la permission de faire de la traite, afin que celle-ci soit supervisée et harmonisée avec l'activité diplomatique des représentants du roi dans les Pays d'en haut¹³.

À la fin du règne de Louis XIV, tous et chacun sont à la recherche de solutions pour rétablir la colonie et son commerce. Une des premières interventions de l'intendant Bégon liée à la traite des fourrures, sera son soutien au rétablissement des congés demandé par le

9. Frégault, Guy, *XVIII^e siècle canadien*, p. 270-271.

10. En 1707, des 60 000 livres pesants anticipées, seulement 7 000 se trouvent dans les entrepôts de la nouvelle compagnie. Les marchands canadiens savent que le commerce intercolonial risque de déstabiliser la Colonie, mais la tendance à la fraude est « dans les mœurs », facilitée par les politiques de la Compagnie. Outre le pauvre résultat des exportations, le fardeau financier de la dette de la Colonie est lourd à assumer pour Aubert, Nérêt et Gayot. En 1709, ceux-ci demandent une exemption de poursuite par leurs créanciers au Conseil d'État, qui le leur accorde. En échange, les concessionnaires doivent remettre à la société parisienne Dumoulin et Mercier la régie de toutes leurs opérations commerciales. ; Frégault, Guy, *XVIII^e siècle canadien*, p. 276-278.

11. Havard, *Empire et Métissages*, p. 54-55 ; Miquelon, *New France*, p. 15-18, 34.

12. Eccles : à partir du moment où Louis XIV entérina sa politique d'encerclement des colonies anglaises, la traite des fourrures devint un instrument de la politique impériale française ; de telle manière, la traite des fourrures dans son ensemble fut subordonnée à des objectifs politiques ; Eccles, « Fur Trade [...] Imperialism », p. 341-342. ; Comme par le passé, les coûts de l'expansion allaient être absorbés par les marchands coloniaux (et en dernière analyse, par les autochtones). ; Wien, « Selling Beaver Skins », p. 295-296.

13. Eccles, « Fur Trade [...] Imperialism », p. 345.

gouverneur Vaudreuil en 1712. Mais Pontchartrain tergiverse¹⁴. La même année, reprenant une idée de l'ancien intendant Champigny, Bégon propose aussi qu'on fasse expédier à Québec 40 000 livres d'articles de traite sur des vaisseaux du roi ; la bourse du roi absorbant leurs coûts de transport, celles-ci seraient disponibles à bon prix pour les marchands-équipiers en colonie¹⁵.

Cet appel à une participation de l'État dans le commerce des fourrures a de quoi surprendre, venant d'un administrateur dont la priorité demeurerait l'allègement du fardeau colonial. Mais si cette proposition de Bégon peut s'expliquer par la conjoncture, l'intendant doit aussi penser à l'avenir de la traite. Comment organiser ce commerce, pilier de la prospérité coloniale, pour sortir du marasme économique ? La liberté du commerce entrevue, nous le verrons, par Bégon à partir de 1714 entre-t-elle en contradiction avec sa proposition de 1712 d'une traite subventionnée ? Et à la lumière de ses prises de position contre le privilège de Nêret et Gayot, comment interpréter les propositions de Bégon en matière de politiques d'exportation ?

Outre le discours de Bégon, revenons au motif qui nous pousse à faire une recension critique de ce débat : nous nous intéressons à la place qu'y occupe la contrebande Montréal-Albany, au fil de l'argumentaire des « pour » et des « contre ». À tour de rôle, ce sera un commerce « trop libre », ou une Compagnie incapable d'établir des politiques adaptées aux réalités de la traite, qui seront présentés comme adjuvant du « commerce étranger »¹⁶. La contrebande Montréal-Albany sert ainsi de repoussoir et d'épouvantail, permettant à chacun de

14. Frégault, Guy, *XVIII^e siècle canadien*, p. 278. ; Trois ans plus tard, en visite à Versailles, Vaudreuil connaîtra de meilleur succès avec ses propositions, Miquelon, *New France*, p. 39, 159.

15. Frégault, Guy, *XVIII^e siècle canadien*, p. 279.

16. Peu importe l'argumentaire - pour ou contre le « commerce rendu libre » - on ne s'attaquera point aux fondements du mercantilisme, notamment la relation subordonnée de la colonie à la métropole. Le concept du « commerce étranger », omniprésent dans ce débat, porte en lui cette vue de la richesse « du royaume » qui est le propre du mercantilisme.

faire valoir ses solutions pour le rétablissement de la santé économique de la colonie (sur quoi repose la sécurité coloniale), en assimilant la position adverse à l'incitation au commerce étranger.

En second lieu, nous avons été attentifs aux facteurs de causalité de la contrebande avancés dans l'argumentaire de chacun, dans la mesure où les rapports transfrontaliers Montréal-Albany s'y trouvent souvent réduits à leurs seules dimensions commerciales. Si la position de l'intendant au XVIII^e siècle oscillait constamment entre répression d'un commerce illégal et accommodement de la liberté des alliés autochtones qui participent à ce commerce, il nous semble important de rappeler le cadre mercantiliste à partir duquel les politiques commerciales étaient établies. Mode de pensée qui passait par la réduction de tout rapport transfrontalier à des considérations économiques et militaires¹⁷.

3.1.1. Le débat

Un an avant le décès de Louis XIV, l'intendant Bégon fera acte de sa prise de position en faveur du commerce libre. Une lettre au ministre datée du 20 septembre 1714 signée Vaudreuil et Bégon¹⁸ marque clairement certaines « vues » du commerce qui détonnent avec certains poncifs de la *doxa* mercantiliste d'un Colbert ou d'un Pontchartrain. On y propose d'emblée une organisation du commerce des pelleteries dans laquelle des marchands libres permettraient à la métropole de récolter des avantages économiques et fiscaux supérieurs aux

17. Et qui sera d'ailleurs repris par l'historiographie de la contrebande Montréal-Albany, jusqu'aux ajouts récents de l'ethnohistoire.

18. Compte tenu la participation de Bégon dans ce débat, nous avons raison de croire que c'est lui qui est à l'origine de cette lettre ; son cosignataire, comme nous le verrons, ne le suivra pas dans ses derniers retranchements. Ses motivations nous étant inconnues, nous supposons que Vaudreuil se rallie initialement aux prises de position de Bégon en vue de rétablir le système des congés sur un bon pied, et par souci de présenter un front commun sur des questions qui font clivage. Quand Bégon se fera porte-parole des marchands coloniaux plus ouvertement, Vaudreuil ne le suivra plus. ; C11A, Vol. 34, f. 228-261v, 1714, septembre, 20.

résultats possibles sous l'égide des fermes et des compagnies. L'argumentaire présenté reprend certaines thèses du libéralisme économique naissant, sans véritablement remettre en cause le cadre mercantiliste du rapport métropole-colonie : un négociant prend des meilleures décisions et demeure plus réactif s'il peut marchander ses pelleteries en amont et en aval de la traite ; ceux qui ne réussissent pas abandonneront leur commerce ; ainsi la colonie ne conserve, sur le long terme, que les marchands performants ; une saine concurrence entre marchands est essentielle à la santé économique du pays. La liberté de commerce entre marchands dans le système français permettra aux coureurs de bois qui sont souvent dans l'illégalité de se rendre utiles au commerce des pelleteries légitime ; en temps de guerre, ce personnel circulant servira d'interprète aux officiers français dans l'arrière-pays ; le commerce intérieur libre sera un accélérateur des fréquentations entre Français et Amérindiens, et donc nuisible aux rapports anglo-amérindiens¹⁹.

Comme tous bons conseillers du Prince, Vaudreuil et Bégon doivent anticiper les objections à leurs propositions : le commerce libre encouragera-t-il le libertinage des sujets du roi ? C'est plutôt l'interdiction de traiter qui stimule l'illégalité dans l'arrière-pays ; une bonne régie du système des congés fera décroître « la licence et le libertinage » ; les commandants des postes rétablis pourront fournir des renseignements sur les activités des voyageurs ; un système de congés bien réglé²⁰ évitera de « vider les campagnes », et favorisera un équilibre

19. C11A, Vol. 34, f. 231-232, 1714, septembre, 20. Les mesures de libéralisation du commerce proposées par Bégon renvoient à la critique proto-libérale des monopoles commerciaux. Cela dit, l'intendant ne remet pas en question le cadre mercantiliste du commerce international, régulé par l'État métropolitain. Il ne propose pas, par exemple, une libéralisation des échanges *entre* États. Son discours fait plutôt la promotion des avantages qui découleraient d'une certaine libéralisation du commerce colonial français, permettant, entre autres, de réduire le commerce « illégal » avec les marchands d'Albany.

20. En rupture aux propositions de Raudot qui assignait à l'intendant la seule responsabilité d'octroi des congés, Bégon propose que chaque congé soit contresigné par le gouverneur et l'intendant, renouvelable au dix-huit mois (Voici l'apport de Vaudreuil aux propositions de Bégon). ; C11A, Vol. 34, f. 232-233, 1714, septembre, 20. Vaudreuil et Bégon estiment qu'un nombre suffisant de congés permettra de maintenir les voyageurs dans l'obéissance et « d'empescher l'augmentation du commerce des anglois et la fréquentation des sauvages avec eux. » Et en permettant aux commandants des postes de participer au commerce des fourrures, le Trésor de la Marine peut couvrir une partie des coûts fixes des postes avec les profits de la traite. ; C11A, Vol. 34, f. 234v, 1714, septembre, 20.

entre départs et arrivées en colonie pour les expéditions de traite, et préviendra la fraude et le favoritisme²¹.

Le commerce rendu libre risque-t-il de saturer à nouveau le marché français de pelleteries, Bégon répond qu'un équilibrage des exportations peut se faire « naturellement »²² si la traite n'est pas monopolisée, en ajoutant que le monopole d'exportation fragilise, au lieu de sécuriser, la traite dans son ensemble :

*« la liberté du commerce du castor empêcheroit l'inconvenient que les traittants craignent d'en estre surchargez puisque ce castor se trouvant en plusieurs mains et chacun ayant la liberté d'en disposer, les correspondants en France des negociants de ce pays ausquels ce castor seroit envoyé ne seront pas embarassez d'en trouver le debouche, si en france ou dans les pays étrange et le bien de la colonie ne dépendrait plus de la solvabilité de quelques particuliers, ce que merite une grande attention, a quoy on ajoute que les sauvages faisant toujours leur chasse a l'ordinaire et independamment de la vente qu'ils peuvent faire aux françois de leur castor, la quantité que les françois n'achètent pas passera aux anglois, ainsy en diminuant la quantité de castor qui pourroit estre traitté aux françois, on augmente d'autant celle des anglois. »*²³

Bégon souligne ici un aspect incontournable de la traite : l'indépendance du producteur autochtone de pelleteries à l'égard du marché métropolitain. Puisqu'une traite dirigée est impuissante à changer cette donne, autant permettre aux marchands canadiens d'en contrôler les effets en amont des exportations, sans quoi ses pelleteries se trouveront un peu trop souvent dans les entrepôts des marchands d'Albany.

Le libéralisme de Bégon s'avère plus modéré lorsqu'il s'agit des Amérindiens. Pour contrer la distribution « généreuse » d'eau-de-vie des Britanniques, Bégon préfère une distribution contrôlée :

21. C11A, Vol. 34, f. 232-233, 1714, septembre, 20.

22. En réaction à la conjoncture.

23. C11A, Vol. 34, f. 233-235, 1714, septembre, 20.

« Ces sauvages ne résistant point à l'attrait de l'eau-de-vie les Anglois se les attireroient tous, d'où la ruine de la colonie s'ensuivra. Les seul moyen d'en arrester le cours soit que la liberté de la traite [d'eau-de-vie] soit accordée a seulement les congez, et de permettre aux voyageurs d'en porter une certaine quantité qui puisse empescher aux sauvages d'en aller chercher chez les anglois, a quoy en parviendrait les sauvages connoissant fort bien la difference de l'eau-de-vie françoise de celle des anglois qui n'est que du Rome [sic] fait avec du grain, qui les rend malades pour peu qu'ils en boivent, mais cette liberté doit être accordée pour en emporter dans les pays d'en haut avec des deffenses aux voyageurs d'enyvrer les sauvages. »²⁴

Somme toute, le commerce libre entre marchands coloniaux et métropolitains du système français permet de mieux répondre aux signaux du commerce extérieur à partir des conditions du commerce intérieur. La pression exercée par les Britanniques sur le système de prix et le fournisseur autochtone des pelleteries, pousse à une meilleure régie de la traite française, et une surveillance accrue des agents du commerce des pelleteries actifs dans l'arrière-pays.

Dans une requête pour la prorogation de leur traité envoyé au Conseil de la Marine l'année suivante²⁵, Nérêt et Gayot insistent sur leur sauvetage de la traite et des finances de la colonie au moment de la double conjoncture de la guerre et de la crise économique. S'opposant à Bégon, ils vont assimiler l'argumentaire de l'intendant à de simples suppositions. Mais ils franchiront vite le pas, dans leur démonstration des faits, vers des hypothèses invérifiables : le bénéfice de la traite « rendue libre » à lui seul, n'aurait pu entamer le principal et les intérêts de la dette de l'ancienne Compagnie de la Colonie, soutiennent-ils²⁶. Pire encore, la concurrence entre commerçants de la colonie provoquerait invariablement un déséquilibre dans les

24. C11A, Vol. 34, f. 235v-236, 1714, septembre, 20. ; Par ailleurs, Vaudreuil et Bégon soutiennent qu'il faut continuer d'en interdire la vente ou distribution aux Amérindiens Domiciliés, vivant en proximité des villes. ; C11A, Vol. 34, f. 236v-237, 1714, septembre, 20.

25. C11A, vol. 25, f. 140-150v, 1715.

26. C11A, vol. 25, f. 142, 1715.

exportations, au détriment de l'ensemble de la traite. Les pertes qui en résulteraient profiteraient aux Britanniques²⁷.

S'estimant lésée dans ses droits²⁸, la société demande une triple indemnisation en vue des pertes subies : au roi, les frais du bail de la traite de la Baie d'Hudson, que le consortium a absorbé à la suite au Traité d'Utrecht ; au Conseil de la Marine, la compensation des frais de fret garantis par l'article 12 de son traité ; à la Colonie, une indemnisation pour le castor gras toujours entreposé en colonie²⁹. En échange du renouvellement de leur traité, Nérêt et Gayot s'engagent à augmenter le prix des pelleteries, et de garantir les paiements de récépissés de castor, même si ce nouveau bail prive la couronne du droit du quart pour un autre six ans³⁰.

Avisé de cette communication, Bégon ne tardera pas à répondre. Dans un mémoire daté du 3 novembre, 1715³¹, Bégon affirme que les colonies françaises ont toujours souffert sous le joug des compagnies marchandes qui ne cherchent que leur profit³² ; de surcroît, on répètera le même scénario si la compagnie du castor renouvèle son bail, pour y acheter le castor sur le pied de 33 sols la livre³³ ; le voyageur ou marchand qui est contraint à porter ses pelleteries à la compagnie à ce prix ne peut les vendre qu'à perte, et les Amérindiens qui obtiendraient 3# la livre de castor chez les Britanniques préféreront leur commerce³⁴. Depuis

27. « En effect [sic] si les Canadiens avoient la liberté de vendre leur Castor a leur gré, chacun en baisseroit le prix selon ses besoins, et si ceux qui ne seroient pas pressez, ne vouloient pas le donner a vil prix, ils seroient contraints de la garder et de la voir consommer entre leurs mains par la vermine, et par la pourriture ; et de la viendroit inmanquablement le ruine de la fabrique des Castors en france ; parce que les meilleurs negocians parmy les Canadiens ne trouvant plus de bénéfice a traicter du Castor, tourneroient leur commerce du costé des isles, ce qui doneroit lieu aux sauvages de porter leur Castor aux habitations angloises, a quoy ils n'ent desja que trop de penchant par l'estime qu'ils font des ecarlatines d'Angleterre. » ; C11A, vol. 25, f. 142rv, 1715.

28. Nérêt et Gayot estiment que si leur consortium a rendu un service indispensable à la colonie pendant la guerre, les Canadiens, pour leur part, n'ont pas honoré leurs engagements à l'égard de la Compagnie. Pour preuve, ils continuent de porter une bonne partie de leurs pelleteries en Nouvelle Angleterre ; les Arrêts du Conseil visant le commerce illicite des pelleteries se sont multipliés, et les ordres de la Cour au gouverneur et à l'intendant. Mais la charge et les frais de la répression sur le terrain reviennent à la société Nérêt et Gayot. De plus, un fonds de Castor gras s'est accumulé dans les entrepôts canadiens, sur lesquels Nérêt et Gayot estiment avoir perdu 400 000 livres. ; C11A, vol. 25, f. 141rv, 1715.

29. C11A, vol. 25, f. 141v-142r, 1715.

30. Une telle ponction en colonie, d'ailleurs, serait mal avisée, puisque les Canadiens, au sortir de la guerre, ne seraient pas en mesure d'endosser un tel fardeau. ; C11A, vol. 25, f. 143v, 1715.

31. C11A, Vol. 35, f. 332-334, 1715, novembre, 03.

32. C11A, Vol. 35, f. 332, 1715, novembre, 03.

33. C11A, Vol. 35, f. 332, 1715, novembre, 03.

34. Une raison « incontestable », selon Bégon. ; C11A, Vol. 35, f. 332, 1715, novembre, 03.

l'établissement de la Compagnie, il n'est pas passé en France le tiers du castor qu'on y envoie tous les ans ; et pourquoi les Amérindiens ont-ils accepté jusqu'ici le vil prix de la Compagnie ? « on en doit attribuer la cause, qu'à la guerre que nous avons eu avec l'anglois, et de l'inimitié que les sauvages avoient pour eux »³⁵.

Bégon est toutefois soucieux de ne pas trop afficher son opposition aux compagnies. Pour maintenir le commerce du Canada, soit une compagnie offre le même prix que les Britanniques, soit on doit accorder la liberté de commerce, tout « *en donnant au Roy le même droit que la Compagnie*³⁶ ». De toute façon, ce « prix des anglois » serait tout aussi profitable à la compagnie, puisqu'elle vend son castor à 5 ou 6# la livre pesant en France³⁷. Le prix des écarlatines de la Compagnie est, lui aussi, intenable ; qu'on le maintienne, il aura de quoi faire « désertre les sauvages. »³⁸

Dans un second mémoire rédigé le même jour³⁹, Bégon fournit une description des nombreux avantages du commerce libre, et de l'encadrement à lui donner par l'État. D'emblée, l'intendant affirme que les assises économiques de la colonie sont désormais suffisamment établies pour permettre la liberté du commerce entre les marchands français. Pour le reste, son argumentaire adopte certains aspects de la critique du mercantilisme par les économistes libéraux du XVIIIe siècle⁴⁰ : les pertes d'un négociant particulier n'impliquent que lui et ses

35. C11A, Vol. 35, f. 332v, 1715, novembre, 03.

36. C11A, Vol. 35, f. 333, 1715, novembre, 03.

37. Tout en accordant une période d'escompte de deux ans avec les habitants du Canada ; un règlement sur une année serait bien préférable. ; C11A, Vol. 35, f. 333v, 1715, novembre, 03.

38. C11A, Vol. 35, f. 334v, 1715, novembre, 03.

39. C11A, Vol. 35, f.314-323v, 1715, novembre, 03.

40. À propos du « bagage intellectuel » de Bégon et sa mise en avant d'arguments proto-libéraux dans ce débat, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Dans son étude des intendants de la Nouvelle France, Jean-Claude Dubé note que Bégon dispersera l'héritage bibliophile de son père pour s'acquitter de dettes ; il ne semble pas avoir de données plus précises sur la bibliothèque de notre intendant au Canada, hormis certains chiffres : sur une bibliothèque de 230 titres, 58 sont identifiables, avec 48% d'ouvrage de théologie, 1,7% de jurisprudence, 8,6% en « sciences et arts », 24% en belles-lettres, et 17,2 % en histoire ; Dubé, *Les Intendants de Nouvelle-France*, p. 203-204, 210, 212-213. ; « Michel l'intendant avait eu sa part d'héritage la bibliothèque de son père » dit Yvonne Bézard dans son *Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV : les Bégon*, Paris, Albin Michel, 1932, p. 157-204 ; Bézard est prolixe sur le contenu de la bibliothèque, mais il s'agit du « grand Bégon », l'intendant de Rochefort... Beaucoup d'ouvrages littéraires, rien en économie politique. Au plus, nous supposons que Michel Bégon de La Picadière, notre intendant, était un homme du début du XVIIIe siècle, et que les idées de penseurs proto-libéraux et anti-mercantilistes tels Boisguilbert (qui préconisait certaines mesures de liberté pour le commerce intérieur et extérieur du royaume) avaient

proches, tandis que les déboires d'une compagnie ont un impact sur la colonie entière ; les négociants sur les lieux sont plus aux faits des réalités du commerce que des représentants des compagnies en métropole ; depuis les débuts de la colonie, les compagnies formées en France n'ont pas connu beaucoup de succès⁴¹ ; les commerçants libres peuvent se défaire plus avantageusement de leurs pelleteries que ne le peut une compagnie⁴² ; enfin, une seule compagnie ôte aux négociants les occasions de faire valoir leur castor à bon acheteur, et leur liberté de faire venir des marchandises de France pour le commerce avec les amérindiens selon les exigences particulières de cette clientèle⁴³.

Pour appuyer sa démonstration, Bégon fournira un calcul des profits annuels de la Compagnie, en y déduisant les frais de régie ; si le commerce est libre, il n'y a plus de frais de régie à assurer par la couronne⁴⁴ ; le castor ne sera envoyé en France que s'il y a des opportunités pour le vendre ; les commerçants sont aussi plus aptes à liquider leur stock, pour prévenir les crises de surproduction ; cet arrangement mettra aussi fin au système de paiement dysfonctionnel de la Compagnie⁴⁵. Le commerce libre permettra aussi aux marchands canadiens de fidéliser davantage la clientèle autochtone :

*« Ce commerce qui seroit tres avantageux aux negocians du Canada les mettroit en etat de faire valoir aux sauvages leur castor beaucoup plus haut qu'ils n'ont fait jusques a present, ce qui est le moyen le plus assuré de nous les attirer et de les empescher d'aller faire leur traite avec les anglois, ce qui est très important pour la sureté de la colonie. »*⁴⁶

fait leur bonhomme de chemin dans les cénacles de l'élite cultivée française ; la brèche ouverte par la régence pour une détente franco-anglaise, favorisant le commerce, contribuant à « l'air du temps » des lumières marchandes...

41. C11A, Vol. 35, f. 314, 1715, novembre, 03.

42. Parce que les chapeliers donneront des commissions d'achat de marchandises à l'arrivée des vaisseaux en France, pour empêcher le rachat par des concurrents d'autres centres de chapellerie européenne. C11A, Vol. 35, f. 314v, 1715, novembre, 03.

43. C11A, Vol. 35, f. 314v, 1715, novembre, 03.

44. C11A, Vol. 35, f. 315, 1715, novembre, 03.

45. « La compagnie enlève le profit aux negocians qui souffrent encore du retournement de payement de deux ans sur les lettres de change de la Compagnie du castor puisque les remises de ce castor qu'ils feroient en France leur tiennent lieu de fonds et ce retardement de deux ans sur la somme de 53900# a raison de 6 pour cent leur cause une perte de la somme de 18 468#. » ; C11A, Vol. 35, f. 315v, 1715, novembre, 03.

46. C11A, Vol. 35, f. 316, 1715, novembre, 03.

Après avoir fait état des inconvénients occasionnés par ces compagnies, Bégon revient sur les avantages fiscaux du modèle proposé. En premier lieu, la liberté du commerce permettra au roi d'imposer son droit du quart, qui sera... bien accueilli par la population !⁴⁷ Hormis les dépenses coloniales, ce recouvrement du quart permettra à la colonie de se prémunir des marchandises nécessaires pour la traite, achetées en colonie avec de la monnaie de cartes. Une politique fiscale avisée permettrait de bien répondre aux tentations du commerce étranger :

« Il resulteroit de ce recouvrement [...] un avantage essentiel a la colonie qui seroit que sa Majesté employast une partie de ce produit en achat de la quantité d'écarlatines necessaire pour le commerce de ce pays, et de le faire vendre icy en monnoye de cartes au prix constant des manufactures de France, afin d'engager les negocians par leur propre interest de n'en plus faire venir de la Nouvelle Angleterre ; l'entremise des sauvages dont ils se servent et la disposition de ce pays qui est tout ouvert, ne laisse a esperer que ce seul moyen pour arrester le cours de ce commerce qui s'y fait ouvertement et qui continuera tant que les negocians y trouveront leur avantage »⁴⁸.

Quid des politiques des compagnies relatives à la contrebande ? Celles-ci auront toujours cherché des dédommagements pour « compenser » une offre de marchandises de traite à bon prix, stimulant ainsi le commerce étranger sans s'en rendre compte. Posé comme alternative, le système préconisé par Bégon permettrait à la couronne de gérer les importations d'écarlatines, et d'en être compensé par un meilleur chiffre d'exportations⁴⁹. Si on objecte que

47. « Il ne paroît pas qu'il y ait d'expediens plus praticable que celui cy pour faire supporter a la colonie une partie de ses depenses que le Roy est obligé d'y faire ; les habitans y consentiront plus volontiers qu'au profit que feroit sur eux une Compagnie parce que les honnestes gens sont persuadés de la justice qu'il y a que les sujets de sa Majesté contribuent aux charges de l'Etat. » ; C11A, Vol. 35, f. 318, 1715, novembre, 03.

48. C11A, Vol. 35, f. 318v, 1715, novembre, 03.

49. « Sa Majesté ne perdra rien en donnant ces écarlatines au prix coutant des manufactures parce qu'elle les enverra icy par ses vaisseaux que le produit en monnoye de cartes servira au payement des depenses de la Colonie mais quand elle y perdroit, elle regagnera cette perte et au dela par la quantité de castor qui viendra dans la Colonie et qui va presentement a Orange ce qu'on estime a 50 milliers dont lequel pour le Roy est 12500 t, lesquels a raison de 4 # [...] de France la livre l'un portant l'autre en monnoye de cartes produiront 50000# » ; C11A, Vol. 35, f. 318-319, 1715, novembre, 03.

les négociants feront passer leurs pelleteries en Nouvelle York pour échapper au droit du quart, Bégon répond - aveu surprenant :

« ...qu'on est presque obligé a present de tolerer ce desordre par la nécessité d'avoir des écarlatines pour le commerce des sauvages les 216 pieces qui sont venuës de France n'estat pas suffisantes, ainsy on pourra alors tenir la main plus exactement qu'on ne fait à p[résent] pour l'empescher. Que nonobstant ces fraudes on reçoit tous les ans beaucoup de castor au bureau et qu'il n'y a pas lieu de douter qu'on en reçoive encore davantage des que les negocians auront la disposition entiere des 3/4 restants qui leur est plus avantageux que d'avoir des lettres de change payables a long terme. »⁵⁰

Le mémoire de Bégon laisse ainsi l'image d'une traite mal gérée, dans laquelle les responsables du commerce d'exportation ne pensent qu'à leur profit, au détriment des besoins des marchands coloniaux. Le système en place fournit de nombreux incitatifs au commerce étranger, en fonction de son incapacité à s'adapter aux réalités du commerce des pelleteries⁵¹.

3.1.2. Le commerce libre avant le « moment Law »

De l'autre côté de l'océan Atlantique, la comète John Law amorce sa fulgurante ascension dans les cieux d'une régence qui étouffe sous le poids des dettes de guerres du bisaïeul décédé. Un mémoire sur le commerce du castor de 1716 (écrit vraisemblablement par une plume ministérielle) partage les vues de Bégon sur les défauts de la firme Nérêt et Gayot,

50. C11A, Vol. 35, f. 319, 1715, novembre, 03.

51. Devant tant d'ingratitude, Nérêt et Gayot chercheront - sans succès - à ternir l'image de l'intendant qui semble leur vouloir la peau. En 1716, ils déposent une plainte officielle « au roi et à son Conseil », dans laquelle ils dénoncent le manque de rigueur à l'égard de la répression du trafic des pelleteries illicite en colonie. Leur requête vise, de manière indirecte, la gestion « permissive » du dossier du commerce étranger par Bégon. À cet effet, Nérêt et Gayot se réfèrent à l'arrêt du roi du 6 juillet 1709, enregistré en colonie par le prédécesseur de Bégon, Raudot. Selon les requérants, la fraude est très répandue, et les agents assignés à sa répression ouvertement défiés et violentés. Nérêt et Gayot font mention de trois procès de contrebande toujours en cours dans lesquels ils « ne peuvent obtenir aucune justice ». Des saisies ont été effectuées avec procès-verbaux, mais la procédure tarde. Devant la passivité suspecte de Bégon, les « suppliants » de Sa Majesté cherchent des appuis à la Cour, afin d'accélérer le processus et obtenir gain de cause. ; C11A, Vol. 36, f. 374-375, 1716.

pour en arriver à une détermination tout autre que celle de l'intendant : il faut confier le commerce d'exportation à la nouvelle Compagnie de la Louisiane⁵². Pour l'essentiel, on peut y lire l'argument de Bégon inversé : le commerce libre apportera la ruine à la colonie, et livrera aux Britanniques la part du lion des fourrures ; les commerçants canadiens sont certes mécontents de la mauvaise régie de Nérêt et Gayot, et nombre d'entre eux font passer leurs pelleteries dans les colonies britanniques, mais : « *il paroist que plus on examine l'affaire du castor du canada, plus on est obligé de convenir qu'il convient de toutes manières de la reünir a la compagnie de la Louisiane ; moins pour l'avantage de cette compagnie, que pour celui de la colonie du canada et pour diminüer autant qu'il sera possible la traite du castor par les anglois*⁵³. » L'auteur du mémoire convient aussi que le manque de débouchés commerciaux et les modalités de paiement des lettres de change ont pu pousser certains marchands au commerce étranger, au profit des Britanniques⁵⁴. En bout de ligne, seule une compagnie de bon crédit peu rétablir la confiance dans l'usage courant des lettres de change, en assurant leur plus prompt paiement⁵⁵.

La Compagnie de la Louisiane reprendra-t-elle à son actif le commerce d'exportation des pelleteries de la colonie ? Une délibération du Conseil de Marine au sujet du commerce du castor⁵⁶, datée du 28 avril, 1716 énonce la décision d'annuler la prorogation du traité de Nérêt et Gayot. Les intéressés ont objecté que si le commerce devenait libre, le désir d'éviter le droit du quart du roi inciterait les habitants et marchands à faire passer leurs marchandises à Orange⁵⁷. En réponse, l'intendant Bégon a proposé au Conseil des mesures pour un contrôle

52. C11A, Vol. 16, f. 198-199, 1716.

53. C11A, Vol. 16, f. 198, 1716.

54. « *La grande partie des canadiens sont pauvres et hors d'état d'attendre si longtems la vente de leurs effets ; il passera encore beaucoup plus de castor aux anglois, que les années précédentes.* » ; C11A, Vol. 16, f. 198v, 1716.

55. C11A, Vol. 16, f. 199, 1716.

56. C11A, Vol. 123, f.253-270, 1716, avril, 28.

57. C11A, Vol. 123, f. 259, 1716, avril, 28.

serré du commerce libre, à partir d'une centralisation de la distribution des pelleteries à Québec, et d'un système suivi de transactions à même la source.⁵⁸

Hormis « le pour et le contre du commerce libre », le roi croit bon d'accorder la liberté du commerce, en raison des nombreux avantages que le commerce d'exportation offre aux marchands, et en vertu d'une fiscalité « plus adaptée » au contexte colonial : le fameux quart du castor, qui aurait déjà fait ses preuves, serait maintenu ; idem, « les bénéfices qu'[on] peut tirer des lettres de change »⁵⁹, et les droits du fermier du Domaine d'Occident. Le Conseil de la Marine espère aussi que l'extinction de la monnaie de cartes plus près de la source d'émission sera un moyen efficace de décourager le commerce étranger en colonie.⁶⁰ Enfin, plusieurs commentateurs de la scène coloniale, dont l'évêque de Québec et le gouverneur général, estiment qu'il y existe une corrélation entre le prix du castor imposé par une compagnie, et le désintérêt que portent les Amérindiens pour le commerce avec les Français⁶¹. Le manque de confiance quant au paiement des lettres de change de la Compagnie est aussi un motif attesté favorisant le commerce étranger avec les colonies britanniques⁶².

La traite n'est évidemment pas totalement libre : avec une partie du produit du castor exporté, le roi propose de faire l'achat d'écarlatines chez les manufactures du royaume, et de les faire vendre aux marchands de la colonie en monnaie de cartes au prix coutant en France⁶³. Soucieux d'adoucir les résistances suite au renouveau du quart⁶⁴, Bégon misera sur le dispositif

58. C11A, Vol. 123, f. 260, 1716, avril, 28.

59. C11A, Vol. 123, f. 264, 1716, avril, 28.

60. C11A, Vol. 123, f. 268, 1716, avril, 28.

61. Un prix trop bas des pelleteries fait que les Britanniques obtiennent la faveur des Amérindiens. Dans cette « délibération » - comme ailleurs dans la correspondance - on présente souvent les Amérindiens comme des traitants et consommateurs avisés, toujours à la recherche du meilleur prix. ; C11A, Vol. 123, f. 269-270, 1716, avril, 28.

62. C11A, Vol. 123, f. 261, 1716, avril, 28.

63. C11A, Vol. 123, f. 259v, 1716, avril, 28.

64. Bégon estime qu'on pourra aussi réinvestir les revenus du droit du quart pour les besoins de la colonie « soit pour les fortifications et autres dépenses à faire ... soit pour éteindre plus promptement la monnaie de cartes ». ; C11A, Vol. 36, f. 14, 1716, octobre, 14.

à mettre en place pour surveiller le commerce⁶⁵, et les incitatifs aux marchands canadiens en vue d'accroître les exportations⁶⁶. L'avantage de cette nouvelle régie pour les marchands métropolitains : pas de frais d'embarquement, pas d'avaries de pelleteries trop longtemps en route, diminution des risques de perte en mer ; bref, une réduction générale des risques inhérents à ce commerce.

Usant d'un langage ampoulé, le Conseil de la Marine souligne que Vaudreuil et Bégon devront désormais s'attacher à « *faciliter la remise des castors dans les magasins du Roy, pour ne point degoûter les habitants de les y porter* ». ⁶⁷ En effet, le besoin d'échapper au droit du quart est longtemps demeuré un prétexte chez les marchands canadiens pour aller vendre des pelleteries à Albany. Dans la foulée de la crise économique du début du siècle, ce droit avait été suspendu pour une période indéfinie⁶⁸ ; il finira par être réuni au bail de la Compagnie d'Occident, en 1718⁶⁹. Son retour sous la plume d'un fervent défenseur de la liberté du commerce a de quoi étonner, puisqu'il donne des armes à ses opposants, pour qui ce droit

65. L'intendant offre les propositions suivantes : ponction jadis effectuée dans les bureaux de la ferme ou de la compagnie, le quart du roi sera désormais seulement payé dans les magasins de Québec ; hormis le quart, les marchands seront libres de disposer du castor à l'intérieur de la colonie ; cet arrangement sera une plus douce imposition pour les colons, selon Bégon. ; C11A, Vol. 36, f. 8v-9, 1716, octobre, 14. L'intendant propose ensuite une série de mesures de traçabilité, qui permettront de faire un suivi efficace des transactions certifiées précédant l'exportation ; C11A, Vol. 36, f. 10-12, 1716, octobre, 14. L'article sur les droits d'entrée sera de surcroît modifié, car le droit du quart envisage l'élimination des frais de régie. Les compagnies ont traditionnellement été exemptées des droits d'entrée, affirme Bégon ; C11A, Vol. 36, f. 13, 1716, octobre, 14.

66. L'intendant estime que le marchandage en colonie rendra les habitants plus aptes à se soumettre au droit du quart : « *Au regard du castor qui revient au roi par le quart, nous croyons qu'il seroit plus avantageux aux négocians de la colonie qu'il soit vendu icy au plus offrant et dernier encherissement que si le Roy ne le faisoit passer en France en nature parce que ces effets leur serviroit pour faire des remises en France.* » ; C11A, Vol. 36, f. 13v, 1716, octobre, 14.

67. C11A, Vol. 37, f. 417, 1717.

68. Dechêne : « L'impôt de 25% a disparu dans la crise. » ; *Habitants et marchands...* Paris, Plon, 1972, p. 146. ; Miquelon : le droit du quart suspendu par décret le 18 avril, 1702. Avant son départ du Canada, Beauharnois avait reçu les instructions de rechercher les formes d'imposition qui pourraient combler la perte de revenus afin d'abolir cette taxe de manière définitive. « But no other taxes were levied in its place. Although the quart was never revived, in 1706 the Minister still refused its outright abolition. » P. 63 ; Le bail d'Aubert, Nérêt et Gayot est fixé entre 1705 (date rétroactive) et 1717. Les rentes domaniales et droits d'exportation sur les peaux d'original et de castor (l'ancien quart) furent « retournées à Bailly », et éventuellement réunies au Domaine d'Occident, en 1718. ; Miquelon, *New France*, p. 63, 65.

69. Dans l'article 8 de l'arrêt du Conseil d'État du 11 juillet, 1718, le roi remet à la Compagnie son droit du quart, et exempte la Compagnie des autres droits d'entrée et de sortie des pelleteries au Canada et dans le royaume ; le « passage des castors » du les vaisseaux du roi lui sont accordés gratuitement. ; « *Article VIII : Pour mettre en estat ladite Compagnie d'Occident de payer lesdits Castors aux prix cy-devant reglez, Sa Majesté fait remise & don [sic] à ladite Compagnie pendant les vingt-cinq années de son Privilege du droit du quart desdits Castors à Elle appartenant à cause de son Domaine en Canada ; Et Exempte ladite Compagnie de tous autres droits sur lesdits Castors, tant a Elle appartenant qu'à ses Fermiers & à ses Villes, mis & à mettre tant dans ledit Pays de Canada que dans son Royaume ; Deffendant Sa Majesté à tous ses Fermiers & autres d'exiger aucuns Droits pour les Castors appartenans à ladite Compagnie, Sa Majesté a accordé aussi le passage de tous les Castors gratis sur les Vaisseaux qu'Elle enverra année par année, Et pendant le temps du Privilege de ladite Compagnie en Canada, après cependant le chargement des Effets de Sa Majesté dans lesdits Vaisseaux, pour lesquels Castors ladite Compagnie ne payera aucun fret à Sa Majesté qui luy en fait don & remise.* » ; BNF, F-21236 (3), f. 3, 1718, juillet, 11.

demeure un incitatif au commerce étranger dans un système de libre exportation. Évidemment, Bégon doit conjuguer ses opinions personnelles avec les ordres qu'il reçoit. Il nous semble que ses recommandations sur les modalités d'application du quart aient été émises pour donner une impression de pragmatisme, plutôt que par conviction. Puisqu'il s'est fait promoteur du commerce libre, Bégon doit prendre les devants sur les « nouvelles occasions de fraude » avant qu'elles ne se manifestent, en anticipation au quart. Le retour de cette imposition mobilise en effet l'attention des administrateurs sur une potentielle « reprise » de la fraude⁷⁰...

D'une certaine manière, on peut dire que le débat sur le commerce libre accompagne une certaine prise de conscience, en ce qui concerne le dialogue transatlantique portant sur le commerce colonial. La question de la régie du commerce s'est transformée en examen des causes du commerce étranger. Cette décision du Conseil est remarquable en ce qu'elle s'attarde, point par point, sur les causes économiques de la contrebande Montréal-Albany. La simple juxtaposition des arguments et contre-arguments dans le format d'une délibération ministérielle permet de tracer les contours de cette problématique, pour en dégager les causes. Le grand absent de ce compte rendu - et c'est là sa nouveauté : la « faute morale » du coureur de bois ou du marchand colonial qui s'est laissé séduire par les profits faciles de la contrebande. Ainsi, le débat sur le commerce libre a donné lieu à une analyse des facteurs systémiques de la contrebande, même si chacun propose des solutions parfois diamétralement opposées les unes aux autres !

70. Ce qui ne peut manquer de plaire aux directeurs de la Compagnie des Indes.

3.1.3. Le retour de la Compagnie

Si le Conseil de la Marine fut initialement favorable à des mesures de libéralisation du commerce, il tranchera rapidement à la faveur d'un nouveau monopole de la Compagnie de la Louisiane, et de la Compagnie d'Occident. C'est John Law qui est dès lors survenu, avec les clés du nouveau système qui selon ses dires allait sauver la France et ses colonies du naufrage financier. Les aventures coloniales françaises allaient donc s'organiser pour un temps sous la tutelle du gigantesque *holding* de Law, jusqu'à ce que la bulle du Mississippi et de la Banque Royale éclate et que crise et restructuration s'ensuivent. La régence s'accroche aux vieilles recettes pour soutenir le contre-choc de la spéculation, disloquant non seulement les finances du royaume, mais tout le système commercial français, métropolitain et outre-mer⁷¹.

Ainsi, si Bégon peut se réjouir de voir une (timide) mise en place de ses propositions en 1716, le bref épisode du commerce libre de 1720 ne reprend aucune des recommandations de l'intendant sur la gestion du commerce des pelleteries, notamment la libéralisation de l'affermage et des congés, les mesures de traçabilité pour le commerce en voie d'exportation et les rapports bilatéraux entre marchands coloniaux et métropolitains.

Cela est en parti dû à l'aire très restreinte dans laquelle le commerce libéré pouvait se librement conduire, tel qu'il fut défini par l'arrêt du Conseil d'État du 16 mai, 1720⁷². En novembre de la même année, forts de leur droit d'assemblée acquis en 1717⁷³, les marchands canadiens firent part au Conseil de la Marine de leurs « représentations » sur cette nouvelle

71. Miquelon, *New France*, p. 77-82.

72. Un arrêt du Conseil d'État de 1720, ordonne que le monopole d'importation du castor de la Compagnie des Indes soit converti en droits de douane sur le castor entrant en France, payables à la compagnie, et que l'exportation du castor ailleurs en Europe soit interdit. En principe, le commerce des pelleteries devenait libre. Mais les tarifs douaniers ne permettaient pas aux Canadiens de vendre leurs marchandises de traite à bon prix, et les marchands rochelais se trouvaient entièrement soumis au système de prix du marché parisien. ; Miquelon, *New France*, p. 81.

73. C11G Vol. 8, f. 128rv, 1717, mai, 11. Voir aussi : Dave Roy, *Les syndics*, p. 30-38.

liberté bien contraignante⁷⁴. En guise de menace à peine voilée, on évoque le commerce Montréal-Albany comme mesure de représailles à des politiques « mal réglées pour le pays »⁷⁵. Réponse du Conseil d'État : un nouvel arrêt publié en mai 1721 viendra rétablir le monopole d'exportation du castor de la Compagnie des Indes⁷⁶. Scandalisés par cette décision unilatérale, un regroupement de marchands de Québec⁷⁷ signera une pétition contre l'arrêt du 30 mai 1721 qui avait aboli le commerce libre et rétabli l'exclusif du castor au profit de la Compagnie. Pour l'occasion, on ressortira tout l'arsenal de moyens de persuasion déjà développé par Bégon, pour chercher à faire voir un peu plus de lumière au Conseil. De prime abord, le commerce « rendu libre » permettrait aux marchands d'offrir le meilleur prix possible, et d'obtenir des paiements plus prompts ; il offre aussi plusieurs avantages pour les alliés autochtones⁷⁸, ce qui prévient leur « attachement » aux Britanniques, source potentielle de déstabilisation. Les politiques de prix des Compagnies au contraire - aussi « avisées » soient-elles - ne profitent qu'aux Britanniques :

*« Les anglois ne demandent rien de mieux que le succez de cette Compagnie parce qu'elle met la Colonie hors d'estat de balancer avec eux le prix des castors ; et autres pelleteries qui est l'unique attrait du sauvage. Si les anglois par la facilité du meilleur marché attirent chez eux le sauvage, il ne faut plus compter sur son alliance et encore moins sur son castor, il est a qui plus luy donne. Perdre l'alliance du sauvage, c'est s'attirer des guerres si funestes a la colonie les années passées, et qui renversent entierement le commerce du pays. »*⁷⁹

74. 1720, novembre, 06 : « Lettre de Vaudreuil et Bégon au Conseil de Marine concernant l'arrêt qui "a rendu libre le commerce du castor". Accusé de réception d'une lettre avec l'arrêt du Conseil d'État qui rend le commerce du castor libre. Envoient un mémoire sur les représentations faites au gouverneur et l'intendant par les marchands canadiens « sur les droits qui sont réglés sur le castor gras et sec et sur la deffense d'en faire sortir du Royaume, avec nos avis » ; C11A, Vol. 42, f. 123-124, 1720, novembre, 06.

75. « 1720, novembre, 06 : Lettre de Vaudreuil et Bégon au Conseil de Marine ; mesures prises pour empêcher la fraude et le commerce étranger » ; C11A, Vol. 42, f.107-110v, 1720, novembre, 06.

76. Une seule concession faite aux marchands : une légère augmentation du prix d'achat du castor gras et sec au bureau de la Compagnie à Québec. ; Miquelon, *New France*, p. 81.

77. « Signé La Gorgendière, Grandmesnil, Greysac, J. Liqurt, Perthuis, Descamp, Barolet, Bazil, Foucault, Gaillard fils, Courval, Perthuis fils, Normandin, Fornel, Haimard, Gosselin, Porlier, Riverin, Crespin, J. Texandier et Pierre Veyssière. » ; C11A, Vol. 44, f. 198-199v, 1721.

78. C11A, Vol. 44, f. 198v, 1721.

79. C11A, Vol. 44, f. 198v-199, 1721.

À l'instar de Bégon, les marchands énuméreront par la suite les nombreux avantages du commerce libre pour la couronne : ce commerce n'occasionnera aucun frais de régie ; le produit net du castor permettra de faire venir plus de marchandises de France ; il permettra aussi un meilleur approvisionnement de fournitures de traite chez les Amérindiens, ce qui fera accroître le volume de fourrures dans la traite⁸⁰. En enlevant tout motif d'aller commercer à l'étranger, le commerce libre permettrait d'envisager, en bout de ligne, toute une cascade d'effets positifs pour la colonie et le royaume :

« Si la colonie estoit en estat d'empescher le commerce des sauvages avec les anglois tous les castors ou la majeure partie passeroit en france, les etrangers seroient obligez par la cessation de ce commerce detournez d'avoir recours aux envoys que la colonie fait en france, et a ses manufactures, au lieu que la france se trouve souvent dans l'obligation d'avoir recours aux leurs, ce qui ne peut estre qu'au detriment du commerce du royaume. »⁸¹

En résumé, le commerce libre crée un « cercle vertueux », bénéfique autant pour les commerçants, les Amérindiens la colonie et le royaume. Le prétexte d'échapper au droit du quart n'a plus lieu d'être, il n'y a que le commerce libre qui puisse adéquatement prévenir le fléau du commerce étranger.

Les marchands désormais organisés en assemblée ont trouvé leur voix. Mais l'étonnante identité de leur argumentaire avec celui de Bégon quelques années plus tôt en dit long sur la stratégie discursive de notre intendant dans ce débat. Nous estimons que l'intendant aura pris soin d'aligner son discours sur celui des marchands afin d'approcher la controverse sous l'angle du plaidoyer fondé sur des revendications de ses justiciables, tout en évitant le piège de l'opinion personnelle. En somme, Bégon déploie l'art du conseil ministériel au service

80. C11A, Vol. 44, f. 199, 1721.

81. C11A, Vol. 44, f. 199, 1721.

d'une cause. Potentielle porte de sortie aussi, en cas de recherche de coupables si le commerce « libre » tournait à la catastrophe ? Toujours est-il que la lecture lucide de Bégon sur les rouages du commerce, acquis d'un long dialogue avec les marchands coloniaux, disparaîtra dans la trappe des archives coloniales - mêmes les comptes rendus sur les causes du commerce étranger des années 1740⁸² ne feront que timidement allusion aux arguments avancés lors du débat sur le commerce libre des années 1710.

En 1721, Bégon tentera une dernière fois de faire la promotion de la cause qui lui tient à cœur, un peu à l'insu du gouverneur. Ainsi, les sources témoignent des ultimes tractations de ce débat, avec une lettre de Vaudreuil au Conseil de Marine datée du 10 novembre, 1721⁸³. Dans cette missive, Vaudreuil confirme que le marchand Pierre Lestage et les marchands de Montréal ont soumis au gouverneur et à l'intendant, le 6 novembre précédent, une requête s'opposant à l'octroi du privilège à la Compagnie des Indes, et en faveur du rétablissement de la liberté du commerce. Vaudreuil note cependant quelques irrégularités dans la procédure, qui semblent pointer du doigt son homologue à l'intendance. Bégon aurait, en effet, rédigé une lettre jointe au nom de Vaudreuil signalant leur « accord avec les marchands », déjà signée conjointement. Vaudreuil, surpris par cette manœuvre, refusa de contresigner la lettre⁸⁴ ; il demeure, pour sa part, résolument en faveur du rétablissement des privilèges d'une Compagnie « *pourvu que les lettres de change soient tirez pour le castor gras a trois mois de vüe et pour le sec a six mois de vüe* »⁸⁵.

82. Voir, par exemple : C11A, Vol. 76, f. 318r-334v, 1741. ; C11A, Vol. 122, f. 177-182, 1744. ; C11A, Vol. 93, f. 10r-12v, 1749.

83. C11A Vol. 44, fol. 175-177v, 1721, novembre, 10.

84. De plus, la Requête de Lestage manquerait plusieurs signatures chez les marchands montréalais. Et encore : un des signataires de la Requête de Lestage est un forain qui est sur le point de revenir en France. Ouvert à toutes propositions, Vaudreuil aurait encouragé les marchands de Québec de faire des représentations au ministre ; ceux-ci ont livré une Requête en bonne et due forme, à la veille du départ du vaisseau du roi, dans laquelle ils s'accordent pour demander la liberté du commerce. Parmi les signatures, hélas, se trouvent celles de trois forains, tous frais arrivés en colonie, « qui servent à grossir leur nombre ». ; C11A Vol. 44, fol. 176v-177v, 1721, novembre, 10.

85. C11A Vol. 44, fol. 176, 1721, novembre, 10.

Loin de mettre fin au règne des compagnies, le débat sur le commerce libre semble plutôt avoir fini en queue de poisson. La Compagnie des Indes assurera dorénavant le commerce d'exportation des pelleteries sans interruptions jusqu'à la chute de la Nouvelle France⁸⁶. Entre temps, le droit du quart sera supprimé. Avec sa disparition, les partisans du commerce libre se trouvent avec un argument en moins, puisque le droit de quart tenait une place importante dans leur palmarès des facteurs incitatifs de la contrebande. Et comme le souligne Louise Dechêne, privé de son droit de sortie sur le castor, l'État aura moins intérêt à combattre la fraude, sauf pour prêter main-forte de manière ponctuelle à la Compagnie des Indes⁸⁷. Du point de vue des marchands, la suppression de ce droit aura-t-il changé la donne ? La « réplique » que donnèrent les Montréalais au retour de la Compagnie semble certes avoir alarmé le successeur de Bégon, Claude-Thomas Dupuy.

3.2. Hannibal Ante Portas !⁸⁸ L'intendant Dupuy sonne l'alerte contre les empiètements des Britanniques, et la corruption des Canadiens

La brève intendance de Claude-Thomas Dupuy ne permet guère de suivre l'évolution de son discours, forgé par une longue carrière dans l'administration judiciaire métropolitaine. Grâce à ses contacts dans le Conseil d'État, Dupuy obtint le poste d'intendant dans un moment d'urgence, suite aux décès en mer de deux successeurs de Bégon. D'une certaine manière, on

86. Wien, « Selling Beaver Skins », p. 298.

87. Dechêne : « Ainsi, le commerce illicite avec les colonies anglaises, qui demeure assez important, n'affecte pas les recettes que l'État tire de ce commerce. Seule la Compagnie des Indes est perdante. L'administration lui prête son concours occasionnellement pour enrayer la contrebande, mais il faudrait davantage que quelques perquisitions et procès pour contrecarrer l'intérêt des marchands. N'est-ce pas en grande partie dans ce but que la compagnie développe, à partir des 1730 environ un commerce d'importation de marchandises de traite, concurrençant à la fois les magasins anglais et les importateurs canado-rechelois. À la fin du régime, il nous semble qu'elle assume la majeure partie de ces importations. Qui sait ce qu'il en aurait été de l'occupation française des territoires de l'Ouest sans cette initiative, l'expansion et le commerce étant intimement liés. » Dechêne, *Habitants et Marchands*, p. 146, n. 71.

88. C11A, Vol. 49, f. 279.

peut dire qu'il fut « parachuté » en colonie pour assurer la continuité de l'intendance ; son manque d'expérience dans l'administration de la Marine serait compensé, supposait-on, par une longue expérience de juriste acquise sur les bancs de la magistrature parisienne.

Mais une terrible controverse coupa court à une intendance qui s'annonçait bien au départ. En fin 1727, Dupuy provoqua une « crise de succession » chez l'archidiocèse de Québec au moment du décès de l'évêque de Saint-Vallier, dont il était l'exécuteur testamentaire⁸⁹. Abusant de ses prérogatives au Conseil Supérieur, Dupuy se transformera en adversaire acharné du chapitre de Québec qui réclamait son droit légitime de prendre en charge la succession. Un combat qui allait durer six mois opposerait l'intendant au chapitre, où les chanoines répondraient aux ordonnances intempestives et punitives de l'intendant à coup « d'interdits, de dépositions et de mandements »⁹⁰ - voire, de menaces d'excommunication⁹¹. Dans cette affaire, la science juridique dont Dupuy se réclamait, bien qu'elle s'appuyât sur des citations bibliques pour accorder la primauté de l'État sur l'Église⁹², allait se heurter à son ignorance du droit canonique⁹³. En divisant le clergé et la magistrature coloniale sur des positions inconciliables Dupuy avait, selon ses détracteurs, marché sur les brisées de l'institution ecclésiastique et déstabilisé l'appareil gouvernemental ; le gouverneur Beauharnois dut intervenir, de manière exceptionnelle et finalement sans succès, pour rétablir les règles de protocole au Conseil Supérieur⁹⁴. À la satisfaction du gouverneur, en juin 1728, Maurepas rappelait Dupuy en France pour cause d'inconduite, se montrant de surcroît fort courroucé par

89. Dubé, Jean-Claude, *Claude-Thomas Dupuy, intendant de la Nouvelle-France, 1678-1738*, Éditions Fides, Ottawa, 1969, p. 226-229.

90. Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 230.

91. Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 238. ; voir aussi, Coates, Colin, *Authority and Illegitimacy in New France: The Burial of Bishop Saint-Vallier and Madeleine de Vercheres vs. the Priest of Batiscan*, *Histoire sociale-Social History*, Vol. XXII, n° 43 (mai-Mai 1989): 65-90.

92. Dubé explore la piste du gallicanisme de Dupuy, en raison de son implication dans le milieu parlementaire parisien, teinté de jansénisme « politique » ; Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 19-20, 49, 246-250.

93. Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 245.

94. Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 239-240.

sa gestion hasardeuse des finances coloniales. Le déshonneur de sa démission forcée fut exacerbé par les saisies de ses biens par ses créanciers avant son départ pour la France⁹⁵.

Cette image d'un intendant déchu, « aveuglé par son orgueil » et imbu de ses privilèges dominera le legs de Claude-Thomas Dupuy ; tout chercheur voulant se pencher sur la brève contribution de cet intendant à l'administration de la Nouvelle France aura à composer avec sa réputation ternie. Pour notre part, la « problématique Dupuy » nous oblige à changer notre angle d'attaque : au lieu de suivre l'évolution du discours de l'intendant au fur et à mesure qu'il prend de l'expérience du pays, nous irons chercher chez Dupuy son point de vue d'homme venu d'ailleurs, qui jette un regard inédit sur la situation coloniale. D'une part, dans le moule des intendants qui regardaient de haut les habitants qui s'adonnaient à la course de bois au XVII^e siècle, le regard que Dupuy portera sur les colons sera empreint des préjugés de l'élite française à l'égard des Canadiens, préjugés qui ont fait couler beaucoup d'encre dans notre historiographie⁹⁶. D'autre part, Dupuy demeure un observateur perspicace de la scène coloniale sur bien des points. À titre de commissaire départi envoyé du roi à l'étranger, son statut d'« outsider » est amplifié du fait de ses antécédents dans la magistrature parisienne, en rupture avec la tradition des intendants formés dans l'administration portuaire du royaume⁹⁷. Étranger au monde familièrement étrange de la Nouvelle France, la perception d'être entouré d'ennemis - intérieurs et extérieurs, proches et distants - poussera Dupuy à développer un discours alarmiste sur la contrebande coloniale, fruit de ses préjugés élitaires et de ses efforts

95. Dubé, *Dupuy, intendant...*, p. 287-302.

96. Pour un compte-rendu critique de la mauvaise réputation du Canadien, voir : Dechêne, Louise, *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le régime français*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2008, p. 81-89. ; Havard, *Empire et métissages*, p. 398-400. ; Thomas Wien, « Quelle est la largeur de l'Atlantique? Le 'François Canadien' entre proximité et distance, 1660--1760 », dans Cécile Vidal, dir., *Français? La nation en débat entre colonie et métropole, XVI^e – XIX^e siècle*, Presses de l'ÉHESS, Paris, 2014, p. 55--64.

97. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 78-80.

de renseignement sur le terrain ; armé de sa « science juridique », il envisage même pouvoir mettre fin à cette pratique !

À cet égard, deux aspects de son discours ont retenu notre attention : sa vision plutôt caustique des mœurs coloniales, et son interprétation des contentieux territoriaux en Amérique septentrionale entre les puissances européennes. Deux registres du discours de Dupuy seront ainsi analysés, son discours moralisateur à l'égard des marchands et habitants de Montréal, et le discours du juriste chevronné à l'égard de ses adversaires anglais. Mon hypothèse : les énergies que déploie Dupuy à (vainement) combattre la contrebande peuvent s'expliquer en fonction de sa lecture de la menace géopolitique britannique exacerbée par la contrebande coloniale⁹⁸, et en raison de la stratégie discursive qu'il emploie auprès du ministre pour miner la crédibilité du gouverneur Beauharnois, avec qui il entre en conflit dès la seconde année de son intendance⁹⁹.

3.2.1. Beauharnois et Dupuy s'attaquent à la contrebande

Quelques mois après son arrivée, Dupuy signera une lettre conjointe avec Beauharnois dans laquelle les deux nouveaux dirigeants de la colonie proposent des mesures concrètes pour combattre la contrebande des castors¹⁰⁰. Beauharnois et Dupuy signalent d'entrée de jeu qu'ils ont pris connaissance des mesures préconisées par les directeurs de la Compagnie des Indes

98. Qui, selon lui, tournerait à l'avantage de la Nouvelle Angleterre.

99. Jean-Claude Dubé note que des tensions s'étaient déjà manifestées entre Beauharnois et Dupuy en automne 1726 ; à partir de 1727, une multiplication de conflits de préséance, des mésententes de principe et des guerres de commérages rendra chacun parfaitement détestable à l'autre ; les relations entre le gouverneur et l'intendant demeureront exécrables jusqu'à la « victoire » de Beauharnois en 1728 sur Dupuy. Dubé, *Dupuy intendant*, p. 260-274.

100. « Lettre de Beauharnois et Dupuy au ministre proposant divers moyens pour empêcher le commerce frauduleux du castor et l'introduction de marchandises étrangères dans la colonie » ; C11A, Vol. 48, f. 79-89v, 1726, octobre, 20.

pour enrayer la contrebande de fourrures en colonie¹⁰¹. Mais sont-elles appropriées, et efficaces ? En effet, comment viser les fraudeurs sans décourager le commerce légitime ?¹⁰² Par exemple, pour les auteurs de la lettre conjointe, la déclaration d'inventaire par les voyageurs dans les 48 heures de leur arrivée à Montréal demandée par la Compagnie serait une mesure impraticable¹⁰³. Beauharnois et Dupuy vont plutôt recommander deux types de mesures, plus efficaces selon eux, impliquant des lieux de transactions obligatoires et surveillés, au retour des pays de la traite¹⁰⁴. Bien sûr, il y a aussi les « alliés sauvages de Sa Majesté » à garder sous observation, et à induire en respect par des saisies ponctuelles, sous peine d'être « *privés de présents que le Roy leur fait* »¹⁰⁵. Il faudrait aussi exiger que les marchands apportent leurs pelleteries dans les bureaux de la Compagnie à Montréal ou à Québec, selon leur aire d'activité commerciale¹⁰⁶.

En bon mercantiliste, Dupuy remarque aussi qu'il faut s'attaquer aux incitatifs du commerce étranger, notamment à l'égard des marchandises de traite disponibles en Nouvelle Angleterre, qui ont « formé le goût » des autochtones :

« Si l'on vouloit joindre a cela d'autres observations sur les marchandises de la traite, il seroit necessaire non seulement de tenir la main a la deffense des marchandises etrangeres, mais il faudroit encore que la Compagnie des Indes prit un autre party que de faire venir elle meme des ecarlatines d'Angleterre en Canada, a quelque prix qu'elle les y vende ; la double introduction de cette

101. C11A, Vol. 48, f. 79r, 1726, octobre, 20.

102. « Rien n'est plus vray, Monseigneur, que ce que vous nous faites l'honneur de nous marquer que dans ce commerce comme dans tout autre il est necessaire de n'en pas gesner la liberte, en prenant toutes les mesures convenables pour en empescher la fraude et un principe sur lequel il faut tabler icy, c'est que le commerce du castor est permis dans l'interieur de la colonie ; on peut se le vendre et troquer de l'un a l'autre pour d'autres marchandises, cela tient lieu, pour ainsy dire, d'argent dans le Canada, c'est du moins un effet commercable dont le dernier porteur reçoit le prix lorsqu'il le porte au bureau de la Compagnie ou s'en fait la reunion dans la même main. Il suffit de veiller a ce que le castor n'echappe point a cette reunion et qu'il ne soit pas porté a l'etranger par le commerce illicite dans le Canada ou en france, par une autre voye que celle de l'amas qu'en fait la Compagnie des Indes qui assure le privilege de cette reunion ». ; C11A, Vol. 48, f. 79v-80r, 1726, octobre, 20.

103. C11A, Vol. 48, f. 80v, 1726, octobre, 20.

104. C11A, Vol. 48, f. 81v-82r, 1726, octobre, 20.

105. « De prendre garde que les sauvages Domiciliés et particulièrement ceux du Sault St. Louis, qui sont les commissionnaires des Cinq lois [sic - réf. Confédération iroquoise] et du françois, n'aportent a Montreal aucune marchandise etrangere, et qu'ils ne sortent de Montreal aucun castor ; leur faire entendre qu'ils s'exposeroient a estre piller et privés de présents que le Roy leur fait, jusqu'a ce qu'ils eussent déclaré les proprietaires des effets par eux transportés ». ; C11A, Vol. 48, f. 82v, 1726, octobre, 20.

106. C11A, Vol. 48, f. 83r-84v, 1726, octobre, 20.

marchandises etrangere dans le Canada ne fait qu'en assurer le goust et l'usage, et ôte tout moyen, quand même on les plomberoit, de connoistre celle qui se fait de la part des Anglois et celle qui se fait par les françois ; Elle est tout a fait contraire aux principes et aux maximes des colonies, qui est de ne consommer que les manufactures du païs dont elles sont, et il faut avoüer que le prix qui est payé aux Anglois de ces ecarlatines, soit de celles qu'on tire d'eux dans la colonie, soit de celles dont la Compagnie se fournit, et toujours par argent considerable, qui sera de france ou de la colonie, ce qui est égal. »¹⁰⁷

Avisé sur la préférence autochtone pour les écarlatines de manufacture britannique, Dupuy affirme qu'il serait envisageable de réformer le goût de ces partenaires de traite exigeants¹⁰⁸. Enfin, les politiques d'achat du castor de la Compagnie doivent aussi servir à fournir des liquidités aux voyageurs, sans quoi le castor leur servira pour les transactions ordinaires et illicites, et les disposera à frauder¹⁰⁹. Certaines mesures déjà entérinées *avant* l'arrivée des auteurs de cette lettre en colonie, ont déjà produit de bons fruits pour la Compagnie : Beauharnois et Dupuy appuient leur argumentaire avec un bilan des recettes pour 1726, pour clore leur présentation¹¹⁰.

Le discours plutôt modéré du Dupuy dans cette première intervention sur le commerce Montréal-Albany contraste avec celui que l'on pourra lire un an plus tard. D'une part, ce premier discours est marqué par la nouveauté de son intendance et du rapport de cotutelle fraîchement entamé avec Beauharnois, qui se traduit par un certain volontarisme. Mais dans ses recommandations, Dupuy sous-estime déjà les difficultés propres à la surveillance du commerce interlope. Et il est carrément naïf quand il s' imagine pouvoir réformer l'attitude des

107. C11A, Vol. 48, f. 85r, 1726, octobre, 20.

108. « Si cependant les sauvages etoient tellement attachés a ces sortes d'etoffes qu'ils ne voulussent plus s'en passer qui empeschera qu'on ne les imite [sic] en france; a quelque qualité de fin[ission] plus ou moins grande, dont les sauvages ne sont pas connoisseurs et a laquelle il ne seroit peut estre pas impossible de parvenir par la suite on nous en montré icy desd. echantillons d'une qualité assés conforme et les sauvages qui s'en servent sont partagés sur cela, les uns preferans nos couvertes en tout tems, les autres portant par preference nos couvertes dans les rigueurs de la saison ». ; C11A, Vol. 48, f. 85v, 1726, octobre, 20.

109. C11A, Vol. 48, f. 86r-87r, 1726, octobre, 20.

110. C11A, Vol. 48, f. 87v, 1726, octobre, 20.

Domiciliés, soit sur la question des écarlatines, soit dans l'idée de faire d'eux des dénonciateurs sous peine de suppression de présents. À lire cette lettre conjointe, Claude-Thomas Dupuy n'a pas encore été réellement confronté aux « mœurs coloniales » ...

3.2.2. Les « veües des anglois »

En 1727, le discours de Dupuy a changé. Le Dupuy collaborateur de 1726 s'est transformé en Dupuy lanceur d'alerte. Dans ses lettres au ministre, les menaces qui pèsent sur la sécurité de la colonie se sont précisées dans l'esprit de notre intendant. Elles sont de deux types : « l'ennemi extérieur », rôle occupé par les concurrents britanniques qui tiendraient la Nouvelle France en tenaille de par leurs positions en Nouvelle Angleterre, en Acadie et à partir de la baie d'Hudson ; ensuite, il y a « l'ennemi intérieur », ces Canadiens qui, de par leur activité intéressée « jouent le jeu » des Britanniques en favorisant les rapports franco-britanniques, et les avancées britanniques en Iroquoisie.

Les développements en Iroquoisie préoccupent grandement notre intendant. En 1724, les Iroquois ripostent aux empiètements initiés par le gouverneur Vaudreuil à Niagara en 1720¹¹¹ en accordant la permission aux Britanniques de fortifier leur petit poste de traite à l'embouchure de la rivière Oswego, sur la rive sud du lac Ontario¹¹². À partir de 1726, les Français et les Britanniques fortifieront ces deux positions. Le successeur de Vaudreuil,

111. L'ethnohistorien Daniel Richter décrit la manœuvre des Français : afin de stopper le commerce florissant entre le réseau de l'ouest et Albany et pour le reconquérir pour la colonie, Vaudreuil cherchera à établir une présence française permanente dans l'un ou l'autre des deux points stratégiques à sud du Lac Ontario: Irondequoit ou Niagara. Le traité d'Utrecht et une entente avec les Tsonnontouans lui interdisaient ce recours ; mais le droit de commercer entre Français et Iroquois énoncé dans le traité d'Utrecht suffira à conforter Vaudreuil dans son projet. Les Britanniques envisageaient de pareilles initiatives ; mais avant de pousser vers l'ouest et de constituer un nouveau pas du réseau à partir d'Albany, il fallait sévir contre le trafic en provenance de Montréal. L'arrivée du gouverneur Burnet et ses mesures pour interdire la contrebande permettra à Vaudreuil de prendre l'initiative ; son agent Joncaire réussit à tromper ses interlocuteurs Tsonnontouans en obtenant la permission de construction d'un groupuscule d'Iroquois hors-conseil. ; Richter, Daniel K., *The Ordeal of the Longhouse : The Peoples of the Iroquois League in the Era of European Colonization*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1992, p. 246-250.

112. Miquelon, *New France*, p 173.

Beauharnois, écrira au gouverneur Burnet de New York en 1727 pour protester contre le fort érigé à Oswego¹¹³ ; ce dernier défendra le droit de souveraineté britannique dans la région en vertu de l'article 15 du traité d'Utrecht (1713). Les relations entre Beauharnois et Dupuy s'étant déjà gâtées, l'intendant n'hésitera pas à s'immiscer dans la controverse en fournissant au ministre une interprétation originale¹¹⁴ de l'article 15 du traité afin de contrer les prétentions de Burnet, et pour écorcher Beauharnois au passage.

S'il trouve les empiètements français parfaitement justifiés¹¹⁵, Dupuy est toutefois inquiet de voir ce temps de paix servir de couverture pour des « basses manœuvres » de la part de l'ennemi traditionnel britannique. Mais Beauharnois est aussi désormais dans la mire de l'intendant ; au ministre, Dupuy se montre dès lors fort soucieux des intérêts stratégiques de la colonie, qui lui tiennent à cœur. À partir de 1727, Dupuy produira un discours qui n'aura cesse de mettre de l'avant ses qualités d'ardent défenseur des intérêts de la couronne en Amérique. La contrebande deviendra sur le coup sa bête noire.

Au regard de notre intendant, celle-ci semble s'être immiscée jusque dans les moindres pores de la vie coloniale. Elle représente aussi une opportunité de pointer du doigt le laxisme de son homologue, et des administrations précédentes. Dans la « guerre de réputation » dans

113. Miquelon, *New France*, p. 174.

114. « *Le droit et la propriété qu'à la France sur tout le Canada ne sont nullement mis en compromis par le traité d'Utrecht on n'y revoque point en doute que tout le Canada soit à la France. Il n'y est parlé de façon quelconque de limites à mettre ou à régler entre les deux puissances ; mais simplement d'un mélange entre nations sauvages répandues dans le Canada [dont] du voisinage des deux puissances les unes pouvoient d'attacher à la protection de la France les autres recherchent celle de l'Angleterre et d'autres se mettre sous la protection de l'un ou de l'autre. Sans que cette protection pour les personnes puisse attribuer aucun droit de propriété à l'Angleterre sur les terres et possessions des nations protégées, étant fort aisé de démontrer que les mots des soumis et de sujets insérés dans cet article [l'article 15] sont des expressions frivoles à l'égard de l'Angleterre et prises en vain par la règle que qui prouve trop ne prouve rien, les Anglois ne pouvant s'attribuer la qualité relative des sujets en la personne des sauvages n'ayant pas sur eux celle de souverains et de conquérans ; au lieu que le Roy de France a fait dans le Canada des conquêtes dont il pourroit se prévaloir sur les sauvages.* » ; C11A Vol. 49, f. 442r, 1727, novembre, 01.

115. En raison du droit de découverte français, et du « consentement autochtone » : « *Ainsy quand le gouverneur de la nouvelle Angleterre dit qu'il s'est plaint de la bâtisse de Niagara comme infraction au traité à quel titre a il pu porter ses [plaintes] si c'est pour luy la plainte est gratuite parce qu'il ne [...] rien sur ces terres, si c'est à titre de protection pour les Iroquois la plainte est superflue puisqu'ils y ont consenti et le consentement qu'il relève comme une marque que ces terres ne sont point à nous ne prouve rien premierement parce que ce n'est point avec les sauvages que nous sommes en discussion mais aussi parce que le consentement dont ont se fut tout bien passé si bon eut voulu puisqu'on avoit bâti à Niagara des 1687 ne porte point coup dans un pays de colonie et de nouvelle découverte ou l'on est comme[...] l'avons été de tout temps en partage de tout avec les naturels d'un consentement unanime qu'ils font aussi connoître puisqu'ils appellent le Roy leur père et les François Canadiens leurs frères.* » ; C11A Vol. 49, f. 442v, 1727, novembre, 01.

laquelle il s'est embarqué, Dupuy lance la première salve en soulignant un certain « manque de bougisme » à l'égard de la colonie, même en métropole :

« Quel regrets Monseigneur, de ne pouvoir profiter des dispositions ou vous étiez pour nous au premier avis que l'on vous donne du dessein annoncé par les anglois dans leur conseil et formé par eux de venir d'établir à Chouëguen [Oswego], vous ne [...] pas a nous promettre [un] fond pour nous y établir nous même. Vous envisagez ce lieu comme l'entrée de la colonie, comme la source de la fraude et du commerce illicite. Vous nous ordonnez même d'y travailler dans l'automne et de vous envoyer un état estimatif de la dépense. Ce poste est pris, et nous voilà réduits à la défensive de notre pays. »¹¹⁶

Alerté de la menace qui guette en Iroquoisie, Dupuy gardera un œil attentif sur les méthodes que les Britanniques emploient pour soudoyer les Iroquois : les cadeaux, et l'alcool. Et avec grand succès, paraît-il, car d'après Dupuy, c'est seulement « en dernier recours » que les Amérindiens vont marchander chez les Français :

« Les sauvages depuis bien longtemps ne trouvant à traiter de l'eau de vie avec les françois que par accident portent leur castor et ce qu'ils ont de plus belle pelleterie chez les anglois pour y traiter de l'eau de vie et ne nous apportent que le rebut pour avoir les marchandises dont ils ne peuvent se fournir chez l'anglois et encore n'est ce que quand ils en ont besoin bien pressant. A quoy il faut ajouter que nos marchandises en general leur étant traités plus cher que celles des anglois cela ne nous les attire point et que pour les ravir nous sommes obligés de leur lâcher nos marchandises a perte. »¹¹⁷

En bout de ligne, les Britanniques ne cherchent autre chose que de délier l'alliance franco-autochtone. La guerre n'étant pas officiellement déclarée, Dupuy affirme qu'il faut riposter sur le terrain économique¹¹⁸.

116. C11A Vol. 49, f. 310v-311r, 1727, octobre, 20.

117. C11A, Vol 49, f. 269, 1727, octobre, 20.

118. « Si cela continue de cette sorte comme on leur va debiter de l'eau de vie et que pour se les attirer davantage on s'est conformé pour le tarif au prix des anglois de la reduction duquel nous nous dedommagerons par une meilleure qualité et une plus grande quantité de pelleterie que par le profit qu'on fera sur l'eau de vie sur la poudre et sur le pain sont toutes marchandises que les sauvages ne trouveront jamais si bonnes chez l'anglois que parmy nous, on peut esperer de parvenir a tirer quelque profit de ces traites ou du moins n'y rien perdre. » ; C11A, Vol 49, f. 270, 1727, octobre, 20.

Dupuy soupçonne que la « veüe des anglois » est fondée sur une stratégie de pénétration sournoise des acquis français en Amérique septentrionale. En 1727, l'intendant a visité les principales villes de la colonie laurentienne ; il est d'ores et déjà plus au fait de ce qui s'y trame. Au ministre, il sonne l'alerte sur une « forte présence » de ressortissants anglo-américains en colonie, notamment à Montréal¹¹⁹ :

*« Une consideration plus importante Monseigneur est celle du grand nombre d'anglois, ouvriers, marchands et autres qui se sont etablis a Montreal. Le nombre en est infini j'en avois pris la liste a Montreal que je ne puis retrouver pour vous l'envoyer. On ne peut assés vous parler des veües que les anglois ont sur cette ville. Un ordre du Roy a toutes ces familles de descendre a Quebec et de s'y etablir feront du bien a la ville de Quebec et derangeroit leurs projets. »*¹²⁰

Dupuy souligne aussi un piège potentiel que les Britanniques chercheraient à tendre aux Français : la provocation des hostilités en pays indien. Les ambassades répétées de Burnet à Albany ont, en effet, fait sourciller notre intendant :

*« Il seroit à souhaiter que nous n'engagions icy aucune guerre pour le présent surtout contre les sauvages tels qu'ils fussent ; les anglois n'attendent et ne souhaitent que cette sortie de nôtre part pour nous broüiller avec les sauvages, du cœur desquels nous ne sommes nullement assurés pas même des Domiciliés et pensionnaires du Roy qui viennent de faire la paix avec les anglois dans les intérêts desquels ils sont absoluments et qu'ils serviront dans leurs veües. »*¹²¹

Sur cette question, on ne saurait tenir pour acquise la loyauté des alliés amérindiens, ni même ceux qui ont pris résidence dans une habitation satellite de la colonie laurentienne. À plusieurs reprises, Dupuy et Beauharnois disent avoir cherché à faire briser les liaisons que les

119. C11A, Vol. 49, f. 435-443v, 1727, novembre, 01.

120. C11A, Vol. 49, f. 441r, 1727, novembre, 01.

121. C11A, Vol. 49, f. 441rv, 1727, novembre, 01.

Domiciliés entretiennent avec les Anglo-Américains¹²². Mais à Montréal, le danger - et les tentations, surtout - guettent...

3.2.3. La corruption des Montréalais

Depuis sa première visite à Montréal en 1727¹²³, Dupuy a entamé des démarches pour se renseigner sur les rouages du commerce de contrebande dans la région de Montréal, et sur l'identité des principaux contrevenants. Mandaté à la poursuite des contrebandiers, le juge Pierre Raimbault, lieutenant-général de la juridiction de Montréal et son subdélégué montréalais, servira de relais local à l'intendant. Raimbault entretient aussi une liaison avec la veuve La Chauvignerie, Catherine Dagneau¹²⁴, qui sera à l'origine du journal incriminant portant sur la petite société de contrebandiers des alentours de Montréal¹²⁵ et qui devait servir de matière de preuves pour le procès Lydius. Sans savoir si cette initiative fut une commande de l'intendant, le journal de Dagneau était vraisemblablement destiné à Dupuy ; au terme de sa rédaction, c'est Hocquart qui héritera de ce dossier, Dupuy ayant déjà quitté le pays¹²⁶.

Sans avoir les résultats de cette enquête en main, Dupuy était certes alerté de l'ampleur du phénomène à Montréal, quitte à l'exagérer... Sur un ton désabusé, il annonce au ministre, à

122. « Il est plus à souhaiter que jamais que les chefs des Lacs des Deux Montagnes contiennent leur jeunesse et les empêche d'aller à Orange. La promesse qu'ils en ont faite dépendra peut être d'eux, mais nous mettront tout en œuvre de notre part pour rompre les liaisons de l'anglois avec les sauvages et pour attirer ces derniers tout à fait dans notre party. » ; C11A, Vol 49, f. 9, 1727, octobre, 20.

123. Jean-Claude Dubé : « L'intendant n'a passé que quelques jours en juillet 1727, pendant les deux ans qu'il a été au Canada. », Dubé, *Dupuy intendant*, p 164. n. 36.

124. Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 38-44.

125. Exceptant le réseau Trottier-Desauniers, dont elle faisait partie.

126. Pour Dhyana Robert, « la création de cette source semble découler du conflit entre le gouverneur Beauharnois et l'intendant Dupuy, ce dernier cherchant notamment à démontrer que le premier agit peu pour limiter la contrebande. [...] Dupuy va jusqu'à accuser Beauharnois de ne pas faire tout en son pouvoir dans le but d'empêcher la contrebande. En effet, l'intendant écrit à la Compagnie des Indes [...] précisant [...] qu'il n'y a personne, sauf Raimbault, qui tente d'atténuer les pratiques illicites. On voit donc comment la relation entre Raimbault et Dupuy s'inscrit dans le conflit qui oppose Dupuy et Beauharnois au sujet de la contrebande. Après un an de séjour commun dans la colonie, et des causes de conflits qui ne cessent de s'accumuler, les deux hommes en viennent même à se détester sincèrement. » ; Robert, *La contrebande à Montréal*, p. 42-44.

l'issue du procès du contrebandier Rhéaume en 1727, que Montréal serait l'épicentre de la fraude en colonie, et que tous et chacun ont une part dans cette activité, peu importe leur rang :

*« J'auray seulement l'honneur de vous dire en passant que tout Montréal est infesté de contrebande dans tous les ordres et les estats, en exceptant aucun. Il n'y aura que la résolution et la fermeté dont je me suis armé et que j'ay soutenu et que j'auray encore à soutenir contre tout le monde qui dérangera les mauvais projets que plus d'un intérêt favorise. »*¹²⁷

Sans hésiter, Dupuy associe cette « infestation » à l'enjeu sécuritaire. Montréal demeure pour l'essentiel « sans deffenses », à la fois du point de vue intérieur et extérieur. Les Montréalais eux-mêmes en sont les grands responsables, car « *[c]e sont les habitants de Montreal qui par leur mauvais commerce ont attiré les Anglois a leur porte, ils ont usé sur cela en dernier lieu d'une feinte ardeur de les aller déplacer de Chouëguen* »¹²⁸.

Ainsi Dupuy dénonce-t-il le commerce illicite afin de persuader les autorités métropolitaines qu'elles exigent que les Montréalais défrayent les coûts de fortification de leur ville¹²⁹. C'est dans cette même optique que l'intendant associe l'état de la palissade montréalaise et les mœurs des citoyens : Montréal est une « ville ouverte », dont les palissades croulent sous la pourriture. Mais il y a aussi pourriture dans le cœur des hommes, notamment chez les contingents militaires diligentés à la surveillance :

« Cette ville est ouverte de toutes parts; [...] ce qu'il y avoit de pieux qui faisoit son enceinte sont absolument pourris et à demi renversés ; elle est ouverte à la fraude et à la contrebande [est] qu'elle ne sera pas fermée on n'avoit point le progrès du commerce étranger. On n'employe contre la fraude que des soldats de la garnison. Mais par qui fera t'on observer [leur] garde, quis custodiet ipsos custodes ? Elle [la garnison] est la première à favoriser la fraude et ne voulant

127. C11A Vol. 49, f. 308-310, 1727, octobre, 20.

128. C11A Vol. 49, f. 31v-32r, 1727, octobre, 20

129. Selon Dupuy, puisque les montréalais ont pris l'habitude d'attirer le commerce anglais dans l'orbite de la colonie française, « *ils ne doivent donc pas reculer a la depense des fortifications, si leur apprehension est sincere et si leurs interest mal entendus ne s'y trouvent pas contraires* ». ; C11A, Vol. 49, f. 31v-32r, 1727, octobre, 20.

*être commandés que par leurs officiers, il est peu de leurs commandans qui ne s'en mesle et qui n'ait encore l'assurance de demander des gratifications pour leur peine. »*¹³⁰

« Tout Montréal est infecté », puisque milice et officiers sont aussi habitués à la fraude que les habitants de la ville. Faute d'un fonds spécial pour rétablir les défenses de la colonie, une solution temporaire s'offre à l'esprit de notre intendant, « faire rouler chaque compagnie ». Ici encore, la métaphore de l'infection est au cœur du discours de Dupuy :

*« C'est pourquoy je vous prieray Monseigneur, de me donner vos ordres; concevant difficilement de ma part qu'un officier qui doit son service toute l'année demander des gratifications pour de prétendus soins qu'il ne prend pas et de l'occasion desquels il ne manque pas d'abuser. Tout Montréal est infecté, chacun y a ses magasins ; les environs le sont aussi ; tous les états en veulent avoir leur part, et l'on passe les marchandises jusque sous la robe [et la jaquette]. Si quelque chose à contribué à attiré l'anglois, c'est cette honteuse connivences des officiers qui en font l'objet de leur fortune. Un ordre pour faire rouler chaque compagnie et ne les laisser jamais long tems à Montréal déranger bien ces reües [rues - sic] des commerce et de fraude tant de la part du soldat que de l'officier, car en vérité ils méritent bien qu'en cela on les [confirment]. »*¹³¹

En pied de lettre, Dupuy assènera le lecteur de la gravité de la situation : « *Je me contente donc de mettre sous vos yeux les objets pressants de nos dépenses et de vous représenter que la colonie est à la veille de sa perte si nous ne sommes secourûs d'hommes et d'argent* »¹³².

Si Montréal est tout pourri, Dupuy est tout aussi préoccupé par la contrebande maritime qui sévit à Québec. De surcroît Dupuy n'accorde aucune confiance aux gardes de la

130. C11A, Vol. 49, f. 315rv, 1727, octobre, 20.

131. C11A, Vol. 49, f. 315v-316r, 1727, octobre, 20.

132. C11A, Vol. 49, f. 316, 1727, octobre, 20.

Compagnie des Indes attirés à la surveillance du commerce, si faciles à corrompre¹³³. En ce qui concerne le pays amérindien, Dupuy fournit une analyse du système d'affermage en pointant ses vulnérabilités. Il précise d'emblée qu'il est important de choisir des « *officiers sans famille pour ménager encore la dépense [...] et ôter les moyens d'y faire certaines affaires qui portent préjudice à la traite* »¹³⁴. Dupuy met ici le doigt sur un aspect incontournable du commerce illicite : les parentèles marchandes qui organisent et dirigent les réseaux de contrebande. La loyauté et l'indépendance du commandement des postes sont donc essentielles pour encadrer l'activité marchande dans ces lieux éloignés. En proie à cette corruption apparemment endémique, Dupuy plaide la difficulté de se renseigner adéquatement sur la dynamique sociale qu'il tente lui-même de cerner. Il ne peut s'appuyer dans de telles circonstances que sur ses hommes de confiance¹³⁵. Les marchands-équipiers semblent contrôler le système de permissions, du traiteur jusqu'au commandant. Dupuy suggère d'affermier tous les postes, et « d'envelopper » (regrouper) les congés afin qu'ils soient inclus dans les postes affermés. Cette astuce fiscale permettra de fortifier l'arrière-pays et de débloquer des fonds pour « les familles nécessiteuses et les dépenses du pays ». L'affermage des postes aux commandants permettra ainsi de lier le service du Roy au mobile d'enrichissement, dans la perspective d'un réinvestissement du pécule de la traite dans l'infrastructure coloniale des Pays d'en Haut¹³⁶.

133. « Si vous avez égard à ma demande d'une augmentation de maréchaussée n'y ayant que des gardes de la Compagnie des Indes qui sont gens qui se laissent gagner et se livrent à qui plus leur donne ; que la main-forte du côté des troupes est un remède pire que [...] tant par la connivence générale des officiers que tous la contrebande que parce qu'on s'est mis sur le [...] quand on demande main-forte d'en vouloir sçavoir [...] ce qui n'est point de règle et ne s'accorde pas avec le temps nécessaire aux expéditions de la justice ». ; C11A Vol. 49, f. 437rv, 1727, novembre, 01.

134. C11A Vol. 49, f. 437v, 1727, novembre, 01.

135. « Je ne puis, monseigneur, vous rendre aucun compte précis sur la manière dont les congés ont été distribués. Aucun n'est venu à ma connaissance et les moyens qu'on a trouvé pour éluder l'ordre du Roy qu'ils [...] visés de l'intendant a été comme vous le verrez, Monseigneur, dans des congés particuliers qu'on a donnés pour le Détroit, d'y mettre qu'ils servoient [...] de moy au cas que je fusse à Montréal, où l'on a monté dès le printemps et en un temps ou je ne pouvois pas quitter Québec, mais où j'ay toujours un subdélégué auquel on pouvoit s'adresser ». ; C11A Vol. 49, f. 438v, 1727, novembre, 01.

136. Il est cependant important d'en contrôler le prix, sans quoi la spéculation sur les congés encouragera le commerce de contrebande chez ceux les trouvant hors de prix. ; C11A Vol. 49, f. 439rv, 1727, novembre, 01.

Interprétées au premier degré, les prescriptions de Dupuy s'inscrivent dans une perspective d'autosuffisance coloniale. Dupuy se veut défenseur d'une colonie encore trop minorisée dans l'Empire mais qui lui serait indispensable. Sur ce tableau, l'adversaire britannique prend des avances dangereuses. Les commandants des postes doivent s'évertuer à regagner à la cause française les autochtones qui selon lui s'en sont détournés en fréquentant les Britanniques¹³⁷. Reprenant une formulation de Pontchartrain¹³⁸, Dupuy soulignera avec force l'enjeu vital que représente la colonie pour la métropole :

« Je puis donc dire que le tout convert en différentes fermes au profit du Roy luy seroit bien plus utile et rétablirait le pays ; en quoy je vous proteste, Monseigneur, qu'il n'entre aucun esprit critique de ma part, [daignez] le recevoir comme un devoir indispensable de vous exposer en toutes choses ce qui seroit le plus conforme aux intérêts du Roy et aux veüe que vous avez pour la conservation du Canada qui est d'une telle utilité au Roy que sans le Canada il n'y a plus de pêche, sans la pêche plus de matelots, sans les matelots plus de marine, sans la marine plus de commerce. »¹³⁹

Dans le ton et dans la forme, ce discours de la part d'un intendant dévoué semble épouser fidèlement les « veües de Sa Majesté » pour le Canada¹⁴⁰. Mais en début 1728 les

137. « C'est aussi, Monseigneur, ce qui fait que l'anglois a toujours icy son commerce avec le sauvage a notre d[os] parce que chacun d'entre eux étant maître de son commerce sans avoir de tels faux frais à payer et apres comptes pareilles sommes sur les profits est en état de donner aux sauvages les marchandises et a si bon compte qu'il lui plaît de lui en faire même quelque presens qui leur acquièrent le cœur des sauvages autant que nous [...tent] des façons contraires qui peu à peu les détachent de nous et les font passer à l'anglois. Mais les conserverons nous et les [me]nagerons nous [...] quand les commandans qu'on envoyoit gratuitement dans les postes qui sur le pied n'y portoient que le dessein d'y faire leur devoir d'y ménager l'humeur et l'esprit des [sauvages ils] partiront avec des permissions de traites bien résolus d'y profiter des occasions et de la ranger sur le poste de traite l'argent qu'on leur aura fait payer. Quel tels apporteront ils au service du Roy que[...] ne feront ils pas a les traites que vous avez remarqué, Monseigneur, s'affoiblir de jour en jour diminution qu[...] n'en que trop réelle sans y compter ce qu'il en coûte au [Roy] par les dépenses qui en emportent le bénéfice ». ; C11A Vol. 49, f. 439v-440r, 1727, novembre, 01.

138. 19 avril, 1714, Jérôme Phélypeaux, comte de Pontchartrain à Nicolas Desmarets, Contrôleur général des finances : « Je finirai cette lettre par une observation que je suis obligé de vous faire, qui est que la force des Anglais et des Hollandais, surtout celle des premiers, ne vient que des colonies qu'ils ont établies, que ce sont elles qui portent les richesses et l'abondance chez eux ; ils n'ont mis leurs colonies en cet état que par la quantité d'hommes et de familles qu'ils y ont envoyés et qu'ils envoient tous les jours. Ils n'ont établi la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle York, la Virginie et la Caroline que par la quantité immense de familles qu'ils y ont envoyées. Je suis persuadé qu'ils suivront la même maxime pour l'établissement de l'Acadie, qui leur est cédée par le traité de paix, et il me semble que nous ne pouvons mieux faire, pour fortifier et établir solidement nos colonies, que de les imiter. Il est à craindre que, si nous n'agissons de même, ces peuples ne nous chassent, à la première rupture, de toute l'Amérique septentrionale, dont la possession est absolument nécessaire au Royaume par rapport à la pêche de la morue ; c'est cette pêche qui forme et entretient les matelots, et qui est, pour ainsi dire, le premier mobile du commerce du Royaume. » ; citation lue dans Tellier, Luc-Normand, *L'émergence du Montréal dans le système urbain Nord-Américain : 1642-1776*, Les éditions du Septentrion, Québec (QC), 2017, p. 209.

139. C11A Vol. 49, f. 440v, 1727, novembre, 01.

140. Ou plutôt, lui insuffler une certaine sollicitude dans son Esprit.

opposants de Dupuy ont déjà gagné l'oreille du ministre à Versailles. Dubitatif sur la corruption des officiers, Maurepas demandera à Dupuy de lui fournir des preuves, tout en l'enjoignant de mieux tenir la colonie en discipline¹⁴¹. Beauharnois de son côté s'est plaint au ministre du rôle joué par Dupuy dans la corruption que notre intendant dénonce si haut et fort. Selon Beauharnois, la fraude à Montréal s'est même empirée depuis la nomination du subdélégué de Dupuy, Raimbault, au poste de lieutenant général au tribunal de Montréal :

*« Depuis le depart du vaisseau du Roi j'ai averti l'agent et le contrôleur de Messieurs de la Compagnie des Indes, qu'ils eussent a retablir toutes choses par rapport a la fraude des castors, comme elles estoient avant l'arrivée de M. Dupuy, qui sans examiner le party qu'il prenoit, osta au sieur Radisson Directeur de la Compagnie a Montreal, le soin d'y veiller pour le donner au sieur Raimbault lieutenant general, son subdélégué, et homme selon son cœur lequel depuis ce temps là a si fort negligé de rendre la justice a tout le monde que les plaintes ont esté generales »*¹⁴². À quoi Beauharnois rajoute, pour enfoncer le clou : *« Jamais le Canada n'a esté si mal en Chefs de Justice que dans les personnes de M. Dupuy, et des Sieurs André et Raimbault, d'ouïr n'en entendre que trop parler... »*¹⁴³

Que conclure à l'égard du discours de l'intendant sur la contrebande ? Dans sa lutte contre l'ennemi intérieur et extérieur, Claude-Thomas Dupuy ne se contentera pas de déclarer la guerre contre le commerce étranger en colonie. Il cherchera aussi à porter atteinte à la crédibilité de Beauharnois en 1727¹⁴⁴, dans la controverse qui l'opposa à son homologue de la Nouvelle York, le gouverneur Burnet, sur l'interprétation de l'article 15 du traité d'Utrecht. En faisant preuve d'un supplément d'autorité, Dupuy entend apporter une contribution originale au

141. « Si comme vous le soupçonnés les officiers de la garnison de Montreal pour en favoriser la fraude du commerce étranger, il faut que vous fassiez en sorte d'en avoir des preuves et de me les envoyer afin que sur le compte que j'en rendray à Sa Majesté Elle puisse en faire un exemple. À l'égard du grand commerce que vous me marquez qui se fait de marchandises étrangères à Montréal, si vous tenez sévèrement la main à l'exécution des dispositions des lettres patentes du mois d'octobre de l'année dernière j'espère que vous parviendrez à la détruire totalement, quelques exemples severs contiendront ceux qui pourroient avoir envie de continuer un pareil commerce. Je vous prie de n'avoir aucun égard ni complaisance pour personne sur cette fraude. » ; C11A Vol. 50, f. 509v-510r, 1728, mai, 24.

142. C11A Vol. 50, f. 199v, 1728, novembre, 08.

143. C11A Vol. 50, f. 200r, 1728, novembre, 08.

144. C11A Vol. 49, f. 442v-443r, 1727, novembre, 01.

contentieux autour duquel s'opposent Français et Britanniques en Iroquoisie¹⁴⁵. Toujours est-il qu'au moment où l'intendant brille en ses qualités de juriste, le sort est jeté quant à sa commission. En juin 1728, Dupuy juriste n'est plus Dupuy intendant. Sous ordre de Maurepas, il doit prendre le prochain navire du roi pour la France.

Il est frappant de constater que les stratégies discursives employées par Dupuy pour démontrer sa loyauté et ses qualités de serviteur au Secrétaire d'État de la Marine n'eurent peu d'incidence en finale, sur le jugement de son supérieur. Si Dupuy « brille » sur le plan individuel, il ne joue pas bien en équipe. Cette trop grande indépendance, masquée par un discours du service du roi bien rodé, surprendra et choquera ses supérieurs versaillais. C'est ce qui explique son rappel rapide. Dans ces contrées éloignées, il faut plutôt un homme qui connaît sa place dans la hiérarchie coloniale, et qui sait faire régner la concorde¹⁴⁶.

Qu'en est-il de la répression du « commerce étranger », dans la foulée de l'intendance de Dupuy ? Marc Guévin marque que Dupuy sera le plus zélé de tous les intendants à l'égard de la répression de la contrebande¹⁴⁷. Il cherchera à compléter l'enceinte autour de la ville de Montréal, vaine tentative de conjurer la corruption des mœurs une fois pour toutes. Hélas, même les soldats installés par la Compagnie des Indes à partir de 1727 s'adonneront aux transactions du commerce frauduleux, et ce, malgré la tentative de roulement des compagnies demandé par Dupuy.

Mais Dupuy ne sera pas épaulé par le gouverneur dans sa tâche, qui cherche avant tout à ménager les Domiciliés¹⁴⁸. Ce point est décisif, et le « manque de rigueur » de son

145. C11A Vol. 49, f. 442rv, 1727, novembre, 01.

146. Au rappel de Dupuy, l'accès à l'intendance de la Nouvelle France passera désormais par une période de prudence ; Hocquart et Bigot seront tous deux commissaires ordonnateurs avant de passer directement à l'intendance de la colonie.

147. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 83.

148. Guévin, *Le commerce Montréal-Albany*, p. 84

homologue à la barre de l'État colonial (ou son pragmatisme, c'est selon) « scandalisera » notre intendant. Le péril de la contrebande devient dès lors une arme discursive dans l'arsenal rhétorique de Dupuy. Certes l'intendant cherche à faire porter l'opprobre moral de la contrebande aux Montréalais pour que le fardeau des coûts de fortification leur revienne, sans que cela ne coûte à la couronne. Au-delà de Montréal, la contrebande est un facteur d'affaiblissement général de la colonie ; à cet égard, Dupuy se voit tel un lanceur d'alerte. Mais le doigt qui pointe la corruption des gardes dirige aussi le regard du ministre de la Marine vers le premier officier responsable de la colonie, le gouverneur. Pris isolément, ce discours aurait de quoi faire bouger le ministre, afin que celui-ci rappelle Beauharnois à l'ordre, voire à sa démission. Mais Dupuy était prolix dans ses dénonciations, et son inflexibilité de caractère et ses nombreux débordements d'autorité auront fait sonner l'alerte à Versailles.

Si la contrebande demeure un fait quotidien chez les Montréalais, cet aspect des « mœurs coloniales » est désormais mêlé à un discours d'autorité qui sème la discorde, et qui dérange. Dupuy voit-il de la contrebande partout, on jugera peut-être qu'il en fut aveuglé. Mais il y a plus : sans jamais l'énoncer, le discours de Dupuy souligne implicitement que le *statu quo* des « ménagements » des Domiciliés obtient systématiquement gain de cause sur la répression de la contrebande, dans la balance des intérêts de la couronne. En ce qui concerne les marchands canadiens, cela ressemble plutôt à un rendez-vous manqué : Dupuy ne semble pas avoir cherché à comprendre ce qui les incitait au « commerce étranger » ; il les rend même en partie responsables du commerce du fort Oswego, une avancée britannique « indéniable » dans la région qu'il assimile à une entreprise de marchands anglo-américains *et* canadiens¹⁴⁹.

149. Dupuy ironise que l'œuvre de destruction du nouveau poste à Oswego est désormais entre les mains des marchands ; ceux-ci n'ont qu'à s'abstenir du commerce de contrebande s'ils désirent « faire tomber » la « maison » de Chouaguen. « *A present qu'elle est faite si l'on s'attache à detruire la fraude et le commerce des marchandises defendües en Colonie on detruiera le poste et l'on fera tomber cette maison qui est plustot une affaire de marchands qu'une entreprise de puissance* » ; C11A, Vol. 49, f. 441v, 1727, novembre, 01.

Le problème moral du Canadien permettra ainsi à Dupuy de se conforter dans son rapport élitiste avec ses justiciables, à titre de juge, serviteur exemplaire de Sa Majesté, qui voit de haut ce que les sujets du roi qui, plongés dans leurs basses occupations, ne peuvent concevoir.

Après Utrecht, la politique coloniale n'aura cessé d'être le produit de la conjoncture ; chacun le savait, mais peut-être fallait-il se garder de l'énoncer ouvertement. La retenue n'étant pas le point fort de notre intendant, Dupuy avait écrit aux directeurs de la Compagnie des Indes en mai, 1728 :

*« Venez à notre secours si vous voulez vous mêmes sauver vos affaires. La contrebande est ici au-delà de l'expression et nonobstant mes mesures prises dès Paris et celles prises et continuées ici de ma part qui vous ont procuré les deux premières années deux fortes recettes qui ne peuvent que vous être avantageuses puisqu'à mesure que vous recevrez plus de castor en vos mains il en ira moins à l'Anglois [...] je n'espère pas que l'année prochaine vous fassiez fortune. »*¹⁵⁰

Dupuy est le seul des intendants à l'étude à se jeter ainsi dans les bras de la Compagnie des Indes, indice en creux du soutien tacite que Bégon et (comme nous le verrons incessamment) Hocquart accordent aux marchands montréalais...

3.3. Hocquart et la Compagnie des Indes

Pourtant, reprenant le flambeau échappé par Dupuy en 1728, Hocquart « faisant office d'intendant » propose d'emblée d'offrir à la Compagnie le meilleur de lui-même. Aux directeurs, il déclare solennellement :

« Je veillerai avec la dernière exactitude à ce que les marchands et autres particuliers de cette colonie ne fassent aucun commerce directement ou indirectement avec les anglois et feray punir à toutes rigueurs les contrevenants »

150. AC, E, Vol., f. 55. ; cité dans Dubé, *Dupuy intendant*, p. 168.

*sans distinction pour personne. S'il y a eu quelque tolerance par le passé au sujet de quelques anglois qui sont venus a Montreal sous pretexte de faire payer de leurs dettes ou même de venir pour apprendre la Langue je n'auray aucune complaisance pour eux. M. le Marquis de Beauharnois est dans les mêmes dispositions, nous sçavons l'un et l'autre que ces voyages ne se font que pour entretenir un commerce frauduleux que nous empêcherons sans aucun ménagement »*¹⁵¹.

Nouvellement arrivé en colonie, Hocquart ne voit pas les marchands canadiens d'un bon œil. Pour les désenvouter de l'« intérêt particulier », il faudra les obliger de porter leurs pelleteries dans les bureaux de la Compagnie car ils « [...] ne demanderoient pas mieux que d'avoir ce pretexte pour porter à l'étranger non seulement ceux de rebuts mais même le castor de la meilleure qualité [...] la stabilité dans la manière de recevoir le castor et des paiements reguliers est un des plus surs moyens de soutenir ce commerce »¹⁵². Hocquart indique aussi aux directeurs que ce sont les *habitants* qui sont à l'origine de l'argument de « l'avantage comparatif des Britanniques », notamment sur la qualité des écarlatines anglaises et leur meilleur prix des pelleteries¹⁵³.

Lorsqu'il pointe du doigt les marchands ou habitants, Hocquart se donne-t-il une marge de manœuvre pour son discours à venir ? À partir de 1731, la question des incitatifs au commerce étranger reviendra systématiquement dans la correspondance qu'il entretient avec le Secrétaire d'État à la Marine et les directeurs de la Compagnie. Le 12 octobre, 1731, on lit pour la première fois un thème qui deviendra familier sous sa plume :

« Les Srs De Beauharnois et Hocquart ne se sont point relâchez sur l'attention qui leur est recommandée d'empescher le commerce étranger. Ce commerce a icy tant d'appas par les profits qu'on y fait qu'il est tres difficile de l'empescher absolument. Nous ne recommandons rien tant aux personnes qui sont

151. C11A 51/fol.293-294v, 1729, octobre, 25.

152. C11A Vol. 51, f. 348-349, 1729, octobre.

153. C11A Vol. 51, f. 350, 1729, octobre.

sous nos ordres que de donner tous leurs soins à le détruire. Nous avons précédemment représenté que si la Compagnie des Indes réduisoit le prix de ses écarlatines [...], nous ne doutions point que cette diminution n'empesche les sauvages d'en aller chercher aux anglois, et les françois de se servir des sauvages pour faire ce commerce illicite. La Compagnie des Indes a répondu qu'elle ne pouvoit donner ses écarlatines a plus bas prix [...]. Nous croyons cependant avec tous ceux qui connoissent le commerce de la colonie que si elle vouloit les réduire, elle se trouveroit amplement dédommée par une bien plus grande recette de castor. »¹⁵⁴

La commission d'intendance que reçoit Hocquart en 1731 va-t-elle lui permettre de parler plus franchement ? Hocquart *intendant* écrira dorénavant aux directeurs pour leur fournir des « recommandations ». Il faut, par exemple, ne pas se perdre dans les gradations de castor et n'accepter que le castor gras et sec, tout en observant des saisons pour les « récoltes ». Hocquart déclare aussi, à maintes reprises, qu'on ne saurait empêcher le commerce étranger dans l'absolu. En cela, il est impératif que la Compagnie révise sa politique des prix des castors et des écarlatines ; une baisse de prix serait bien sûr compensée par un nouvel afflux de pelleteries :

« Vous estes instruits, Msrs, que ce païs cy est ouvert de tous les costés et des difficultés presque insurmontables qu'il y a d'empêcher absolument le commerce etranger ou nos françois trouvent tant d'appas par le profit qu'ils y font, je ne peux m'empêcher de vous représenter que si vous pouviés sans perte donner vos ecarlatines a plus bas prix que cette diminution ne vous procurast une plus abondante recette de castor qui vous dedommageroit amplement de la perte. »¹⁵⁵

Hocquart s'est-il rallié au point de vue des marchands¹⁵⁶ sur la Compagnie ?

L'expérience du procès Lydius peut peut-être expliquer l'attitude « réaliste » que notre

154. C11A, Vol. 54, f. 143-144, 1731, octobre, 12.

155. C11A Vol. 55, f. 302, 1731, octobre, 23.

156. Donald Horton : « D'abord sévère pour les marchands canadiens, Hocquart se fit leur avocat par la suite. Il demeurait convaincu que la couronne devrait intervenir pour protéger leurs intérêts et pour les aider à acquérir une plus large tranche du commerce canadien, même si cela impliquait quelque immixtion dans le commerce des marchands français. Si les Canadiens devaient un jour développer une économie autre que celle des fourrures – et Hocquart affirma plus d'une fois qu'ils étaient plus propres à cette tâche que les marchands français aux

intendant développe assez rapidement. Au début de cette affaire, en 1729, Hocquart s'était porté à la défense du prévenu¹⁵⁷. L'intendant avait recommandé au ministre qu'on suspende la règle pour Lydius, dont l'exil vers les colonies britanniques serait potentiellement préjudiciable à la Nouvelle France. Mais Hocquart n'eut pas d'autre choix que d'entamer un procès contre Lydius, compte tenu des dénonciations et des preuves qui étaient portées à son attention¹⁵⁸. Les missionnaires jésuites du Sault Saint-Louis, entre autres, avaient dénoncé Lydius sur le motif de médisances à leur égard reprises par des Domiciliés dont il était la source¹⁵⁹. En 1730, Hocquart refusera toujours d'extrader Lydius : « *Cet étranger ayant des liaisons dans la Nouvelle Angleterre et avec les sauvages, il pourroit estre dangereux de l'inquiéter sur son commerce. Il seroit encore plus dangereux aujourd'huy de le renvoyer en son pays* »¹⁶⁰. Pour Hocquart, l'isolement relatif de Lydius faisait de lui un potentiel atout, ou du moins réduisait sa capacité de nuisance : « *il ne paroît pas à craindre qu'il retourne en la Nouvelle Angleterre ou nous avons sçû qu'il avoit fait banqueroute et d'ou il a esté obligé de s'absenter pour se cacher à la poursuite de ses créanciers. Cet étranger s'est marié à Montréal à une métive [sic]*

bases d'opérations trop éloignées – la couronne devrait aussi leur fournir une aide financière. Hocquart résuma cette façon de penser dans une dépêche suggestive de 1732 : « *c'est à vous Monseigneur, de balancer s'il seroit plus convenable en ce cas De procurer l'avantage des commerçans Etablis que celui Des Forains. Il est vray que la liberté Du commerce est favorable à tous les habitans [...] par l'abondance et le bon marché Des marchandises qui en résulte : D'un autre côté il seroit à souhaiter qu'il y eut en ce pais Des marchands Riche fussent ils en petit nombre parce qu'il seroient en Etat de commencer et D'augmenter Des Etablissements que la modicité de leur fortune ne leur permet pas meme de tenter.* » Hocquart voulait créer une bourgeoisie commerciale canadienne, comme celle des ports de France, qui pût, avec au début l'aide de la couronne, diversifier et étendre l'économie. Telle fut la ligne de conduite qui inspira ses gestes, qui le mit en conflit avec ses supérieurs français et qui caractérisa son intendance. » ; Donald J. Horton, « HOCQUART, GILLES », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 4, Université Laval/University of Toronto, 2003–, consulté le 12 juill. 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/hocquart_gilles_4F.html.

157. Son premier compte-rendu de l'instruction du cas Lydius : le procureur du roi à Montréal a fait défense au « dénommé Lidius », anglais établi à Montréal et marié à une canadienne, de poursuivre son commerce avec les Iroquois Domiciliés. Lydius proteste qu'il ne pourra subvenir à ses besoins si on lui interdit ce commerce, « n'ayant point de terre ny de facultés pour en acquérir » ni d'autre moyen de subsistance que le commerce, et qu'une telle interdiction l'obligerait à s'exiler en Nouvelle Angleterre avec son épouse montréalaise. ; C11A, Vol. 51, f. 6v, 1729, octobre, 25.

158. « *Sur les avis que nous eumes à Montréal que cet étranger entretenoit un commerce illicite dans la Nouvelle Angleterre par la voye des sauvages qu'il a taché de se concilier par des presents et des festins, nous primes de concert le party de la faire arrester, et M. Hocquart commença sur le champ la procédure qui depuis a esté achevée au Conseil Supérieur.* » ; C11A, Vol. 52, f. 21v-22, 1730, octobre, 15.

159. « *Il nous est revenu par les missionnaires du Sault et du Lac des Deux Montagnes des soupçons si violents qu'il tenoit avec nos sauvages domiciliés dans l'esprit desquels il s'insinuoit tous les jours, soit en les allant voir ou les recevans chez lui ou les atachant luy mesme en leur disant que c'estoit ainsi qu'il falloit aller en guerre, qu'il y a tout lieu de croire que cet étranger estoit un homme dangeureux dans la colonie.* » C11A, Vol. 52, f. 22, 1730, octobre, 15.

160. C11A, Vol. 52, f. 23, 1730, octobre, 15.

dont il a eu deux jeunes enfants »¹⁶¹. Bien sûr, Lydius devait « servir d'exemple » pour les autres : « Vous ne devez pas, Monseigneur, douter que l'exemple qui a été fait en la personne dud. Lidius ne fasse une forte impression au moins pendant quelque temps sur ceux qui sont dans l'habitude de faire le commerce étranger ou le favoriser »¹⁶².

Significativement, Lydius accusera le père Lauzon, missionnaire jésuite actif au Sault, de faits de contrebande. Hocquart jugera l'accusation frivole ; il recommandera, de surcroît, la conduite exemplaire de ce missionnaire à son ministre¹⁶³. N'ayant de choix que de juger l'affaire, Hocquart finira tout de même par exiler Lydius dans un bagne de France. Écrivant au ministre en 1731, il lui assure que l'affaire allait servir d'exemple pour refroidir les ardeurs d'autres contrebandiers... tout en lui signalant qu'en réaction au procès les Canadiens ne se risquaient désormais plus dans les voyages, et employaient uniquement des Domiciliés à cet effet¹⁶⁴. Il faut dès lors impliquer les missionnaires dans les efforts de dissuasion...¹⁶⁵

À partir de 1731, Hocquart connaît les limites de la portée du règlement. Il comprend surtout que certaines politiques de la Compagnie rendent l'application de la règle difficile, voire improbable. En 1733, une proposition ministérielle arrive dans la liasse de courrier de notre intendant et le fait bondir : l'idée de rétablir le droit du quart¹⁶⁶. Les conseillers du ministre ne sont-ils pas au fait des nombreux mémoires portant sur les causes de la contrebande ? Hocquart soulignera d'emblée que ce droit est dans les mains de la Compagnie

161. C11A, Vol. 52, f. 24, 1730, octobre, 15.

162. C11A, Vol. 52, f. 24v-25, 1730, octobre, 15.

163. C11A, Vol. 52, f. 25-26, 1730, octobre, 15.

164. « J'ay continué à donner tous mes soins pour empêcher le commerce étranger. Il est certain qu'à présent les françois ne s'exposent plus à le faire par eux mêmes. L'exemple de Lidius les contiendra encore pour quelque temps : mais il m'est revenu de plusieurs endroits que quelques uns se servent de la voye des sauvages pour porter à Chouaguen et à Orange leur castor qu'ils changent pour des écarlatines. » ; C11A, Vol. 55, f. 249, 1731, octobre, 18.

165. C11A, Vol. 55, f. 249-250, 1731, octobre, 18.

166. C11A Vol. 59, f. 71-95v, 1733, octobre, 01.

depuis les Arrêts de 1718, que ce sont ses directeurs qui doivent à Sa Majesté cette portion de leurs dividendes :

*« Vous avez, Monseigneur, esté informé des représentations qui ont esté faites en differents temps par les negociants sur la réduction que la Compagnie des Indes a faite du prix des différentes espèces du castor. La Compagnie des Indes au moyen de son privilège est donc censée jouir de ce droit du quart, et ce seroit à elle à le payer au Roy. Il est vray qu'elle prétend que son commerce du castor en Canada luy est plus onéreux que profitable, c'est ce que nous ne pouvons sçavoir, Si ce commerce devenoit libre par la révocation du privilège, il est certain que Sa Majesté rentreroit dans ce droit de son domaine. Mais dans la situation ou est a présent ce commerce, en conservant le privilège de la Compagnie des Indes, si le Roy vouloit encore établir un nouveau droit sur cette marchandise, le commerçant et le voyageur en feroient passer une bonne partie a l'estranger qui en a donné jusqu'a présent un prix bien plus considerable que la Compagnie des Indes ce qui feroit un tort infini à la colonie. »*¹⁶⁷

Les pauvres habitants du pays, pour leur part, peineront à satisfaire le droit du quart ; ils défient déjà leurs seigneurs ! En contrepartie, Hocquart souligne que la reprise en main du Domaine de Tadoussac par le roi nuira aux fraudes auxquelles les particuliers se sont habitués depuis le « temps des fermiers généraux »¹⁶⁸. Pour l'essentiel, l'intendant se garde de prendre position à l'égard du commerce libre, ou géré. Il souligne tout simplement qu'en colonie, les habitants sont facilement défiants. Plus on est éloigné du roi...

La Compagnie, pour sa part, comprend qu'elle doit défendre ses prérogatives. Hocquart a-t-il trop ouï les doléances des Canadiens quand il publie une nouvelle ordonnance augmentant le prix d'achat des pelleteries en 1733 ? La Compagnie s'y refuse, et en 1735 l'intendant est sommé de s'expliquer devant le contrôleur général de finances, Philippe Orry¹⁶⁹. Par galanterie, il donnera raison à la Compagnie, et la déclarera hors de tout soupçon dans ses

167. C11A Vol. 59, f. 91-92, 1733, octobre, 01.

168. C11A Vol. 59, f. 95, 1733, octobre, 01.

169. C11A, Vol. 64, f. 167-168, 1735, octobre, 26.

manœuvres d'évitement¹⁷⁰. Mais sur le temps, Hocquart deviendra de plus en plus catégorique sur la question des incitatifs à la contrebande. À de nombreuses reprises, Hocquart s'évertuera à fournir aux directeurs de la Compagnie des Indes une analyse aussi éclairée que possible sur le contexte qui donne lieu au commerce prohibé¹⁷¹, en insistant qu'il faut agir sur les incitatifs.

Point essentiel : si la Compagnie n'achète pas le castor à meilleur prix et néglige de fournir des écarlatines de qualité à bon prix, on ne pourra espérer d'endiguer le flot des pelleteries vers le sud. Sans surprise, les marchands canadiens sont les principaux informateurs de l'intendant quant à la politique de prix des Britanniques ; mais Hocquart estime que ceux-ci négligent les « faux frais » occasionnées par le commerce illicite, estimés à 10 ou 12%¹⁷². En gardant les divergences de prix à l'esprit, les présentes gradations de pelleteries et politiques de prix n'offrent en bout de ligne que de marges de profit négligeables pour les marchands canadiens. La répression des contrebandiers se résumera toujours à éteindre des petits feux si les marchands continuent à trouver des raisons d'aller faire leur commerce chez les Britanniques plutôt qu'avec la Compagnie. Hocquart insiste que la concurrence avec les Britanniques est un facteur structurel du commerce illicite¹⁷³.

170. « La Compagnie des Indes a bien fait de se relacher de l'exécution de l'ordonnance que j'ay rendu le 4 janvier 1733 pour la reduction du castor esté tant gras que sec a 1 sols la livre a condition qu'il seroit brûlé puisque les chapeliers du royaume n'en pouvoient faire usage ainsy qu'elle ne le marquoit ; Mais depuis elle a fait attention aux representation qui luy ont esté faites que cette reduction pourroit nuire a son commerce en portant les sauvages, même les françois a porter aux anglois non seulement cette espèce de castor qu'ils reçoivent, mais encore celui de bonne qualité. Elle a donc envoyé ordre a son agent d'envoyer en france le castor esté [d'été] comme il s'estoit pratiqué avant mon ordonnance, et ma aussi prié d'en augmenter le prix ; J'ay cru qu'il étoit de son interest de retablir les choses sur l'ancien pied. La Compagnie des Indes fait son commerce de bonne foy, et il ne conviendrait pas qu'on la soupçonnast de n'avoir demandé la reduction du prix du castor d'esté, a la charge de la faire brûler, que pour se le procurer par la suite a peu près au même prix de la reduction sans estre tenu de le bruler ; d'ailleurs c'est un objet de si petite consequence qu'il ne mérite pas autrement de considération. » ; C11A, Vol. 64, f. 167-168, 1735, octobre, 26.

171. C11A Vol. 68, f. 137-143, 1737, octobre, 17.

172. C11A Vol. 68, f. 141, 1737, octobre, 17.

173. En 1737, il écrira aux directeurs de la Compagnie : « Les precautions que j'ay l'honneur de vous indiquer, Msrs, que nous prendrons à l'égard des sauvages, et celles que vous prendrez pour avoir de bonnes écarlatines contribueront a la verité a faire augmenter la recette de castor, mais il y a un article qui mérite encore plus votre attention, c'est l'augmentation a faire sur le prix du castor. Tant que le prix que vous en donnerez n'approchera point de celui qu'en donnent les anglois, vous ne pourrez espérer de faire concurrence avec eux ce commerce, car ny es reglemens ny les peines prononcées contre les contrebandiers ne sont point des motifs assez puissants pour arrester icy l'avidité des négociants qui trouvent dans le commerce deffendu un profit considerable. Je me suis entretenu cet automne avec tous les négociants de Montréal qui sont descendus à Québec, ils m'ont tous assuré en général et en particulier que les anglois reçoivent indistinctement tout le castor de bonne qualité à 3# 16 s la livre l'un dans l'autre. Je suis bien éloigné, Msrs, de vous proposer d'en donner ce prix parce qu'il n'est point vray que les contrebandiers les relisent en entier. Le commerce frauduleux est sujet a de faux frais dont un commerce légitime est exempté la part du sauvage dans la marchandise fraudée [...] » ; C11A Vol. 67, f. 292-293, 1737, octobre.

En 1737, suite à une mauvaise récolte¹⁷⁴ et au naufrage de la *Renommée*, Hocquart fournit à son ministre¹⁷⁵ un argumentaire appuyé sur la responsabilité de la Compagnie des Indes dans la chute des exportations et l'augmentation du commerce étranger. D'après l'intendant, la situation ne changera pas tant qu'on ne remédiera pas au bas prix du castor et la piètre qualité des écarlatines françaises¹⁷⁶. Mais en 1739, Hocquart est confronté à un nouveau défi. Il doit démontrer que les nouvelles politiques de prix ont une incidence positive sur le commerce intercolonial. Il annonce la bonne nouvelle : « *l'augmentation du prix de cette pelleterie a commencé à produire ce bon effet ; et c'est le plus sur moyen que l'on pouvoit proposer pour en empêcher le transport chés les anglois* »¹⁷⁷. On envisage dès lors que les écarlatines d'Angleterre envoyées à la Compagnie, de concert avec le meilleur prix du castor, feront définitivement cesser les abus. Les saisies et condamnations, s'opérant de manière ponctuelle, intimideront des petits fraudeurs de la colonie¹⁷⁸ :

« *Quant aux sauvages Domiciliés ils [Beauharnois et Hocquart] leur ont expliqué les intentions de Sa Majesté au sujet du transport du castor appartenant aux françois dans la Nouvelle Angleterre, et on leur a fait entendre que ceux d'entr'eux qui se meleroient de ce commerce, seroient pillés comme ceux qui avoient esté arrestés l'été dernier à la pointe à la chevelure ; on leur a ensuite fait festin et ils ont promis de ne plus se charger de pareilles commissions ; on ne peut cependant pas absolument compter sur leur parole, et il convient dans les circonstances presentes ou l'on aura besoin d'eux pour la guerre des chicachas d'user de menagements à leur egard ; mais le point essentiel pour empêcher la fraude dependoit de l'augmentation du prix du castor ; et il a apparence que le*

174. du castor...

175. ...et en copie au contrôleur général des finances.

176. C11A, Vol. 68, f. 49-51v, 1737, octobre, 14. ; Par sa litanie de reproches et cautions, Hocquart parviendra-t-il à s'inscrire en faux avec la Compagnie ? Les directeurs se saisirent de la mauvaise conjoncture de 1737 pour remettre en question les données fournies par l'intendant. En avril 1738, le ministre lui fait part du démenti offert par la Compagnie des Indes concernant les chiffres fournis en 1737 sur l'ordre de grandeur des pelleteries passées en fraude à l'étranger (notamment en Angleterre). Embarrassé, Hocquart répondra en octobre que les chiffres et estimations liés aux pertes dues à la contrebande de 1737 fournis lui sont venues des agents de la Compagnie et de la « rumeur publique ». Hocquart estime que le nouveau chiffre fournit par la Compagnie implique qu'un grand nombre des pelleteries embarquées pour la France en 1737 s'est fait en fraude - ce qui lui paraît impossible, compte tenu la surveillance des ports de la Nouvelle France, et des bureaux de la Compagnie. « *Il resulte donc que la fraude n'a pas esté assez considerable que je ne l'avois pensé, et je vous prie de croire, Monseigneur, que je ne me suis relâché en rien sur l'attention que j'ay du apporter, et qui peut dependre de moy pour l'execution des ordres de Sa Majesté.* » ;C11A, Vol. 70, f. 4-5v, 1738, octobre, 08.

177. C11A, Vol. 72, f. 283, 1739, janvier, 07.

178. C11A, Vol. 72, f. 283v, 1739, janvier, 07.

françois ne trouvant plus le même avantage dans le transport de cette pelleterie chés l'etranger, cessera d'employer les sauvages pour cela y ayant beaucoup de risques a courir avec eux et de faux frais a faire. »¹⁷⁹

Pour assurer son commerce, la Compagnie doit aussi fournir des étoffes de qualité pour la clientèle amérindienne¹⁸⁰. Cette question des écarlatines n'est pas un simple détail folklorique de la traite. Le succès diplomatique auprès des interlocuteurs autochtones repose sur une générosité sans faille, notamment avec les cadeaux. On ne saurait non plus se préserver la faveur du principal fournisseur des pelleteries des Canadiens sans prendre en compte ses demandes et exigences¹⁸¹. En 1741, ayant de nombreuses fois fait le tour de la question dans la correspondance, Hocquart perd patience :

« Cette compagnie ne pretend faire aucun profit sur la vente des ecarlatines ; et c'est ce qu'il [est] assés difficile de comprendre. Les anglois de qui elle en tire une partie ne les vendent mesmes dans les postes qu'a raison de 28 L de castor la piece composée de dix huit aunes. La compagnie au contraire les fait vendre a Quebec et a Montreal sur le prix de 52 L. Et il paroît d'autant plus surprenant que la Compagnie pretende en faire aucun profit a ce sujet que ce qu'elle fournit de ces etoffes tant celles qu'elle fait venir de chés l'etranger que ce qu'elle en prend dans les manufactures du royaume est acheté a la premiere main ; au lieu que la plupart de celles que debitent les anglois dans les postes estant achetés par les traiteurs par les marchands de la Nouvelle Angleterre ont [...] un second benefice avant que la traite puisse en estre faite.

Les etoffes dont il s'agit que vend la Compagnie ne supportent encore d'autres frais de transport que ceux qui sont necessaires pour faire rendre en france celles qu'elle prend chés l'etranger et pour les envoyer ensuite tous de france a quebec, et en faire voiturer une partie de cette ville a celle de Montreal. Les marchands et traiteurs de la Nouvelle Angleterre supportent au contraire non seulement les frais de transport de ces marchandises d'Europe dans leur pays,

179. C11A, Vol. 72, f. 284, 1739, janvier, 07.

180. Notamment les écarlatines bleues, « avec lisières » ; C11A, Vol. 73, f. 335, 1741.

181. Soumis aux politiques du Conseil d'État, les directeurs de la Compagnie n'auront pas souvent la chance de s'exprimer sur cette question. Dix ans après le départ de Hocquart de la colonie, la Guerre de Sept ans leur fournira le prétexte pour ventiler leurs frustrations sur le commerce des écarlatines au Secrétariat d'État de la Marine, qui souffrait cette année-là du syndrome de la chaise musicale. En 1758, le gouverneur canadien Vaudreuil de Cavagnal pétitionne avec urgence la Compagnie des Indes pour renflouer le stock des écarlatines. Les directeurs de la Compagnie énumèrent les obstacles à l'atteinte de cet objectif, auxquels il faudra une intervention du Roy et de ses ministres pour les résoudre. ; C11A Vol. 103, f. 437-440, 1758, juin.

*mais encore ceux qu'il est indispensable de faire pour faire rendre une partie de les mesmes marchandises dans les ports dont la pluspart sont dans un grand éloignement. »*¹⁸²

Hocquart est certes un intendant bien renseigné, mais par qui exactement ? Le contenu de la correspondance semble indiquer que ses informateurs ne sont pas seulement son personnel délégué, mais les marchands coloniaux qu'il a rencontrés à multiples reprises pour entendre les griefs. Depuis les débuts de la prise en main du commerce par la Compagnie des Indes, ceux-ci n'auront cessé d'insister sur une hausse du prix du castor. Le déclenchement de la troisième guerre intercoloniale (1744-1748) donnera l'occasion à Hocquart de répondre à leur demande. Du moins sur une base temporaire, il faudra :

*« ...mettre en estat les marchands equipeurs de soutenir leurs traittes avec les mêmes avantages qu'auparavant, [car] les sauvages a la verité achepteront plus cher les marchandises, mais ils en seront récompensés par le haut prix du castor, cette pelleterie est le principal objet de leur chasse, et c'est aussi la plus précieuse pour les anglois ; je suis persuadé que l'augmentation du prix du castor arretera a Niagara tout celuy qui passeroit au colonies angloises. »*¹⁸³

Dans la même foulée, Beauharnois et Hocquart indiquent au Secrétaire d'État de la Marine que le prix des marchandises de provenance de France a augmenté, et que les assurances sont plus coûteuses. Résultat: un effet de rareté et des prix élevés en colonie. Beauharnois et Hocquart redoutent que les Amérindiens, habitués à nommer leur prix, aillent porter leurs pelleteries chez les Britanniques¹⁸⁴. Cela ne manquera pas d'arriver à certains postes de l'arrière-pays, insistent nos officiers coloniaux, et les fermiers s'en plaindront

182. C11A, Vol. 66, f. 200-201, 1741.

183. C11A, Vol. 81, f. 352, 1744, octobre, 16.

184. C11A, Vol. 81, f. 44, 1744, octobre, 15.

amèrement. Les Britanniques se saisiront de cette faiblesse pour renforcer leur position à Oswego. Il faut donc absolument riposter.

Dans la mesure où le marché métropolitain peut absorber un nouvel afflux, Hocquart veut donner un « prix de temps de guerre » au castor. Aux postes de l'arrière-pays, les Amérindiens devront se résigner à payer plus cher les marchandises françaises, mais en contrepartie on achètera leur castor à meilleur prix¹⁸⁵. Quant à la Compagnie, elle « [...] *pourra se dedommager de l'augmentation du prix du castor qu'elle payera en Canada sur la vente qu'elle en fera en France ; au surplus ce ne sera que les particuliers aisez du Royaume qui s'apercevront de cette augmentation, ce qui est un objet de peu de consequence pour eux* »¹⁸⁶. Les directeurs n'auront à craindre qu'on ne retranche point cette hausse « artificielle » du prix du castor une fois la guerre passée, puisque « *les sauvages recevront toujours la même quantité de marchandises en échange pour leur castor et qu'à l'égard des traiteurs François, le retranchement ne sera fait sur le prix du castor qu'après et dans le temps que le prix des marchandises sera rétabli sur l'ancien pied* »¹⁸⁷. En 1746, Hocquart publiera une ordonnance transmettant les ordres de Maurepas sur l'augmentation du prix du castor en temps de guerre¹⁸⁸. Les marchands-équipiers de la traite demandent une rétroactivité à cette hausse ; Hocquart recommande plutôt de maintenir la hausse des prix « pendant une année après la paix »¹⁸⁹. En 1747, il s'exécutera sur la question, malgré la réaction farouche des marchands montréalais¹⁹⁰.

185. « Cette pelleterie est le principal objet de leur chasse et de leur commerce et c'est aussi la plus précieuse pour les Anglois. Nous sommes persuadés que l'augmentation du prix du castor arrêtera à Niagara tout celui qui passeroit à Chouéguen ; il resteroit à fixer cette augmentation, elle devroit estre proportionnée à l'augmentation de 60: pour %... » ; C11A, Vol. 81, f. 46, 1744, octobre, 15.

186. C11A, Vol. 81, f. 47, 1744, octobre, 15.

187. C11A, Vol. 81, f. 48, 1744, octobre, 15.

188. C11A Vol. 85, f. 3-5v, 1746, juin, 06.

189. C11A, Vol. 85, f. 7-8, 1746, septembre, 18.

190. Le retranchement du prix du castor en 1747 causera un tollé chez les marchands, donnant lieu à une contestation qui opposera les marchands de Montréal « représentés par leur syndic Ignace Gamelin » et les agents de la Compagnie des Indes (Chalet, La Gorgendière, Daine). Une lettre de La Galissonnière et Hocquart au ministre datée du 24 octobre 1747, rend compte que les marchands ont été déboutés sur

Comment résumer la teneur de la relation qu'entretient Hocquart avec la Compagnie ? Pour notre part, elle soulève plus de questions qu'elle ne fournit de réponses, dans la mesure où le langage policé de Hocquart et ses nombreuses interventions à la faveur de la Compagnie dans le domaine de la répression¹⁹¹ et des ordonnances sur les prix¹⁹² ne concordent pas toujours avec la répétition du thème des « incitatifs ». Mais Hocquart demeure insistant sur ce fait : la Compagnie tient une clé de la solution à ses problèmes. La formule « si la Compagnie joue dans son prix d'achat, elle sera aisément compensée par une masse de pelleteries... » mainte fois répétée dans la correspondance de Hocquart avec le ministre et les directeurs de la Compagnie, figure comme incitation à l'élaboration de politiques plus avantageuses pour les Canadiens. Pendant toute son intendance, Hocquart fut préoccupé par la trop grande dépendance de la colonie sur la traite des fourrures, qui jalonnait déjà toute son histoire¹⁹³. La colonie souffre de négligence, la Compagnie des Indes se tient trop à l'écart du sort des marchands canadiens. Nous ne savons pas si Hocquart croyait que la Compagnie manquait de

leur demande de rétroactivité. Les directeurs de la Compagnie n'entendent pas prolonger la hausse de prix après la guerre, et Hocquart semble pencher pour le prolongement d'un an seulement. Il se pliera enfin aux volontés de la Compagnie. ; C11A Vol. 87, f. 146-151v, 1747, octobre, 24.

191. Qu'en est-il de la fréquence des ordonnances portant sur les saisies ? L'année 1730 à elle seule portera en ordonnance six différentes saisies relatives au commerce Montréal-Albany, officialisées par « Gilles Hocquart, faisant les fonctions d'intendant ». ; BAnQ Québec, E1, S1, P2151, 1730, juin, 28. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2167, 1730, juin, 28. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2212, 1730, juillet 20. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2213, 1730, juillet, 20. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2214, 1730, juillet, 20. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2196, 1730, juillet, 26. ; Par la suite on verra, bon an, mal an, les ordonnances sur les saisies de pelleteries ou de textiles et autres marchandises issues du marché colonial britannique se répartir, si on se fie à la procédure, selon un rythme qui suggère une certaine routine dans la répression. BAnQ Québec, E1, S1, P2307, 1731, mai, 12. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2490, 1732, octobre, 23. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2824, 1736, mai, 19. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2941, 1737, septembre, 28. ; BAnQ Québec, E1, S1, P3012, 1738, avril, 25. ; C11A Vol. 69, f. 180-183, 1738, avril, 25. ; En 1735, sous le prétexte que la concurrence coloniale « anéantira » son commerce, la Compagnie obtiendra gain de cause lorsqu'il sera question d'interdire l'exportation de chapeaux de castor « demy-foulés » de la colonie. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2764, f. 59-60, 1735, septembre, 13. ; L'année suivante, le Secrétaire d'État à la Marine ajoutera à cette ordonnance « l'expresse prohibition » de manufacture desdits chapeaux en colonie. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2860, 1736, septembre, 6. ; Une ordonnance de 1741 portant sur les textiles prohibés indique que l'intendant poursuit les mesures demandées par la Compagnie pour un meilleur contrôle du commerce ; dans ce cas, il s'agit d'apposer un sigle de la Compagnie sur les marchandises « lui appartenant » - importées ou confisquées. ; BAnQ Québec, E1, S1, P3331, 1741, mai, 12.

192. Autre service essentiel que rend Hocquart à la Compagnie par voie d'ordonnance : la fixation du prix des pelleteries. Entre 1733 et jusqu'à son départ de la colonie en 1748, Hocquart fera publier et crier plusieurs ordonnances dans lesquelles seront précisées les ajustements de prix du castor gras et sec. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2506, 1733, janvier, 4. ; C11A, Vol. 59, f. 276-277v, 1733, janvier, 04. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2787, 1735, décembre, 20. ; BAnQ Québec, E1, S1, P2864, 1736, septembre, 22. ; C11A Vol. 69, f. 215-216, 1738, juillet, 11. ; Encore une fois, ces ordonnances se font à la demande de la Compagnie des Indes ; cela permettra à la Compagnie d'ajuster son prix en réponse aux fluctuations de l'offre coloniale, et les conditions du marché métropolitain. Ces ordonnances réitèrent aussi le privilège d'exportation exclusif de la Compagnie, aux dépens d'autres « requérants » issus de la communauté des marchands au Canada. En 1733, quand les marchands de Montréal s'opposent à la diminution du prix du castor gras demandée par la Compagnie, Hocquart leur livra le « bienfondé » du règlement. ; C11A Vol. 60, f. 153, 1733, octobre, 24.

193. Donald J. Horton, « HOCQUART, GILLES », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 4, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 12 juill. 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/hocquart_gilles_4F.html.

volonté politique, ou s'il gardait en mésestime ses directeurs. Son discours traduit toutefois une longue frustration de voir la colonie minorisée dans les vues de l'Empire.

3.4. Hocquart et les Domiciliés : entre « caresses et menaces »

Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment les atermoiements à l'égard des autochtones impliqués dans le commerce intercolonial furent accompagnés par un discours stéréotypé sur les caractéristiques morales des Amérindiens rétifs au projet de civilisation européen. Hocquart sera intendant pour une période de vingt ans : reprenant ce bagage interprétatif sur les autochtones, son discours sera à la fois marqué par l'incompréhension, et par un sentiment de résignation à l'égard des Domiciliés qui participent au commerce illicite.

Hocquart fournit certes des preuves aux directeurs de la Compagnie des Indes du dispositif qu'il met en place pour la sauvegarde de leur commerce ; par ce fait, il insiste sur les « ménagements » dont une politique prévoyante doit toujours se prévaloir. Mais dans le discours de Hocquart, le « ménagement » finira aussi par signifier les « limites des capacités d'intervention ». Il lui faudra donc décrire au ministre et à la Compagnie - à maintes reprises - en quoi consiste « l'art de ménager »¹⁹⁴ les Amérindiens en général, et les Domiciliés en particulier.

194. Dans les usages de l'époque, le mot « ménagement » prend plusieurs sens. Absent du dictionnaire Furetière (1690), le substantif masculin « ménagement » et le verbe « ménager » tiendront plusieurs notices dans les dictionnaires de Richelet (1680), puis celui de l'Académie française (4^e édition, 1762). Le Richelet, plus complet, indique que la disposition ou posture du « ménagement » implique une attitude de sollicitude et de prudence à l'égard d'un individu, ou d'une situation. Le verbe « ménager », quant à lui, dénote à la fois une attitude et une activité de « gestion » ou de prévenance appliqué à soi-même, ou autrui. La définition de « ménagement » offerte par le Dictionnaire de l'Académie française met pour sa part l'accent sur les difficultés et le contexte délicat qui donnent lieu à un esprit accommodant, épris de menagements : « *MÉNAGEMENT. s.m. Circonspection, égard que l'on a pour quelqu'un. Il est d'une humeur fâcheuse, il faut avoir de grands ménagements pour lui. Cette affaire est délicate, il faut s'y conduire avec beaucoup de ménagement. C'est une santé délicate qui demande beaucoup de ménagement. On dit aussi, Le ménagement des esprits, pour dire, L'art de les manier. Le ménagement des esprits est difficile en certaines occasions.* » ; « ménager », Richelet, Dictionnaire françois. ; « Ménagement », Dictionnaire de l'Académie française, 4^{ème} édition, Chez la Vve B. Brunet, Paris, 1762. ; consultés en-ligne le 24 juillet, 2018.

La relation d'une visite de l'intendant Hocquart dans la mission du Sault-Saint-Louis en été 1732¹⁹⁵, illustre bien les limites de la loi du roi de France dans la vie courante des Amérindiens domiciliés :

*« Il [Hocquart] a visité les deux missions du Sault Saint Loüis et du Lac des Deux Montagnes, et il ne peut que rendre de bons témoignages de l'application des missionnaires pour maintenir les sauvages dans l'attachement qu'ils doivent à la Religion et au Roy. Mais il a esté fâché de voir presque tous ces sauvages vetus d'étoffes et d'écarlatines angloises. Les missionnaires luy ont dit qu'il ne leur avoit pas esté possible jusqu'à present de les en détourner, que ces sauvages avoient toujours esté dans le principe qu'ils avoient la liberté de commercer pour eux suivant qu'ils le trouvoit à propos ; mais qu'ils avoient donné parole de ne plus s'entremettre du commerce frauduleux que font les françois avec les anglois. Il s'est contenté de recommander à ces sauvages de tenir leur parole, et que telle estoit la volonté du Roy. »*¹⁹⁶

On note la réaction choquée de Hocquart, et l'insistance des Domiciliés sur leur liberté de commercer avec les partenaires de leur choix. Leur engagement à ne plus agir à titre d'intermédiaires pour des « fraudeurs » français est-il un vœu pieux ?

Cette relation a quelque chose de surprenant. Car en mettant en scène un intendant choqué, elle suggère aussi, sans l'énoncer, les limites effectives des autorités coloniales à induire les comportements désirés aux alliés de Sa Majesté, qui voudrait bien faire d'eux de bons sujets. Du moins, si « *on ne peut entierement assujétir les sauvages* » on espère toutefois pouvoir les induire « *en respect et en crainte* » de la puissance du Roy¹⁹⁷. Avant sa visite au Sault, Hocquart s'était déjà élancé dans de vains espoirs : « *il est à croire qu'à mesure que la colonie augmentera, ils deviendront plus dociles* »¹⁹⁸ ! L'intendant avait même recommandé

195. C11A, Vol. 58, f. 243, 1733, janvier, 5.

196. C11A, Vol. 58, f. 246, 1733, janvier, 5.

197. C11A, Vol. 54, f. 14-19v, 1731, octobre, 01.

198. C11A, Vol. 54, f. 16, 1731, octobre, 01.

d'envoyer une ambassade de chefs amérindiens à la Cour¹⁹⁹, pour que ces derniers puissent témoigner directement de la puissance et de la bienveillance du roi, leur bon père²⁰⁰.

Hélas, il est difficile pour les représentants du roi de trouver une place dans le cœur des Domiciliés, tant ceux-ci sont gouvernés par « l'intérêt particulier »²⁰¹. Hocquart résumera ainsi la chose aux directeurs de la Compagnie des Indes en 1737 :

*« Vous etes instruits, Msrs, de la liberté qu'ont eû de tout temps les sauvages d'aler ou bon leur semble, et de l'espece d'independance dans laquelle ils vivent. Ils entrent dans la ville de Montreal et ils en sortent avec des paquets de castor qu'ils disent leur appartenir, et ils passent de même a Chambly et au fort de la Pointe a Chevelure sans qu'il ait esté d'usage jusqu'a present de les visiter si on en excepte deux ou trois exemples a ce que l'on m'a assuré qui estoient arrivez il y a deja longtemps. Vous devez sentir la difficulté d'assujétir ces sauvages a aucunes loix, ils n'ont que celles de leur interêts; nous tacherons cependant de preparer les choses de maniere a leur faire gouter les deffenses que nous proposons, M. De Beauharnois et moy de leur faire de l'entremesler du commerce frauduleux du castor pour les compte des françois, et on leur insinuera que dans ce cas, les castors dont ils seront porteurs seront confisquez ; Nous accompagnerons notre parole de quelques presens, et il faudra encore user d'autres menagements ; voila tout ce qui nous paroît possible quant a nous pour remedier a cet abus. »*²⁰²

Comble de l'embarras, les administrateurs coloniaux sont obligés de donner libre cours à « l'intérêt particulier » qui se déploie avec tant d'aisance chez les Domiciliés, compte tenu leur statut d'alliés. Hocquart tentera d'atténuer la chose : il ne faut certes pas interpréter les « mœurs libres » des Domiciliés comme un manque de loyauté de leur part. Mieux vaut y voir

199. Les Britanniques auraient fait de la sorte avec des envoyés Iroquois au devant de leur tête couronnée. ; C11A, Vol. 54, f. 17, 1731, octobre, 01.

200. Le père Lauzon du Sault Saint-Louis rapporte que les récits au sujet du « roi d'Angleterre » proférés par les Iroquois de la Ligue aux Domiciliés du Sault ont grandement impressionné ces derniers à l'égard de la puissance des Britanniques : « nos sauvages qui sont crédules et qui n'ont vu que Québec et Montréal ne peuvent rien leur repliquer, et cependant il seroit a craindre que cela ne diminuast de l'attachement qu'ils ont pour nous et ne leur inspirast plus de crainte de l'anglois. » ; C11A, Vol. 54, f. 17, 1731, octobre, 01. ; Nous notons ici une autre caractéristique souvent attribuée aux autochtones, leur apparente naïveté et crédulité, et le besoin de les impressionner et de les induire en crainte, tel qu'on le ferait à des enfants désobéissants.

201. Autre manière de dire « leurs bas instincts ».

202. C11A, Vol. 68, f. 138-139, 1737, octobre, 17.

un sentiment mal développé chez eux à l'égard de « l'intérêt général »²⁰³. Mais les « abus »²⁰⁴ sont fréquents, et l'intendant doit faire mieux. En 1737, Hocquart annonce du bout des lèvres la reprise des saisies auprès des Domiciliés, prétextant leur absence de scrupules :

*« M. Le Général et moy avons de nouveau parlé aux sauvages domicilies et nous les avons fait expliquer que si quelqu'un d'entre eux se mêloient doresnavant du commerce étranger pour le compte des françois, ils seroient pillés comme on a fait à la Pointe à la Chevelure, ils ont promis de se conformer à nos intentions ; mais ils nous ont si souvent manqué de parole qu'on ne pourroit absolument compter sur la dernière qu'ils ont donnée s'ils trouvoient leur interest a y manquer. »*²⁰⁵

Notant l'incapacité d'obtenir des dénonciations de la part les Domiciliés, Hocquart relativisera aussi leur qualité de loyauté quand celle-ci profiterait plutôt aux marchands montréalais. Car à l'égard de ceux qui les embauchent²⁰⁶, « *Les sauvages sont d'une discrétion à toute épreuve...* »²⁰⁷

Ces quelques échantillons du discours de Hocquart sur les Domiciliés marque non seulement les limites du projet d'assujettissement des « alliés sauvages de Sa Majesté » par les officiers coloniaux, mais aussi l'incompréhension ressentie par ces derniers quand ils sont confrontés à la liberté revendiquée par les Domiciliés. « L'art du ménagement » dont Hocquart fera part à son ministre s'insère dans la brèche discursive ouverte par cette « liberté ». Le « ménagement » à la manière de Hocquart pointera ainsi systématiquement les limites des méthodes employées à date - et à déployer encore - pour « gagner le cœur des sauvages », faute de pouvoir les assujettir.

203. « Nous ne pouvons cependant empêcher ces derniers de faire leurs courses de temps en temps vers les colonies anglaises pour y chercher leurs besoins qu'ils trouvent a meilleur compte. Ce n'est pas qu'ils ne nous soient fort attachez, mais leur interest particulier prévaut souvent dans leur esprit à l'interest général dont ils ont peine à sentir les conséquences. » ; C11A, Vol. 60, f. 152, 1733, octobre, 24.

204. Les allez-retours de marchandises prohibées...

205. C11A, Vol. 70, f. 7, 1738, octobre, 08.

206. ...et débauchent ?

207. C11A, Vol. 70, f. 7, 1738, octobre, 08.

D'abord bluffé par les « mœurs sauvages », Hocquart s'intéressera tôt aux incitatifs économiques qui expliqueraient leur participation au commerce de contrebande :

« À l'égard du commerce étranger, les pays est si estendu, et les profits qu'on y fait sont si grands qu'il n'est pas possible de le détruire intérieurement. Je [vais] veiller autant que je peux de l'empescher, et jay fait expliquer en termes précis aux sauvages Domiciliés les intentions du Roy à ce sujet. Ce sont eux seuls qui sont aujourd'hui les courtiers et les entremetteurs du commerce. J'espère que nous parviendrons enfin, M. Le Marquis de Beauharnois et moy a les détourner absolument soit par caresses, ou par menaces. La compagnie des Indes avoit surtout grande attention a fournir son magazin d'écarlatines. Les équipieurs pour les pays d'en haut en ont manqué cette année. C'est un assortiment nécessaire pour faire la traite avec les sauvages [...] »²⁰⁸

S'il se montre critique à l'égard de la Compagnie des Indes, rien ne nous porte à croire que Hocquart ait désiré, tel un Dupuy, déclarer la guerre aux mœurs coloniales. Au contraire, chez lui tout est question de « dosage ». Par exemple, après avoir essayé les saisies pour un temps, les agents de la Compagnie des Indes ne sont plus autorisés à effectuer des contrôles auprès des Domiciliés²⁰⁹. Hocquart insiste très tôt sur l'usage de la diplomatie et des efforts de dissuasion : « j'y employeray les caresses [et] menaces... »²¹⁰ Dans cette optique, il demandera souvent aux missionnaires du Sault de faire les premiers pas²¹¹. Le message à faire passer : le roi cherche à préserver la liberté des Domiciliés, mais ceux-ci risquent de s'aliéner ses faveurs

208. C11A, Vol. 55, f. 305v-306r, 1731, octobre, 24.

209. C11A, Vol. 67, f. 128rv, 1737.

210. C11A, Vol. 55, f. 301, 1731, octobre, 23. Hocquart reprend d'ailleurs la formulation de l'intendant Duchesneau. Rendant hommage aux pratiques diplomatiques européennes, celui-ci avait écrit à Colbert en 1681 : « Nos interests sont de tenir ces peuples [autochtones] en union, de prendre connoissance de tous leurs differends quelques petits qu'ils soient, de veiller avec soing qu'il ne s'en termine pas un sans nostre mediation et de nous rendre en toutes choses leurs arbitres et leurs protecteurs, et les engager par là dans une grande dependance et par la douceur avec laquelle on les traittera, leurs faisant des caresses leur donnants quelques presens, les envoyants visiter [...] ». » ; C11A, vol. 5, f. 308rv, mémoire de Duchesneau au ministre Colbert, Québec, 13 novembre 1681. [Extrait présenté dans Havard, « Les forcer à devenir citoyens », p. 1015-1016.]

211. « J'ay fortement recommandé aux missionnaires du Sault et du Lac des Deux Montagnes d'en détourner absolument leurs sauvages. » ; C11A, Vol. 55, f. 250, 1731, octobre, 18.

et sa protection en lui désobéissant ; il est donc « de leur intérêt » de cesser leur association avec les marchands canadiens impliqués dans le commerce avec les colonies britanniques²¹².

Mais ces premiers avertissements donnent peu de résultats²¹³. Hocquart s'adonnera donc, au nécessaire, au chantage, afin de tenir les Domiciliés en obéissance. Revirement de position sur les contrôles et saisies :

*« A l'égard des Iroquois du Sault, ceux qui étoient dans le village et qui étoient en petit nombre ont répondu qu'ils ne pouvoient rien conclure en l'absence de leurs freres et que lorsqu'ils seroient rassemblez, ils auroient attention a ce que nous leur avons fait dire de notre part. Nous n'avons point encore de nouvelles de ceux du Lac des Deux Montagnes, nous examinons tous les inconnus avant de rien regler sur cette affaire, et s'il ne s'en trouve aucun ces sauvages seront avertis que nous permettons aux agens et autres officiers de la Compagnie des Indes de visiter les canots sauvages qu'ils soupçonneront estre chargés de marchandises de contrebande ou de castor pour le compte des françois, de visiter de meme les sauvages et sauvagesses qui entrent a Montreal et qui en sortent, et qui feront dans le cas du meme soupçon, et que les canots et la marchandises seront confisqués. Nous tacherons de les faire tomber d'accord de la justice de notre procedé par les motifs d'obeissance et de soumission qu'ils doivent aux ordres du Roy, nous y ajouterons encor ceux de leur propre interest, et nous accompagnerons le tout de quelques presens. L'exemple fait sur un seul sauvage trouvé en contravention tiendra les autres. Cependant nous ne nous determinerons point au party que nous projettons qu'apres avoir préparé les choses de loin par le moyen des missionnaires des villages Domiciliés auxquels nous avons fait entendre qu'il est de toute necessité que leurs sauvages s'abstiennent de tout commerce frauduleux puisque dans cela les ordres du Roy ne peuvent avoir d'execution ce qui ne va pas a moins qu'a la ruine du commerce. »*²¹⁴

Trêve d'opérations de chantage, la double éthique²¹⁵ dont se prévalent les dirigeants de la colonie pour gagner la faveur des Domiciliés est retorse à maintenir dans les faits. Maurepas

212. C11A, Vol. 70, f. 250, 1738, janvier, 01.

213. Les Abénaquis prétendent que le commerce qu'ils entretiennent avec les Anglais est de peu de conséquence ; les Iroquois préféreront se concerter avant de prendre toute décision à ce sujet ; aucune nouvelle des Domiciliés de la mission du Lac des Deux Montagnes. ; C11A, Vol. 70, f. 249v-250r, 1738, janvier, 01.

214. C11A, Vol. 67, f. 130-131, 1737.

215. Une loi pour les Français, un autre pour les Domiciliés.

voudra établir une garnison pour induire plus de respect pour les lois du roi chez ses alliés de fortune. Réaction immédiate de Hocquart :

« La proposition qui vous a été faite, Monseigneur, de rétablir une garnison au Sault St. Louis n'est pas praticable dans les circonstances présentes ou il est nécessaire d'éviter toute occasion de défiance avec les sauvages Domiciliés ; ils se croient libres, et ils nous sont affectionnés, la garnison qui seroit établie dérangerait leurs idées et diminueroit certainement leur attachement : d'ailleurs il convient après les assurances qu'ils nous ont données de ne plus se mesler du commerce étranger, d'attendre l'effet de leurs promesses... »²¹⁶

Pour l'occasion, on préfère revenir sur les politiques de la Compagnie qui induisent ce comportement « déloyal » chez les Domiciliés²¹⁷. Les officiers coloniaux doivent certes rappeler au ministre les libertés et protections offertes aux Domiciliés, dont ces derniers abusent trop souvent :

« Il n'a jamais été icy défendu aux sauvages domiciliés d'aller traiter les pelleteries provenant de leur chasse où bon leur a semblé ; et c'est en conséquence de cette liberté que l'on les a laissés passer à la Pointe à La Chevelure sans les inquiéter, lorsqu'ils n'ont eû que deux ou trois petits paquets qu'on peut croire raisonnablement être de leur chasse, il est vrai que sous ce prétexte quelques uns ont pu passer plusieurs fois avec ce même nombre de paquets pour en faire une masse de castor qu'ils cachent dans le bois, et qu'ils vont ensuite traiter à Orange. M. de Beauharnois depuis l'établissement du fort St. Frédéric [Crown Point, NY] a donné des ordres au commandant de faire observer cette manœuvre, et de faire saisir tout ce qui ne lui paraît pas provenir de la chasse des sauvages. Les commandants et les officiers sont eux mêmes intéressés à empêcher cet abus, ils sont avertis que le prix du castor et des marchandises qui seront saisies leur sera adjugé en entier. [...] Nous avons encore recommandé en dernier lieu à M. Le Chevalier de St. Ours qui est descendu à Québec, et qui est actuellement rendu dans le fort de redoubler d'attention en agissant néanmoins avec prudence, et tâchant de distinguer ce qui appartient aux sauvages, de ce qui peut appartenir aux français. »²¹⁸

216. C11A, Vol. 69, f. 56-57, 1738, octobre, 14.

217. « Il y a aussi lieu de croire que le Compagnie des Indes faisant payer aujourd'hui le castor à un prix avantageux, les français ne songeront plus à le faire transporter chez l'Anglois, et cesseront par conséquent d'employer les sauvages. » ; C11A, Vol. 69, f. 57, 1738, octobre, 14.

218. C11A, Vol. 69, f. 57-58, 1738, octobre, 14.

Cette liberté n'est donc pas sans limites, mais elle est au cœur des « ménagements ». Aux directeurs de la Compagnie, Hocquart se donnera la peine d'expliquer les mesures qu'il met en place pour protéger leurs intérêts, en référence aux exemptions des Domiciliés. Plus encore qu'avec le ministre, Hocquart reviendra sur les enjeux sécuritaires qui justifient les « ménagements » :

« Vous avez esté informez dans le temps des mesures que j'avois prises avec M. le General pour detourner les sauvages du Sault St. Louis de s'entremettre du commerce des françois ; ils ont toujours promis de ne plus s'en mesler ; je les feray de nouveau sommer de leur parole, mais l'augmentation du prix du castor et la beauté de vos ecarlatines a empesché plus efficacement que tout le reste les marchands de Montreal de faire passer du castor en la Nouvelle Angleterre. Il est necessaire que M. le General ayt des menagements avec les sauvages domiciliez surtout dans les circonstances presentes, ils viennent de faire un voyage de 800: lieües pour le service du Roy ; depuis les troubles de la Louisiane ils ont rendu des services important, et ils sont encore en etat d'en rendre, cela merite des egards ; c'est pour cette raison que M. De Beauharnois a désiré qu'on leur aye relaché quelques parties de castor qui avoit esté saisi sur eux, lequel a esté neanmoins remis au bureau de Montreal ; il ne seroit point à craindre que ces sauvages abandonnâssent leur village ; si on estoit plus rigoureux, mais il ne convient point de les indisposer, cela pourroit avoir des suites. »²¹⁹

Aux premiers balbutiements de « l'affaire Desauniers » en 1740, le ménagement des Domiciliés permet à Hocquart de poser des limites concrètes au privilège de la Compagnie :

« Les Srs La Gorgendière et Daine ne m'ont administré d'autre preuve que le magasin du Sault St. Louis sert d'entrepôt a la fraude sinon que les filles Desauniers qui tiennent ce magasin ne portent jamais aucun partie de castor au bureau de Montreal ; cela est effectivement suspect, mais si on suprimoit ce magasin, les sauvages ne manqueroient pas (M. General avec lequel j'en ay conféré plusieurs fois le pense ainsy) de s'imaginer qu'on voudroit les priver des secours legitimes qu'ils y trouvent en vivres et marchandises a meilleur compte qu'a Montreal ; les memes raisons de menagement paroissent demander qu'on le tolere. »²²⁰

219. C11A, Vol. 73, f. 385v, 1740, novembre, 03.

220. C11A, Vol. 73, f. 386, 1740, novembre, 03.

Certes, si l'intendant tolère la liberté des Domiciliés - tout en les couvrant de « caresses et menaces »²²¹ - c'est peut-être surtout parce que le chantage va aussi dans l'autre direction. D'une certaine manière, on peut dire que le sens profond des « ménagements » réside dans la facilité des Domiciliés à faire plier le gouverneur de la Nouvelle France²²². À la veille d'une nouvelle guerre, la question de la loyauté des Domiciliés devient d'une actualité brûlante. Dans une lettre au ministre datée du 22 juillet, 1744²²³, Hocquart souligne l'emploi périlleux des Domiciliés à titre d'émissaires, de porte-paroles, et de sources de renseignements militaires ; raison suffisante d'avoir toléré si longtemps leurs « désobéissances » ! De quel côté les Amérindiens qui brandiront la hache de guerre pencheront-ils ? Hocquart se veut rassurant :

*« Le village du Sault St. Louis pencheroit volontiers à se tenir neutre, celui du Lac des Deux Montagnes qui est composé d'Iroquois, de Népissings et d'Algonquins se déterminera pour l'offensive s'il en est question ; on n'est point encore informé du party que les Iroquois des 5: nations pourroient prendre, vraisemblablement ils suivront celui de la neutralité... »*²²⁴

221. Gilles Havard souligne que les « douceurs » dont il est question dans les « ménagements » relève de la pratique de la diplomatie européenne, adaptée au contexte de la diplomatie franco-autochtone. « Le gouverneur, par sa puissance et sa capacité à contrôler l'information, entend s'ériger en arbitre des relations internationales. Cet arbitrage, tout en reposant sur la « douceur » et les « caresses », est le moyen espéré à terme pour établir sur les autochtones une forme effective de domination. Le rôle d'arbitre et de médiateur du gouverneur du Canada fut particulièrement mis en relief lors des négociations de la Grande Paix de Montréal. Pour œuvrer à la médiation, des officiers furent placés dans les postes des Pays d'en-Haut à partir des années 1680. Ces diplomates en pays amérindien, véritables intermédiaires politiques, multipliaient les cadeaux à leurs hôtes tout en intervenant dans leurs affaires intérieures, ce qui était plus rare et difficile en Europe. » Havard, « Les forcer à devenir citoyens », p. 1016.

222. Suivi de Beauharnois d'une ambassade inter-iroquoise qui a eu lieu à Orange, entre Domiciliés du Sault-Saint-Louis et des Iroquois des environs de Deerfield. À première vue, les Domiciliés semblent être acquis à la cause des Français : « les Iroquois du Sault-Saint-Louis dans un Conseil tenu à Orange ont déclaré que si les Français étaient attaqués ils prendraient leur défense; Beauharnois pense que les Anglais ne feront pas d'établissement (Lydius) à la rivière à la Loutre; » Les discours relatés dans cette ambassade marquent cependant la vulnérabilité des Français, et la loyauté conditionnelle des Domiciliés. Les Iroquois ont, dans leur ensemble, insisté sur leur neutralité en cas de nouvelle guerre entre France et Angleterre : « Il paroît par ces paroles que ceux d'Orange avoient demandé à ceux du Sault St. Louis de demeurer dans la neutralité en cas de guerre entre les Anglois et les François ; Mais que les Iroquois du Sault ont répondu que si le François étoit attaqué ils prendroient sa défense. Il paroît même que dans le Conseil qui s'est tenu à Orange, les sauvages du Sault ont déclaré aux Anglois de Deerfield, que si on travailleroit à cet établissement, ils viendroient le détruire. Et que les flamands ont dit sur cela à ces sauvages qu'ils ne souffriroient point que les Anglois s'établissent sur cette rivière, et que ce dessein venoit de la tête de Lidius à qui le François a fait repasser la Mer. Nota, ce Lidius en nom Anglois qui fut renvoyé de Canada en 1731. Et qui ayant demandé depuis à y retourner, cela luy fut refusé. » ; C11A, Vol. 63, f. 221-222, 1735, décembre, 20.

223. C11A Vol. 81, f. 251-254v, 1744, juillet, 22.

224. C11A, Vol. 81, f. 253, 1744, juillet, 22.

Les Britanniques demeurent anxieux de leur côté, cherchant à éviter la « petite guerre » franco-amérindienne²²⁵. Leur gouverneur a-t-il pouvoir de contrainte sur les Amérindiens « affiliés » aux Français ?

À l'égard des rapports franco-amérindiens, Gilles Havard note la contradiction qui se trouve au cœur de la politique des ménagements : d'une part, tel un enfant ou un animal sauvage, il faut approcher les Amérindiens avec « douceur », évitant toute violence. D'autre part, cette approche de douceur s'inscrit dans un dispositif de « domestication » et d'assujettissement²²⁶. Le « ménagement des sauvages » de marque française surgit ainsi à partir d'un certain mélange de volontarisme missionnaire et louisquatorzien, mêlé à l'expérience des contacts qui nourrira toute une littérature proto-ethnographique sur les « peuples sauvages d'Amérique ». Le discours de Hocquart, qui fut intendant pendant le deuxième quart du XVIII^e siècle, donne plusieurs indices probants du « succès » bien relatif de ces efforts. L'examen de quelques morceaux de la correspondance diplomatique du temps de guerre²²⁷ nous porte plutôt à croire qu'au tournant de la troisième guerre intercoloniale (1744-1748) le véritable pouvoir de chantage ne se trouvait plus dans les mains d'un Callières, sur les berges du Saint-Laurent aux temps de la Grande Paix de Montréal en 1701, mais auprès

225. Dououreux souvenir de Deerfield ? « Il paroît par un message qu'un sauvage du Sault St. Louïs de ceux dépeschez par M. le Général a Orange, a apporté et dont copie est cy-joint, que les anglois craignent les incursions de la part des françois et des sauvages comme dans les guerres précédentes. Les gouverneur anglois leur a donné des branches de porcelaine [wampum] pour distribuer dans nos villages pour les inviter d'aller leur parler a Orange ; M. le Mqs de Beauharnois me marque du 16 de ce mois que cette parole avec le message s'en retournent sans réponse, celui qui doit reporter les branches de porcelaine leur dira, (aux anglois) que personne n'a voulu l'écouter. » ; C11A, Vol. 81, f. 253-254, 1744, juillet, 22.

226. Louis XIV a ouï les mauvais traitements des *Indios* par les Espagnols, dans leurs conquêtes d'Amérique. Il prendra le parti de la « douceur » en ce qui concerne les Amérindiens du Canada, en vue de les naturaliser au royaume. ; Havard, Gilles. « « Les forcer à devenir Cytoyens », p. 992.

227. Au cœur du conflit, Hocquart relate une ambassade de Mohawks venue parlementer avec l'enseigne de Repentigny sur son expédition de renseignement avec « 37 sauvages à Orange et Sarasto ». Les Mohawks ont communiqué aux chefs de guerre français qu'ils « *ont parti de leur village comme des fuyards pour informer leur pere de ce qui se passe* », malgré le risque que cela comporte ; ils désirent « *suivre l'exemple de leurs frères des 5 nations qui n'ont point voulu accepter la hache de l'anglois*. » Ils se sont opposés au protocole d'échange de cadeaux, indiquant que de telles démarches provoquerait de sérieuses représailles de la part des Britanniques. Cela dit, ils n'ont ni le « cœur anglois », ni d'animosité à l'égard des Français. De surplus, ils s'engagent à fournir des renseignements à ceux qui les maintiendraient dans leur neutralité, et ce respectant, promettent de tenir les Français au courant des opérations militaires anglaises dans ces contrées. Ils se sont toutefois engagés auprès des Anglais à ne pas se mêler aux conflits entre l'Angleterre et la France. Les Britanniques allèguent s'être alliés avec plusieurs nations ; les Mohawks ne donnèrent aucune indication précise à cet effet. Le secret est marqué. ; C11A, Vol. 85, f. 176-179, 1746, novembre, 13.

de ceux qui circulaient librement depuis toujours dans les bois du *Kanienke*. Abordé du point de vue des Iroquois, les « ménagements » prennent l'allure d'un euphémisme, par lequel l'officier colonial masque son impuissance à faire « bouger » les « alliés sauvages de Sa Majesté », et dissimule mal les concessions négociées avec ces derniers pour se préserver leur faveur, surtout quand la guerre approche.

3.5. Conclusion

Au terme de notre enquête, quelles conclusions porter sur le discours de l'intendant aux prises avec la contrebande Montréal-Albany au XVIII^e siècle ?

Revenons sur le questionnement initial qui a donné lieu à notre recherche. Au départ, notre interrogation portait sur l'écart de perception entre les politiques mercantilistes émises en métropole et les réalités du commerce des fourrures en colonie. Si le processus de la captation de la valeur des richesses coloniales était conçu sur une base extractive, les échanges au sein de l'espace colonial se déployaient aussi multilatéralement. Au risque de conforter les libre-échangistes en évoquant une tendance « naturelle » aux échanges chez les coloniaux, soulignons que l'État, les fermes et les compagnies qui dirigeaient le commerce d'exportation avaient paradoxalement encouragé l'essor du commerce licite *et* illicite.

Nous jugions au départ que cette singulière incitation à la contrebande par ceux qui la combattaient devait être largement involontaire, et inconsciente. Or, nous avons découvert que le *discours* sur la contrebande était tout aussi foisonnant que la fraude au XVIII^e siècle. Les causes de la contrebande étaient fort discutées et débattues à Québec et à Versailles ; les détails du commerce Montréal-Albany étaient connus en hauts lieux - les arrêts et ordonnances

visant ce trafic transfrontalier sont précis. En d'autres mots, l'ampleur de la contrebande à titre de phénomène va coexister avec un discours d'État qui s'étend longuement sur les causes de la « fraude » et les moyens de la combattre, et prenant en compte les défis particuliers de la gouvernance coloniale. Le discours sur la contrebande change avec le temps, mais il se déploie avec constance à travers les époques.

Il nous fallait donc adopter une nouvelle optique pour notre recherche. Fort de notre constat, nous avons sauté le pas et assimilé le phénomène empirique sous étude au discours qui le décrit. Ce fut là le véritable point de départ de notre enquête. En rupture avec l'étude empirique des phénomènes historiques à partir de sources primaires, notre démarche se verra inscrite dans l'étude de la réflexivité des agents de l'État²²⁸ par l'examen de leur discours²²⁹. Ce changement de méthodologie impliquait une analyse du concept de *contrebande*, tel qu'il fut développé dans le discours des instances d'autorité contemporaines au phénomène décrit.

Pour arriver à cela, il nous a fallu pour commencer rendre compte des acquis et des impensés de l'historiographie. Le premier chapitre de ce mémoire fournit une synthèse du travail des historiens contemporains sur le commerce Montréal-Albany. Cette historiographie aura eu le mérite de multiplier les angles de vue pour saisir les dynamiques culturelles, politiques et économiques qui donnèrent lieu au « complexe transfrontalier » Montréal-Albany de la période coloniale. Il fallait rendre justice aux acteurs de l'époque en leur redonnant chair, et en refusant toute approche réductionniste à leur égard - qu'elle soit contenue dans la correspondance officielle, ou véhiculée dans l'historiographie.

228. Ouellet, le métier d'intendant, p. 23.

229. Rappel, le concept de discours n'englobe pas seulement l'étude du contenu des sources - paroles dites et éléments de langage choisis - mais la formation institutionnelle qui accompagne l'activité discursive. La *source* n'est donc pas seulement une source d'informations, mais participe aussi au phénomène qu'elle décrit.

Nous avons aussi voulu débusquer les catégories du discours qui se trouvaient repris dans l'historiographie, de par l'effet de familiarisation des sources chez les historiens. Il a fallu pour commencer relever l'opposition binaire entre « forces de l'ordre » et « contrevenants » inhérent au discours du droit. Chaque courant historiographique possède aussi ses formes d'éclairage, et zones d'ombre. En s'attardant sur les causes économiques du phénomène, certains historiens de la traite vont caractériser la contrebande comme exutoire d'une traite « mal » structurée. Nous soutenons que la contrebande et le commerce autorisé cohabitent dans une seule et même structure économique, tels que certains théoriciens de l'économie parallèle le conçoivent aujourd'hui²³⁰. Si la plupart des historiens se sont gardés d'assimiler les intérêts de la Compagnie des Indes à ceux de l'État dans la lutte contre la fraude, peu d'entre eux se sont penchés sur le jeu des intérêts qui entourent la régulation de la traite. En s'intéressant aux motivations des divers acteurs de la contrebande, les ethnohistoriens et historiens du genre pour leur part auront parfois trop appuyé la distinction entre norme et marge dans la société coloniale, au point de faire involontairement attribuer la contrebande à certaines catégories culturelles et sociales, dans un procédé analogue à celui des administrateurs coloniaux qui « raisonnent » la figure du coureur de bois²³¹.

Pour éviter les pièges du discours, nous nous sommes aussi inspirés des acteurs de notre saga. En commençant par les Domiciliés. Ces derniers ont refusé la désignation de leurs échanges avec les marchands montréalais et albanais à titre de « désobéissance ». Cette distanciation de leur part souligne la dimension discursive de la traite illicite. Le discours sur

230. Voir Naylor, R.T. *Patriots and Profiteers: Economic Warfare, Embargo Busting, and State-Sponsored Crime*. McLelland & Stewart Inc., Toronto, 1999, p. 7-19. ; aussi, Schendel, Willem van, et Abraham, Itty, « Introduction: the Making of Illicitness », dans Willem van Schendel et Itty Abraham, dir., *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*. Bloomington: Indiana University Press, 2005, p. 4-9.

231. Voir « La construction d'un vagabond (1672-1681) », dans : Havard, *L'histoire des coureurs de bois*, p. 61-77.

la contrebande n'est pas quelque chose qui tombe du ciel (des archives) en toute transparence, mais le produit d'une situation dans laquelle des agents de l'État définissent les comportements qui leur échappent pour affirmer leur autorité. Le « contrebandier » Lydius et les demoiselles Desauniers peuvent nous sembler des anti-héros, puisqu'ils défiaient les catégories socioprofessionnelles et de genre de leur époque. Au lieu de nous conforter dans une critique des mentalités de l'époque²³², nous avons préféré interroger les sources *à la source* : à partir du dispositif institutionnel qui donna lieu au discours officiel sur le « commerce étranger ».

Pour aborder le rôle de l'intendant colonial dans ce dispositif, il fallait cerner les spécificités de la production de son discours. Notre chapitre deux traite de cette question, à partir des paramètres qui nous ont semblé « irréductibles » à sa production discursive. Abordant l'intendance comme un métier, nous avons vu comment les sources d'information de l'intendant pour l'instruction des affaires de contrebande proviennent de ses hommes de confiance - notamment son subdélégué montréalais - qui à leur tour dépendent d'un personnel diligenté sur le terrain. Dans la période sous étude, l'initiative des saisies et des procès repose souvent sur des procédures initiées par les agents de la Compagnie. À son tour l'intendant mène ou déboute des affaires en justice et fournit les comptes rendus de ses interventions, avec justifications, au ministre de la Marine. Nous avons placé l'intendant au centre de cette « longue chaîne » puisque c'est lui qui fait le pont entre la métropole et la colonie dans le dispositif du discours sur le « commerce étranger ».

L'intendant offre aux colons la justice déléguée du roi de France. Il fait donc partie de l'élite constituée en colonie. L'appartenance de l'intendant à cette élite nous a aussi semblé un déterminant incontournable de son discours. Cette appartenance est mise en exergue lorsque

232. Ou des « structures sociales normatives », pour employer un terme à la mode.

l'intendant se met à décrire les principaux contrevenants des lois sur le commerce : les Domiciliés, les voyageurs et les marchands. Le discours que l'intendant produit sur ces contrevenants peut nous sembler moralisateur. Cette facette ne doit pas nous distraire du processus de catégorisation qui est en jeu lorsque l'intendant se penche sur les défauts des mauvais sujets du roi. La catégorie discursive commune à ces trois catégories de contrevenants est celle de *l'intérêt* ; Amérindiens, voyageurs et marchands qui s'adonnent au commerce étranger ont une prédilection pour « l'intérêt qui les gouverne ». Si cette désignation facile permet à l'intendant de se positionner comme garant de l'intérêt supérieur de la colonie, la notion d'intérêt doit aussi être comprise comme faisant partie des techniques de gouvernance de l'Ancien Régime²³³.

Ainsi, ces deux paramètres - processus d'instruction de dossiers judiciaires, appartenance élitaire - nous ont semblé irréductibles à la production discursive de l'intendant²³⁴. En identifiant les composantes essentielles de l'appareil discursif de l'intendant, nous pouvions dès lors procéder à l'analyse du contenu de la correspondance. La question des stratégies discursives des intendants nous a poussé à recentrer notre vue sur les intendants en exercice pendant la période sous étude.

L'examen du discours de chaque intendant nous a démontré que la continuité du discours sur la contrebande sur la longue durée fut entrecoupée par des ruptures de style et de pensée liées à la personnalité de chacun d'entre eux, et le contexte dans lequel il dut opérer. L'intendance de Michel Bégon arrive au moment de la reprise économique de la colonie et de la fin du règne de Louis XIV. Bégon se saisira de l'occasion pour faire valoir la cause du

233. Celui qui connaît l'intérêt de l'autre peut mieux l'instrumentaliser à ses fins ; l'arsenal de la négociation et de la diplomatie s'en trouve dès lors enrichi.

234. Comme notre analyse l'a démontré, ce cadre est loin d'être une coquille vide ; il est le dispositif par lequel le discours sur la contrebande prend forme, et se dissémine.

commerce libre ; il cherchera, de manière inédite, à identifier les intérêts de marchands à ceux du royaume. Le discours de Bégon sera « proto-libéral » à l'époque où Philippe d'Orléans veut bien entendre ce que John Law lui propose pour réformer les finances du royaume. Pas de chance pour les « petits marchands », les Compagnies coloniales de Law remettent le mercantilisme à l'ordre du jour, sous une forme davantage centralisée autour de la finance - le *holding*, nouveauté de l'époque. Le glas sonna pour Law au moment de l'éclatement de la bulle spéculative qui sous-tendait son système. Le commerce d'exportation des pelleteries reviendrait sous la coupe d'une puissante compagnie, la Compagnie des Indes. Les marchands coloniaux se mobilisant sous forme de groupe de pression reprirent les arguments de Bégon pour plaider une dernière fois la cause du commerce libre. Mais la porte s'était refermée, et Bégon le défenseur de la liberté du commerce des petits marchands redeviendra l'intendant au service de la Compagnie.

À cet égard, aucun intendant ne se portera davantage au secours « du commerce de la Compagnie » et « des intérêts supérieurs la colonie » que Claude-Thomas Dupuy. Du moins dans le registre du verbe, car il fut trop peu longtemps en place pour qu'on puisse juger son action. Chez Dupuy, le discours sur la contrebande retrouve les thèmes d'immoralité qui avaient été délaissés depuis la hantise du coureur de bois des administrateurs du XVII^e siècle. Dupuy visita Montréal une seule fois, et brièvement, et il y voit une ville gangrénée par la corruption. Quand les relations entre Dupuy et le gouverneur Beauharnois se gâtent, l'intendant ne peut s'appuyer que sur ses hommes de confiance. Dupuy demande à son subdélégué, le juge Pierre Raimbault, de conduire une enquête sur les réseaux de contrebande à Montréal. Il veut des noms, et des lieux identifiés. Pour l'instant, Dupuy mate la contrebande avec son seul discours, qui se déploie sur le mode de l'exemplarité dans un mouvement

contraire à celui de la contrebande, manifestation de l'intérêt particulier sans bornes. Son discours est aussi hautain qu'il paraît sincère. Il sert néanmoins à son image de défenseur de la colonie, contrastée aux approches laxistes, irresponsables et négligentes des gens qui auraient dû pourtant l'épauler dans la tâche...

Le rappel de Dupuy allait davantage frapper les esprits que de simples procès en contrebande. Dès son arrivée en colonie, l'intendant Hocquart adoptera une attitude prudente quand il s'agira de trancher sur des affaires de contrebande. Avec une constance remarquable, Hocquart cherche toujours le bon compromis. Ou devrait-on dire, une position assurée pour éviter les éclaboussements. Parce qu'il lui rend si bien service, Hocquart peut se permettre de jeter le blâme sur les politiques de la Compagnie qui favorisent le commerce étranger. Les Domiciliés font-ils la sourde oreille aux sages remontrances de Beauharnois, il faudra user de « caresses et de menaces », prétendre que l'on déploie un art savant à leur ménagement, quand il est plutôt probable qu'on se retrouve sans recours face à « l'obstination » des Domiciliés à la liberté. Notre hypothèse veut que les redondances de ces tropes discursifs chez Hocquart - responsabilité de la Compagnie, bon usage des ménagements - peuvent aussi servir à masquer un certain niveau d'impuissance. Si Hocquart ne pêche jamais par excès de moralisme, il produit plutôt un discours qui procède au subtil dévoilement du réel, tel un poisson insaisissable. Hocquart se protège en parlant. Et il prend les intérêts de la colonie à cœur à un moment où la Nouvelle France semble avoir amorcé sa reprise économique, entre deux guerres...

3.5.1 Limites de l'étude et pistes à poursuivre.

À l'échéance de cette étude, il reste de nombreuses pistes à explorer que nous avons dû écarter, faute d'espace et de temps.

L'intendant aura intérêt à fournir les descriptions les plus « exactes » possibles au ministre pour assister celui-ci dans l'élaboration de politiques coloniales. Et comment les mémoires et avis de l'intendant se transforment-ils en politiques ? En bref, comment gouvernait-on à distance au XVIII^e siècle ? Nous avons choisi la production discursive de l'intendant colonial compte tenu de la place que celui-ci occupe dans l'appareil gouvernemental, faisant le trait d'union entre ministère et administration coloniale. Une limitation s'est imposée de par le corpus archivistique de la série C¹¹A, la correspondance à l'aller. Marie-Ève Ouellet marque que la distance entre métropole et colonie ainsi que le rapport d'obligé de l'intendant au ministre font que le volume de la correspondance de sortie est environ le double celle de l'entrée²³⁵. La présence du lecteur ministériel est aussi implicite dans la production discursive de l'intendant, comme le note Thomas Wien²³⁶. Toujours est-il qu'hormis quelques extraits de la correspondance, nous avons été obligés de renoncer à l'étude du rôle du ministre dans l'élaboration du discours sur la contrebande, qui mériterait davantage d'être étudiée.

En ce qui a rapport avec la période concernée dans notre étude, la date de 1715 nous a semblé un point de rupture pertinent pour mener une étude comparative de trois intendances dans la période où la contrebande s'était « normalisée ». Nous avons aussi marqué que le discours de l'intendant sur la contrebande s'estompe à partir de 1750. Nous avons donné nos

235. Ouellet, *Le métier d'intendant*, p. 93-96.

236. Wien, « Rex in Fabula », p. 66.

raisons à la chose, mais elles ne figurent dans notre étude qu'à titre d'hypothèses, et elles mériteraient d'être approfondies.

Enfin, nous avons souligné à maintes reprises que notre choix s'était porté sur l'intendant en fonction du « trait d'union » qu'il effectue, au sein de l'appareil gouvernemental, entre métropole et colonie. Dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, nous n'avons pu qu'effleurer la contribution de l'intendant à la pensée stratégique française. Il serait intéressant de faire une étude comparative *des* discours sur la contrebande dans l'espace atlantique français du XVIII^e siècle, pour voir comment le secrétariat d'État à la Marine et ses nombreux délégués coloniaux opèrent des distinctions entre une variété de contextes²³⁷. D'autres études surviendront comme la nôtre, portant sur le discours d'État sur la contrebande Montréal-Albany, exploreront le laboratoire des idées des architectes et agents du premier Empire colonial français, et du petit nombre d'administrateurs qui auront voulu faire régner l'autorité du roi de France dans un si vaste espace, et de si différents pays.

Dernier mot...

La contrebande Montréal-Albany n'est aujourd'hui qu'un souvenir. On le fait renaître timidement, le temps d'un colloque d'historiens, ou dans le cadre d'un événement culturel²³⁸. En ce début du XXI^e siècle, notre sensibilité contemporaine fait porter notre regard sur les anti-héros d'une contrebande qui demeure unique dans son genre, puisqu'elle sera l'occasion de rapports inédits entre hommes, femmes, autochtones et Européens. L'étonnante résilience de

237. Points de comparaison : interaction des communautés marchandes dans les zones de périphérie, les populations impliquées, quels types de commerce y ont cours, etc.

238 Nadeau, Jean-François, « Montréal et Albany unies par la contrebande », *Le Devoir*, 18 mai, 2018, <https://www.ledevoir.com/culture/528123/monopole-et-contrebande>, consulté en ligne le 15 août, 2018.

ces rapports transfrontaliers doit certes attirer notre attention. Mais certains personnages imposants ont aussi contribué à faire vivre le commerce prohibé, et en ont tracé les contours à partir du geste de l'interdit. Par la place singulière qu'il a occupée dans l'appareil d'État colonial, l'intendant énonce ce qui est toujours connu aujourd'hui sous le nom de « contrebande ». En levant le voile sur son discours - souvent ambigu - nous avons voulu restituer aux rapports de l'époque un peu de leur densité et leur polyvalence, entre commerce, guerre et paix.

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites

France. Aix-en-Provence. Centre des Archives d'outre-mer.

Série C. Fonds du secrétariat d'État de la Marine, dit fonds ancien des colonies.

Correspondance à l'arrivée : lettres, mémoires, etc., envoyés en France par les administrateurs du Canada et autres personnes.

C11A, Canada et colonies du nord de l'Amérique. Cotes consultées : volumes 5 à 104.

C11G, Correspondance générale; Raudot-Pontchartrain, domaine d'Occident et Île Royale. Cotes consultées : Vol. 8.

France. Paris. Bibliothèque nationale de France.

Archives Nationales de France. Série E. Conseil d'Etat du Roi.

Département Droit, économie, politique.

Cotes consultées (gallica.bnf.fr) : F-21067 (118), F-21078 (112), F-21236 (3), F-21083 (21), F-21088 (145), F-21088 (114), F-21090 (12).

Canada, Ottawa. Bibliothèque et Archives du Canada.

Collection de la Famille Beauharnois, cote BAC, MG18-G6.

http://www.collectionscanada.gc.ca/archivianet/02011202_f.html

Canada. Québec. Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Fonds des intendants, cote E1.

http://pistard.banq.qc.ca/unite_chercheurs/recherche_simple

Études

Banks, Kenneth, *Chasing Empire Across the Sea : Communications and the State in the French Atlantic, 1713-1763*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, 317p.

Charland, T., « Un village d'Abénakis sur la rivière Missisquoi », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 15(3), 1961, 319–332.

Cosandey, Fanny et Descimon, Robert, *L'absolutisme en France : Histoire et historiographie*, Paris, Seuil, 2002, 316p.

Dechêne, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Éditions du Boréal, 1994, 283p.

Dechêne, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris/Montréal, Éditions du Plon, 1974, 588 p.

Delâge, Denys, « Les Iroquois chrétiens des « réductions », 1667-1770 », *Recherches amérindiennes au Québec*, 21 (1-2), 1991, p. 59-70.

Didier, Sébastien, « Entre ville et campagnes, les subdélégués de l'intendance canadienne (1675-1763) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 70(1-2), 2016, p. 113–137.

Didier, Sébastien, « Représenter l'intendant et servir la population locale. Étude politique de la subdélégation canadienne (1680-1760) », *Bulletin d'histoire politique*, 26(1), 2017, p. 119–139.

Dubé, Alexandre. « Les Amérindiens sous le regard des bureaux de la Marine (1660-1760). Quelques pistes de réflexion sur un objet administratif », dans Gilles Havard et Mickaël Augeron, dir. *Un Continent en partage. Cinq siècles de rencontres entre Amérindiens et Français* (Paris, Les Indes savantes), 2013, p.153-176.

Dubé, Jean-Claude, *Claude-Thomas Dupuy, intendant de la Nouvelle-France, 1678-1738*, Éditions Fides, Ottawa, 1969, 395p.

Dubé, Jean-Claude, *Les intendants de la Nouvelle-France*, Montréal, Fides, 1984, 327p.

Eccles, W. J, « The Fur Trade and Eighteenth-Century Imperialism », *The William and Mary Quarterly*, Vol. 40, No. 3 (Jul. 1983), pp. 341-362.

Foucault, Michel, *L'ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Éditions Gallimard, Paris, 1971, 81p.

Frégault, Guy, *La civilisation de la Nouvelle-France, 1713-1744*, Éditions Fides, Ottawa, 1969, 242p.

Frégault, Guy, *Le XVIIIe siècle canadien : études*, Édition HMH, Montréal, Canada, 1968, 387p.

Grabowski, Jan « Les Amérindiens Domiciliés et la « contrebande » des fourrures en Nouvelle France » *Recherches amérindiennes au Québec* 24, 3, 1994 : 45-52.

Gray, Linda Breuer, *Narratives and Identities in the Saint Lawrence Valley, 1667-1720*, PhD Thesis for the Department of History, McGill University, Montréal, May 1999, 351p.

Guévin, Marc, *Le commerce Montréal-Albany sous le Régime français : histoire d'un phénomène commercial*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1995 : 1-145.

Haudrère, Philippe, *La Compagnie française des Indes au XVIIIe siècle*, Seconde édition, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2005, Tomes 1 et 2, 1071 p.

Havard, Gilles, *Empire et métissages, 2e édition. Indiens et Français dans le Pays d'en Haut, 1660-1715*, Québec/Paris, Éditions du Septentrion/Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2017, 603p.

Havard, Gilles. « « Les forcer à devenir Citoyens ». État, Sauvages et citoyenneté en Nouvelle-France (XVIIe-XVIIIe siècle) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 64e année, no. 5, 2009, pp. 985-1018.

Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois : Amérique du Nord, 1600-1840*, Éditions des Indes Savantes, Paris, 2016, 885p.

Houllemare, Marie « La fabrique des archives coloniales et la naissance d'une conscience impériale (France, XVIII^e siècle) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2014/2 (n°61-2), p. 7-31.

Innis, Harold A. *The Fur Trade In Canada, An Introduction to Canadian Economic History, revised edition*, University of Toronto Press, Toronto, 1970, 463p.

Lunn, Jean. « The Illegal Fur Trade out of New France, 1713-60. » *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association*, volume 18, numéro 1, 1939, p. 61–76.

Miquelon, Dale, *New France, 1701-1744: "A supplement to Europe"*, McClelland and Stewart, Toronto, 1987, 345p.

Noel, Jan, « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009-2010, p. 209-241.

Norton, Thomas Elliot, *The Fur Trade in Colonial New York*, Madison, U. Wisconsin Press, 1974, 243 p.

Ouellet, Marie-Ève, « *Et ferez justice* » : le métier d'intendant au Canada et dans les généralités de Bretagne et de Tours au 18^e siècle (1700-1750), Thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal et Université Rennes 2 (UEB), 2014, 382p.

Parmenter, Jon, « The Significance of the 'Illegal Fur Trade' to the Eighteenth Century Iroquois », dans Louise Johnston, ed., *Aboriginal People and the Fur Trade: Proceedings of the 8th North America Fur Trade Conference*, Akwesasne (Ottawa, ON, 2001), 40-47.

Parmenter, Jon, « "L'Arbre de Paix": Eighteenth-Century Franco-Iroquois Relations », *French Colonial History*, 2003, vol. 4, p. 63-80.

Parmenter, Jon W., « 'OnenwahatirighsiSa Gentho Skagnughtudigh » : Reassessing Haudenosaunee Relations with the Albany Commissioners of Indian Affairs, 1723-1755 », dans Nancy L. Rhoden, dir., *English Atlantics Revisited: Essays Honouring Ian K. Steele*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's UP, 2007, p. 235-283.

Richter, Daniel K., *The Ordeal of the Longhouse: The Peoples of the Iroquois League in the Era of European Colonization*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1992, 436p.

Robert, Dhyana, *La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2016, 126p.

Roy, Dave, *Les syndics des négociants et la réglementation commerciale en Nouvelle-France, 1717-1760*, Thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2013, 141p.

Tesdahl, Eugene, *The Price of Empire: Smuggling between New York and New France, 1700-1754*, PhD Thesis for the Department of History, University of Colorado, 2012, 209p.

Wien, Thomas, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760: The Uses of Fur-Trade Imperialism », *Revue de la Société historique du Canada*, 1, 1990: p. 293-317.

Wien, Thomas, « Rex in Fabula : travailler l'inquiétude dans la correspondance adressée aux autorités métropolitaines depuis le Canada (1700-1760) », *Outre-mers*, tome 96 (n° 362-363), 2009 : p. 65-86.

Vachon, André, *L'administration de la Nouvelle-France, 1627-1760*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 1970, 87p.

Willmott, Cory, « From Stroud to Strouds: The Hidden History of a British Fur Trade Textile », *Textile History*, 36:2, 2005 p.196-234.

Sites Web

Bibliothèque nationale de France. <http://gallica.bnf.fr/?lang=FR>

Bibliothèques et Archives du Canada. Archives de la Nouvelle-France. <http://nouvelle-france.org/fra/Pages/archives-nouvelle-france.aspx>

Bibliothèque et Archives Nationales du Québec.
http://pistard.banq.qc.ca/unite_chercheurs/recherche_simple

Dictionnaire Biographique du Canada. <http://www.biographi.ca/>

Ministère de la Justice du Québec. La justice sous le Régime français.
<https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/historique/la-justice-sous-le-regime-francais/>